



# Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16179 - 7 F

VENDREDI 31 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES

Pietro Citati  
dans la « cathédrale »  
proustienne



## Grève à la SNCF

La CGT et la CFTD donnent la parole à leur base pour évaluer la mobilisation des cheminots face au projet de réforme de la SNCF. p. 17

## « Le Monde » lourdement condamné

Notre directeur, Jean-Marie Colombani, explique pourquoi Le Monde fait appel du jugement qui le condamne à verser 200 000 francs à Jean-Luc Lagardère. p. 32

## Le « Bibigate » de Jérusalem

La télévision publique israélienne accuse Benjamin Netanyahu d'avoir conclu un étrange marchandage avec un parti nationaliste pour préserver sa majorité à la Knesset. p. 2

## 3 300 maîtres auxiliaires « sauvés »

François Bayrou propose le rattachement de 3 300 maîtres auxiliaires. Les discussions se poursuivent sur les conditions de titularisation. p. 10

## La vie au Foncier



Depuis que les salariés occupent le siège du Crédit foncier de France, les rapports humains changent, les barrières hiérarchiques tombent. p. 14

## Chute des bénéfices à TF1

Dans un entretien au Monde, Patrick Le Lay, PDG de la chaîne, annonce une compression des coûts en 1997-1998, pour faire face à la chute de 8,6 % des bénéfices de TF1 en 1996. p. 29

## Le FLNC-canal habituel se dissout

Le mouvement clandestin, bras armé du MPA, a annoncé, mercredi, sa dissolution. p. 7

## « Made in France »

Le Musée national d'art moderne expose au Centre Beaubourg à Paris une sélection d'œuvres de 1947 à 1997, sous le titre « Made in France ». p. 26

## Football : rigueur madrilène

Pour prendre le meilleur sur Barcelone, les footballeurs de Madrid adoptent la rigueur milanaise. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 F CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFI ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République, 9 F ; Suède, 800 F SFA ; Suisse, 75 SFR ; Tchécoslovaquie, 120 Kč ; USA, 2,25 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 131 - 7,00 F



## Les Français jugent sévèrement la justice

● Selon un sondage Sofres-« Le Monde »-RTL, 82 % pensent que la magistrature est « soumise au pouvoir politique » ● 73 % soulignent la mansuétude des juges envers les élus ● L'accélération des procédures est considérée comme une réforme prioritaire

UN SONDAGE de la Sofres pour le compte du Monde et de RTL fait apparaître un divorce entre les Français et la justice. Réalisé les 24 et 25 janvier, peu après l'installation par Jacques Chirac de la commission de réflexion sur la justice présidée par Pierre Truche, cette étude met en lumière un immense scepticisme à l'égard du respect de l'égalité devant la loi. 82 % des personnes interrogées estiment que la justice est « soumise au pouvoir politique ». 73 % pensent qu'elle est plus indulgente avec les hommes politiques qu'avec leurs concitoyens, et 69 % émettent ce constat pour les hauts fonctionnaires. Les chefs d'entreprise, les médecins, les policiers et les journalistes arrivent très loin derrière ces deux catégories. Les préférences politiques ne jouent guère : la conviction que les élus et les hauts fonctionnaires bénéficient d'un traitement de faveur est partagée par les sympathisants de droite et de gauche.

En matière de réformes, la priorité des priorités est, aux yeux des

LEVEZ  
LA MAIN DROITE  
ET DITES :  
« JE  
RACCROCHE » !



sondés, l'accélération des délais de procédure et de jugement : ce souci est partagé par 76 % des personnes interrogées. Mais l'indépendance du parquet - actuellement placé « sous l'autorité » du garde des sceaux - est très clairement plébiscitée : 71 % des personnes interrogées la souhaitent. Enfin, le respect de la présomption d'innocence n'apparaît pas comme un souci prioritaire des Français. Pour plus de la moitié des personnes interrogées, imposer un secret total de l'instruction constituerait surtout « un moyen d'empêcher la presse de parler des affaires ».

Le Monde a demandé à plusieurs anciens gardes des sceaux de commenter les résultats de cette enquête d'opinion. MM. Nallet, Klejman, Sapin, Vauzelle et Méhaignerie analysent ces résultats, « consternants » selon Michel Vauzelle, et font part de leurs propositions pour réformer l'institution judiciaire.

Lire pages 8 et 9

## Le kidnapping de millionnaire, spécialité allemande

BONN

de notre correspondant

Il ne fait pas bon être trop riche en Allemagne. Les détenteurs de grosses fortunes se terrent dans leurs belles maisons et s'entourent de mesures de sécurité renforcées depuis que plusieurs d'entre eux ont été victimes d'attaques spectaculaires : enlèvements, chantage à la rançon et, dans un cas, la mort. C'est à Hambourg, la ville qui abrite les plus grosses fortunes du pays, que les truands ont choisi de concentrer leurs activités. Hambourg se donne des airs de Palerme du Nord et, dans les quartiers les plus huppés, on ne sort plus de sa villa sans une très forte angoisse au ventre et le sentiment que, peut-être, on ne reverra plus jamais sa femme ni ses enfants.

Le dernier cas remonte au mardi 28 janvier. Ce jour-là, Michael Otto (53 ans), patron du groupe de vente par correspondance basé à Hambourg et qui porte son nom, veut mettre un terme à une longue période de terreur. Il a accepté de verser une rançon de

2,5 millions de marks (8,5 millions de francs) à un homme qui le menace de mort, ainsi que sa famille, depuis plusieurs semaines. Les deux hommes se sont entendus sur le lieu de la remise de l'argent, qui devra être jeté de la fenêtre d'un train sur la ligne qui relie Lübeck à Kiel, dans le nord de l'Allemagne. Le sac de billets est jeté du train à l'endroit convenu. Peu après, le malfaiteur tombe entre les mains de la police qui avait bien entendu quadrillé les lieux.

Si le cas Otto s'est bien terminé, c'est en grande partie à cause de l'amateurisme du petit malfaiteur, un ancien agent commercial acculé à la faillite et endetté jusqu'au cou.

D'autres cas récents ont montré que certains grands criminels allemands sont prêts au pire pour parvenir à leurs fins. On n'a pas oublié Jakob Fiszman, 40 ans, patron d'une importante firme immobilière à Francfort-sur-le-Main, enlevé le 1<sup>er</sup> octobre 1996 au moment où il montait dans sa voiture à la sortie de son bureau. Une rançon de 4 millions de marks fut exigée. Très vite, la famille

paya. Et le cadavre de Jakob Fiszman fut découvert peu après, dans une forêt du massif du Taunus. Le nom du principal suspect avait déjà été cité lors d'une affaire d'enlèvement en 1993, dont avait été victime l'un des rois de la viande de la région de Francfort.

Tout porte à croire que le rapt de millionnaire est devenu une spécialité allemande. Otto et Fiszman prennent place sur une longue liste qui serait incomplète si l'on ne parlait pas de Jan Philipp Reemtsma, héritier atypique de Hambourg, sociologue historien et multimillionnaire grâce à la réussite de son père dans le commerce des cigarettes, enlevé le 25 mars 1996 à la porte de sa villa et sequestré dans une cave pendant plus d'un mois. Une rançon de 30 millions de marks fut payée aux ravisseurs. Le procès de deux des suspects, qui a lieu actuellement à Hambourg, passionne les Allemands qui y trouvent les ingrédients du roman policier contemporain.

Lucas Delattre

## Défense européenne : la querelle de Nuremberg

NOUS NE SOMMES pas en 1954. Les polémiques du Palais-Bourbon sur le « concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense » ne furent qu'un pâle écho des empoignades auxquelles donna lieu, il y a plus de quarante ans, la Communauté européenne de défense (CED). Une coalition hétéroclite de gaullistes,

de communistes et de quelques radicaux avait alors eu raison du projet d'armée européenne. L'Europe - au moins l'Europe de la défense - ne s'en est pas encore remise. Elle se débat depuis avec les mêmes problèmes et les mêmes contradictions.

Nous ne sommes plus en 1954, mais il n'en faudrait pas beaucoup

pour que des rangs les plus divers de la majorité et de l'opposition d'aujourd'hui se lève la cohorte des intégristes de l'Europe, les spécialistes de l'antigermanisme et des nostalgiques de la « défense nationale ». En refusant l'Europe dans l'OTAN, ils auront l'OTAN sans l'Europe, comme les adversaires de la CED, en refusant le

réarmement de l'Allemagne dans l'Europe, eurent le réarmement de l'Allemagne... dans l'OTAN.

Il a fallu qu'un président de la République se réclamant du gaullisme arrive à l'Elysée pour que la France en arrive à cette constatation de bon sens et pourtant courageuse : on ne peut pas faire l'Europe sans les Européens ; on ne peut pas construire une identité européenne de sécurité et de défense dans la solitude, sans nos partenaires européens et parfois contre leur volonté, comme on a feint de le croire pendant des décennies. Or nos partenaires européens - en tout cas les plus importants d'entre eux -, sont, que cela plaise ou non, intégrés dans l'OTAN. Si l'on attend qu'ils se détachent de cette organisation pour se rallier à une fantomatique Europe de la défense, on reparlera dans quarante ans de la défense européenne dans les mêmes termes qu'après 1954.

C'est donc dans l'OTAN qu'il faut aller les trouver, travailler avec eux pour les convaincre que les Européens tous ensemble doivent avoir aux côtés des États-Unis une place correspondant à leurs responsabilités et à leurs engagements.

Daniel Vernet

Lire la suite page 16  
avec l'analyse d'Alain Frachon  
et nos informations page 4

FRANÇOIS MASPERO

Photographies de Klavdiy Sluban

Editions du Seuil

## Le gouvernement préfère abaisser l'impôt sur le revenu plutôt que la TVA

LE GOUVERNEMENT pourrait renoncer à sa promesse de supprimer la majoration « temporaire » de la TVA, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1995. C'est ce qu'Alain Lamassoure a laissé entendre, mercredi 29 janvier. Le ministre délégué au budget a admis qu'en cas de marges de manœuvre supplémentaires générées par la croissance économique, le gouvernement pourrait être tenté de ne pas respecter son engagement.

Une telle baisse fiscale, a-t-il dit, « n'est pas follement sexy ». Il a, pour la première fois, déclaré préférable d'envisager une accélération de la baisse de l'impôt sur le revenu, soit en le diminuant de 75 milliards de francs en « trois ou quatre ans » au lieu des cinq ans annoncés, soit en allant au-delà des 75 milliards prévus.

Lire page 6

## Lunes étranges de Jupiter

IO, EUROPE, GANYMÈDE ET CALLISTO, les plus grosses des seize « lunes » de Jupiter, ne cessent d'étonner les astronomes. La sonde américaine Galileo a survolé de près les trois premières. Ses observations renforcent le caractère insolite des données recueillies par ses prédécesseurs, Pioneer-10, Voyager-1 et Voyager-2, dans les années 70. Les « satellites galiléens » - ainsi nommés parce qu'ils ont été découverts par Galilée en 1610 - ressemblent plutôt à la Terre qu'à l'énorme bolus de gaz autour duquel ils tournent.

L'un d'eux, Europe, pourrait même abriter une forme de vie.

Lire page 22

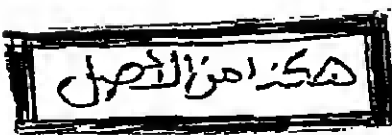
## Le canular du professeur



PROFESSEUR de physique à l'université de New York, Alan Sokal est l'auteur d'un canular « géant » publié en 1996 par la revue Social Text sous le titre « Transgression des limites : vers une herméneutique transformatrice de la gravité quantique ». Il s'agissait d'une parodie de la « pensée informelle favorisée par un vocabulaire obscur qui dénie l'existence de la réalité objective ». Alan Sokal explique au Monde pourquoi il s'est lancé, très sérieusement, dans cette aventure.

Lire page 15

International	2	Aujourd'hui	22
France	4	Jour	23
Société	3	Météorologie	25
Régions	12	Culture	26
Caract.	13	Communication	29
Horaires	14	Abonnements	30
Entreprises	17	Radio-Télévision	30
France-Marchés	20	Monnaie	31



**PROCHE-ORIENT** Les révélations de la chaîne publique israélienne selon lesquelles le premier ministre israélien aurait accepté un marchandage politico-judiciaire pour

préserver sa majorité à la Knesset ravivent les tensions entre la télévision et le pouvoir. Selon la journaliste Ayala Hasson, Benyamin Nétanyahou aurait accepté de nommer au

poste stratégique de conseiller juridique du gouvernement un obscur avocat, Roni Bar-On, proche d'un chef de parti poursuivi pour corruption, qui escomptait échapper à cer-

taines de ses poursuites. **UN DÉMENTI** vigoureux du gouvernement a répondu à ces accusations. M. Nétanyahou évoque à nouveau le projet d'une privatisation de la chaîne.

L'ex-dissident Nathan Chitcharansky, aujourd'hui ministre israélien du commerce, effectue sa première visite à Moscou depuis qu'il avait quitté son pays en février 1996.

## L'affaire du « Bibigate » secoue Israël

Un bras de fer oppose le gouvernement de Benyamin (« Bibi ») Nétanyahou à la télévision publique. Sans en apporter de preuves pour le moment, celle-ci a accusé le pouvoir d'un étrange marchandage avec un parti nationaliste

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant  
Colossal « canard » ou scoop du siècle ? Depuis une semaine, les yeux sur son petit écran bleu, Israël retient son souffle. Qui, du gouvernement ou de la chaîne de télévision publique, dit la vérité ? Lourd suspense. Lorsque l'épais brouillard qui entoure encore « l'affaire » se sera dissipé, qui, du pouvoir ou de la boîte à images, mardra la poussière ? Là est l'enjeu. De l'avis des témoins de l'opposition et de l'aveu même de plusieurs ministres en exercice, il n'y a pas d'alternative : à l'issue du scandale, espérée pour les semaines à venir par la police qui enquête, « ou bien le gouvernement tombe, ou bien il n'y aura plus de chaîne publique en Israël ».

### Fraudes, faux et corruption

Le procès de l'ancien ministre de la justice, Yaakov Neeman, accusé de fraude et d'entrave à la justice, a commencé mercredi 29 janvier. M. Neeman, qui avait rejeté les accusations portées contre lui, avait toutefois démissionné en août 1996 sous le coup d'une inculpation pour financement illégal d'activités politiques. La justice lui reproche de faux témoignages au tribunal en vue de protéger le chef du parti orthodoxe sépharade Shass, Arié Deri, également impliqué dans le scandale qui embarrasse M. Nétanyahou et qui fait l'objet depuis sept ans de poursuites dans une affaire de corruption.

La police a également annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête criminelle contre le chef de cabinet de M. Nétanyahou, Avigdor Lieberman, suspecté de faux et usage de faux concernant des rapports établis sur la télévision d'Etat. Plusieurs députés de l'opposition accusent M. Lieberman d'avoir « mis des faux aux ministres... » (Joa) 420

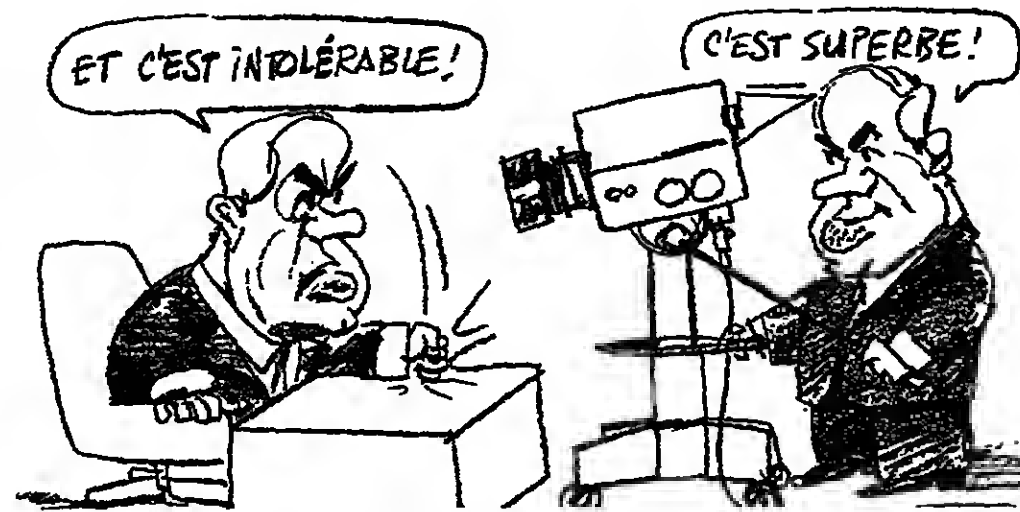
Tout commence, mercredi 22 janvier, en pleine grand-messe du « 20 heures ». Ce soir-là, devant un petit tiers médusé du pays - les autres téléspectateurs regardent, comme à l'accoutumée, le journal

concurrent de la 2<sup>e</sup> chaîne -, une jeune et blonde journaliste assène son scoop. « Nous pouvons affirmer, preuves en mains, qu'un marchandage triangulaire au terme duquel le gouvernement a obtenu l'assentiment du parti Shass pour l'accord avec les Palestiniens sur Hébron en échange de la nomination de Roni Bar-On au poste de conseiller juridique du gouvernement a été passé. M<sup>re</sup> Bar-On devait, une fois nommé, obtenir de la justice qu'elle passe l'éponge sur une partie des chefs de mise en examen pour corruption d'Arié Deri, numéro un politique du Shass... »

L'émol s'empare de tout le pays. Offrir le troisième poste juridique le plus important du pays à un obscur avocat pénal pour qu'il détournât la justice de son cours normal, relèverait, de l'avis général, de la corruption pure et simple. Benyamin Nétanyahou est furieux. Interrogé le lendemain de la révélation du scoop par l'édition arabe du journal télévisé de la première, il refuse de répondre à une question sur l'affaire, arrache brutalement son micro cravate, se lève et maugrée que tout cela est « horrible » et « totalement fabriqué ».

**PRIVATISATION EN QUESTION**  
Dans les jours qui suivent, tandis que la première chaîne maintient ses informations et assure être à la disposition de la police pour en fournir les preuves, sinon leur source, le premier ministre multiplie les attaques contre la « pseudo-objectivité » de la presse israélienne. Déclenchée dès l'été 1996 par le candidat Nétanyahou pour cause de « parti pris scandaleux en faveur du pouvoir travailliste », l'offensive contre la chaîne publique est réactivée.

« Notre presse n'est libre qu'en termes très relatifs, lance M. Nétanyahou le 23 janvier. Elle est contrôlée par l'opposition. La première chaîne s'est opposée à moi avant comme après les élections. Visiblement, ces gens ont du mal à s'ajuster ou résulter... » Dans la foulée, les censeurs du prince font feu de tout bois. « Les comptes seront réglés plus tard », menace l'un. « Nous allons privatiser tout cela », lâche l'autre. Le projet, en réalité, n'est pas nouveau et l'actuel ministre de la communication, Livnat, l'a mis à l'étude dès son arrivée au pouvoir il y a sept



mois. Fille de colons et partisane acharnée du Grand Israël, elle a également promis de légaliser des que possible, Artzt 7, la radio pirate des colons.

Pour Akiba Cohen, professeur de communication à l'université de Tel Aviv, « même si la première chaîne s'est trompée, on ne trouvera jamais une majorité à la Knesset pour voter sa privatisation. Qui diffuserait les émissions éducatives, les shows de variétés, les journaux et

débats politiques en orbe ou en russe pour nos minorités ? Quelle chaîne privée accepterait de fournir gratuitement plusieurs heures d'antenne chaque semaine aux rabbins et aux débats talmudiques que la première diffuse ? »

Certainement pas la deuxième, contrôlée par trois opérateurs privés qui se partagent le temps d'antenne et le marché de la publicité. En fait, les plus vifs opposants à l'éventuelle privatisation de la

« une » sont les directeurs de la « deux ». « Lorsque nous avons signé, dit l'un d'eux, Ouzi Peled, le gouvernement a promis que nous serions les seuls à avoir le droit de diffuser de la pub télévisée. » Le marché, ajoute-t-il, « est trop étroit pour supporter deux chaînes privées ».

Plus vive, plus moderne dans son tabillage, moins amoncelée - certains disent « plus vulgaire » - que la première, la petite nouvelle,

mise en service à l'automne 1993, a rafié les deux tiers de l'Audimat. Réputée, à tort ou à raison, plus proche de la droite au pouvoir, la « deux » a gagné la guerre de l'audience avec les recettes cauteuses : jeux, débats politiques décalés, sport et séries américaines coûteuses qu'elle seule a les moyens de s'offrir. Son succès, ajouté à l'introduction du câble il y a six ans - 35 chaînes internationales offertes à 800 000 abonnés pour 250 francs par mois - a achevé de destabiliser « l'ancêtre » du paysage télévisuel israélien.

Plus ou moins démarquée dans ses statuts de la défunte Office de radio-télédiffusion française (ORTF), l'Autorité israélienne de diffusion regroupe la première chaîne télévisée - créée en mai 1968 - et dix-sept stations de radio. Elle est financée par une redevance annuelle (environ 800 francs par récepteur) et son budget, en baisse de 3,5 % cette année, s'établit à 1,2 milliard de francs pour près de 1 900 employés et journalistes. « 20 % de trop », s'accrochent à reconnaître tous les spécialistes. Si le « scoop du siècle » n'est pas avéré, la coupe sera sans doute plus sombre encore.

Patrice Claude

## Les très longues heures de la journaliste Ayala Hasson

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant  
Ayala Hasson vit des heures inoubliables. A trente-quatre ans, journaliste de base au service des affaires pénales de la première chaîne de télévision publique, la voilà qui tient en haleine un pays tout entier. Tétanisé par l'« affaire », Israël

### Portrait

La nouvelle vedette du journalisme est peut-être à l'origine du « scoop » du siècle

suit avec passion la partie de bras fer engagée depuis une semaine par cette jeune femme contre le pouvoir de Benyamin Nétanyahou. Si elle gagne, le gouvernement saute. Si elle perd... « Je suis bien consciente des lourdes responsabilités qui pèsent sur mes épaules, confie-t-elle au quotidien Maariv. Mais je suis absolument sûre de mes informations... »

Le rédacteur en chef, Yair Stern, plutôt proche du Likoud, soutient sa journaliste. Rafik Halaby, un druze, sympathisant travailliste et chef des informations, aussi. Les coudes et concours de la rédaction « espèrent » qu'Ayala Hasson « a les preuves de ce qu'elle avance ». Mais, secret professionnel oblige, ils n'ont rien vu. La police, qui a

interrogé cette nouvelle vedette du journalisme, à deux reprises, en une semaine, et qui loue sa « coopération », n'en dit pas plus. Mardi, l'avocat personnel de M. Nétanyahou a été entendu. Et l'éphémère conseiller juridique du gouvernement, par qui tout le scandale serait arrivé, Roni Bar-On, a été interrogé pendant quatre heures avant d'annoncer qu'il portait plainte en diffamation contre la journaliste et ses supérieurs.

Née dans une famille immigrée du Maroc, Ayala Hasson a bénéficié d'un coup de chance professionnel extraordinaire. Théoriquement, c'est Michaël Doron, son supérieur immédiat à la cellule des affaires pénales, qui suivait l'affaire Bar-On. Mais après la démission forcée de ce dernier le 12 janvier le journaliste est parti en congé et le dossier lui est provisoirement échu.

Élégante, aussi blonde aujourd'hui qu'elle était brune il y a quelques mois, la jeune femme est entrée à la télévision en octobre 1993. Elle sortait à peine de l'école de journalisme et n'avait effectué jusqu'à ce que quelques stages dans la presse écrite.

Elle fut physiquement menacée par Ouzi Mesbouliam, le « rabbin fou » d'origine yéménite qui avait défrayé la chronique en 1994 en prenant avec ses fidèles plusieurs dizaines de personnes en otage - il est aujourd'hui en prison - à cette occasion, les téléspectateurs avaient déjà pu remarquer son sang-froid. Dotée d'une voix basse, presque rauque, qui dégage à l'antenne une cer-

taine assurance, la journaliste avait également signé un petit scoop remarqué en interrogeant, quelques jours après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, la mère de son jeune meurtrier, Yigal Amir. Rien à voir pourtant avec l'ampleur potentiellement dévastatrice de ses révélations d'aujourd'hui.

### PROTECTION DES SOURCES NON GARANTIE

L'enquête de police ouverte dimanche par le procureur général de l'Etat vise à établir, au nom du bien public, la véracité du maquillage dénoncé par la télévision. Dans les jours qui viennent, si les enquêteurs estiment ne pas pouvoir établir les faits sans les preuves - on parle d'un enregistrement ou d'un document signé - qu'affirme détenir Ayala Hasson, ils peuvent s'adresser à un tribunal pour contraindre la journaliste à les fournir. La protection des sources de presse, en Israël, n'est pas garantie par une loi spécifique, mais par une jurisprudence établie naguère par la Cour suprême à propos d'une affaire qui n'est pas exactement semblable. Il risque donc d'y avoir débat.

Des confrères locaux vont jusqu'à sursumer en privé que toute l'affaire ne serait qu'une manipulation politique destinée à détruire une fois pour toutes la crédibilité de la chaîne publique pour mieux accélérer sa privatisation. Ayala Hasson préfère ne pas y penser. Sa hiérarchie non plus.

P. C.

## La première visite du ministre Nathan Chitcharansky, ex-dissident, à Moscou

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Parti les fers aux pieds, il est revenu sur un tapis rouge. Onze ans après avoir quitté la Russie à l'arrière d'une voiture du KGB, l'ancien « refuznik » soviétique, Nathan Chitcharansky, est en visite officielle à Moscou comme ministre israélien du commerce. Arrêté en 1987, condamné en 1988 à trois ans de prison et dix de travaux forcés, l'ex-dissident est arrivé hundi 27 janvier dans la capitale russe à la tête d'une imposante délégation pour une mission de relations économiques, amicales, entre la Russie et Israël.

« Je suis revenu dans un pays où j'ai passé beaucoup d'années de ma vie, dont je connais la langue, dont je partage la culture », a déclaré M. Chitcharansky à l'aéroport. Tirant un trait sur le passé, il a ajouté : « Hier nous devions nous battre les uns contre les autres, mais aujourd'hui nous pouvons travailler ensemble, vivre ensemble, prier ensemble. » Premier membre du nouveau cabinet israélien à se rendre en Russie, M. Chitcharansky mise sur les nombreux juifs originaires de l'ex-URSS qui vivent au-

jourd'hui en Israël pour établir des nouveaux liens entre les deux pays. Mais la visite de l'ex-dissident a été envahie par les fantômes du passé.

### HOMMAGE À SAKHAROV

L'un des champions du Comité Helsinki pour les droits de l'homme, défenseur du droit des juifs soviétiques à émigrer, Nathan Chitcharansky, informaticien et mathématicien de formation, alors connu sous le prénom russe d'Anatoli, avait passé neuf ans dans les geôles soviétiques. Puis, déchu de sa citoyenneté, il avait été libéré lors d'un spectaculaire échange « d'espions » entre l'Est et l'Ouest en février 1986, sur le pont Glienicke qui reliait alors les deux secteurs de Berlin. Installé depuis en Israël, l'ex-dissident s'est peu à peu lancé en politique, faisant un parti pour représenter les immigrants d'ex-URSS (Israël Ba-Aliya) qui a remporté sept sièges (sur 120) aux législatives de mai 1996 et obtenu deux portefeuilles dans le nouveau gouvernement.

Dès son arrivée à Moscou, Nathan Chitcharansky s'est rendu sur la tombe de son père qu'il n'avait jamais vu. Puis il a rencontré un

vice-premier ministre russe, signé un protocole de coopération économique avec le maire de Moscou, Iouri Loujkov.

Au second jour de sa visite, l'ex-refuznik n'a pu s'empêcher de revenir sur son passé. Il est allé se recueillir dans un cimetière du sud de Moscou, sur la tombe du prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, qui fut son ami, son professeur de physique et son compagnon de dissidence. Récitant une prière en hébreu, déposant des fleurs sur la tombe du célèbre dissident décédé en 1989, Nathan Chitcharansky s'est souvenu qu'il avait déjà voulu revenir à Moscou pour les funérailles de Sakharov : « Mais alors j'étais toujours considéré comme un espion ici. Je n'ai jamais eu l'autorisation de venir. »

Sur l'insistance de Chitcharansky, la mairie de Jérusalem a baptisé l'un des jardins aux portes de la ville du nom de Sakharov. « Par son exemple et par ses paroles, Andreï Sakharov a changé le destin de milliers de personnes et je suis une de celles-là », a expliqué le ministre israélien. Puis, accompagné par sa femme Avital, l'ex-dissident s'est rendu à la synagogue centrale de Moscou, là où les deux époux

s'étaient rencontrés pour la première fois en 1973, lors d'un rassemblement juif à l'occasion de la guerre du Kippour. « C'était notre ministère des affaires étrangères, s'est souvenu M. Chitcharansky, c'est d'ici que nous envoyions nos lettres à l'Ouest, que nous organisions nos manifestations. » Revoyant la capitale russe pour la première fois depuis vingt ans, M. Chitcharansky a fait part de ses impressions. « Moscou ressemble à la même ville qu'avant. Mais quand vous parlez avec les gens, vous comprenez que le pays a beaucoup changé. » Au dernier jour de sa visite à Moscou, l'ex-dissident devait se rendre en pèlerinage à la tristement célèbre prison de Lefortovo, où il a passé près de deux ans de détention avant d'être transféré dans le camp de Perm-35, à quelque 1200 kilomètres à l'est de Moscou, dans les montagnes de l'Oural. Lors de son séjour à Moscou, l'ex-dissident a pu aussi constater que la Russie n'avait pas complètement changé. Les autorités lui ont ainsi refusé le droit de visiter son ancien goulag de Perm-35, pour des « raisons techniques ».

Jean-Baptiste Naudet

L'extraordinaire aventure du fameux espion et celle de son père, instigateur diabolique de la mainmise américaine sur le pétrole de l'Arabie Saoudite.  
Toute l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle

**PHILBY**  
PERE ET FILS  
LA TRAHISON DANS LE SANG

ST. JOHN PHILBY 1905 - 1990  
TOM PHILBY 1912 - 1968

Anthony Cave Brown  
AUTEUR DE LA  
**GUERRE SECRÈTE**

PYGMALION/GERARD WATELET



# Pas de « menace imminente » contre le régime de Saddam Hussein, selon Washington

« Le chef de la commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, Rolf Ekeus, a estimé mercredi 29 janvier, que les déclarations du Conseil de sécurité des Nations unies sur ce dossier restent trop timides et encourageaient Bagdad à faire obstruction aux efforts de sa commission. Nous nous sommes heurtés à de sérieux obstacles. Les irakiens nous disent : le Conseil ne vous soutient pas (...) et on ne voit pas pourquoi on coopérerait avec vous. » La commission du désarmement de l'Irak (Unscom) a été mise en place après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe en 1991. - (Reuters).

**Kinshasa accuse ses voisins, qui démentent, d'avoir envoyé plusieurs milliers d'hommes dans l'est du pays pour appuyer la rébellion et réaffirme sa volonté de récupérer par la force les provinces du Nord et du Sud-Kivu**

communiqués coïncide avec la présence aux Nations unies, à New York, du vice-premier ministre zairois, ministre des affaires étrangères, Gérard Kamanda wa Kamanda. Celui-ci a entrepris d'expliquer au Conseil de sécurité la posi-

tion de Kinshasa, qui entend bien récupérer par la force les provinces du Nord et du Sud-Kivu conquises par des rebelles soutenus ouvertement depuis septembre 1996 par l'Ouganda et le Rwanda.

« Deux à trois mille hommes se trouvent sur l'axe Walikale-Kisanga-

ces localités sont situées nord-Kivu et dans le Haut-Kivu, à 300 kilomètres au nord de Goma, le fief du chef rebelle Désiré Kabila. Le régime des FAZ indique également deux mille militaires auraient quitté Fizi (sud-Kivu, capitale du Sud-Kivu) pour se diriger vers Kalemie (un

[illegible]

**Zaire.** »

La recrudescence de l'activité militaire dans l'est du pays et les premières communications officielles de l'état-major zairois interviennent alors que le chef de la diplomatie de Kinshasa, Gérard Kamanda wa Kamanda, se trouve à New York où il a rencontré Mohamad Sahnoun, le représentant spécial du secrétaire général pour la région des Grands Lacs. M. Kamanda a réitéré, au lendemain d'un entretien avec le nouveau secrétaire général, Kofi Annan, la volonté de son gouvernement de reconquérir « tous les territoires de l'est tombés aux mains des rebelles ». Il a également expliqué au Conseil de sécurité que son pays était victime d'« une agression de la part de ses voisins rivaux et ougandais ». Le ministre zairois des affaires étrangères a également fait part de ses doutes auprès de M. Annan sur le mandat confié à la fois par l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à M. Sahnoun qui appelle aux négociations et estime nécessaire la « mise sur pied d'un *min-pion Marshall* » pour résoudre la crise et les conflits de la région des Grands Lacs. — (AFP Reuter).

## Les Zaïrois ne veulent pas des « billets-prostates »

## KINSHASA

*de notre envoyé spécial*

Sur le Grand Marché, au centre de Kinshasa, les marchandes sont formelles. « Si quelqu'un veut me payer over, je le tape », dit l'une d'elles, plantée devant ses rouleaux de tissu. « On n'en veut pas, des prostistes », crie une autre, qui vend des sandales de plastique dorées. Elles crachent, littéralement, sur les nouvelles coupures que vient d'émettre la Banque du Zaïre : des billets de 100 000, 200 000, 500 000 et 1 million de « nouveaux » zaires. Une monnaie si dépréciée qu'on l'associe, d'un mot, à la maladie qui tient éloigné le président Mobutu de son pays tandis que celui-ci se débat entre rébellion armée et crises politique et économique.

d'accepter les nouveaux billets, ils préfèrent manipuler d'énormes liasses, quitte à conduire les transactions les plus importantes en dollars. Les billets zairois ne représentent qu'un cinquième de l'argent liquide en circulation dans le pays.

**LE SOUVENIR DE 1993**

Le mécontentement populaire a reçu un renfort imprévu. Le président de l'association nationale des entrepreneurs zairais (Aneza), Bemba Salonga, a publiquement encouragé ses adhérents à ne pas accepter les nouveaux billets. Il a été rapidement désavoué par sa base, d'autant qu'au sein du Parlement de transition il est membre de l'opposition au gouvernement de Léon Kengo Wa Dondo, qui entretient généralement de bonnes relations avec les milieux d'affaires. Mais sur le Grand Marché, les vendeurs ont retenu que même les grands patrons ne veulent pas des nouveaux billets.

Pour sa défense, le gouvernement fait valoir que, cette fois, la planche à billets ne fonctionne pas pour combler le déficit budgétaire. Mais les Zairois restent sceptiques et savent que, lors de précédentes émissions, les nouvelles coupures avaient été stockées par certains dignitaires à des fins de spéculation. Et tout le monde se souvient de ce qui avait précédé les pillages de 1993 : payés en coupures de 2 millions de zaires, que les commerçants refusaient, les militaires avaient mis Kinshasa à sac. La ville se demande aujourd'hui comment réagiront les soldats mobilisés sur le front de l'Est lorsqu'on paiera leur maigre solde (un colonel gagne environ 40 dollars par mois) avec les nouvelles billets...

Thomas Sotinel

## L'ONU accuse l'armée burundaise de la mort de centaines de personnes

**GENÈVE**  
de notre correspondante

En juillet 1994, après l'assassinat de trois délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Cornelio Sommariva, président de cette organisation, avait parlé de « *un génocide ou compte-gouttes* » au Burundi. Un rapport de l'ONU, rendu public mercredi 29 janvier à Genève, souligne que la situation est encore aggravée récemment. Selon la Mission des droits de l'homme des Nations unies, qui a enquêté sur le terrain du 3<sup>e</sup> décembre 1993 au 25 janvier 1994, au moins 1.100 personnes des deux camps pour la plupart - ont été massacrées, durant cette période, par l'armée - dominée par les Tutsis - ou par la rébellion hutu.

Les militaires sont plus particulièrement visés. Le rapport signale une « sur la cinquantaine d'incidents rapportés, plus de vingt-huit ont été » seraient à mettre au compte de « diémenes de l'armée burundaise » et « auraient fait plusieurs centaines de victimes, parmi lesquelles une majorité de femmes et d'enfants ». Le document mentionne en outre un nombre indéterminé d'exécutions sommaires, d'arrestations arbitraires et de disparitions forcées. Le président Pierre Buyoya a récemment demandé des sanctions contre « certains éléments de l'armée » après le massacre de 122 réfugiés hutus rentrés du Tanzanie, le 18 janvier, dans le Nord-est du Burundi.

D'autre part, la mission de FONU apporte que des populations entières, dans les collines, ont été «déplacées» par les militaires et assemblées, contre leur gré, dans des camps «de regroupement». Les victimes de cette politique sont principalement des Hutus qui ne sont plus libres de leurs mouvements, ne peuvent plus se consacrer aux travaux des champs ni à l'élevage du bétail. De surcroît, ils n'ont plus accès à la moindre structure d'enseignement.

«...dans la souffrance», dit le texte. Selon les Burundaises, ces opérations ont pour but que de permettre aux militaires de mieux assurer la protection des habitants des zones à recrudescence de la violence constatée dans l'ensemble du pays. La mission conclut cependant que l'utilisation de ce personnel par les rebelles est un phénomène récent qui prend des proportions alarmantes.

Marie Huruzi, porte-parole  
de «le Burundi n'est plus  
le dit-soutien, ou bord du  
Il y est maintenant tom-  
estime que, l'an passé, on  
chaque mois 2 000 à 2 500  
«dont beaucoup de  
d'enfants devenus orphes  
L'équipe de l'Unicef a  
que la famille gagne du  
Unicef évalue à 750 000 le  
des personnes «dépla-  
cées, on compte 80 %  
s et d'enfants. L'Unicef a,  
s, constaté que les effectifs  
enseignant avaient di-  
moitié (les uns sont  
autres sont réfugiés à  
d'autres encore sont dé-  
s écoles ont été détruites  
gouvernement semble être  
incapacité de payer les insti-

ensemble des organisations humanitaires basées à Gerra, craint qu'une catastrophe ne réapparaisse au Burundi. Le père que la récente nomination de Mohamed Sahnoun, pour l'ONU et l'OUA dans la région des Grands Lacs, sera l'un des moyens de l'éviter. On a l'impression, cette fois, les Nations Unies ne seront pas inactives de l'après. La perspective de nouveaux efforts dans la mesure où des équipes de l'ONU ont déjà désigné des équipes.

**Isabelle Vichniac**

# LE SOFRES 1997

- Jacques Chirac, l'humeur et l'opinion
- La gauche entre deux élections
- Armée : le grand tournant
- Pourquoi ne votent-ils pas communiste ?
- Derrière le brouillard, le bipartisme ?
- La monnaie unique
- Italie : la gauche au pouvoir
- Espagne : la droite au pouvoir
- Les Français et l'Etat
- Les jeunes aujourd'hui
- Vache folle : relecture lexicale

SOFRES

**L'état de  
l'opinion**

1997

présenté par  
Olivier Duhamel  
Philippe Méchet

SEUIL

*Editions du Seuil*



## Paris affirme que le document franco-allemand va dans le sens de l'«européanisation de l'OTAN»

L'opposition dénonce une «otanisation de l'Europe»

Intervenant lors du débat à l'Assemblée nationale, mercredi 29 janvier, sur l'accord de défense franco-allemand, le ministre des affaires étrangères,

Hervé de Charette, a déclaré qu'il s'agit d'un document politique «d'orientation», lequel, selon le président de la commission de la

défense, Jacques Boyon, «ne lèche» ni ne «s'écrit rien» des grandes orientations de la France (lire aussi page 16.)

L'ACCORD DE NUREMBERG est le «premier document franco-allemand définissant la doctrine et les orientations de la France et de l'Allemagne en matière de défense, de stratégie, de coopération militaire et d'armement», a déclaré Hervé de Charette, mercredi 29 janvier, devant l'Assemblée nationale, lors du débat organisé à la demande des députés de l'opposition, mécontents qu'on leur ait caché ce document (Le Monde du 30 janvier). Ce texte

### Imbroglie sur une vraie-fausse diffusion

L'affaire de la non-diffusion du «concept stratégique» franco-allemand devient un véritable imbroglie. Hervé de Charette a admis «quelques imperfections administratives». Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, après avoir dit que le texte ne lui était jamais parvenu, a indiqué qu'il n'avait pas été «autorisé ou invité» à le diffuser. An lendemain du sommet de Nuremberg, le Quai d'Orsay a envoyé le document aux présidents des deux assemblées et aux présidents des commissions de la défense, sans restriction particulière. Le texte a été transmis à plusieurs parlementaires, y compris de l'opposition, qui ne se sont pas crus autorisés à le rendre public. De même, les administrations attendaient le feu vert du gouvernement pour le communiquer aux partenaires de la France... et aux journalistes.

n'est «ni un traité», «ni même un accord», «encore moins un document secret», mais «un document politique d'orientation», a affirmé le ministre des affaires étrangères devant un hémicycle apaisé après les éclats de la veille.

Pour M. de Charette, le document de Nuremberg «constitue un signal politique fort pour nos partenaires, montrant la détermination de la France et de l'Allemagne de renforcer la coopération en matière de défense et de sécurité dans une perspective européenne». «Si l'euro-péanisation de l'Alliance est menée à son terme, a-t-il continué, alors la France prendra sa place, non pas dans les structures anciennes de l'OTAN (...), mais dans des structures rénovées, permettant aux Européens d'assumer pleinement leurs responsabilités».

Jacques Boyon (RPR), président de la commission de la défense, a insisté, lui aussi, sur le fait que le président de la République, en co-signant ce «concept commun franco-allemand (...), n'a rien lâché, rien sacrifié des acquis et des grands principes de notre défense». «Il a même rallié l'Allemagne à des causes qui nous tiennent à cœur», a insisté M. Boyon. «Ce concept n'est pas dirigé contre les Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle il s'inscrit nécessairement dans le cadre de l'OTAN, dans une continuité historique», a déclaré Arthur Paebli, porte-parole de l'UDF. Jeudi matin, sur RTL, le président de l'UDF, François Léotard, a demandé que la France n'aille pas «plus loin» dans son rapprochement avec l'OTAN sans obtenir des «garanties» de la part des Etats-Unis.

Pour l'opposition, l'affaire est réglée: «L'étiquette, c'est l'accord franco-allemand. Le contenu, c'est une certaine dérive vers la soumission aux Etats-Unis et à l'OTAN», a lancé Laurent Fabius. Le président du groupe socialiste a affirmé que «revient en permanence dans l'accord une tonalité atlantiste nouvelle, qui pourrait se résumer ainsi: l'Alliance atlantique est, plutôt que l'Union européenne ou l'UEO, l'organe où doit s'abriter l'identité européenne». «Le texte note une approche très particulière des forces nucléaires, selon laquelle la sécurité des alliés serait garantie avant tout par la force nucléaire américaine», a ajouté l'ancien premier ministre, qui a regretté d'assister à une «otanisation» de l'Europe.

«Qu'est-ce qui peut bien justifier aujourd'hui ce renforcement de l'OTAN?», s'est interrogé Alain Bockelmann (PCF), pour qui «cet accord accentue l'intégration dans une politique atlantiste, au moment même où les Etats-Unis rejettent tout partage

des responsabilités dans l'OTAN, notamment sur le commandement sud». Le président du groupe communiste a qualifié l'accord franco-allemand d'«extrêmement dangereux pour la souveraineté de la France», car il autorise à «se demander ce qui reste à la France d'indépendance en matière de dissuasion nucléaire».

Pour Jean-Pierre Chevènement (MDC), «ce sont des pans entiers de souveraineté qui sont abandonnés chaque jour». L'ancien ministre de la défense estime que le gouvernement «rejoint l'OTAN avec armes et bagages, sans obtenir aucune reconnaissance de l'Alliance», car «au-delà de la langue de bois, il y a quand même (dans le texte d'accord) la garantie ultime de la dissuasion nucléaire américaine qui est clairement marquée». Cela n'a «rien à voir avec les orientations données par le général de Gaulle à la coopération franco-allemande», a conclu M. Chevènement.

Fabien Roland-Lévy

### La «dépêche» Ruehe

Le débat sur le document franco-allemand a rebondi, mercredi 29 janvier, lors de l'examen du projet de loi sur le service national, Paul Quilès (PS) brandissant une dépêche d'agence selon laquelle le ministre allemand de la Défense, Volker Ruehe, avait affirmé: «Il est remarquable que la France ait pour la première fois signé un document dans lequel la défense nucléaire de l'OTAN est qualifiée de décisive, et les systèmes nucléaires anglais et français de complémentaires». Charles Millon, ministre de la Défense, a répondu que M. Ruehe se trompait, car la phrase sur laquelle il s'appuyait figure dans la déclaration du sommet de l'OTAN d'Ottawa de 1974, signée par la France, dans laquelle il est déjà écrit que «la garantie suprême de la sécurité des alliés est assurée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des Etats-Unis».

## L'Allemagne réclame de la France le respect de règles en matière d'armement

AVANT LA RÉVÉLATION du contenu de l'accord franco-allemand sur la sécurité, le directeur général de l'armement au ministère de la Défense à Bonn, Martin Giddat, avait averti des parlementaires et des industriels français, rencontrés à Paris, qu'il y a des règles du jeu, quasiment des critères à respecter, quand on veut lancer une politique commune d'équipement militaire en Europe. Ce qui sous-entend, à l'adresse des institutions européennes – comme l'Union de l'Europe occidentale (UEO), appelée à être le bras armé de l'Union européenne – mais aussi à l'endroit de la France, qu'il faut, a-t-il dit, «des orientations claires» pour la création d'un marché commun de l'armement en Europe.

M. Giddat exerce ses fonctions, équivalentes à celles du délégué général pour l'armement en France, depuis 1996. Auparavant, il fut, trois années durant (1992-1994), à la chancellerie fédérale, où il était chargé de mission pour les questions de politique de sécurité et de défense.

Première règle: les gouvernements doivent instaurer les mêmes conditions de concurrence. «Cela signifie, a-t-il aussitôt expliqué, sous la forme d'une mise en garde à Paris, que les subventions étatiques doivent cesser dès le moment où les entreprises sont privatisées». Allusion au double projet français de privatiser le nouveau groupe Dassault-Aérospatiale et Thomson-CSF, une opération qui pourrait exiger que l'Etat participe à d'importantes recapitalisations. A la différence de la France, qui conserve des sociétés nationales, comme les arsenaux, dont le statut semble aujourd'hui menacé, l'industrie allemande est organisée autour de quelques grandes entreprises, adossées à de puissants groupes privés et bénéficiant d'un fort appui bancaire. Cela ne dispense pas Bonn, voire les régions, de tout faire pour aider ces in-

dustriels, qui prennent des risques, en s'engageant à maintenir le niveau des commandes de la Bundeswehr, prévues par la programmation, ou en avançant la passation de contrats pluriannuels pour soutenir les restructurations.

Deuxième règle: pour être compétitifs, il ne faut pas craindre de devoir supprimer des emplois lors des restructurations industrielles. M. Giddat précise même que «c'est le prix à payer pour rester dans la compétition, face au défi américain». C'est pourquoi, ajoute-t-il, le soutien des Parlements nationaux est indispensable. Des coupes claires sont intervenues dans les effectifs des entreprises en Allemagne, sans agitation sociale particulière, au point qu'on n'y recense plus que 140 000 salariés, moitié moins qu'en 1990. En France, des contractions de personnels – de l'ordre de 50 000 d'ici à 2002 – sont attendues, avec, si besoin était, des aides publiques à la mobilité ou à la reconversion.

LE VETO DE BONN. Dernière règle: les gouvernements doivent harmoniser leur politique d'exportation. «La France a, en la matière, une politique extensive et elle oublie, à l'occasion, ses obligations politiques», a déclaré M. Giddat. «Extensive» ou laxiste? Quoi qu'il en soit, il estime qu'il ne faut pas faire dépendre de considérations économiques des décisions d'exportation, qui relèvent d'abord du politique, et il a préconisé que la France et l'Allemagne s'entendent sur des conditions identiques pour la livraison des matériels coproduits.

Cet avertissement a déçu aux auditeurs de M. Giddat. Car, selon des instituts spécialisés, l'Allemagne est néanmoins passée, en 1994 et 1995, au deuxième, puis au troisième rang mondial des vendeurs d'armes, devant la France. Bonn justifie l'explosion de ses exportations militaires par le fait qu'il faut profiter du traité

sur la réduction des forces classiques en Europe pour, en fait, se débarrasser des stocks de l'Allemagne de l'Est. Pour autant, dit-on, parce qu'elle reste restrictive à l'exportation des pays en développement, «l'exportation allemande ne contribue en rien à la course mondiale aux armements».

Les conseils du directeur allemand de l'armement n'ont pas fait l'unanimité chez les «patrons» français présents à l'Assemblée, qui craignent, entre autres, les «blocages», qui pourraient susciter, à l'exportation, des vetos de Bonn sur des matériels conçus en coopération.

Sans doute échaudé par l'échec de son projet de rapprochement avec le groupe allemand DASA sur deux sociétés communes qui auraient fabriqué des satellites et des missiles (Le Monde du 14 janvier), Yves Michot, le PDG d'Aérospatiale, ne s'est pas caché pour avouer qu'il voyait plutôt dans la création, à la fin 1996, de l'Occar (la future agence européenne de l'armement), l'occasion de «dépasser l'axe franco-allemand», selon ses propres termes, pour travailler avec tous les pays européens. A l'Occar, le couple franco-allemand a déjà été rejoint par le Royaume-Uni et l'Italie. L'Espagne vient d'être invitée à y entrer.

L'accord Kohl-Chirac, conclu à Nuremberg, n'en a pas moins les deux pays autour du nécessaire respect de «règles communes», destinées à rendre complémentaires les industries des deux côtés du Rhin. Au point que le chancelier allemand et le chef de l'Etat français sont convenus «de créer, dans la domaine de la politique d'équipement, des dépendances réciproques librement consenties». Ce qui, en clair, entraînera des abandons de souveraineté dans le savoir-faire en matière d'armement.

Jacques Isnard

## Le groupe japonais Toyota fait pression sur Londres pour accepter l'euro

LONDRES

de notre correspondant. En plein débat sur l'euro, l'entrée en lice du président du groupe automobile japonais Toyota a fait l'effet d'une bombe en Grande-Bretagne. Mercredi 29 janvier, Hiroshi Okuda a déclaré à des journalistes à Tokyo que le niveau des investissements futurs de sa société au Royaume-Uni pourrait être affecté si Londres décidait de rester en dehors de l'Union économique et monétaire (UEM).

Interrogé sur son attitude si les Britanniques devaient bouter l'euro – position partagée par une majorité d'élus conservateurs, y compris au sein du cabinet –, M. Okuda a indiqué qu'«elle chan-

gera». Toutefois, «plutôt que de réduire le montant de nos investissements, nous les maintiendrons à leur niveau actuel». «Mais, si nous devions faire de nouveaux investissements, nous préférierions que ce soit en Europe continentale plutôt qu'en Grande-Bretagne». De la part d'une société qui a investi près de 1 milliard de livres dans son usine de Burnaston – où elle emploie 2 777 personnes et prévoit d'en recruter mille autres pour monter la Carina-E – et qui est l'un des symboles de l'attrait qu'exerce le Royaume-Uni sur les investisseurs étrangers, une telle mise en garde ne pouvait que choquer l'opinion.

La presse et la télévision ont immédiatement consacré leurs man-

chettes aux menaces voilées de M. Okuda. Gouvernement et opposition y ont trouvé nouvelle matière à controverse. D'autant que l'affaire a éclaté au moment même où le premier ministre inaugurerait les travaux du plus gros investissement jamais programmé en Grande-Bretagne, par la firme sud-coréenne LG (1,7 milliard de livres pour 7 000 emplois). Downing Street a dit attendre des précisions. Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier fantôme, a décliné une politique qui risque de coûter des milliers de postes de travail. «3,5 millions de nos emplois sont dépendants de l'Europe», a-t-il affirmé.

La prise de position du président

de Toyota a immédiatement été battue en brèche par deux de ses concurrents outre-Manche. Nissan et Honda. Mais elle rappelle celle, récente, du patron de Siemens (1 milliard de livres d'investissements) et les mises en garde de membres éminents des milieux bancaires et industriels britanniques qui craignent d'être laissés à l'écart si leur gouvernement cède aux sirènes de l'euro-scepticisme. Plus que les arrangements franco-allemands sur la défense, dont on a fort peu parlé à Londres, l'euro reste au cœur du débat politique et risque de dominer la campagne électorale.

Patrice de Beer

## Slobodan Milosevic cherche à se maintenir au pouvoir

Le dirigeant serbe briguerait le poste de président de la République fédérale de Yougoslavie

BELGRADE. de notre envoyé spécial. Conspué quotidiennement par une partie de la population, et mis au ban de la communauté internationale pour ne pas avoir respecté la victoire de l'opposition aux élec-

ANALYSE. L'opposition reste fragile et n'a pas de programme commun de gouvernement

tions municipales, Slobodan Milosevic vient pourtant bon face aux critiques depuis plus de deux mois. «Cette résistance du président de Serbie s'explique par la faiblesse de la plupart de ses détracteurs, qu'il s'agisse de l'opposition, de certains de ses alliés traditionnels, voire même de la communauté internationale, qui n'a guère de moyens de pression efficaces à opposer à sa détermination», assure Bratislav Grubacic, analyste politique et directeur de la lettre d'information VIP.

L'opposition se trouve, il est vrai, dans une impasse. Elle a certes réussi à maintenir la pression de la rue pendant soixante-dix jours et, même si les manifestations ont été globalement plus impressionnantes par leur durée que par leur importance, les dirigeants de la coalition Ensemble conservent une réelle capacité de mobilisation. Mais l'opposition est toujours victime de ses nombreuses fragilités initiales et cette alliance – au départ électorale – n'a pas de programme commun de gouvernement. Ensuite, les rivalités de personnes entre les trois ténors, Zoran Djindjic (Parti démocratique), Vuk Draskovic (Mouvement du renouveau serbe) et Vesna Pesic (Alliance civique) restent nettes en dépit de leurs discours communs.

Par ailleurs, le mécontentement qui s'exprime chaque jour, à Belgrade et dans les principales villes du pays, dépasse largement le cadre politique électoral – ou le respect de la liberté de la presse – et provient essentiellement des difficultés économiques de la population. Malgré l'ampleur de la contestation, les acteurs sociaux n'ont jamais adhéré en masse au mouvement, qu'il s'agisse des ouvriers, des employés ou des petits artisans.

Les composantes de la coalition au pouvoir (Parti socialiste, Gauche Unie et Nouvelle Démocratie) sont, eux, maintenus dans une rivalité quasi-permanente par un président et son épouse qui arbitrent les conflits entre ces trois formations très hétéroclites, même si elles sont toutes issues de l'ancien Parti communiste. Les quelques voix discordantes qui se sont exprimées ces dernières semaines au sein de ces organisations, déplorant la mauvaise gestion de la crise ou critiquant le non-respect de la volonté populaire, ont été soit mises à l'écart par des limogeages expéditifs, soit forcées de rentrer dans le rang en échange de «cadeaux».

MARCHANDAGES

«On a retrouvé, ces derniers temps, la vieille habitude de marchandage du président dans ses relations avec ses alliés», explique un diplomate. Le parti de la Nouvelle Démocratie vient ainsi d'annoncer qu'il était prêt à participer au nouveau gouvernement, alors qu'il n'avait pas cessé de dénoncer une crise qui compromet la réintégration de la Serbie dans la communauté internationale auquel il est attaché. Son président, Dusan Mihajlovic, avait même affirmé que «si une solution rapide et démocratique n'est pas trouvée, où si la force est employée à l'encontre des manifestants, nous cesserons notre participation au gouvernement». Depuis ces déclarations, la Nouvelle Démocratie a reçu l'assurance qu'un programme de privatisation, qu'elle appelle de ses vœux depuis son entrée au gouvernement, allait être mis en place.

Les dirigeants du Monténégro

(qui forme avec la Serbie la République fédérale de Yougoslavie) ont, eux, accepté la formation du gouvernement fédéral malgré les multiples mises en garde qu'ils ont adressées aux autorités de Belgrade, et leurs menaces à peine voilées de remettre en question leur alliance. L'origine de ce revirement est à mettre au compte de la promesse qui leur a été faite de pouvoir créer une zone «offshore» dans leur République. Un «cadeau», là encore, qui pourrait même permettre au président Milosevic de régler le difficile problème de son avenir politique, dans l'impossibilité constitutionnelle qu'il est de briguer un troisième mandat à la tête de la Serbie en décembre 1997.

L'agence indépendante Beta, généralement bien informée, a en effet fait état, au début de la semaine, d'un compromis qui aurait été passé entre les autorités du Monténégro et Slobodan Milosevic. Selon ce projet – qui était déjà envisagé à Belgrade lors du premier tour des élections au Parlement fédéral au début du mois de novembre – le président de Serbie prévoit d'abandonner sa charge pour celle de la République fédérale de Yougoslavie avec, comme premier ministre, l'actuel président du Monténégro. L'intérim en Serbie serait assuré par le président de l'Assemblée, Dragan Tomić, jusqu'aux prochaines élections qui pourraient même être anticipées.

LE GRAIN DE SABLE ÉTUDIANT

«Tout se passe en fait comme si, après avoir un moment envisagé d'abandonner le navire, dit un diplomate, les alliés du président se rendaient subitement compte qu'il reste le patron, un chef moins respecté sans doute mais tout aussi craint, dont l'on regrette parfois d'avoir un peu vite prédit la chute».

Dans cet environnement, où la faiblesse de l'opposition et des alliés du pouvoir fait face à la détermination et l'habile marchandage du couple présidentiel, les étudiants représentent le principal grain de sable. Parce qu'ils sont à la fois craints et respectés par le pouvoir, et distants d'une opposition dont ils ne manquent pas de souligner les faiblesses. Même s'ils ne peuvent, par définition, incarner une solution de rechange, leur volonté de changement porte le mouvement de protestation, et fissure chaque jour un peu plus ce «régime vieillissant» dont ils ont dénoncé les multiples travers dès le début des manifestations.

Le rapport de la mission de l'OSCE, dirigée par Felipe Gonzalez, qui fait d'autant plus figure de référence pour la communauté internationale qu'il a – à l'origine – été demandé par les autorités de Serbie, fait d'autre part toujours l'objet de commentaires évasifs de la part des autorités de Belgrade, qui le qualifient en permanence de «constructif» sans pour autant mettre en œuvre ses recommandations. Derniers visiteurs en date à en réclamer l'application, le député Jean-François Deniau et le ministre adjoint des affaires étrangères russe, Igor Ivanov, ont été simplement informés qu'une solution à la crise serait trouvée «dans les prochains jours».

«A court terme, il y a une donnée fondamentale qu'il ne faut cependant jamais perdre de vue, dit Radomir Djikic, qui dirige l'agence Beta, c'est que Slobodan Milosevic est prêt à tout pour conserver son pouvoir – même s'il est indéniable que sa perte de popularité dans le pays est considérable, et que l'effritement – pour ne pas dire plus – de son soutien international est patent. Dans la véritable partie de bras de fer qui s'est engagée en Serbie, le président reste pour l'instant le seul arbitre des décisions à venir. Mais quelles qu'elles soient – reconnaissance tardive de la victoire de l'opposition y compris à Belgrade, ou nouvelles manœuvres dilatoires – elles ne pourront cependant totalement effacer cette crise et sa gestion, trop longue et chaotique».

Denis Hautin-Guibaut



# Le meurtre d'un journaliste ravive la colère contre l'impunité en Argentine

Qui avait intérêt à tuer Jose Luis Cabezas, jeune reporter de l'hebdomadaire « Noticias », spécialiste des affaires de corruption dans la police ? Le président Carlos Menem reconnaît que l'affaire pourrait avoir des connotations politiques

L'assassinat, samedi 25 janvier, près de la station estivale de Pinamar, à 400 kilomètres de Buenos Aires, d'un reporter-photographe de l'hebdomadaire « Noticias » spécialisé dans la couverture d'affaires de corruption et de

délits – mettant en cause aussi bien des policiers que des fonctionnaires du gouvernement ou des hommes d'affaires – est dénoncé dans la capitale argentine comme une inquiétante menace contre la liberté de la

presse. En condamnant cet assassinat, le président Carlos Menem a admis qu'il pourrait avoir des connotations politiques. De son côté, le gouverneur de la province de Buenos Aires, Eduardo Duhalde, a évoqué

« un acte mafieux » et a offert 300 000 dollars (1,65 million de francs) de récompense pour toute information concernant cette affaire. Au cours des dernières années, plusieurs journalistes, mais aussi des juges tra-

vailleant sur des dossiers délicats – en particulier des scandales liés à la drogue et à la corruption dans la police – ont été victimes de menaces ou d'agressions qui n'ont jamais été éclaircies par la justice.

## BUENOS AIRES

de notre correspondant

O a été exécuté d'une balle dans la tête, menottes aux poignets. Le cadavre calciné de Jose Luis Cabezas (trente-cinq ans) a été découvert, dimanche 26 janvier, dans les alentours de Pinamar, une célèbre station balnéaire de la province de Buenos Aires, à environ 400 kilomètres de la capitale. En plein été austral, Pinamar est chaque année la capitale estivale des « hommes du président », parmi lesquels son frère Eduardo Menem, président du Sénat, et Eduardo Duhalde, gouverneur de la province de Buenos Aires et principal candidat à la présidence pour succéder à M. Menem en 1999.

Les plages de sable fin et les luxueuses villas au bord de l'Atlantique sont le théâtre des intrigues de palais, le siège des affaires et de fêtes tapageuses qui alimentent la presse dans la chaleur torride des mois de janvier et février. Des gardes du corps solidement armés font également partie de ce paysage de carte postale.

Jose Luis Cabezas, qui travaillait

pour l'hebdomadaire « Noticias », a été tué au petit matin alors qu'il sortait de l'une de ces grandes fêtes organisées par un homme d'affaires. Selon les enquêteurs, il aurait été enlevé par une bande de six à dix hommes qui, après l'avoir tué, ont mis le feu à sa voiture. Le gouverneur Duhalde a évoqué « un acte mafieux » et a offert 300 000 dollars (1,65 million de francs) de récompense pour toute information concernant l'assassinat.

## UN « AVERTISSEMENT »

De son côté, la direction de « Noticias » a interprété le crime comme un « avertissement » destiné aussi bien à la revue qu'à l'ensemble de la presse. Les couvertures de « Noticias » ont valu de nombreuses poursuites judiciaires de la part du gouvernement. Au cours des derniers mois, le photographe assassiné avait collaboré à plusieurs articles qui avaient fait sensation car ils traitaient de scandales liés à la drogue – dont l'assassinat toujours impuni du directeur d'une discothèque à la mode de Buenos Aires – impliquant des célébrités du monde politique et

du spectacle proches du gouvernement.

Jose Luis Cabezas avait aussi été le seul à réussir à photographier Alfredo Yabrán, le mystérieux homme d'affaires dénoncé comme le principal « chef de la mafia » par Domingo Cavallo, l'ancien ministre de l'économie limogé en juillet dernier. M. Yabrán, qui bénéficie de solides amitiés au sein du parti péroniste au pouvoir, a inauguré cet été un grand complexe hôtelier de luxe à Pinamar, ce qui a entraîné de nouvelles dénonciations de corruption de la part de M. Cavallo. Dernièrement, Jose Luis Cabezas avait enquêté sur des bandes de policiers soupçonnés d'être mêlés à la récente vague d'attaques à main armée et de vols commis sur la côte Atlantique.

Avec deux autres journalistes, il préparait un livre sur les connexions suspectes de la police de la province de Buenos Aires. A la suite de plusieurs scandales, celle-ci a fait l'objet d'une purge il y a quelques semaines. Parmi les policiers limogés, figurent quatre officiers qui ont été arrêtés et sont accusés d'avoir parti-

cipé à l'attentat contre le siège de l'Association mutuelle israélienne argentine (Amia) en juillet 1994. Cet attentat meurtrier, comme celui commis contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, en mars 1992, n'ont jamais été élucidés.

La façon dont Jose Luis Cabezas a été enlevé, puis assassiné, rappelle aussi aux Argentins la terreur d'un passé encore proche, celui des années 70 qui débouchèrent sur la sanglante dictature militaire (1976-1983). A l'époque, le groupe armé d'extrême droite, la Triple A (Alliance anticomuniste argentine), avait pour coutume d'attacher les mains de ses victimes et de les brûler. Vingt ans après, malgré le retour de la démocratie, les organisations de défense des droits de l'homme n'ont cessé de dénoncer la présence d'anciens « tortionnaires » au sein de la police et la continuité dans les méthodes de travail des forces de l'ordre réputées pour avoir la gâchette facile.

Les crimes commis par les militaires comme par les policiers pendant la dictature sont restés impunis

en vertu des lois d'amnistie. Aujourd'hui, même s'ils sont victimes d'actes de délinquance – qui se sont multipliés ces deux dernières années dans la capitale et les banlieues ouvrières du grand Buenos Aires avec l'aggravation du chômage –, les Argentins sont réticents à recourir à la police, perçue comme largement corrompue.

## « MAFIA DU POUVOIR »

Le meurtre de Jose Luis Cabezas relance le débat sur l'impunité qui est un des principaux soucis des citoyens. Après avoir défrayé la chronique, Guillermo Coppola, le manager du footballeur Diego Maradona, soupçonné de trafic de drogue (Le Monde du 18 octobre 1996), a été relâché début janvier après trois mois de prison. L'enquête avait justement débuté par une série d'arrestations à Pinamar. Actuellement, ce sont des policiers chargés de l'enquête qui sont en prison et qui sont inculpés pour abus et faux témoignage en même temps que le juge qui avait ordonné l'arrestation spectaculaire de Coppola. Ces affaires

ou se mêlent politique, sexe et drogue prennent l'allure de roman-feuilleton et de shows à la télévision. Elles finissent toujours de la même façon : sans coupable et dans l'oubli.

Enchevêtrement du pouvoir, l'ancienne épouse du président Menem fait régulièrement des déclarations pour affirmer que leur fils unique, Carlos, né dans un accident d'hélicoptère en mars 1993, a été en fait victime d'un assassinat. Zulema Yoma n'a jamais apporté de preuves pour étayer ses convictions. Mais ses allusions à la « mafia du pouvoir » qui, dans un autre contexte, rappellent les propos tenus par M. Cavallo mais aussi par des leaders de l'opposition et des journalistes, trouvent des échos dans la population. Réclamant justice, les reporters-photographes argentins ont manifesté, mardi 28 janvier, à Pinamar et à Buenos Aires. Ils ont décidé de porter un ruban noir à leurs chemises jusqu'à ce que le crime soit éclairci.

Christine Legrand

## Hongkong : Chris Patten dénonce les projets de Pékin

HONGKONG. Le gouverneur de Hongkong, Chris Patten, s'est livré, jeudi 30 janvier, dans un entretien accordé à l'AFP, à une attaque en règle des projets de Pékin sur le territoire qui doit regagner le giron continental, le 1<sup>er</sup> juillet. « Les Chinois, explique M. Patten, vont très au-delà du simple démantèlement du régime électoral que nous avions mis en place. Ils démantèlent les défenses de nos libertés civiles ». Le dernier gouverneur de la colonie britannique exprime en outre de sérieux doutes sur la volonté des dirigeants chinois d'organiser « des élections libres et honnêtes » en 1998. Évoquant son action – très critiquée par Pékin – à la tête de la colonie depuis son arrivée en 1992, il estime qu'il aurait été « politiquement calamiteux » de se plier aux exigences des dirigeants chinois. Enfin, il égratigne l'attitude de certains hommes d'affaires de Hongkong soucieux de ne pas fâcher Pékin. « Dès que la Chine a élevé la voix, ils ont jugé qu'il était temps de se mettre à l'abri. »

## Plus de 500 militants socialistes arrêtés en Albanie

TIRANA. Plus de 500 militants socialistes (ex-communistes) ont été arrêtés mercredi dans de nombreuses villes d'Albanie, a annoncé jeudi 30 janvier l'organe du parti socialiste, Zeri i popullit. Le ministère de l'intérieur a annoncé de son côté qu'un « nombre considérable » de personnes avaient été arrêtées pour leurs responsabilités dans les violences des derniers jours. Le président Sali Berisha a dénoncé les agissements des ex-communistes dans les récentes émeutes qui ont secoué l'Albanie après le krach des sociétés d'épargne. – (AFP)

## EUROPE

■ BELGIQUE : plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires ont défilé, mercredi 29 janvier, dans les rues de la capitale, Bruxelles, à l'appel de tous les syndicats de la fonction publique. Ils protestaient contre les projets gouvernementaux réformant le régime des retraites, pour le maintien de l'emploi et contre les privatisations dans les services publics. – (Corresp.)

## PROCHE-ORIENT

■ LIBYE : Le Conseil de sécurité des Nations unies a rejeté, mercredi 29 janvier, l'argumentation de Tripoli qui estime ne plus être tenu de respecter l'embargo aérien depuis le survol de son territoire par un aéronef américain. – (AFP)

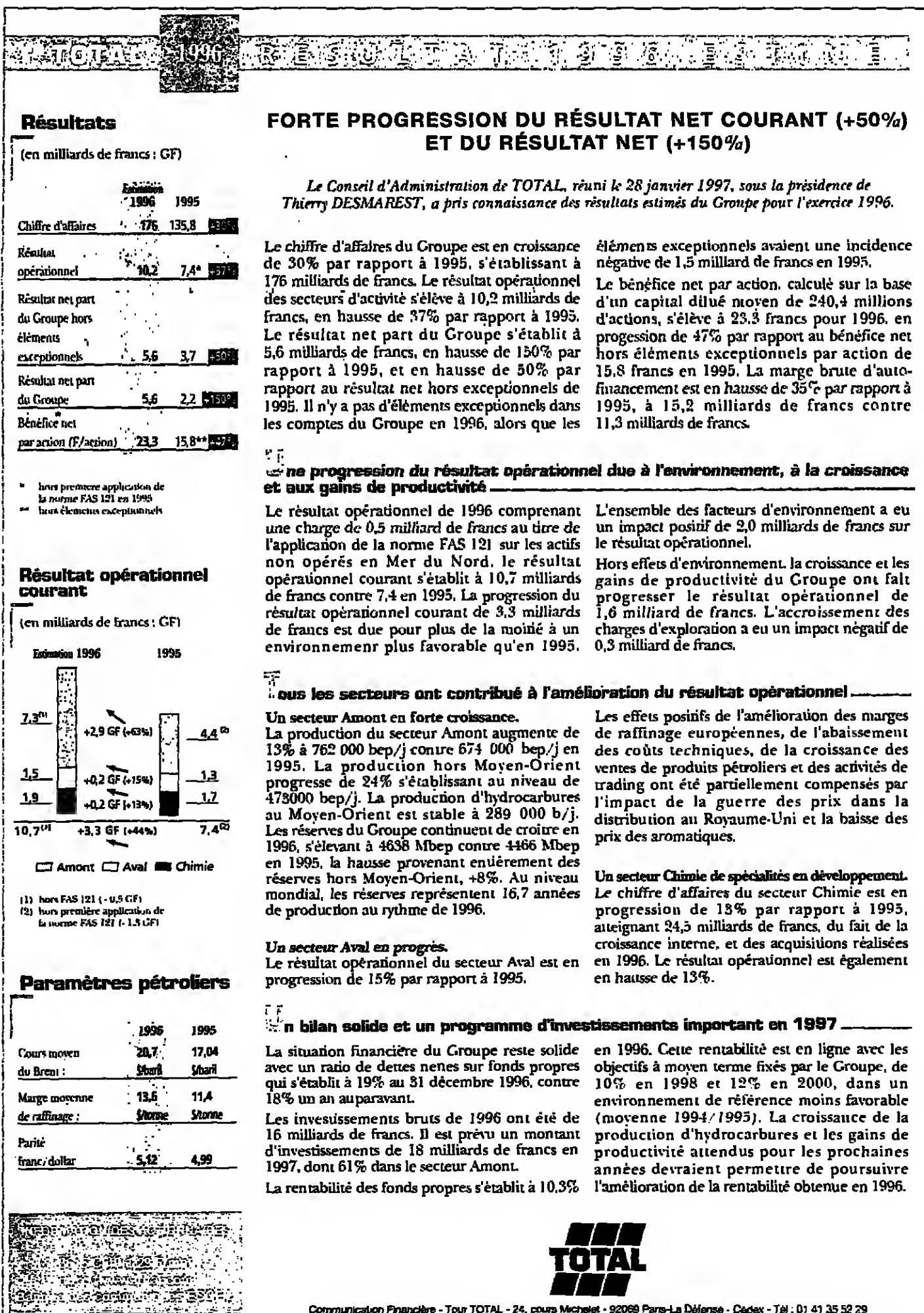
■ ÉGYPTES : le rédacteur en chef du bi-hebdomadaire islamiste Al Chaab a été rapidement libéré sous caution, après avoir été arrêté à la suite de sa condamnation pour diffamation envers le fils du ministre de l'intérieur, a-t-on appris mercredi 29 janvier auprès du journal. – (AFP)

## ASIE

■ INDONÉSIE : des émeutes d'origine religieuse, au cours desquelles au moins deux églises et un temple bouddhiste ont été endommagés, ont secoué jeudi 30 janvier une localité de la grande banlieue de Jakarta, la capitale. Une vague d'émeutes, marquées par des destructions et des incendies d'édifices chrétiens, s'était déjà produite des derniers mois en Indonésie, dont plus de 80 % des 190 millions d'habitants sont musulmans. – (AFP)

## Le FIS condamne la vague de violence en Algérie

BONN. L'instance exécutive à l'étranger du Front islamique du salut (FIS, dissous) a condamné, mercredi 29 janvier, la vague de violences qui frappe l'Algérie. Le FIS dénonce « la lâcheté des auteurs de ces actes » qui « rappellent les actes criminels de l'OAS », mais il rend « le pouvoir militaire en Algérie responsable de ces exactions ». Le FIS critique également la récente intervention radiotélévisée du président Liamine Zerrouk. Cet « aveuglement et cette irresponsabilité, estime-t-il, laissent présager une recrudescence dangereuse de la situation sécuritaire ». A Paris, plusieurs syndicats – CFTD, CFTC, CGT, FO, FSU, UNSA – appelaient à un rassemblement jeudi 30 janvier à 18 heures au Trocadéro en hommage au dirigeant syndical algérien, Abdelhak Benhamouda, assassiné mardi à Alger. – (AFP)





**ÉLECTIONS** L'année électorale 1998, dont le calendrier comporte les législatives, les régionales, les cantonales et les sénatoriales, occupe les dirigeants des partis. Le Conseil

d'Etat devait rendre, jeudi 30 janvier, un avis défavorable au report des élections cantonales et/ou des régionales après les sénatoriales. Alain Juppé devait rouvrir, d'autre

part, dans les prochains jours, le débat sur une réforme du mode de scrutin régional. ● LA CAMPAGNE de la majorité, qui compte s'appuyer sur les résultats économiques espé-

rés en 1997, pourra peut-être tirer parti d'une accélération de la baisse de l'impôt sur le revenu, pré-

férée par le gouvernement à celle de la TVA. ● FACE AU FRONT NATION-

NAL, le premier ministre semble refuser le durcissement des lois sur l'immigration, voulu par les députés de la majorité, mais qui serait révisé au Sénat le 4 février.

## Le calendrier électoral et le scrutin régional divisent la majorité

Le Conseil d'Etat devait rendre, jeudi 30 janvier, son avis sur la programmation des élections de 1998. Alain Juppé souhaite coupler les législatives et les régionales, consultation dont le mode de scrutin pourrait être modifié

C'EST LE GRAND RETOUR du politique. A quatorze mois des élections législatives, les polémiques sur le calendrier électoral, sur le mode de scrutin et sur les investitures reviennent au galop. Après vingt mois de présidence de Jacques Chirac, occupées par le débat économique, fiscal et budgétaire, ainsi que par les embarras dus aux réformes engagées par Alain Juppé, le gouvernement entre dans une phase très politique de préparation des échéances de 1998, qui risque de tendre les relations entre le RPR et l'UDF. L'opposition aussi est confrontée à quelques problèmes de désignation de ses candidats, tant à l'intérieur du Parti socialiste - dont le premier secrétaire, Lionel Jospin, a décidé de réserver aux femmes cent soixante-sept circonscriptions sur cinq cent cinquante-cinq en métropole - qu'entre le PS et ses partenaires.

A droite, le premier accroc va surgir avec le choix du premier ministre sur le calendrier électoral. Dans l'impossibilité matérielle d'organiser les trois scrutins prévus en mars 1998 - législatives, régionales et cantonales - M. Juppé, afin de se prémunir, a saisi le Conseil d'Etat pour obtenir un avis sur le calendrier le plus adéquat. L'Assemblée générale de cette institution devait rendre, jeudi 30 janvier, son avis définitif. Si elle suit le projet de la section de l'intérieur, elle ne devrait voir aucune objection d'ordre constitutionnel à l'ajournement des législatives et les régionales. Cela s'était déjà produit,

en 1986, avec l'aval du Conseil constitutionnel. Elle pourrait retenir aussi le caractère inconstitutionnel d'un report des cantonales et/ou des régionales après les sénatoriales de septembre.

Cet avis conforterait le chef du gouvernement dans l'idée de coupler les législatives et les régionales en mars et de déplacer les cantonales en juin, avant qu'une partie de l'opinion soit mobilisée par la Coupe du monde de football organisée par la France (Le Monde daté 26 et 27 janvier). L'UDF ne l'entend pas de cette oreille. Par avance, le bureau politique de la confédération s'est opposé, mercredi soir, à un couplage des législatives avec toute autre élection. Pour sa part, le président du Sénat, René Monory, veut que les cantonales soient renvoyées après les sénatoriales.

S'ajoute un deuxième problème qui concerne le mode de scrutin régional. La question a été relancée par le rejet du projet de budget du conseil régional Ile-de-France, provoqué par les manœuvres d'obstruction du Front national. Le RPR craint plus que jamais les conséquences du mode de scrutin actuel (proportionnelle intégrale départementale) qui ne favorise pas l'émergence de majorités stables. Valéry Giscard d'Estaing s'en est, du reste, ouvert à nouveau à M. Juppé en lui faisant remarquer qu'il porterait la responsabilité d'un blocage général des régions si aucune réforme électorale n'était engagée.

Le premier ministre a donc décidé



de convoquer, dans la semaine du 3 février, à Matignon, une réunion des présidents des associations d'élus régionaux et départementaux, des présidents de groupes parlementaires et des chefs des deux partis de la majorité. Il ne cachait pas, à la fin de 1996, sa préférence pour un mode scrutin calqué sur celui des municipales : proportionnelle à deux tours, avec prime de sièges à la liste arrivée en tête. Pour les amis de François Léotard, il est hors de question de modifier le mode de scrutin. C'est en raison de l'absence de consensus au sein de la

majorité que M. Juppé avait renoncé, en décembre, à procéder à cette réforme.

Parallèlement, les dirigeants du RPR et de l'UDF sont convenus de se retrouver à la mi-février pour parler des investitures communes de la majorité aux législatives. Au RPR, la commission d'investiture escomptait achever son travail, dès ce jeudi. L'un des derniers dossiers sensibles reste celui des Alpes-Maritimes. Le maire de Nice, Jacques Peyrat (RPR), qui assistait, mercredi, aux travaux de cette commission, prévoit la candidature de Jean-Ma-

rie Le Pen à Nice. Il vient lui-même de transformer son association de soutien, Entente républicaine, en groupement politique.

Celui-ci regroupe des militants du RPR, de l'UDF, mais aussi du Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers et du CNL. Il accordera son investiture aux législatives, indépendamment des choix faits par les partis nationaux. M. Peyrat cherche à capitaliser les retombées de son succès personnel aux élections municipales de juin 1995, alors qu'il avait été élu sans étiquette après sa démission du Front national. Le maire de Nice, qui ne cache ses relations difficiles avec le parti néogaulliste auquel il a adhéré en juin dernier, pourrait être invité à jouer un rôle dans le rapprochement en cours entre le CNL et le MPF.

### M. KOUCHNER RENONCE

A gauche, avant de « boucler », le 8 février, toutes ses investitures, le Parti socialiste a formé, mercredi, une « commission nationale de sages ». Sa mission est de veiller au bon déroulement du choix des candidats, M. Jospin ayant rappelé que le vote des militants serait partout la règle, dès lors qu'il serait régulier. Elle accordera, par exemple, une attention soutenue au suivi des opérations électorales, le 4 février, dans les Bouches-du-Rhône, département où s'affrontent le premier secrétaire, François Bernadini, et le président du conseil général, Lucien Weygand.

Les accords, pas encore définitivement rédigés, avec le Parti radical-socialiste (PRS) et les Verts donnent lieu à des résistances locales. Avec le PRS, le terrain est dégagé du côté de Bernard Kouchner qui a renoncé, mercredi, après avoir été « promené » dans l'Oise, en Moselle et en Charente-Maritime, à être candidat aux législatives. Le PS s'en tient à 35 circonscriptions pour le PRS mais des primaires ne sont pas exclues dans la 4<sup>e</sup> circonscription de l'Allier et dans la 3<sup>e</sup> de la Haute-Saône.

Avec les Verts, alors que Dominique Voynet envisage, dans l'Express (daté 30 janvier-3 février), « une vaste coalition anti-Juppé » incluant le PCF, des difficultés locales subsistent. En Haute-Garonne, Marie-Françoise Mendez passerait de la 4<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> circonscription. Dans le Val-de-Marne, la fédération du PS est prête à appliquer l'accord national qui réserve aux Verts la 11<sup>e</sup> circonscription, dont le député sortant, Georges Marchais, ne se représente pas, mais des réticences se font jour sur le nom de l'économiste écologiste Alain Lipietz, favorable à un référendum contre la monnaie unique. Dans la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne, où Xavier Dugoin (RPR) avait été élu en 1993, que le PS avait réservé à une femme et pour laquelle la Gauche socialiste avait une candidate, la fédération socialiste est, vent debout, contre une candidature écologiste.

Révisé au Sénat le 4 février.

## L'UDF tente de rattraper son retard sur l'Europe

L'EUROPE, vite ! Absente, ces derniers temps, du débat européen, l'UDF a jugé urgent de s'exprimer sur ce sujet. Elle a donc commencé par la élaboration de son projet en vue des élections législatives de 1998, dont est chargé Pierre Méhaignerie (Force démocrate), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Le bureau politique a adopté, mercredi 29 janvier, un texte préparé par Jean-François Poncet (Adhérents directs), président de la commission des affaires économiques et du plan du Sénat.

Alain Madelin, qui se tenait sur la réserve à l'égard de sa formation d'origine depuis qu'il avait échoué à en prendre le contrôle, a semblé, à cette occasion, vouloir revenir dans le jeu. L'ancien ministre de l'économie a notamment incité ses amis, qui l'ont suivi sur ce point, à présenter comme une « chance pour la France » la mondialisation, analysée plutôt comme une contrainte dans la version initiale.

Intitulé « Unir l'Europe pour relever le défi de la mondialisation », le texte inscrit la construction européenne « dans une perspective fédérale ». Il réaffirme que « l'UDF fait de la réalisa-

tion de la monnaie unique au 1<sup>er</sup> janvier 1999 un objectif central de son programme européen et un élément essentiel du pacte majoritaire qui la lie au RPR ». L'UDF plaide ensuite pour une réforme des institutions européennes, qui « ne remplissent plus leur mission », en affirmant qu'« aucun élargissement ne doit avoir lieu » avant cette réforme.

### ● INSTANCE JURIDICTIONNELLE ●

Dans cette optique, l'UDF souhaite la création d'une « instance juridictionnelle » nouvelle, chargée de faire respecter le partage des compétences entre l'Union et les Etats membres. Elle souhaite que le président de la Commission choisisse lui-même les commissaires, dont le nombre ne devrait pas excéder une douzaine. Au sein du Conseil, prime l'UDF, les votes à la majorité doivent « devenir la règle », et les voix des Etats membres doivent être pondérées en fonction de leur population. L'unanimité ne serait maintenue, « dans un premier temps », que pour la fiscalité, la défense et les décisions de principe concernant la politique étrangère.

La présidence tournante serait remplacée par

la désignation pour un an, par le Conseil, d'un président choisi en son sein. L'UDF n'évoque que comme une hypothèse lointaine l'élection du président de l'Union au suffrage universel. Elle écarte en outre l'idée, retenue dans le texte initial, de référendums à l'échelle européenne. En revanche, elle demande que, dès 1999, les députés européens soient élus à la proportionnelle dans le cadre de circonscriptions « régionales ou interrégionales » dans tous les pays de l'Union.

L'UDF se prononce pour que les Etats qui le souhaitent puissent mettre en œuvre des coopérations renforcées et déléguer ainsi « un noyau d'Etats décidés à progresser plus vite et plus loin sur la voie de l'intégration ».

Elle souhaite, enfin, la désignation, par le Conseil, d'un « haut représentant » chargé de l'animation de la politique extérieure de l'Union, la fusion « à terme » de l'UEO et de l'Union européenne, la reconnaissance d'une « solidarité politique » entre les Etats membres dans la perspective de la création d'une « union défensive ».

Cécile Chambraud

## Le gouvernement oublie sa promesse d'une baisse de la TVA

LE GOUVERNEMENT se prépare-t-il à remettre en cause son engagement d'annuler, dès que possible, la majoration de la TVA ? S'il ne l'annonce pas encore ouvertement, il est clair, désormais, que c'est vers ce choix qu'il s'oriente. Lorsqu'il avait pris la décision de majorer, à compter du 1<sup>er</sup> août 1995, le taux normal de la TVA, de 18,6 % à 20,6 %, le gouvernement avait annoncé que la mesure était « temporaire ». Les augmentations de la TVA, de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur la fortune, avait-il écrit dans un document budgétaire, « seront rapportées lorsque la réduction des dépenses et la reprise de l'emploi donneront l'assurance que le déficit public (...) sera inférieur d 3 % du produit intérieur brut ».

A de nombreuses reprises, le ministre délégué au budget, Alain Lamassouire, a confirmé cet engagement. Lors de l'examen par le Parlement du projet de loi de finances pour 1997, il a donné l'assurance à l'UDF, qui réclamait une baisse de la TVA, que sa demande serait exaucée, sinon à court terme, du moins à moyen terme. Dans un entretien au Monde (du 15 octobre 1996), il le reditait clairement : « Cette baisse de la TVA sera possible dans les cinq années qui viennent si le taux de croissance dépasse 2,5 %, car, alors, nous disposerons de marges de manœuvre supplémentaires, et les impôts qui ont été relevés à la mi-1995 - c'est le cas de la TVA - pourraient être abaissés. La baisse de la TVA n'est donc pas du tout exclue, mais elle ne figure pas dès 1997 dans la loi, car elle devra se faire du fait et mesure que la croissance revenue le permettra ».

### ● PAS FOLLEMENT SEXY ●

Cette baisse de la TVA semblait d'autant plus probable que, lors de son émission télévisée du 12 décembre 1996, le chef de l'Etat avait invité le gouvernement à accélérer les baisses d'impôt. « On a déjà diminué les impôts, avait-il dit, mais il faut aller plus loin », avait-il ajouté : « Il y aura une baisse des impôts qui sera annoncée lorsque le gouvernement aura

la possibilité de le faire ». Or, depuis, le gouvernement a clairement changé de doctrine. Prenant la parole, mercredi 29 janvier, devant les élèves de l'Institut supérieur de gestion, M. Lamassouire a fait comprendre à demi-mot que, si la croissance générerait des marges de manœuvre supplémentaires autorisant de nouveaux allègements fiscaux, la baisse de la TVA ne serait pas la mesure qui aurait la préférence du gouvernement. Indiquant qu'avec 30 milliards de francs on ne peut faire baisser le taux de la TVA que d'un petit point, il a suggéré qu'un tel geste ne serait pas de nature à frapper l'opinion. « Ce n'est pas follement sexy », a-t-il affirmé.

### DEUX AUTRES PISTES

Toujours « dans l'hypothèse où la croissance dépasserait 2,5 % », il a donc privilégié deux autres pistes. Une première solution, a-t-il dit, pourrait être de mettre en œuvre les 75 milliards de baisse de l'impôt sur le revenu, annoncés non pas sur cinq ans, comme prévu, mais sur « trois ou quatre ans » ou d'alléger « non pas d'un quart mais d'un tiers » en cinq ans cet impôt, qui a rapporté 312 milliards de francs en 1996. Le gouvernement retiendrait, dans ce cas, une idée défendue par l'ancien ministre du budget Nicolas Sarkozy.

Une seconde solution, en cas de marges de manœuvre supplémentaires, pourrait consister, selon M. Lamassouire, à « baisser les cotisations sociales ». Comment cela serait-il possible, puisque ces cotisations assurent le financement de la Sécurité sociale et non celui du budget de l'Etat ? Evoquant pour la première fois cette piste, le ministre délégué au budget n'a apporté aucun détail sur le projet. En tout état de cause, avec l'assentiment de Matignon, la baisse de la TVA semble bel et bien repoussée sine die. A quelques mois des élections législatives de 1998, le gouvernement aura effectivement la tentation de prendre une mesure un peu plus « sexy ».

Laurent Mauduit

## Le Sénat veut modérer le projet Debré sur l'immigration

LES SÉNATEURS socialistes entendent faire oublier, à l'occasion de l'examen au Palais du Luxembourg du projet de loi sur l'immigration, l'absence remarquée des députés PS - à l'exception notable de Julien Dray (Essonne) -, lors du débat en première lecture à l'Assemblée nationale. Cette attitude avait eu « un effet déplorable sur l'opinion », reconnaît Guy Alouche (PS, Nord), en précisant que ses collègues et lui-même ont été « abreuvés de courriers ». Du coup, le groupe sénatorial présidé par Claude Estier a décidé d'envoyer au front ses « poids lourds ». Intervient dans la discussion générale, mardi 4 février, l'ancien garde des sceaux Robert Badinter (Hauts-de-Seine) ainsi que l'ancien premier ministre Michel Rocard, qui devrait commenter les conséquences du texte Debré sur l'image de la France à l'étranger. Monique Ben Guiga (Français de l'étranger) et Jean-Luc Mélenchon (Essonne), représentant de la gauche socialiste au Sénat, défendront chacun une motion de procédure.

Selon M. Alouche, qui sera le premier orateur du groupe, le PS mènera un « combat déterminant

et déterminé » contre le projet Debré - coupable à ses yeux de faire « perdurer la précarisation » des étrangers - et plus généralement contre la « légalisation d'une partie de la majorité ». Cette analyse est partagée par M. Estier, selon lequel le volet répressif du texte est « tout d'fait insupportable ». A titre d'exemple, le président du groupe évoque « la constitution d'un fichier des hébergeants, qui ressemble à ce qui se faisait en URSS du temps de Staline ».

M. Estier est toutefois obligé de convenir que la commission des lois du Sénat, qui a examiné le texte mercredi, a adopté une attitude « plus modérée » que les députés de la majorité. A l'initiative de son

rapporteur Paul Masson (RPR, Loiret), la commission a en effet supprimé plusieurs dispositions introduites sous la pression des « ultras » de l'Assemblée nationale. Lors de son audition devant la commission des lois, M. Debré avait pourtant donné son aval à l'essentiel des mesures adoptées par les députés (Le Monde du 25 janvier). Il est vrai que plusieurs d'entre elles visaient à revenir aux propositions contenues dans un avant-projet de loi du ministère de l'Intérieur, et qui avaient subi, avant l'été, un arbitrage défavorable de la part du premier ministre (Le Monde du 15 juin).

Les commissaires aux lois du Sénat ont notamment décidé de ré-

tablir la régularisation des étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans. Ils ont également réduit à un an (au lieu de deux ans dans le texte adopté par l'Assemblée) la durée du mariage requis du conjoint non polygame d'un Français pour obtenir le droit à la délivrance de la carte de séjour. En outre, la commission a supprimé l'interdiction d'un nouveau regroupement familial moins de deux ans après un divorce, ce qui est lui-même intervenu moins de deux ans après un premier regroupement.

Tout en encadrant de certaines garanties plusieurs autres mesures votées par les députés, les commissaires aux lois ont toutefois approuvé certaines. Ils ont ainsi accepté que le renouvellement de la carte de résident, jusqu'alors de plein droit, puisse être refusé en cas de « menace pour l'ordre public ». Contre l'avis de l'Association des maires de France, présidé par Jean-Paul Delevoye (RPR, Pas-de-Calais), ils ont aussi donné leur aval au dispositif concernant les certificats d'hébergement.

Jean-Baptiste de Montvalon

### Les associations se mobilisent

Les associations de soutien aux étrangers et certains partis de gauche préparent à leur manière la discussion du projet de loi Debré par les sénateurs, le 4 février. La Ligue des droits de l'homme, le MRAP, le Gisti, Droits devant !, le Parti communiste, la CGT et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), notamment, appellent « tous les démocrates » à manifester devant le Sénat contre « ce texte de loi attentatoire aux libertés et aux droits de l'homme ». La coordination nationale des sans-papiers participera au rassemblement et dénoncera un projet qui, « pour mieux s'attaquer aux étrangers (...), porte aussi atteinte aux droits et libertés des Français ».



## Corse : le FLNC-canal habituel, bras armé du MPA, annonce sa dissolution

Le mouvement clandestin appelle l'Etat à « prendre la mesure » de cette décision

Le FLNC-canal habituel, bras armé du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), qui n'a plus revendiqué d'attentats depuis deux ans, a

annoncé sa dissolution, mercredi 29 janvier. Par ailleurs, le FLNC-canal historique a revendiqué mercredi onze attentats, dont celui de mardi

contre une agence d'Air-France à Nice. Un nouvel attentat a été commis contre un bureau de poste de cette ville jeudi à l'aube.

### AJACCIO

Le FLNC-canal habituel, bras armé du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), issu en novembre 1990 d'une scission du FLNC, a annoncé sa dissolution, mercredi 29 janvier, au cours d'une conférence de presse, dans la région d'Ajaccio, en présence d'une centaine d'hommes portant casquette, mais sans arme.

Le porte-parole a rappelé que « des patriotes, dont certains sont ici ce soir », avaient, en 1976, choisi la lutte armée « non pour faire la guerre à la France, mais pour populariser les revendications vitales [...], reconnaissance du peuple corse, sauvegarde de notre identité, enseignement obligatoire de notre patrie, développement de notre économie ». Un texte dresse le bilan de la lutte, mais aussi du « martyrologie » (dix morts, des centaines d'arrestations et d'années de prison), en soulignant que « le FLNC est à l'origine d'avancées dont plus personne en Corse n'ose contester le bien-fondé ».

Le FLNC-canal habituel rappelle encore que le mouvement clandestin corse avait donné, en 1990, « des signes concrets d'ouverture et de dialogue qui auraient pu mettre le problème corse sur le voie d'un règlement définitif, si l'Etat français n'avait décidé de choisir le machiavélisme et la manipulation pour s'opposer au sentiment national ».

### « PERTE DE CRÉDIBILITÉ »

« Les scissions, les rumeurs, la multiplication des organisations clandestines ont progressivement brouillé la vision que les Corses avaient du FLNC, continue le texte. Les dévies [...] opportunistes et qui éclatent aujourd'hui au grand jour, la guerre qui a opposé les différents courants du nationalisme corse, ont largement contribué à faire perdre sa crédibilité à la notion de lutte armée. La sympathie a fait place au scepticisme, le scepticisme au détachement, et le détachement à la condamnation de l'action clandestine. Aux yeux du peuple corse, la violence clandestine, perçue à l'origine comme un moyen au service de la justice, est aujourd'hui vécue

comme une forme d'oppression. L'intelligence et le courage commandent de tirer les enseignements de cette situation. »

Mais il faut comprendre « cette évolution politique majeure comme une évolution de notre combat, et en aucun cas comme un renoncement ». Le FLNC-canal habituel affiche l'espoir que les autres organisations clandestines auront un débat similaire et appelle l'Etat à « prendre la mesure » de sa décision : « En initiant un véritable dialogue avec les élus de l'Assemblée de Corse, en renonçant à la tentation illusoire de lamener la revendication nationaliste et en acceptant de prendre le problème corse dans la globalité, il fera un pas décisif vers la paix que tous les Corses appellent de leurs vœux. »

Par ailleurs, le FLNC-canal historique a revendiqué mercredi onze attentats, dont celui commis la veille contre une agence d'Air-France à Nice. Un nouvel attentat a été commis contre un bureau de poste de cette ville jeudi à l'aube.

Paul Silvani

## Mensonges, diffamations, plaintes, ou une journée à Vitrolles

VITROLLES (Bouches-du-Rhône)  
de notre correspondant régional

Ce matin-là, mardi 28 janvier, Jean-Jacques Anglade réunit les journalistes. Il annonce une plainte en diffamation contre une bande dessinée du Front national où il figure menottes aux poings. Il dénonce le vrai tract d'un pseudo comité vitrollois pour la promotion du sport et la vraie fausse lettre d'un dénommé Mahdid Ziane, adressée aux électeurs aux noms à consonance arabe, et qui appellent tous deux à voter pour Catherine Mégret. Puis il lit un procès verbal de police datant de 1993 concernant un membre de la liste du Front national et un trafic de viandes avariées. L'affaire a-t-elle eu des suites judiciaires depuis ? On ne sait pas...

### « PRÉSUMPTION DE CULPABILITÉ »

Sur le marché, les équipiers de l'UDF Roger Guichard tiennent table de propagande. Leur leader est à Aix-en-Provence pour soutenir sa plainte contre Bruno Mégret et sa femme, accusés de tromper les électeurs en laissant croire, dans un document, que c'est le mari qui serait le maire. Cette plainte sera rejetée. Les supporters de la droite parlementaire distribuent aux journalistes un communiqué précisant la date exacte de l'adhésion d'une colistière d'Anglade à Force démocrate et celle de sa titularisation comme salariée de la mairie afin de montrer sa dépendance. Un autre texte de la même équipe explique com-

ment douze membres de l'équipe sortante ont « des membres de leur famille à la moirée ».

Dans l'après-midi, c'est au tour de Catherine Mégret de tenir une conférence de presse. Elle accuse : « Jean-Jacques Anglade est un extrémiste de gauche. » Quant à son mari, Bruno I. commence par « le plus négligeable » de ses adversaires, Roger Guichard, pour se moquer de sa plainte. Il annonce ensuite qu'il avait mandaté un huissier de justice afin de délivrer à Jean-Jacques Anglade « une sommation interpellative » afin que le maire sortant s'engage à rembourser les sommes qu'il aurait éventuellement détournées. Bruno Mégret a, en effet, une interprétation particulière du code pénal : « Au-delà de la présomption d'innocence, la mise en examen est une présomption de culpabilité. »

Une question est posée sur la floraison de tracts non signés issus de différents comités appelant à voter pour le Front national. Première réponse : « Nous signons tous nos tracts. » Les journalistes insistent. Autre réponse du même Bruno Mégret : « J'imagine que nous devons les connaître », ces auteurs ; et il serait même possible qu'on trouve, « si vous souhaitez les rencontrer », ces sportifs qui ont vu « deux ex-champions de France » sur la liste Catherine Mégret, ou ces membres du « collectif vitrollois pour la démocratie et la liberté », spécialisés dans la dénonciation des militants de Ras l'Front.

Michel Samson

## La gauche critique le rendez-vous citoyen

L'ACCORD STRATÉGIQUE

signé par Helmut Kohl et Jacques Chirac n'en finit pas de parasiter l'examen de la réforme du service national. Déjà retardé, mardi 28 janvier, de vingt-quatre heures, à cause du débat imposé par l'opposition, l'affaire du document franco-allemand a fait à nouveau irruption dans l'hémicycle mercredi 29, lorsque Jean-Claude Lefort (PCF, Val-de-Marne) a interrompu la discussion pour faire état des déclarations du ministre allemand de la défense, interprétant dans le même sens que les députés socialistes et communistes le document signé par le chancelier allemand et le président français (Lire aussi nos informations page 4).

Premier intervenant d'une opposition communiste et socialiste rigoureuse, Paul Quilès (PS, Tarn) avait, avant cet incident, défendu une motion d'irrecevabilité, repoussée, expliquant que « le rendez-vous du citoyen était inutile, coûteux et anticonstitutionnel ». L'ancien ministre de la défense s'est efforcé de montrer que ce « rendez-vous » d'une durée prévue de cinq jours « n'a rien à voir avec la défense nationale ». « Quand on sait que, sur ces cinq jours, à-t-il dit, un jour est consacré au bilan de santé, une demi-journée à dispenser l'information sur les volontariats et une demi-journée pour un rallye citoyen, il reste deux jours pour présenter les enjeux de la défense. » Dès lors qu'il n'aurait plus rien à voir avec un service militaire, le rendez-vous du citoyen pourrait, selon M. Quilès, être considéré comme « une nou-

velle sujétion pour les citoyens », et donc s'avérer inconstitutionnel. Cette démonstration a fait répliquer à Pierre Lellouche (RPR, Val-d'Oise) qu'on assistait à « une cascade de tartufferie » visant à masquer les désaccords de fond qui traversent selon lui l'opposition.

« Il ne permettra en aucune manière de maintenir le lien armée nation », estime M. Chevènement

Pour le Parti communiste, Jean-Claude Lefort a dénoncé globalement la politique étrangère et de défense de la France : « Ce qui nous est proposé aujourd'hui, a-t-il dit, c'est d'accroître encore ce processus d'effacement de la France, d'abandon de son indépendance, de sa souveraineté. » « On sonne le glas du citoyen-soldat », s'est écrié M. Lefort qui a vu dans ce texte « une imposture ». « Pauvre réforme, s'est ensuite écrié Jean-Pierre Chevènement (RL, Territoire-de-Belfort), qui pour une économie illusoire de 15 milliards de francs par an, aura réussi à mettre par terre, pour quinze ans ou moins, notre outil de défense. » L'ancien ministre de la défense a estimé que « la profession-

nalisation de l'armée et la suppression du service national vont de pair avec la mise à disposition de l'OTAN de nos forces armées, réduites à un corps expéditionnaire ». A ses yeux, le choix du gouvernement « fait l'impasse sur les risques d'instabilité en Europe, notamment à l'Est ». Selon lui, le « projet vide » du rendez-vous citoyen « ne permettra en aucune manière de maintenir le lien armée-nation, de susciter ou préserver l'esprit de défense et de sensibiliser nos jeunes compatriotes à l'idée qu'ils sont collectivement comptables de la sécurité de la France ».

Alors qu'il avait défendu en commission une longue série d'amendements, visant à réintroduire dans le dispositif de la réforme des éléments qui établissent le lien avec la défense, Olivier Darmon (Bouches-du-Rhône), porte-parole de l'UDF dans ce débat, a résumé le sentiment de nombreux députés de la majorité en expliquant que cette réforme présentait « le risque d'une coupure entre la nation et sa défense ».

Une opinion que ne partage toutefois pas l'ancien conseiller de Jacques Chirac pour les questions de défense, Pierre Lellouche, qui voit davantage dans le rendez-vous citoyen et le volontariat, prévus par le texte, « une approche nouvelle de la citoyenneté » et que « la première erreur consisterait à vouloir réintroduire à toute force dans le rendez-vous citoyen des éléments du service militaire ancien ».

Fabien Roland-Lévy

## Les dépenses d'assurance-maladie ont été modérées en 1996

LES DÉPENSES de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont progressé de 2,3 % (hors hospitalisation) en 1996, un taux très proche de l'objectif fixé par le gouvernement aux praticiens libéraux (2,1 %) : la hausse a été de 3 % pour les honoraires et de 2 % pour les prescriptions. En décembre (toujours hors hospitalisation), les dépenses ont reculé de 0,3 %. Sur l'année, la progression des dépenses des spécialistes (3 %) a été plus importante que celle des généralistes (2 %). Tous régimes confondus, l'évolution devrait être très proche de 2,1 %. « Ces résultats permettent d'aborder dans de bonnes conditions la négociation de la convention médicale », estime Jean-Marie Spaeth, président (CFDT) de la CNAMTS. Ces négociations doivent être « bouclées » le 20 février.

## Le gouvernement pourrait décider seul la hausse des salaires des fonctionnaires

LE QUOTIDIEN La Tribune a indiqué, jeudi 30 janvier, que le gouvernement pourrait renoncer à ouvrir une négociation sur les salaires des fonctionnaires. Les organisations syndicales demandent un rattrapage du pouvoir d'achat pour 1996, alors que le gouvernement maintient le principe du « gel » pour l'année écoulée. Les organisations syndicales réclament une augmentation de 4,4 % pour 1996, 1997 et 1998, alors que le gouvernement, qui veut respecter les impératifs liés à la construction de la monnaie unique, propose 2,8 % seulement (Le Monde du 30 janvier). Le 4 février, à l'occasion de sa rencontre avec les sept fédérations de fonctionnaires, le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, pourrait annoncer qu'il décide d'augmenter unilatéralement les salaires de 0,5 ou 0,6 % au printemps 1997 et de reprendre les discussions à l'automne.

■ CONJONCTURE : l'activité industrielle se redresse, d'après l'enquête mensuelle de l'INSEE publiée jeudi 30 janvier. Selon les chefs d'entreprise interrogés en janvier, l'activité manufacturière a poursuivi son raffermissement au cours des derniers mois et les perspectives générales de production progressent sensiblement.

■ EURO : quatre parlementaires de la majorité, deux députés et deux sénateurs, devaient siéger au comité national de l'euro, chargé de préparer le passage à la monnaie unique : les rapporteurs généraux du budget à l'Assemblée nationale, Philippe Auberger (RPR), et au Sénat, Alain Lambert (Union centriste), ainsi que le président de la commission des finances du Sénat, Christian Poncelet (RPR). Le second représentant de l'Assemblée devrait être Jean-Pierre Thomas (UDF-PR).

■ EXTREME DROITE : Bruno Gollmsch, secrétaire général du Front national, demande, dans un communiqué publié mercredi 29 janvier, que la décision du premier ministre de rouvrir le dossier de l'indemnisation des victimes juives de la seconde guerre mondiale soit étendue à « toutes les victimes de guerre qui n'ont pas encore été indemnisées, ou qui l'ont été en "monnaie de singe" ».

■ DESHERBANTS : le gouvernement a annoncé, mercredi 29 janvier, la limitation, voire l'interdiction de certains produits phytosanitaires. L'utilisation du dinotérbé (dés herbant pour le maïs et certaines graminées fourragères ou à paille) sera interdite à partir du 30 septembre. L'atrazine, qui est aussi un dés herbant, est, dès aujourd'hui, retirée des circuits dans les zones non agricoles ainsi que la simazine.

**le 2 Février 1997**  
à partir de 10h00  
au CNIT, Paris - La Défense

**VIDEO SCOPE**

sous l'égide du **C.R.I.F**  
organisé par RENOUEAU JUIF - BNAI BRITH  
UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE

## Les juifs en questions...

12 DEBATS DANS 4 AMPHITHEATRES

### LES GRANDS MOMENTS :

- 10h00 : Le monde juif sur internet
- 10h30 : Les juifs spoliés : la vérité
- 11h00 : Les enfants des mariages mixtes, comment peuvent-ils s'intégrer dans la communauté ?
- 14h00 : Les défis de la communauté juive par Henri HAUDENBERG, Président du CRIF

- 14h15 : Elections 1998, Monaco sur la société française ? Robert HUE, Michel ROCARD et Jacques TOUBON animé par Ivan LEVAI

- 16h45 : David LEVY, Ministre des affaires étrangères d'Israël

ET 7 AUTRES DEBATS AVEC 30 INTERVENANTS FRANÇAIS ET ISRAËLIENS COMME Alexandre ADLER, Gilles BERNHEIM, Yehuda LANCERY, Gérard MILLER, Avi PAZNER, Meir ROSENNE, René-Samuel SIRAT, Nissim ZVIL...

### 4 EXPOSITIONS

EXCLUSIF : La plus importante collection privée sur l'affaire Dreyfus

### 5 FILMS (à partir de 10h00) dont

• To be or not to be de Ernst LUBITSCH • Ombres et brouillard de Woody ALLEN

ESPACE INTERNET - ESPACE LIBRAIRIE

20 auteurs dédicaceront leurs ouvrages

RENSEIGNEMENTS : 01 47 34 62 00

Entrée : 80 Frs - Etudiants (-25ans) : 50 Frs

051 71147



سورة من القرآن

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 31 JANVIER 1997

**SONDAGE** Réalisé quelques jours après l'installation par Jacques Chirac de la commission de réflexion sur la justice présidée par Pierre Truche, un sondage commandé à la

Sofres par Le Monde et RTL fait apparaître que, pour une écrasante majorité de Français (82 %), la justice est « soumise au pouvoir politique ».

● DEUX TIERS des sondés ont une

mauvaise image de l'institution judiciaire : 87 % la jugent plutôt « vieillotte » et 77 % coûteuse. En matière de réformes, la priorité des priorités est l'accélération des délais de procé-

ture et de jugement. ● NOUS AVONS DEMANDÉ aux ministres de la justice qui se sont succédé place Vendôme depuis 1981 de prendre connaissance de ce sondage. MM.

Nallet, Klejman, Sapin, Vauzelle et Méhaignerie nous ont chacun fait part de leurs commentaires ainsi que des réformes qu'il fallait, selon eux, mettre en œuvre.

# Pour 82 % des Français, la justice est « soumise au pouvoir politique »

Un sondage réalisé par la Sofres pour le compte du « Monde » et de RTL fait apparaître une grande défiance des personnes interrogées envers l'institution judiciaire. Une priorité : accélérer les délais de procédure et de jugement

**VISIBLEMENT**, les gardes des sceaux qui répètent à l'envi, depuis des années, que les magistrats français sont parfaitement indépendants n'ont guère convaincu leurs concitoyens : 82 % des personnes interrogées par la Sofres à la demande du Monde et de RTL estiment que la justice est « soumise au pouvoir politique » (voir graphique ci-dessous). Ce constat d'une rare sévérité – seules 14 % des personnes interrogées croient en l'indépendance de la magistrature – vaut pour tous les milieux et tous les niveaux de diplôme. Il traverse également l'ensemble des courants politiques : le doute touche 74 % des sympathisants du Front national, 76 % de ceux du RPR, 79 % de ceux de l'UDF, 87 % des écologistes, 88 % des socialistes et 91 % des communistes.

Réalisé quelques jours à peine après l'installation, par Jacques Chirac, de la commission de réflexion sur la justice présidée par

Pierre Truche (Le Monde des 22 et 23 janvier), ce sondage met en lumière l'immense scepticisme des Français à l'égard du respect de l'égalité devant la loi. Aux yeux des sondés, deux catégories de citoyens bénéficient d'une mansuétude excessive : les élus et les hauts fonctionnaires. 73 % des personnes interrogées estiment en effet que la justice est plus indulgente avec les hommes politiques qu'avec leurs concitoyens et 69 % émettent ce constat pour les hauts fonctionnaires. Les chefs d'entreprise, les médecins, les policiers et les journalistes arrivent très loin derrière ces deux catégories.

### SENTIMENT D'ÉGALITÉ

La encore, les préférences politiques jouent guère : la conviction que les élus et les hauts fonctionnaires bénéficient d'un traitement de faveur est partagée à égalité par les sympathisants de droite et de gauche. Elle est également bien répartie dans les diffé-

rentes professions, même si les commerçants, artisans et industriels se montrent plus sévères que les cadres ou les employés. Ce sentiment d'inégalité devant la loi est sans doute lié à l'émergence des « affaires », qui ont brutalement mis au jour les fortes pressions du pouvoir politique sur les magistrats. Il s'appuie sans doute aussi sur les amnésies de 1988 et de 1990, qui ont blanchi les actes commis en relation avec le financement des partis politiques.

En matière de réformes, la priorité des priorités est, aux yeux des sondés, l'accélération des délais de procédure et de jugement : ce souci est partagé par 76 % des personnes interrogées. Le renforcement de l'égalité devant la justice (souhaité par 47 % des personnes interrogées) et l'indépendance de la magistrature (demandée par 44 % des sondés) restent cependant des aspirations très fortes puisqu'elles figurent en deuxième et troisième positions. Ces deux

préoccupations croissent régulièrement avec l'élévation du niveau de diplôme : le vœu que la justice soit plus indépendante rassemble 28 % des non-diplômés, 33 % des titulaires du certificat d'études, 43 % des titulaires de BEPC, CAP ou BEP, 49 % des bacheliers et 54 % des personnes qui ont suivi des études supérieures.

Un peu plus d'un mois après les déclarations de Jacques Chirac sur le parquet, le problème de l'indépendance du ministère public, qui peut, à première vue, paraître quelque peu technique, laisse peu de moode indifférent : seuls 8 % des sondés se disent sans opinion sur cette question. L'indépendance des procureurs – actuellement placés « sous l'autorité » du garde des sceaux – est très clairement plébiscitée : 71 % des personnes interrogées se disent favorables à cette réforme qui va pourtant à l'encontre des traditions judiciaires françaises. Là encore, les personnes les plus diplo-

mées sont les plus favorables à l'indépendance : l'idée d'offrir plus de liberté aux magistrats du parquet tente 58 % des non-diplômés contre 76 % des personnes qui ont suivi des études supérieures.

### « POUVOIR JUDICIAIRE »

Les personnes interrogées se montrent en revanche plus réservées à l'idée que la justice devienne un véritable pouvoir, à égalité avec l'exécutif et le Parlement, avec des magistrats nommés par une instance indépendante. Cette suggestion séduit 53 % des sondés, 39 % d'entre eux préférant que la justice reste une autorité contrôlée par le pouvoir exécutif. Face à un éventuel « pouvoir judiciaire », les classes populaires restent méfiantes : 42 % des ouvriers et 38 % des employés – et seulement 29 % des cadres – préféreraient que la justice demeure une autorité contrôlée. Ces réticences reculent avec l'élévation du niveau de di-

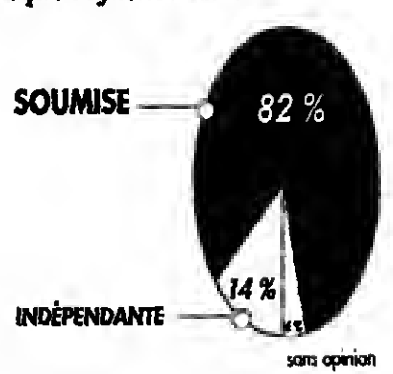
plôme : elles concernent plus de 50 % des non-diplômés et des titulaires du certificat d'études contre seulement 30 % des personnes ayant suivi des études supérieures.

Enfin, contrairement à ce qu'affirment la plupart des hommes politiques, le respect de la présomption d'innocence n'apparaît pas comme un souci prioritaire des Français. Interrogés au sujet des « principaux problèmes de la justice », seuls 21 % des sondés évoquent ce thème auxquels les électeurs de droite paraissent plus sensibles que les électeurs de gauche. Pour 44 % des personnes interrogées, imposer un secret total de l'instruction permettrait de protéger la présomption d'innocence des personnes mises en cause, mais pour plus de la moitié d'entre eux, cette réforme constituerait surtout « un moyen d'empêcher la presse de parler des affaires ».

A. C.

### La justice et le pouvoir politique

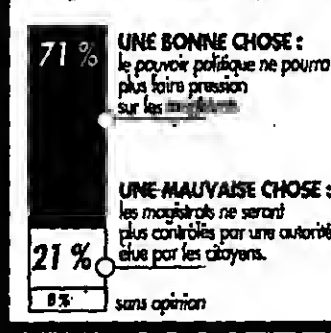
Par rapport au pouvoir politique, avez-vous le sentiment que la justice est :



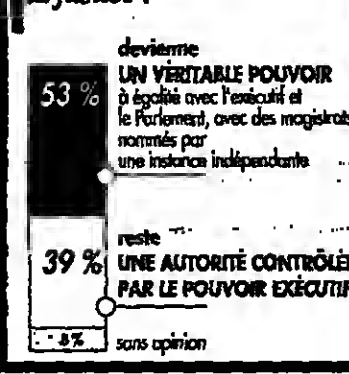
Pour chacune des catégories suivantes, avez-vous le sentiment que la justice est :

	Plus soumise	Plus indépendante	Non
LES HOMMES POLITIQUES	73 %	7 %	18 %
LES HAUTS FONCTIONNAIRES	69 %	8 %	20 %
LES CHEFS D'ENTREPRISE	37 %	25 %	32 %
LES POLICIERS	35 %	21 %	40 %
LES MÉDECINS	33 %	21 %	41 %
LES JOURNALISTES	29 %	20 %	45 %

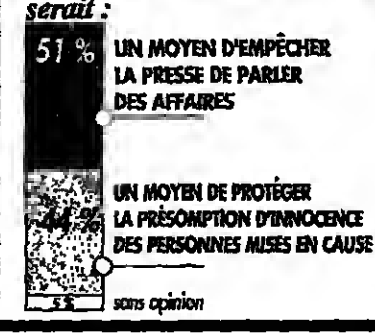
Rendre les magistrats du parquet indépendants du pouvoir exécutif, est-ce :



Souhaiteriez-vous que la justice :



Le secret de l'instruction s'impose à tous, en particulier à la presse. Une telle mesure serait :



## Une institution « vieillotte » ne disposant pas de moyens suffisants

L'accélération des délais de procédures constitue une attente prioritaire

LA JUSTICE n'a décidément pas bonne presse auprès des Français. Et ce n'est pas la première fois. En effet, les études précédemment réalisées sur la perception de la justice française par la population, le sondage Sofres-Le Monde-RTL révèle que 66 % des personnes interrogées ont une mauvaise image de l'institution judiciaire (voir graphique ci-dessous). Constatée depuis des années, cette mauvaise réputation semble davantage partagée par les catégories sociales les moins favorisées : 74 % des ouvriers et 73 % des employés interrogés ont une « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » image de la justice contre 51 % des cadres ou professions intellectuelles.

Paradoxalement, ce désamour ne semble pas lié à une connaissance pratique de l'institution. Seules 21 % des personnes questionnées ont déjà eu affaire à la justice pour défendre leurs droits avec, parmi elles, la même proportion d'insatisfaites (63 %). La grande majorité s'est cependant fait une idée assez tranchée de l'état de la justice, puisque seulement 2 % des personnes interrogées n'ont pas d'opinion sur la question.

### INSATISFACTION GLOBALE

Le sentiment majoritaire de mauvais fonctionnement de l'institution semble par ailleurs avoir des conséquences sur l'éventualité d'un recours à la justice : si 51 % des personnes interrogées affirment qu'elles feraient appel aux tribunaux pour défendre leurs droits, elles sont cependant 47 % à envisager cette possibilité avec beaucoup plus de réticence.

Cette insatisfaction globale se porte particulièrement sur le fonctionnement de la justice dite de « proximité ». Le mécontentement – qui transcende les catégories socioprofessionnelles – se nourrit d'une série de griefs faits tradition-

nellement à l'institution. Ainsi, 87 % des personnes interrogées estiment la justice « plutôt vieillotte » et 77 % d'entre elles la jugent « coûteuse ».

Les avis sont plus partagés sur une éventuelle « injustice » de la justice : seules 53 % des personnes questionnées s'accrochent à dire qu'elle ne respecte pas les droits de la personne. Parmi elles, on retrouve majoritairement des personnes peu diplômées (59 % des « sans diplômes » contre 44 % possédant un titre de l'enseignement supérieur).

Cependant, une forte proportion de personnes questionnées (77 %) estime, à la décharge de l'institution, que la justice « ne dispose pas de moyens suffisants ». La part du budget de la justice dans le budget global de l'Etat reste largement inférieure aux besoins, même si elle n'a cessé d'augmenter depuis une dizaine d'années :

de 1985 à 1996, elle est ainsi passée de 1,12 % à 1,51 %.

Au chapitre des récriminations, c'est sans doute la lenteur de la justice qui est la plus stigmatisée par la population. Accélérer les délais des procédures et des jugements constitue ainsi la priorité des réformes à entreprendre pour 76 % des personnes interrogées, loin devant le renforcement de l'égalité des citoyens devant la justice (47 %). 44 % des personnes interrogées souhaitent une simplification des procédures et un accès plus facile à la justice. L'inflation des contentieux, notamment en matière civile, n'est sans doute pas étrangère au désir de voir aboutir plus rapidement les affaires. L'augmentation des procédures induit en effet un allongement du traitement des dossiers : de 1988 à 1994, le délai moyen d'examen d'une affaire devant un tribunal d'instance est passé de 4,1 à 5,2 mois.

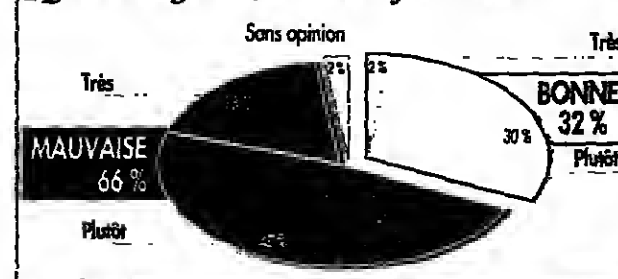
En matière pénale, l'utilisation croissante des procédures de comparution directe a permis de réduire le délai de jugement des délits, passant de 13,5 mois en 1994 à 12 mois en 1995. Ce relatif progrès n'est cependant guère perçu par les justiciables, d'autant qu'il est contrebalancé par l'augmentation du classement sans suite des procédures.

Les parquets ont eu effet classé près de 80 % des procédures en 1994, contre 65,8 % en 1993. La justice paraît ainsi d'autant plus apaisée qu'on fait de plus en plus appel à ses services. Malgré les efforts réalisés pour accélérer les procédures ou multiplier les possibilités de médiation et de conciliation, la justice reste encore un sujet d'incompréhension et de critique pour bon nombre de Français.

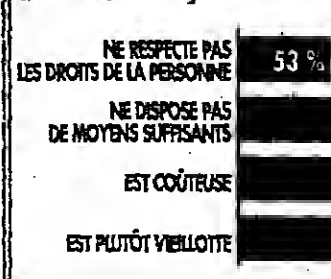
Cécile Prieur

### La justice au quotidien

Quelle image avez-vous de la justice en France ?



Diriez-vous qu'elle :



Les réformes... à entreprendre en priorité

- 1 ACCÉLÉRER LES DÉLAIS DES PROCÉDURES ET DES JUGEMENTS 76 %
- 2 RENFORCER L'ÉGALITÉ DES CITOYENS DEVANT LA JUSTICE 47 %
- 3 FACILITER L'ACCÈS DES CITOYENS À LA JUSTICE, SIMPLIFIER LES PROCÉDURES 44 %

## Exigence démocratique

À EN CROIRE la Sofres, l'indépendance de la magistrature et l'égalité devant la loi sont devenues l'un des principaux soucis des Français. Tout sondage doit, bien sûr,

### ANALYSE

La justice, l'un des derniers symboles de l'équité

être interprété avec prudence mais l'extrême brutalité de certaines réponses – 82 % des sondés estiment que la justice est soumise au pouvoir politique – permet de penser que cette aspiration fait désormais figure d'exigence démocratique. L'affaiblissement continu de l'Etat, la progression de la détresse sociale et l'effacement des espoirs collectifs font sans doute aujourd'hui de la justice l'un des derniers symboles de l'équité.

L'aspiration à l'indépendance de la magistrature est également le fruit des « affaires ». En montrant, jour après jour, que le pouvoir politique n'hésite pas à s'ingérer dans les procédures particulières pour entraver le cours de la justice, les dossiers politico-financiers apparus au cours de la dernière décennie ont dévoilé les arrières-cours de l'espace judiciaire. L'hélicoptère parti à la recherche de Laurent Davenas restera sans doute le symbole de cette intense mobilisation de l'Etat en faveur de quelques justiciables : pour empêcher que des poursuites soient engagées contre la femme du maire de Paris, le gouvernement n'avait pas hésité, au mois de décembre 1996, à affréter un hélicoptère dans les montagnes enneigées de l'Himalaya.

Lancée par Jacques Chirac lors de son intervention télévisée du 12 décembre 1996, la réforme du parquet est au cœur de ce débat. Paradoxalement, le ministère public aurait pu devenir l'un des instruments de l'égalité devant la loi : ses liens avec

le garde des sceaux, titulaire d'une légitimité démocratique, pouvait garantir une certaine égalité de traitement sur tout le territoire français. Les dérives des « affaires » ont eu raison de cette aspiration : en empêchant l'ouverture d'informations judiciaires, en suivant pas à pas la moindre procédure impliquant un élu, en faisant donner, au téléphone, des instructions – illégales – aux procureurs, les gardes des sceaux qui se sont succédés place Vendôme ont ruiné le crédit d'une institution millénaire.

Ce faisant, les hommes politiques ont également entamé leur propre crédit. Interrogés sur la capacité des partis à réformer la justice, les sondés se montrent très sévères : à peine plus de la moitié affirment faire confiance à la gauche ou à la majorité RPR-UDF (voir graphique page 9). Pour un mouvement en situation d'opposition comme le PS, qui défend depuis peu l'indépendance du parquet, la leçon est rude : malgré le temps qui passe, les années Urbain, empêchent encore les Français de croire aux discours des socialistes sur la justice.

Pour le gouvernement, qui affirme vouloir engager une réforme en profondeur de la justice, ce sondage est un avertissement : l'aspiration à une modification des règles du jeu judiciaire est aujourd'hui si forte qu'une réforme suscitée sans doute une énorme déception. Et nourrit de nouveau le discrédit du monde politique.

Anne Chemin

### Fiche technique

Ce sondage a été réalisé par téléphone les 24 et 25 janvier par la Sofres pour Le Monde et RTL auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.



## Cinq ministres de la justice analysent le divorce avec l'institution judiciaire

Nous avons demandé aux ministres de la justice ayant exercé leurs fonctions place Vendôme depuis 1981 de commenter ce sondage. MM. Nallet, Vauzelle et Méhaignerie, gardes des sceaux, et MM. Kiejman et Sapin, ministres délégués à la justice, nous ont chacun fait parvenir un court texte dans lequel ils nous font part de leur analyse et de leurs propositions pour améliorer le fonctionnement de l'institution judiciaire. MM. Badinter, Chalandon et Arpaillange n'ont pas souhaité, ou n'ont pu, nous livrer leurs commentaires. On retiendra que si M. Sapin se prononce pour une indépendance totale du parquet - elle s'impose, dit-il, avec « la force d'une évidence » -, MM. Méhaignerie et Vauzelle appellent de leurs vœux une réforme du Conseil supérieur de la magistrature. Pour sa part, M. Kiejman propose que le débat préalable, qui a lieu secrètement devant le Juge d'instruction s'apparentant à délivrer un mandat de dépôt, soit désormais non seulement contradictoire mais public dès lors que le « mis en examen » le souhaite.



Henri Nallet  
octobre 1990-avril 1992

### « Le risque pris par M. Chirac »

Même si les dernières questions sur les procureurs, la justice comme pouvoir, et le secret de l'instruction sont manifestement biaisées et induisent des erreurs significatives : les procureurs d'agissent pas au nom de l'Etat, mais du peuple français, ce sondage semble indiquer que l'opinion des Français à l'égard de leur justice reste toujours aussi négative. Pour eux, la justice est archaïque, soumise au pouvoir politique, coûteuse, lente, et traite inégalement les puissants et les faibles.

Cette image, au demeurant classique, fait peu de cas des efforts des magistrats et des personnels de justice pour améliorer, avec leurs maigres moyens, le fonctionnement quotidien de l'institution. Mais elle exprime bien l'ambivalence d'une demande sociale où le besoin croissant de justice cohabite avec la défiance à l'égard de l'institution qui est censée le satisfaire.

On voit donc qu'une modification de l'organisation du parquet et la réaffirmation de la présomption d'innocence ne suffiront pas à résoudre cette contradiction qui mine depuis longtemps l'institution de l'ultime régulation. Ce qui montre le risque pris par le président de la République en ouvrant ce « chantier » de la réforme de la justice où nos concitoyens placent la barre très haut.

Les décrets affaiblissent encore leur confiance dans les institutions et les hommes qui les incarnent. Et pas seulement dans la justice. Il faut donc souhaiter que la commission présidée par M. Truche puisse proposer un catalogue raisonné des mesures concrètes - connues de tous par mille rapports - susceptibles d'améliorer le fonctionnement de l'institution, et que le pouvoir politique les mette résolument en œuvre contre les corporatismes, aussi bien républicains que puissants, qui sont parvenus jusqu'à présent à empêcher toute réforme ambitieuse. Et ensuite, fournir à l'institution ainsi renouvelée les moyens de sa mission. Il sera temps alors de commander un autre sondage.



Georges Kiejman  
octobre 1990-mai 1991

### Pour un « débat préalable » public

L'image que les Français ont de la justice est mauvaise. Faut-il vraiment s'en donner ?

Non, si l'on en juge par les griefs formulés : justice trop lente, trop coûteuse, manquant de moyens, vieillotte et non adaptée à notre époque. On ne s'étonnera pas davantage de la conviction que la justice est soumise au pouvoir politique puisqu'on explique, sans cesse, aux justiciables qu'il faut enfin rendre les magistrats indépendants, en tout cas ceux du parquet. Mais, en dehors de ce qui est publié à cet égard, combien de justiciables ont eu l'occasion de vérifier cette dépendance ?

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que les Français attendent malgré tout beaucoup de leur justice et qu'il serait temps de combler cette attente par un budget décent et une formation plus diversifiée des magistrats dont il faut reconnaître qu'ils font, à titre personnel, un effort considérable depuis quelques années.

En ce qui concerne la nécessité de concilier la présomption d'innocence et le droit à l'information, je fais une proposition : que le « débat préalable », qui a lieu secrètement devant le Juge d'instruction s'apparentant à délivrer un mandat de dépôt, soit désormais non seulement contradictoire mais public, dès lors que le « mis en examen » le demande. Ce n'est pas la publicité qui est dangereuse mais ce sont les vérités distillées de manière unilatérale. Cela obligerait le juge à mieux définir les charges et à justifier de leur fondement. On se rapprocherait de la fameuse notion d'*habeas corpus*.

Si la présomption d'innocence paraît intéresser médiocrement les Français, c'est que chacun a tendance à croire que « cela n'arrive qu'aux autres ».

Un dernier mot, les réponses seraient plus significatives si elles étaient consensuelles à un vrai débat sur les problèmes réels de la justice. Or, à cette heure, aucun débat national n'a encore eu lieu et si les Français ont de leur justice une image, bonne ou mauvaise, elle est pour beaucoup d'entre eux « virtuelle ».



Michel Sapin  
mai 1991-avril 1992

### « La nécessité d'une réforme profonde »

La justice, à l'évidence, ne laisse pas nos concitoyens indifférents. Tel est le premier enseignement de ce sondage aux résultats à la fois prévisibles pour ceux qui connaissent le sujet, blessés pour ceux qui ont agi dans le passé, mais aussi stimulants pour ceux qui aspirent à faire bouger la société.

La nécessité d'une réforme profonde s'impose donc à l'opinion. Mais la droite et, malheureusement, la gauche sont confondues dans un même opprobre, s'agissant de leur capacité, ou de leur incapacité, à mener cette réforme. Hommes et partis politiques subissent ainsi de plein fouet le contrecoup des affaires, de leur facilité à ne parler de justice que sous la pression des événements et de leur propension à défaire l'œuvre du prédécesseur ou à compliquer le travail du successeur. Un pas en avant, deux pas en arrière : on voit aujourd'hui le résultat de cette danse fatale.

Un espoir cependant : 78 % des Français ont en fait une position moyenne sur la justice, puisque l'image qu'ils s'en font est plutôt bonne pour 30 % d'entre eux et plutôt mauvaise pour 48 %. La ligne peut donc bouger pour peu que soient mises en œuvre les mesures adaptées.

L'indépendance du parquet s'impose avec la force d'une évidence pour mettre fin à ce qui apparaît à nos concitoyens comme l'une des deux grandes critiques adressées à la justice : la soumission aux pouvoirs politiques. L'autre grande préoccupation tient à la volonté d'une meilleure justice quotidienne, plus rapide et moins coûteuse, moins vieillotte et mieux dotée. On retrouve là les deux piliers essentiels d'une réforme nécessaire.

Enfin, si les Français sont préoccupés par le renforcement de la présomption d'innocence, ils craignent cependant qu'une réforme s'entraîne un étouffement par d'autres voies des affaires encombrantes. Ils ont donc conscience de la difficulté à concilier deux principes aussi nobles que le droit de la personne à être défendue et le droit du citoyen à être informé.

Ce sondage fait ainsi apparaître chez nos concitoyens un grand bon sens mêlé de beaucoup d'amertume. Voilà qui doit nous pousser à l'audace dans la réforme, et à la persévérance dans l'action.



Michel Vauzelle  
avril 1992-mars 1993

### Pour une « révolution budgétaire »

Ce nouveau sondage est coestonnant. De sondages en sondages, depuis des années, l'idée que se font nos compatriotes de la justice de notre pays est négative, dans des proportions effrayantes pour l'avenir de la démocratie française. Mauvaise opinion de leur justice, mauvaise opinion de leurs élus, comment les Français pourraient-ils avoir à cœur demain de défendre leur République ?

Si nous voulons servir la démocratie au moment où le Front national la menace, nous devons absolument briser l'image qu'ont à la fois les élus et les juges qui, pour des raisons différentes, continuent trop souvent à susciter le mépris et la suspicion. C'est la même actualité en effet qui régit une opinion friande de scandales et jetant l'opprobre, à partir de quelques affaires spectaculaires, sur l'ensemble de ceux qui exercent pourtant légitimement et honnêtement l'un des trois pouvoirs constitutionnels.

Pour la justice, il faut d'abord, par une pédagogie qui est à l'opposé de la démagogie présente, faire soutenir par le peuple une véritable révolution budgétaire qui fasse peu à peu basculer vers le budget de la

justice, et ce durant de longues années, la masse des crédits nécessaires à sa bonne administration. Les moyens mis à la disposition des magistrats doivent être rapidement et massivement décuplés pour rendre, en dix ans au mieux peut-être, la justice populaire, proche des gens, compréhensible et rapide.

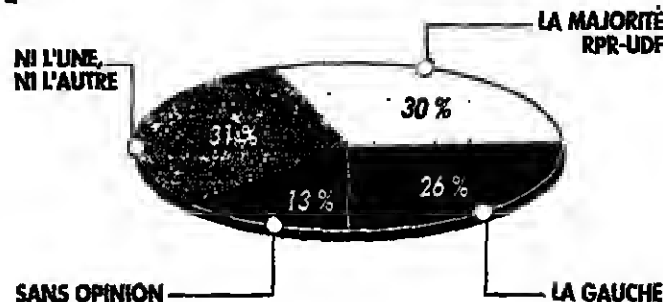
Si les pompes de l'ancien régime sont désormais fissilées, la justice, comme l'Eglise, devra abandonner ses palais, la pourpre, la fourrure et la robe. Si les juges et les procureurs sont dans leur écrasante majorité indépendants, il faut supprimer tout ce qui peut permettre encore à certains gardes des sceaux et à certains magistrats d'étouffer ou de ralentir les procédures qui menacent à juste titre certains policiers et certains hommes d'affaires indélicats. Il faut retirer au gouvernement le pouvoir de nommer les procureurs et le donner au Conseil supérieur de la magistrature à condition que celui-ci soit désigné par le pouvoir législatif et composé en majorité de non-magistrats.

Il faut éviter le retour à l'ancien régime en maintenant la justice dans la République. Le peuple doit pouvoir reconnaître ses idéaux dans les jugements rendus en son nom et les procureurs doivent rester ceux de la République. Aucun magistrat, sauf à être sanctionné, ne doit pouvoir être l'agent de règlements de comptes personnels avec la société.

Il faut protéger l'innocent par tous les moyens sauf celui qui consisterait à imposer le silence à la presse d'investigation. Il faut séparer totalement le pouvoir d'instruire et le pouvoir de mettre en détention. Il faut enfin, et d'urgence, établir clairement le départ entre la responsabilité pénale et la responsabilité politique, entre l'appréciation de la légalité qui relève du juge et l'appréciation de l'opportunité qui ne peut relever que du peuple.

### Le discrédit des formations politiques

A qui faites-vous le plus confiance pour réformer la justice à l'avenir ?



Depuis trois ans et demi dans l'opposition, la gauche n'est pas pour autant jugée à même de mener à bien une réforme de la justice. 56 % seulement des personnes interrogées ont confiance dans les partis de gouvernement pour engager cette réforme.

Pierre Méhaignerie  
mars 1993-mai 1995

### « Le pari de la sincérité »

C'est un sujet difficile pour un sondage. Les Français réagissent d'instinct par impression qu'ils connaissent d'un problème complexe. Si l'image de la justice s'est améliorée par rapport aux mêmes questions posées il y a quatre ou cinq ans, il reste encore un long chemin pour rendre celle-ci plus compréhensible, plus efficace et plus proche des citoyens.

Ce qui me frappe ensuite, c'est le fait que les citoyens placent d'emblée l'efficacité de la justice comme la première des priorités. 76 % veulent voir accélérer les délais des procédures et des jugements. C'est une question de bon sens, une justice efficace doit statuer dans des délais raisonnables. Pour cela, il faut réduire également les délais des recours en simplifiant les procédures et en aidant les cours d'appel à évaluer le contentieux dont elles sont quelquefois saisies sans réelle nécessité. Ces différents aspects avaient fait l'objet de mesures prévues dans le plan pluriannuel pour la justice de 1995.

En deuxième priorité, les Français veulent une justice égale pour tous. Ils ressentent que des liens trop étroits avec le pouvoir peuvent nuire à cette égalité et, à l'instar très majoritairement, ils sont pour la rupture du lien entre les procureurs et la Chancellerie. Ce sondage traduit que le doute est revenu et qu'il faut donc le dissiper.

Les Français considèrent la justice (53 % d'entre eux) comme un véritable contrepoids au pouvoir exécutif et au pouvoir législatif. Il faut donc renforcer les garanties des magistrats en conférant des pouvoirs plus larges au Conseil supérieur de la magistrature pour la nomination des procureurs. Mais il faudra aussi, pour éviter la critique de la gestion



corporatiste du corps, élargir la composition du Conseil supérieur en l'ouvrant à des personnalités extérieures à la magistrature. Cela est d'autant plus nécessaire qu'une augmentation des pouvoirs de la justice et une plus grande indépendance posent le problème du contrôle de ce pouvoir lui-même. Si l'on accroit également sur ce point le rôle de garant du Conseil supérieur de la magistrature, il faudra d'autant plus éviter le risque du corporatisme.

La différenciation entre, d'une part, les hommes politiques et les fonctionnaires et, d'autre part, les chefs d'entreprise était peut-être justifiée il y a quelques années. Cette perception ne correspond plus aujourd'hui à la réalité.

Enfin, je note que si les Français sont sceptiques sur la crédibilité des hommes politiques à mener à bien cette réforme, ils font cependant davantage confiance au RPR et à l'UDF. Permettez-moi d'y voir peut-être là la reconnaissance de l'action qui a été menée depuis 1993 et à laquelle, ootamment, avec le gouvernement de M. Balladur, j'ai contribué en instaurant une nouvelle action publique.

Un dernier aspect du sondage mérite d'être relevé. Il constitue un avertissement en même temps qu'il marque l'enjeu de la réforme entreprise : les Français craignent que le thème de la garantie de la présomption d'innocence ne soit une manœuvre politique. Ils nous lancent, à toute la classe politique, le pari de la sincérité. Rien ne serait plus dangereux que de le décevoir.

# France Télévision.

## La télé publique, récompensée par le public et par la télé.

France Télévision remercie les professionnels et les spectateurs pour leur soutien aux émissions de France 2 et France 3. Merci pour les 14 Sept d'Or.



051 4 1149



صلى الله عليه وسلم

## La réforme du collège s'achève avec la réorganisation des classes de cinquième, quatrième et troisième

Chefs d'établissement et enseignants critiquent les mesures proposées

Les arrêtés organisant les nouveaux enseignements dans les classes de cinquième, quatrième et troisième sont parus au Bulletin officiel du

30 janvier. Ainsi s'achève la réforme de l'ensemble du collège engagée en 1993. Mais cette fois, les expérimentations n'ont pas été enga-

gées pour des mesures qui entreront en application à partir de 1998. Les chefs d'établissement et les syndicats d'enseignants sont

sceptiques, voire hostiles, aux modifications proposées : horaires modulables, suppression dans les collèges des classes technologiques.

LA LONGUE SAGA de la réforme du collège s'achève avec la parution au Bulletin officiel du 30 janvier des arrêtés organisant les enseignements dans les classes de cinquième, quatrième et troisième. La méthode de M. Bayrou s'en trouve quelque peu bousculée. Jusqu'à présent, 368 collèges volontaires avaient expérimenté, en sixième, des innovations qui avaient été évaluées, puis généralisées. En cinquième, on a généralisé avant d'évaluer ; en quatrième et en troisième on généralise sans avoir expérimenté. François Bayrou se presse ainsi de terminer une réforme qu'il a choisi d'aborder classe après classe.

Ouvrant par une déclaration du ministre contre le « collège unique, collège inique » dès son arrivée rue de Grenelle en mars 1993, ce chantier se termine donc dans la hâte. Au-delà des problèmes de méthode, les maigres résultats des mesures mises en place en sixième et en cinquième, constatés par les chefs d'établissement et les enseignants, leur découragement parfois, ne laissent pas d'inquiéter.

Une note d'information non encore publiée de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) signale que la mise en place de « parcours diversifiés » pour les élèves en difficulté, ainsi que la modulation de l'emploi du temps sur la semaine - deux mesures parmi les six proposées -, ont été les moins expérimentées. Les efforts ont davantage porté, semble-t-il, sur l'« éducation aux choix », formule préférée au terme d'« orientation », sur les études dirigées, les enseignements à effectifs allégés et l'enseignement du latin.

Si les chefs d'établissement et les professeurs principaux jugent que ces deux années d'expérimentation - 1994-1995 et 1995-1996 - ont amélioré la communication entre l'équipe pédagogique et l'équipe de direction, ils se montrent étonnés de beaucoup plus réservés sur la réussite scolaire de leurs élèves. Eux-mêmes laissent percer la lassitude et répondent beaucoup moins que l'an dernier au questionnaire qui leur était soumis sur la réforme.

Les nouveaux textes fixent tout d'abord le calendrier de la réforme, qui s'appliquera en 1998-1999 en quatrième et en 1999-2000

en troisième. Le changement consiste à introduire une plus grande souplesse dans l'horaire hebdomadaire des élèves de cinquième et en quatrième, le « cycle central ». Les disciplines n'ont plus d'horaire fixe, mais un plancher et un plafond, par exemple entre

destinée à adapter l'enseignement aux élèves.

La décision de supprimer les quatrièmes et les troisièmes technologiques des collèges est sans doute plus importante. Ces classes, implantées pour moitié dans les lycées professionnels,

l'échec, qui préfigure une filière. Dans la nouvelle configuration, les classes de quatrième et de troisième deviendraient des classes à option, soit latin, soit technologie, mais avec un recensement pour ces dernières sur les enseignements généraux. Moins stigmatisées que les classes de technologie, elles accueilleraient un plus vaste public et seraient destinées à « alimenter », entre autres, la filière STI (sciences et techniques industrielles) du lycée, qui s'étoile. Les quatrièmes et troisièmes technologiques des lycées professionnels perdurent, mais devraient accueillir moins d'élèves, en tout cas en quatrième.

### ÉCONOMIES PARTOUT

Le ministère, s'il n'a guère d'illusions sur la diminution du nombre d'élèves en difficulté, admet que cette nouvelle organisation devrait entraîner une augmentation des effectifs dans les quatrièmes d'aide et de soutien et dans les troisièmes d'insertion. Comme le souligne Denis Paget, un des secrétaires nationaux du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), « le problème des troisièmes

d'insertion est qu'elles n'insèrent dans rien du tout ». Plus encore que ces mesures, les enseignants s'inquiètent des économies qu'il leur faut opérer partout. La langue vivante 1 renforcée, qui leur permettait d'organiser des voyages ou des échanges, est supprimée. Aucun moyen supplémentaire n'est dégagé pour les études dirigées. La crainte de se voir imposer les horaires plancher dans les disciplines se fait jour. Le rétablissement de la physique en cinquième, à moyens quasi constants, interdira d'organiser des travaux pratiques en petits groupes en quatrième.

Enfin, selon le Syndicat des enseignants (SE-FEN) et le SNES, les recteurs, profitant de la légère baisse démographique au collège, continuent à transférer des moyens du collège au lycée à l'occasion de la préparation de la rentrée. De 1994 à 1996, les collèges auraient perdu 15 000 heures d'enseignement. Les organisations syndicales protestent que ce n'est pas là « prendre la mesure des problèmes de violence et d'insertion des jeunes ».

Béatrice Gurrey

### Succès du latin en cinquième

Les trois quarts des 362 établissements qui ont expérimenté la nouvelle cinquième l'an dernier ont proposé un enseignement du latin. 30 % des élèves l'ont suivi, à raison de deux heures par semaine, mais moins dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP) qu'ailleurs (un cinquième, contre un tiers).

Selon les chefs d'établissement, un peu plus de 50 % des élèves pensaient poursuivre en quatrième. Mais dans ce cas, les mords difficultés rencontrées tiennent au programme et à l'organisation de la classe. Néanmoins, les professeurs principaux et les enseignants de latin semblent satisfaits de la réintroduction du latin en cinquième. On ne compterait que 3,5 % de mécontents.

4 heures et 5 h 30 pour le français selon les établissements, au lieu de 4 h 30 pour tout le monde auparavant. De même les mathématiques oscilleront entre 3 h 30 et 4 h 30 au lieu de 4 heures, et ainsi de toutes les disciplines. Cette souplesse est

pour moitié dans les collèges, rassemblent respectivement 59 400 élèves en quatrième et 57 200 en troisième, soit un peu moins de 10 % de l'effectif total de chaque niveau. Il s'agit le plus souvent d'une orientation par

## M. Bayrou annonce le réemploi immédiat de 3 300 maîtres auxiliaires

Leur éventuelle titularisation sera l'objet de nouvelles négociations

FRANÇOIS BAYROU a paré au plus pressé. Mais le calendrier des discussions sur les maîtres auxiliaires (MA) est loin d'être clos. Lors de sa cinquième réunion, mercredi 29 janvier, avec les représentants de la coordination nationale des non-titulaires et des syndicats d'enseignants, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé son « plan pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve depuis longtemps le dossier de l'auxiliaire ».

Dès le lendemain des vacances de février, 3 300 maîtres auxiliaires actuellement au chômage - sur les 5 249 recensés par l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN) - seront réemployés, avec une priorité donnée à ceux ayant plus de trois années d'ancienneté. Selon le rapport de l'ins-

pection (Le Monde daté des 26 et 27 janvier), 49,4 % des 33 334 MA comptabilisés (hors la Corse et les DOM-TOM) ont plus de quatre années d'ancienneté et 25,5 % entre deux et quatre ans. Le réemploi s'effectuera par le biais des couloirs de fin d'activité (CFA) qui interviendront au 1<sup>er</sup> mars pour les titulaires volontaires au départ à la retraite et par la « transformation de plusieurs dizaines de milliers » d'heures supplémentaires en postes à temps plein, sur les 800 000 inscrites au budget 1997.

### « EXTRÊMEMENT DÉÇUS »

Reste que cette solution immédiate et temporaire ne résoud pas la délicate question de la titularisation des maîtres auxiliaires. C'est pourquoi les représentants de la coordination nationale des non-titulaires sont « extrê-

mement déçus » de leur rencontre avec le ministre et l'ont fait savoir aux dizaines de maîtres auxiliaires qui attendaient devant les portes du ministère.

Alors que huit maîtres auxiliaires sont toujours au grève de la faim, à Paris, Rennes, Toulouse et Tours, la coordination estime que le sort des soutiens d'éducation nationale n'est toujours pas réglé et que la longue histoire du recours à l'auxiliaire n'en fait pas de se répéter. « Le chiffre des 3 300 est ridicule ; nous n'avons aucune garantie de réemploi au-delà de la rentrée 1997 ; et nous réclamons un plan de titularisation sans concours dans la mesure où nous avons déjà été recrutés », énumère l'une des membres de la coordination. Elle devait se prononcer, jeudi 30 janvier en fin de matinée, sur la suite à donner au mouvement de pro-

testation. Mais pour M. Bayrou, il n'est pas question de lier le réemploi à la titularisation. « Ces deux questions sont distinctes », a insisté le ministre. Le problème de la titularisation donnera lieu à de nouvelles réunions, début février. M. Bayrou a d'ores et déjà donné sa position : « En raison de la loi et par conviction personnelle, je suis attaché et je défends le principe des concours. Il ne faut pas désavantager les étudiants qui tentent d'obtenir ou mériter d'enseigner par cette voie. Les concours sont la meilleure défense de la qualité de l'enseignement ».

Pour laisser néanmoins une porte ouverte aux futures négociations, le ministre se dit prêt à « discuter de leur forme et de leur modalité ». La distinction essentielle faite par M. Bayrou entre la notion de réemploi et celle de titularisation risque fort de creuser le fossé entre les membres de la coordination et les deux principaux syndicats d'enseignants qui ont signé, en 1996, un protocole d'accord relatif à la loi Perben.

Le syndicat national des enseignants du secondaire (SNES-FSU) « se félicite de l'annonce de 3 300 possibilités nouvelles débouquées pour le réemploi des MA ou chômage qui devraient permettre de réemployer le plus grande partie des MA ayant ou moins l'ancienneté requise pour se présenter aux divers concours de recrutement ». Le syndicat des enseignants (SE-FEN) est quant à lui beaucoup plus nuancé. Pour Fabrice Coquelle, l'un des secrétaires nationaux du SE-FEN, « il y a beaucoup plus de 3 300 MA qui ont un minimum de trois années d'ancienneté ». Quant aux concours internes spécifiques, mis en place dans le cadre de la loi Perben sur la résorption de la précarité dans la fonction publique, ils doivent, selon lui, « prendre en compte avant tout l'expérience professionnelle des MA et être plus souples quant aux conditions d'accès ».

Enfin, M. Bayrou a affirmé qu'il fallait « réfléchir à la situation et à la définition de ce qu'est un maître auxiliaire ». « Il est tout à fait anormal, a-t-il expliqué, qu'il y ait le même précarité pour quelqu'un qui effectue un remplacement de quinze jours et quelqu'un qui a une ancienneté de quinze ans ». Il a en outre annoncé qu'une négociation sera engagée sur l'organisation des remplacements dans le second degré et que des instructions avaient été données « afin qu'on ne recrute plus, sauf cas exceptionnel, des maîtres auxiliaires ».

Sandrine Blanchard

## L'INC condamné pour un essai comparatif sur les préservatifs

L'INSTITUT NATIONAL de la consommation (INC) aurait-il manqué de rigueur dans la présentation de ses traditionnels essais comparatifs ? L'établissement public chargé de l'information des consommateurs s'est vu condamner, mardi 21 janvier, par la cour d'appel de Paris à verser un franc de dommages et intérêts à la société Polidis pour « dénigrement injustifié » des préservatifs Khodomz Regular dont cette entreprise assure la distribution en France. Cette décision de justice figurera par ailleurs en première page du numéro de février de 60 millions de consommateurs, le mensuel de l'INC.

L'article incriminé, publié en avril 1994, à la veille du Sidaction, dans le magazine 50 millions de consommateurs, avait provoqué un bel émoi (Le Monde du 5 avril 1994). Il révélait en effet que sur vingt-huit marques de préservatifs présentes sur le marché français et testées, douze étaient « à éviter ». Les préservatifs Khodomz Regular, fabriqués en Extrême-Orient, figuraient en bonne place parmi les accusés : ils se voyaient attribuer un jugement global « très insuffisant ». Leur qualité était taxée d'« insuffisante » en termes d'« essais d'éclatement », et de « très insuffisante » en ce qui concernait la « recherche de trous et zones poreuses ».

Rappelant que l'INC était tenu, dans l'exercice de son droit de critique, à une « obligation de prudence et d'objectivité », la cour d'appel de Paris vient d'estimer qu'il ressortait de l'article publié « un risque non négligeable d'efficacité quant à la prévention des maladies sexuellement transmissibles », et que la « définition donnée de la notion de "trou" dans la procédure d'expérimentation ne correspondait pas à celle du langage commun ». Les termes « trous » ou « troués » étaient employés à plusieurs reprises dans le tableau comparatif comme dans le corps de l'article, qui commentait : « La réglementation française se contente de demander qu'il n'y ait pas plus de 3 préservatifs troués par lot de 315 produits. Sur un marché de 157 millions de préservatifs, cela signifie que l'on accepte de laisser vendre plus d'un million et demi de préservatifs défectueux par an ».

Logiquement, le lecteur pouvait en conclure que les préservatifs « troués » ne protégeaient plus de la contamination par le virus du sida. Or l'INC, pressentant sans doute le trouble que provoquerait son test comparatif, publiait simultanément à la parution de son magazine un communiqué de presse rassurant : « Les tests de porosité sont des tests de conductibilité électrique, comme ceux qui sont utilisés pour la certification de ces produits, et non des mesures du passage possible de virus ».

Ce communiqué précisait par ailleurs que tous les préservatifs testés respectaient bien les obligations fixées par la norme française. Or, il « n'a pas été joint à la revue contenant l'article litigieux », a relevé la cour d'appel de Paris. Cette dernière estime donc qu'« une partie seulement des informations indispensables au lecteur » lui ont été présentées. Contacté à plusieurs reprises, l'INC n'a pas souhaité commenter la décision de la cour d'appel, estimant seulement que l'essai comparatif condamné « n'est pas remis en cause ».

Pascal Krémer

**DETAILLANT GROSSESTE**  
VEND AUX PASTOUILLERS  
Rue de la République 101 - 93000 La Courneuve  
Prix communiqués par téléphone

**MATELAS & SOMMIERS**  
Tous matériaux, tous modèles  
SWISS-EX, TRESA, PEPES, SODAS  
DUNLOPILLO, BULTEX, PRELU, ETC.

**CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC**  
Cuir ou tissu  
Steiner, Coulon, Euro, Suren, Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France

**MOBECO**  
217, rue de la République - 93000 La Courneuve  
01.42.08.71.00 ouvert 7j/7

### Salon réservé aux professionnels de la santé et de l'action sociale

#### • UNE POPULATION VIEILLISSANTE

Aujourd'hui, en France, 11,6 millions de personnes sont âgées de plus de 60 ans, 3,5 millions ont plus de 75 ans : elles seront 6 millions en 2020. La PSD (Prescription Spécifique Dépendance) permettra-t-elle à cette population de mieux vivre son grand âge ?

#### • DÉPENDANCE PHYSIQUE ET TROUBLES MENTAUX

50 % des personnes de plus de 65 ans vivant en institution présentent une forte dépendance physique. 40 % souffrent de troubles mentaux. 200 000 personnes âgées cumulent détérioration intellectuelle et dépendance physique lourde.

Dans le cadre de Geront Expo 97, les III<sup>es</sup> Assises Nationales du Secteur Social et Médico-Social en faveur des Personnes Âgées sont organisées pour permettre à l'ensemble des professionnels concernés : les gestionnaires ou soignants dans les établissements, les médecins et infirmières de ville, les élus, les associations et leurs personnels, les industriels... de réfléchir ensemble au problème de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Au programme de ce colloque, le financement de cette prise en charge, l'aménagement des espaces de vie, les relations famille-soignants-patients, la citoyenneté et la dignité des personnes âgées, la conception de

matériels ergonomiques adaptés... mais aussi la formation des personnels et la gestion de la qualité dans les établissements, la restauration, les infections nosocomiales...

Le Salon Geront'Expo 97, c'est aussi un panorama complet de tous les matériels et services adaptés aux personnes âgées, à domicile ou en institution : les soins, la pharmacie, la lutte contre l'incontinence, la prévention de l'escarre, l'hygiène, le mobilier, les aides techniques, la restauration, les vêtements et le traitement du linge... mais aussi l'animation et les activités intellectuelles proposées par les établissements d'hébergement.

III<sup>es</sup> ASSISES NATIONALES DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES

**GERONT 97**

3-5 FÉVRIER 1997 - PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS - PORTE DE VERSAILLES



## Georges Mendaille condamné à vingt ans de prison

**RECONNU COUPABLE** d'association de malfaiteurs et de complicité dans deux tentatives d'assassinat en 1985 sur deux réfugiés basques espagnols en France, Georges Mendaille a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle, mercredi 29 janvier, par la cour d'assises spéciale de Pau. Après deux journées d'audience qui ont fait apparaître les aspects troubles des Groupes antiterroristes de libération (GAL), responsables de vingt-huit assassinats sur le sol français (*Le Monde* du 29 et du 30 janvier), le procès s'est recentré, mercredi, sur l'accusé, considéré comme l'instigateur de certaines de ces actions meurtrières.

Dans les réquisitoires comme dans les plaidoiries, des analyses graphologiques et des photographies annotées par l'accusé ont pesé lourd pour établir sa complicité dans deux tentatives de meurtres. Cependant, au terme des débats, Georges Mendaille est plutôt apparu comme un intermédiaire éventuellement manipulé entre des hommes de main et les véritables instigateurs des GAL, en grande partie encore mystérieux côté français. — (Corresp.)

## Cinq militants poursuivis à Strasbourg en vertu d'articles du droit allemand

**LE PRÉSIDENT D'EGALES** (Etudiants gays et lesbiennes de Strasbourg) et quatre militants d'Act-up ont comparu devant le tribunal correctionnel de Strasbourg, mercredi 29 janvier. Ils étaient accusés d'avoir brandi des pancartes lors d'une messe du 27 octobre à la cathédrale de Strasbourg pour dire leur hostilité à Mgr Léon-Arthur Elchinger, ancien évêque de Strasbourg, auteur d'une tribune libre s'opposant à la délivrance de certificats de vie commune à des couples homosexuels par des municipalités alsaciennes. Les cinq prévenus risquent trois ans d'emprisonnement... en vertu du droit allemand. La loi de séparation des églises et de l'Etat n'est en effet pas introduite en Alsace et en Moselle, territoires d'empire allemand à l'époque de sa promulgation. Les atteintes aux libertés religieuses y sont donc protégées encore par deux articles du code pénal allemand de 1871, abondamment discutés mercredi. Ils avaient été utilisés pour la dernière fois par la cour d'appel de Colmar en 1954 qui avait retenu « le trouble volontairement apporté au culte » par deux personnes qui avaient harangué les fidèles à l'issue d'une messe. Les avocats des cinq prévenus ont demandé la relaxe. Le procureur de la République a requis quarante jours-amende. Jugement le 5 mars. — (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **AFFAIRES** : le maire de Lens (Pas-de-Calais), André Delellis (PS), a été placé en garde à vue au commissariat de Béthune, mercredi 29 janvier, dans le cadre d'une information judiciaire pour « atteintes à la liberté d'accès dans les marchés publics et pour entente frauduleuse ». Cette garde à vue fait suite à une plainte déposée en mars 1996 par une entreprise de Nantes, écartée d'une procédure d'appel d'offres lancée pour la rénovation du stade Bollaert, dont la maîtrise de Lens assure la maîtrise d'ouvrage, en vue de la Coupe du monde de football de 1998.

■ **JUSTICE** : le promoteur Dominique Bouillon, mis en examen le 18 décembre dans l'affaire Isola 2000, s'est désisté de l'appel qu'il avait formé contre son contrôle judiciaire. La saisie d'un document émanant des services fiscaux suisses, estimant les avoirs de M. Bouillon à 1,5 million de francs suisses (5,8 millions de francs), avait conduit le juge Eva Joly à fixer sa caution à 3 millions de francs (*Le Monde* du 29 janvier). L'un de ses avocats, M. Olivier Scherbi, a indiqué, mercredi 29 janvier, avoir remis au juge des « documents complémentaires » prouvant la bonne foi de son client.

■ **VASARELY** : un conseil d'administration extraordinaire de la Fondation Vasarely à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), a voté, mercredi 29 janvier, la fermeture du musée, sans projet de réouverture, à la suite d'un contrôle fiscal et de la notification d'un redressement de 18 millions de francs (*Le Monde* du 22 janvier).

■ **TABAC** : la firme américaine Philip Morris a été condamnée, mercredi 29 janvier, par le tribunal de grande instance de Paris, à verser un franc de dommages et intérêts au Comité national contre le tabagisme et à l'Union européenne des non-fumeurs pour « publicité illécite en faveur du tabac » décelée dans une campagne lancée en 1995.

■ **IMMIGRATION** : une quarantaine de femmes sans-papiers de Saint-Bernard n'ont pas pu manifester, mercredi 29 janvier, devant le palais de l'Elysée, comme elles avaient décidé de le faire, fin décembre, chaque mercredi jusqu'à la régularisation de leur situation. La présence d'importantes forces de l'ordre a empêché le bus qui les emmenait de les déposer à leur point de ralliement.

## Deux conseillers généraux de Haute-Savoie sont visés par une enquête préliminaire

ANNECY  
de notre correspondant

Le parquet d'Annecy a ouvert lundi 20 janvier une information judiciaire à l'encontre de quatre personnes, dont deux conseillers généraux de Haute-Savoie, pour recel d'abus de biens sociaux. La justice leur reproche d'avoir participé à des séjours de chasse à l'étranger, offerts par une entreprise de travaux publics bénéficiaire de marchés attribués par le département.

Un second volet de l'information judiciaire porte sur un délit de trafic d'influence contre X... Les soupçons pèsent cette fois sur l'entrepreneur qui aurait abusé de la position des élus afin d'obtenir des marchés publics. L'instruction a été confiée au juge Michel Molin, qui n'aurait pour l'instant prononcé aucune mise en examen.

### CHASSES À L'ÉTRANGER

Cette information judiciaire fait suite à une longue enquête préliminaire ouverte au printemps 1996, par le procureur de la République d'Annecy, Jean-Claude Berlioz. À l'époque, son collègue de Grenoble lui avait transmis des informations recueillies dans le cadre de l'enquête sur les « affaires » de corruption impliquant des élus de l'Isère et des entreprises du bâtiment. Interrogés par la police judiciaire, des responsables de ces sociétés avaient fourni la liste des partici-

pants à des chasses lointaines et coûteuses où étaient conviés de nombreux élus, dont certains de Haute-Savoie.

Le procureur de la République d'Annecy n'a pas révélé les noms des deux conseillers généraux visés par l'information judiciaire ouverte. Selon nos informations, le président de l'Assemblée départementale, Bernard Pellier (divers droite), a été entendu par la section financière de la police judiciaire de Haute-Savoie dans le cadre de l'enquête préliminaire. Si M. Pellier n'a pas souhaité répondre à nos questions, plusieurs membres de son entourage nous ont indiqué qu'il avait accepté, sans se méfier, des invitations à des chasses à l'étranger, notamment en Pologne et en Afrique. Ces séjours auraient été payés par l'entreprise Jean Leffèvre.

Au cours des dernières semaines, des informations parfois contradictoires sur l'enquête préliminaire et sur les soutiens du président ont circulé dans les couloirs du conseil général. À tel point que l'affaire s'est déplacée sur le terrain politique. Agé de soixante-huit ans, Bernard Pellier tient les rênes du département depuis dix-huit ans. Dans son propre camp, certains élus rêvent déjà de son siège qui serait laissé vacant en cas de peine d'inéligibilité ou de démission.

Christophe Vincent

## Les chiffres de la délinquance ont baissé pour la deuxième année consécutive

Le nombre de mineurs impliqués dans des crimes et délits est en forte hausse

Pour la deuxième année consécutive, les chiffres officiels de la délinquance ont diminué en 1996 (-2,88 % par rapport à l'an passé), en-

registrant une baisse moins marquée qu'en 1995 (-6,47 %). Cette nouvelle décroissance provient notamment de la diminution du nombre de vols

(69 544 faits de moins par rapport à l'an passé). Mais les violences volontaires contre les personnes (+6,1 %) ont continué de progresser.

AVEC 3 559 617 DÉLITS et crimes constatés en 1996 dans toute la France, les statistiques de la police et de la gendarmerie nationales ont enregistré une baisse (-2,88 %, soit 105 703 infractions en moins) par rapport à l'an passé. Cette décroissance intervient après celle enregistrée en 1995 (-6,47 %), qui faisait suite à une période de hausse ininterrompue depuis 1989. Comme pour la période 1986-1988, la tendance semble donc revenue à la baisse en ce qui concerne le volume global des infractions.

Représentant 65,5 % du total des délits et crimes, les vols et recels de vols ont connu une diminution (-2,9 %), qui constitue le principal facteur de la baisse globale constatée. La masse des vols liés à l'automobile et aux deux-roues à moteur s'est réduite, avec 1 148 722 faits (-4,17 %). L'usage des armes et les mesures de protection des autorisations (extractibles, à façade amovible, etc.) sont vraisemblablement pour beaucoup dans cette décroissance. Les cambriolages ont légèrement augmenté (+0,71 %), plus spécialement ceux qui visent les

résidences secondaires. Les vols commis avec arme à feu (+3 %) et avec violence sans arme à feu (+7 %) ont progressé.

La progression des infractions à la législation sur les stupéfiants (+0,7 %) est d'abord due à l'accroissement du nombre d'interpellations d'usagers (+5,7 %) et d'usagers-revendeurs (+2,7 %). À l'inverse, les affaires de trafic et de revente sans usage ont régressé (-8,9 %). S'agissant des destructions et dégradations de biens (468 415 faits), en hausse de 6,34 %, l'accroissement concerne avant tout les biens privés et, notamment, les véhicules.

### L'EFFET « VIGIPIRATE »

Toujours préoccupante, l'orientation des crimes et délits contre les personnes (+3,6 %) reste à la hausse avec, en particulier, 75 425 coups et blessures volontaires constatés (+6,1 %). Le nombre d'homicides (1 171 faits) : -12,5 % et de viols (7 191 faits) : -2,2 % à toutefois diminué. Avec un total de 37 953 faits, les infractions contre la famille et l'enfant se sont accrues, notamment les violences, mauvais traite-

ments et abandons d'enfants (+14 %), dont les victimes semblent se déclarer davantage. Enfin, les délits à la police des étrangers, notamment ceux relatifs à leurs conditions de séjour en France, ont sensiblement diminué (-12 %).

Au sein d'une population totale de 804 655 personnes mises en cause pour la commission d'un délit ou d'un crime, la proportion des étrangers a diminué (17,66 % du total, soit une baisse de -7 %). Le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré y voit « le signe qu'une politique déterminée, cohérente, de l'immigration et de l'intégration peut porter des fruits si elle est poursuivie pendant un certain temps ». Quant aux 143 824 mineurs mis en cause, leur nombre a continué de s'accroître (+13,9 %). L'importance de leur participation varie certes en fonction des types d'infractions : 59,7 % des voleurs de deux-roues à moteur et 7 % des personnes mises en cause pour trafic de stupéfiants. Mais la part prise par les mineurs dans la commission des crimes et délits en France, passant de moins de 10 % des mis en cause en 1972, à 12 % en 1989 et à

près de 18 % en 1996, ne cesse d'augmenter.

D'un point de vue géographique, l'Île-de-France a enregistré 26 % des infractions relevées dans l'Hexagone. À l'exception de la Seine-Saint-Denis (+0,4 %), tous les départements franciliens ont connu une baisse (-2,9 % pour les Yvelines, -4 % dans les Hauts-de-Seine et le Val de Marne, -5,7 % pour le Val d'Oise, -7,5 % pour la capitale, -8,9 % en Essonne). Les trois autres régions qui, avec l'Île-de-France, concentrent plus de la moitié de la délinquance ont connu une stagnation (+0,05 % en Rhône-Alpes) ou une diminution (-2,9 % en Nord-Pas-de-Calais, -4,3 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur). Se réjouissant du « coup d'arrêt » constaté cette année, M. Debré a déclaré que « le plan Vigipirate (instauré depuis septembre 1995), le déploiement des forces, la multiplication des contrôles qui en découlent, ont des conséquences incontestables mais actuellement difficilement mesurables » sur les chiffres de la délinquance.

Erich Inciyan

## L'Essonne ?

Justement, parlons-en

Aujourd'hui, chacun d'entre vous a entendu parler de l'Essonne.

Et pourtant, peu connaissent vraiment ce département.

Placé par l'actualité « sous les feux de la rampe », il mérite qu'on s'attache à en découvrir les exactes réalités. Les Essonnais - citoyens, agents des Collectivités, acteurs économiques ou membres d'associations - ne comprendraient pas qu'on oublie de rendre justice à leurs efforts. Car ce sont eux qui contribuent à cette belle réussite collective qui a pour nom « Essonne ».

Justement, parlons de l'Essonne

De création récente, le Département a 30 ans. Situé au sud de la capitale, il est en pleine croissance. Sa population dépasse le million d'habitants. Elle est parmi les plus jeunes de France. À ce titre, l'Essonne est un département dynamique, actif, qui se développe rapidement.

Justement, parlons vitalité économique

L'Essonne connaît l'un des plus faibles taux de chômage de la région parisienne. Son taux d'activité atteint 83 %. Depuis 10 ans, de plus en plus d'Essonnais ont trouvé un emploi dans leur département : une situation exceptionnelle en Île-de-France, et même au plan national.

Justement, parlons qualité de vie

Si l'Essonne a su attirer une des plus fortes concentrations de matière grise d'Europe, si des noms prestigieux de l'industrie et des services se sont installés sur des sites bien équipés et desservis par de grandes infrastructures, c'est que ce territoire offre aussi à ses habitants une qualité de vie préservée. L'Essonne, c'est la ville aux portes de la campagne.

Justement, parlons solidarité

Et comme il n'est pas de terre d'équilibre qui ne se soucie de l'homme, tout a été mis en œuvre pour assurer les solidarités essentielles. De la naissance au 4<sup>e</sup> âge, le Conseil Général est présent à toutes les étapes de la vie des Essonnais. 1,39 milliards de francs ont été votés en 1997 pour engager des actions de proximité sur la santé, la sécurité, le logement et l'insertion.

Justement, parlons des comptes de l'Essonne

Si le Conseil Général peut développer des politiques fortes dans les domaines de l'éducation et de la formation, du sport, de la culture, des équipements, de l'économie ou de l'agriculture, c'est parce qu'il peut s'appuyer sur des équilibres financiers solides : 900 francs par habitant sont investis chaque année, contribuant au maintien et à la croissance de l'emploi.

L'Essonne est l'un des départements les moins endettés de France. C'est aussi une des collectivités de France qui ont obtenu les notes les plus favorables établies par des organismes indépendants et incontestables.

Alors, tous comptes faits, l'Essonne, parlons-en justement.

LE CONSEIL GÉNÉRAL



Essonne

031 41 11 41



## RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 31 JANVIER 1997

**MUTATION** Programmée pour 2004, la fermeture des Mines de potasse d'Alsace (MDPA), dans le Haut-Rhin, sera l'aboutissement d'un long processus qui s'est accompli, depuis

une vingtaine d'années, sans trop de heurts sociaux. ● AFIN DE FACILITER la reconversion du bassin, des aides massives de l'Etat ont été dégagées pour éponger le déficit de l'Entre-

prise minière et chimique (EMC), un établissement public industriel et commercial – dont les MDPA sont une filiale –, mais aussi pour attirer d'autres firmes créatrices d'emplois

dans la région. ● LES GROUPEES suisses Endress / Hauser et japonaises Mitsui viennent d'annoncer la création d'environ cinq cents postes de travail au total. ● UNE QUESTION se

pose : où enfouir les sels cyanurés et les résidus mercuriels ? Le projet Stocamine inquiète les écologistes, qui craignent une pollution de la nappe phréatique.

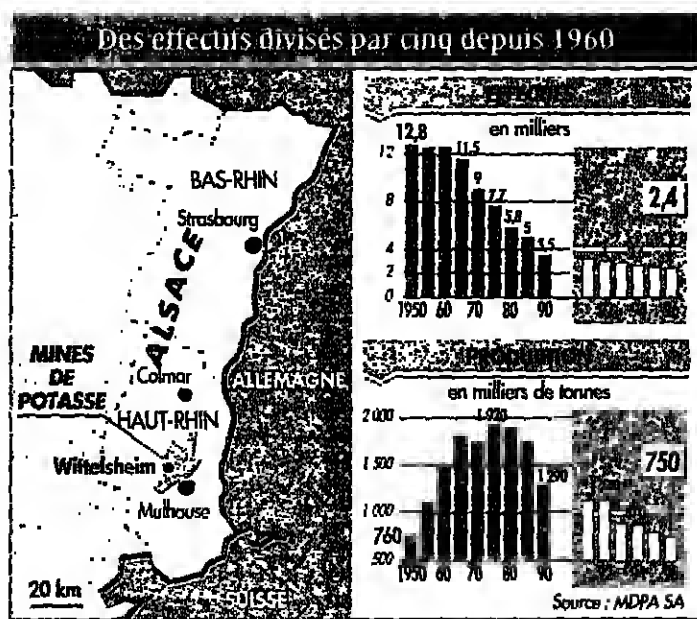
# Les Mines de potasse d'Alsace organisent leur fermeture en douceur

Fragilisés par la concurrence mondiale, les puits du Haut-Rhin s'épuisent. Aides publiques et plans de reconversion se succèdent, alors que des firmes étrangères annoncent leur implantation. En 2004, un millier de mineurs devront trouver un autre emploi

**WITTELSHEIM**  
de notre correspondant régional  
La fermeture des Mines de potasse d'Alsace (MDPA) marquera la fin d'un siècle d'histoire, dont trois décennies de déclin : dès les années 60, la concurrence menace, et les mineurs voient leurs effectifs diminuer, depuis les années 70, au rythme de trois mille personnes tous les dix ans. Le dégraissage s'effectue sans heurts, les mises à la retraite se révélant suffisantes pour réduire les effectifs. Mais, au fil du temps, l'extraction de la potasse alsacienne coûte de plus en plus cher et les difficultés financières deviennent sérieuses.

Sous la première cohabitation (1958-1959), Jacques Chirac alloue une dotation de 500 millions de francs. Edouard Balladur, sous la seconde cohabitation, coudait à son tour une aide de 500 millions. Au début de l'actuel septennat, 750 millions de francs sont débouqués pour les années 1995, 1996 et 1997. « Sans cette contribution de l'Etat, le risque d'arrêt brutal de l'activité serait réel », affirme Jean-Jacques Weber (UDF-FDI), député et président du conseil général du Haut-Rhin.

**ACCELERATIONS**  
Le plan-cadre signé le 7 décembre 1996 par le gouvernement, l'entreprise et les collectivités territoriales met, en principe, un terme aux incertitudes : les MDPA seront fermées en 2004, date à laquelle le gisement sera épuisé, et, d'ici là, la reconversion du bassin devra être largement avancée. De l'avis de tous, y compris de la di-



rection, c'était la seule solution possible. « Un arrêt brutal serait revenu plus cher, sans compter le coût social, que d'atténuer en douceur », considère Michel Streckenfinger, chargé par les MDPA de piloter le projet de reconversion économique. En attendant, l'Entreprise minière et chimique (EMC), dont les MDPA sont une filiale, et l'Etat, chacun pour moitié, doivent combler un déficit annuel évalué à 500 millions de francs.

A l'échéance prévue, un millier de mineurs auront à chercher un nouvel emploi. Tous les protagonistes, y

compris les syndicats, partagent un relatif optimisme sur le sort de ceux qui sont appelés à se reconverter. Depuis trois ans, les responsables ont accéléré le mouvement en multipliant les campagnes de formation et de requalification. Ils sont plus mesurés, voire inquiets, lorsqu'il s'agit de la vraie question à régler : la création de cinq mille emplois, y compris ceux induits, pour compenser la fin de l'activité minière.

Afin de favoriser l'attractivité du bassin potassique, plusieurs outils ont été mis en œuvre : éligibilité de

sept communes sur douze à la prime d'aménagement du territoire (PAT), accordée par l'Etat aux entreprises qui viendraient s'installer ; classement du site minier et de sa périphérie en zone objective 2 (régions en déclin industriel) des fonds structurels de l'Union européenne ; convention particulière EMC-Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) – collectivités apportant des moyens supplémentaires aux créations d'emplois ; contrat de plan Etat-région assorti de 184 millions destinés à la requalification des carreaux, à l'aménagement urbain et au développement social.

**CRÉATION DE PME**  
Ce dispositif, qui met en jeu des sommes importantes, commence à porter ses fruits. Outre la création de PME, le groupe suisse Endress/Hauser, géant mondial dans le secteur des circuits imprimés, et le japonais Mitsui, producteur de disques compacts nouvelle génération, viennent d'annoncer leur implantation dans le bassin potassique avec, à la clé, la création de cinq cents emplois au total.

Pourtant – indépendamment du « syndrome JVC en Lorraine », comme dit Maurice Hafner, secrétaire général des mineurs CGT –, ni les syndicats ni les politiques ne sont rassurés. Jean-Jacques Stoll (CFDT), secrétaire du comité central d'entreprise, parle de « trop de zones d'ombre » pour être serein. « A telle enseigne que le climat social commence à être tendu », estime-t-il.

La réalisation du scénario idéal né-

cessite, selon eux, l'application stricte du principe de « juste retour ». Considérant que le passé donne des « responsabilités morales et historiques particulières » à l'EMC, ils disent d'une même voix que cet établissement public industriel et commercial (Epic) (lire ci-contre) doit installer une « entreprise structurante » comportant

des produits arsenisés. « L'opération est d'autant plus risquée que toute la zone est un gruyère, sujette à de fréquents éboulements », s'alarme Gustave Stahl, responsable de l'association Alsace Nature.

Jo Spiegel (PS), président de la communauté de communes du bassin potassique (12 cités pour

## Cent ans d'histoire

Les Mines de potasse d'Alsace (MDPA) auront vécu cent ans lorsque le dernier puits sera fermé, en 2004. Héritière de sociétés privées allemandes puis françaises, l'entreprise passe complètement sous le contrôle de l'Etat au début des années 60. Déjà, la concurrence des ventes de la Russie et de l'ex-RDA se fait sentir. Quelques années plus tard, c'est au tour du Canada et de l'Espagne d'hypothéquer à terme la rentabilité du bassin alsacien. La France opère en 1967 une réorganisation de sa chimie et regroupe la production d'azote et de potasse dans un nouvel établissement public industriel et commercial (Epic), l'Entreprise minière et chimique (EMC), dont les MDPA deviennent une filiale à 100 %.

des centaines d'emplois. « Pour l'instant, constate M. Weber, l'EMC ne fait pratiquement aucun effort, bien au contraire l'entreprise s'éloigne de l'Alsace en préférant s'installer à Anvers, Rotterdam, ou au Vietnam. »

A ce jour, l'EMC prévoit la création d'un site d'enfouissement, à 600 mètres de profondeur, de 40 000 tonnes par an de « déchets ultimes », le projet « Stocamine », à même de créer une centaine d'emplois à partir de 1998, est contesté par les écologistes, qui craignent la pollution de la nappe phréatique par les sels cyanurés, les résidus mercuriels

58 000 habitants) tient un discours comparable à celui de M. Weber, à qui il a tenté en vain de ravir son siège de député aux législatives de 1995. Passant lui aussi très vite sur le dossier « Stocamine », il nourrit beaucoup d'espoirs à propos d'un projet de l'Epic sur le traitement et le recyclage des bouteilles plastiques. « Nous avons réussi à dépolitiser la question de la reconversion, il nous faut maintenant un projet d'envergure que seule peut nous apporter l'EMC pour réussir la mutation maîtrisée d'un territoire. »

Marcel Scotto

## A Ermont (Val-d'Oise), un maire bien en chaire

**A ERMONT** (Val-d'Oise), il est moins connu pour ses ouvrages sur Gramsci ou sur la V<sup>e</sup> République que pour sa participation aux activités de la paroisse. Certains le croient accordéoniste de profession, depuis qu'ils l'ont rencontré à l'école de musique de la ville, d'autres « ancien ministre de Balladur ». Les plus informés se contentent de dire qu'il a des « titres et de l'instruction ». Hughes Portelli, quarante-neuf ans, ancien conseiller d'Edouard Balladur, chargé des sondages à Matignon, est, depuis décembre 1996, maire de cette commune de la vallée de Montmorency. Conseiller municipal (UDF) depuis 1989, premier adjoint depuis 1995, son élection fait suite à la démission de Jacques Berthod, maire (div. d.), après vingt-six ans de mandat.

Souvent experts, parfois conseillers du prince, les politologues franchissent rarement le pas qui les sépare de l'action politique. Hughes Portelli, professeur à l'université Paris-II-Assas est, à cet égard, une exception. Il est rare qu'un agrégé de science politique assume la charge d'une ville de 28 000 habitants. Pourtant, si ses travaux de recherche inspirent sa vision de la vie politique locale, son champ de compétence universitaire n'explique pas son engagement municipal. Ermontois depuis plus de quinze

ans, il a milité à la section socialiste de la ville au sein du Ceres, le courant de Jean-Pierre Chevènement. Il a quitté le PS « en 1987 par anti-mitterrandisme » pour adhérer à l'UDF. Il est aujourd'hui membre de Force démocrate. Si certains de ses amis socialistes parlent de « trahison », il ne décèle quant à lui aucune rupture dans son parcours personnel.

### LE FIL BLANC

« J'ai toujours eu un fil blanc dans ma vie : ma fidélité aux valeurs du catholicisme social. » Comme citoyen, comme père de famille, puis comme élu, il s'est investi dans le réseau associatif d'Ermont. Modeste dans la définition de son rôle de maire, il se dit « bénévole, exerçant son devoir civique ». Il ne prétend pas « changer la vie », mot d'ordre du PS à la fin des années 70, mais vouloir « redonner le goût de vivre aux gens ».

Plus animateur que réformateur, sa priorité n'est pas de transformer la ville mais de faire participer davantage les Ermontois à la vie de leur commune. « Ermont est une immense garderie. On garde les jeunes opérés trente ans et les plus âgés après soixante ans », explique-t-il. Au printemps, il créera un « conseil économique » formé de représentants des commerces, des entreprises et des

professions libérales, qui viendra s'ajouter aux conseils de quartier et au conseil municipal des jeunes qu'il a déjà lancés.

La moitié des Ermontois vivent dans des logements sociaux, l'autre dans des quartiers pavillonnaires. « Ermont est un concentré de banlieue », explique-t-il. Des jeunes des quartiers défavorisés et des familles peu aisées déplorent le manque d'équipements sportifs collectifs, comme la fermeture de la crèche municipale. Ce dont se fait l'écho l'opposition socialiste. Hughes Portelli promet des investissements, mais prévoit d'abord de se rendre « davantage chez les habitants ». Par souci de proximité. Parce que « la légitimité d'un maire commence aussi par sa notoriété ».

Bien qu'il exerce un mandat électif, M. Portelli refuse de se définir comme « un professionnel de la politique ». « L'échelon local n'est pas un échelon politique, insiste-t-il. Les changements dans la société s'opèrent en dehors de la politique aujourd'hui. Le plan local est encore un des rares niveaux où l'élu peut être utile. » Candidat aux cantonales en 2001, il ne souhaite cependant pas se présenter, en 1998, aux législatives. Malgré les appels du pied de l'UDF et du RPR...

Béatrice Jérôme

**Publicités**

**La Presse aux Cordeliers**  
HISTOIRE DU SOLDAT  
Ramuz/Stravinsky  
Cie de L'Œil Nu  
Ensemble instrumental de Romans  
du 31 janv. au 2 fév.  
(26) Romans-04 75 70 55 96

**OPÉRA NATIONAL DE LYON**  
WERTHER / Massenet  
du 24 janvier au 6 février  
Direction musicale : Kent Nagano  
Mise en scène : Willy Decker  
avec Lorraine Hunt, mezzo-soprano  
et Alfredo Portillo  
Orchestre et Chœur de l'Opéra de Lyon  
04 72 00 45 45

**Le Cargo Grenoble**  
théâtre : La danse de mort  
de August Strindberg  
mise en scène Laurent Pelly  
du 4 au 14 février  
réservations 04.76.25.91.91  
cinéma : Le septième sceau  
d'Ingmar Bergman  
le 3 février à 19 h 30  
entrée libre

**VILLA GILLET**  
25, rue Chazière - 69004 LYON  
Conférence de  
Georges-Arthur Goldschmidt,  
écrivain  
"Les contours du vide"  
Mercredi 5 février à 20h 30  
Tarifs et réservations nécessaires  
au : 04 78 27 02 48

**VILLA GILLET**  
25, rue Chazière - 69004 LYON  
Conférence  
d'Hadrien Laroche  
"Le dernier Genet"  
Lundi 3 février à 20h 30  
Tarifs et réservations nécessaires  
au : 04 78 27 02 48

**LES ATELIERS - Lyon**  
"Elle"  
Jean Genet  
Roland Bartle, Jacques Chénouard,  
Maurice Deschamps, Philippe Mangot,  
Alain Pottier, Patrick Spitz,  
Nicolas Viala, Gilles Chevassieux  
Centre Culturel Charlie Chaplin  
place de la nation  
69120 Vaulx-en-Velin  
Le Prométhée mal enchaîné  
Mise en scène Michel VERICEL  
du 21 janvier au 1er février à 20h 30  
le 28 janvier à 19h 15  
04 72 04 81 18

## CORRESPONDANCE

### Une lettre du maire d'Orange

**A LA SUITE** d'une information publiée dans Le Monde du 4 janvier relative aux contrats d'eau de la ville d'Orange, le maire, Jacques Bompard (FN), nous a adressé la lettre suivante : « Nous n'avons pas "résilié unilatéralement les contrats" nous liant à la SADE (filiale de la Générale des eaux). En effet, à l'intérieur du contrat de vingt ans nous liant avec notre fermier, était stipulé que tous les cinq ans ledit contrat pouvait être renouveau. Or, le moment venu, la SADE a refusé cette renégociation. Ce faisant, elle s'est placée elle-même hors contrat, nous donnant la possibilité légale de faire ce que nous avons fait. »

« Votre collaborateur affirme : "Les Orangeois devront payer la dette de la ville envers la SADE." Cela est vrai. Mais les lecteurs doivent savoir que même si la SADE était restée le fermier de la ville ladite dette aurait dû être payée. Ce problème n'a donc rien à voir avec le dossier. »

« Votre journaliste parle de "conséquences fâcheuses" sur la quali-

té des prestations qui seront fournies par la SAUR (filiale du Groupe Bouygues). Là aussi, cela est faux. L'eau des fontaines publiques continuera à être potable et sera toujours traitée comme auparavant. N'importe qui pourra le vérifier. De même, il paraîtrait à vous lire que les "branchements d'assainissement" ne seraient pas renouvelés. En fait, tout renouvellement ou branchement continuera à être assuré comme auparavant. En revanche, tout nouveau travail fera l'effet d'un appel d'offres. Cela ne devrait pas coûter un centime plus cher aux Orangeois. »

« Enfin, il est tout aussi inexact de dire que "les boues de la station d'épuration" ne seront pas éliminées. Cette opération sera effectuée par un sous-traitant qui, effectivement, ne sera pas la SAUR. Elle coûtera moins cher que du temps de la SADE. »

« En conclusion, nous dirons que, dorénavant, les Orangeois recevront une facture d'eau détaillée, afin que tout cela soit "clair et transparent". »

Chaque semaine, retrouvez la rubrique "CULTURE EN RÉGION"  
Pour vos annonces contactez le 01.44.43.76.15 - (Fax : 01.44.43.77.30)



## NOMINATIONS

MOUVEMENT  
PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 29 janvier a procédé au mouvement préfectoral suivant (*Le Monde* du 30 janvier). Jean-Paul Proust, préfet de la région Haute-Normandie, est nommé préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en remplacement d'Hubert Blanc, nommé conseiller d'Etat au tour extérieur et membre de la commission de réflexion de la justice (*lire ci-contre*). Bernard Puydupin, préfet de la Mayenne, est nommé préfet hors cadre. Jean-Pierre Pichon, préfet du Gers, est nommé préfet de la Mayenne, en remplacement de M. Puydupin. Jean-Pierre Musso, directeur de la circulation, des transports et du commerce à la préfecture de police de Paris, est nommé préfet du Gers, en remplacement de M. Pichon.

Il né le 3 mars 1940 à Vaux (Sarthe), ancien élève de l'ENA, Jean-Paul Proust est directeur du cabinet du préfet du Val-d'Oise (1967), avant de devenir adjoint du directeur général des collectivités locales (1972). Secrétaire général de la préfecture de La Réunion (1974), directeur du cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur (1975), sous-préfet de Lorient (1977), il devient directeur des pêches maritimes et des cultures marines au ministère de la mer

(février 1982). En juin 1985, M. Proust est chargé de la préparation des programmes intégrés méditerranéens (PIM). Devenu directeur du cabinet du préfet d'Île-de-France en novembre 1985, il est nommé directeur de la sécurité civile au ministère de l'intérieur, en mai 1986. Il est ensuite préfet de l'Isère (novembre 1987), préfet de la Guadeloupe (octobre 1989) et préfet du Limousin (juillet 1991). Il était préfet de Haute-Normandie depuis le 21 octobre 1992.

[Né le 26 février 1937 à Pleyben (Finistère), Jean-Pierre Pichon est licencié en droit. Attaché de préfecture au début de sa carrière, il devient sous-préfet d'Aubusson (Creuse) en 1963, chef de bureau au ministère de l'intérieur (1964), secrétaire générale de la préfecture de l'Ain (novembre 1966), puis de la préfecture du Doubs (1968). Elle était préfet du Gers depuis août 1994.]

[Né le 5 décembre 1942 à Nice, ancien élève de l'ENA, Jean-Pierre Musso est directeur du cabinet du préfet du Morbihan (1967), secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne (1971), chef de cabinet du secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer (1972), secrétaire général de la Comète (1973), chef de la mission régionale auprès du préfet de la région Lorraine (1976), conseiller technique à la Datar (1980). Il devient chargé de mission auprès du cabinet du préfet du Val-d'Oise (1967), avant de devenir adjoint du directeur général des collectivités locales (1972). Secrétaire général de la préfecture de La Réunion (1974), directeur du cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur (1975), sous-préfet de Lorient (1977), il devient directeur des pêches maritimes et des cultures marines au ministère de la mer

## CONSEIL D'ÉTAT

Hubert Blanc a été nommé conseiller d'Etat au tour extérieur, sur proposition du ministre de la justice, Jacques Toubon, par le conseil des ministres du mercredi 29 janvier. M. Blanc était préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

[Né le 5 octobre 1935 à Saint-Julien-Molay-Moré (Loire), titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit public, Hubert Blanc passe le concours de chef de cabinet de préfecture en 1961. Il occupe ce poste auprès du préfet de la Sarthe, avant d'être secrétaire général de la préfecture des Basses-Alpes (1963) puis du Lot (1967). Il est nommé conseiller technique au cabinet de José Le Theule, alors secrétaire d'Etat chargé de l'information (1968), puis chef de cabinet de Roger Frey, ministre chargé des relations avec le Parlement (1969), qu'il suit au ministère chargé des réformes administratives (1970). Après un passage comme chargé de mission auprès du commissaire au territoire (1971), M. Blanc devient le directeur du cabinet d'Alain Piquet, secrétaire d'Etat au tourisme (1973). Il occupe les fonctions de conseiller technique d'Hubert Guichard au ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports (1974), et de directeur du cabinet de Vincent Auzanar au ministère du commerce et de l'artisanat (1974). Sous-préfet du Raincy (1975), chef du service d'information et de diffusion du premier ministre (1976), préfet des Hautes-Alpes (1978), des Vosges (1980), du Finistère (1983), chargé de mission auprès du commissaire de la République de Nouvelle-Calédonie (1985), il devient préfet de Bourgogne (mars 1986), avant de diriger le cabinet d'André Girard, ministre de la défense (1986).

Il est chargé de la coordination pour la création des personnes au sein de la Communauté européenne (1989), puis nommé préfet de la région Centre (1991) et enfin préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (novembre 1995). Il vient d'être nommé membre de la commission de réflexion sur la justice.

## DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 22 janvier a approuvé les nominations suivantes dans les armées (*Le Monde* du 29 et du 30 janvier).

● **Armement.** Sont nommés : adjoint au chef du service des programmes aéronautiques de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de première classe Patrick Nicolas ; directeur de l'établissement central de soutien à la direction de la gestion et de l'organisation, l'ingénieur général de première classe Georges Lauriac ; chargé de la sous-direction de la formation à la direction des ressources humaines, l'ingénieur général de première classe Jean-Yves Le Gac ; chargé de mission auprès de l'inspecteur général de l'armement, l'ingénieur général de première classe Philippe Conflit ; chargé de mission auprès du directeur des relations internationales, l'ingénieur général de première classe Alain Bizot ; adjoint au directeur des relations internationales, l'ingénieur général de première classe Marc Descares ; chargé de mission auprès du direc-

teur des constructions navales, l'ingénieur général de première classe Michel Bizot.

Sont nommés : directeur de la coopération et des affaires industrielles, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Fournet ; chargé de mission auprès du directeur des relations internationales, l'ingénieur général de deuxième classe Daniel Pichon ; architecte de systèmes de forces à la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Deveau ; adjoint au chef du service des programmes nucléaires de la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Yves Dubil ; chef de l'échelon de base du service des programmes navales de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Henri Despar ; chargé de la sous-direction de la gestion des programmes navales de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Daniel Itié ; chef du service de la recherche et du développement industriels de la direction des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Le Tallic ; adjoint au chef du service d'architecture des systèmes de forces de la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Bernard Besson.

Sont nommés : adjoint au directeur de la coopération et des af-

aires industrielles, chargé de la sous-direction de la coopération multilatérale, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Paul Chauvot de Beauchêne ; chef du service des affaires commerciales et inter-océaniques à la direction des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe François Guervier ; chef du département des publications de l'armement du centre des hautes études de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Walter Kleinknecht ; directeur du programme d'ensemble Coelacanth à la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Alex Fabre ; chargé de la sous-direction des emplois et des carrières du personnel technique, administratif et ouvrier de la direction des ressources humaines, l'ingénieur général de deuxième classe Marcel Roux ; adjoint au directeur de la coopération et des affaires industrielles, chargé de la sous-direction des affaires intersectorielles, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Deguest ; adjoint au chef du service des programmes d'armement terrestre de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Patrice Laron ; chargé de la sous-direction des systèmes d'armes et techniques du service des programmes aéronautiques de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe François Flori. (A suivre).

AU CARNET DU « MONDE »  
Naissances

Victor,

Véronique et Philippe,

ont l'immense joie d'annoncer la venue au monde de

Léonard, Jean, Paul SALMON,

le 22 janvier 1997.

Angélique BÉRES,  
Deals OLIVENNES,  
Benjamin et Simon,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Paul, Elias, Roman,

le 23 janvier 1997.

5, rue de l'Odéon,  
75006 Paris.

## Anniversaires de naissance

Pascal,

31 janvier 1997, 22 h 40, au 40 ans.

Joyeux anniversaire et vive la vie !

Luce

## Décès

- Choisy-le-Roi.

M. Georges Albert Astre,

Et toute la famille,

font part du décès de

M<sup>me</sup> Berthe ASTRE,

née HAHN,

survenue dans sa quatre-vingt-onzième

année.

Les obsèques auront lieu vendredi

31 janvier 1997, à 14 heures, en l'église

réformée, rue Georges-Clemenceau, à

Choisy-le-Roi.

6, avenue de Villeneuve-Saint-Georges,

94600 Choisy-le-Roi.

- Jacqueline Welgryn-Fekete,

née Blumenfeld,

filie de Théodore Blumenfeld.

Ses petits-neveux et petites-nièces,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marguerite BLUMENFELD,

docteur en chirurgie dentaire,

survenue le 30 janvier 1997, à l'âge de

quatre-vingt-neuf ans.

Des prières ont été dites à sa mémoire

et en souvenir de ses frères

Théodore et Léonard.

- Basienne (Pyramides-Atlantiques).

M<sup>me</sup> Madeleine Dagouassat,

M. et M<sup>me</sup> Bernard Dagouassat,

leurs enfants Philippe et Isabelle,

M. Jean-Jacques Dagouassat,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert DAGOUASSAT,

le 27 janvier 1997, à l'âge de soixante-

divers ans, au terme d'une longue ma-

ladie.

Nos abonnés et nos actionnaires

recevront d'une réduction sur les

numéros du « Carnet du Monde »

qui paraîtront à l'occasion de la

commémoration de son centenaire.

- M<sup>me</sup> Renée Cicurel,

née Amariglio,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Marcolin

et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

David CICUREL,

survenu le 28 janvier 1997, à l'âge de

soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi

31 janvier, à 10 h 30, au cimetière parisien

de Pantin (164, avenue

Jean-Jaures).

On se réunira à la porte principale,

à 9 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Philippe CROIZET,

survenu le 28 janvier 1997, à l'âge de qua-

rante ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi

31 janvier.

On se réunira à la porte principale du

cimetière parisien de Bagneux, à

12 heures précises.

De la part de

M<sup>me</sup> Philippe Croizet,

son épouse,

David et Sandy,

son fils,

M. et M<sup>me</sup> Eric Croizet,

et leurs enfants,

Ses frères et belle-sœur,

Et de toute la famille.

2, rue Brezina,

75014 Paris.

- Muriel, Olivier, Alain et Annick

Herremans,

seuls enfants,

André Johannes,

son compagnon,

Sa famille,

font part du décès de

Françoise DARZENS HERREMAN,

survenue le mercredi 22 janvier 1997.

Les obsèques ont été célébrées dans

l'intimité.

- Jacques Friedland,

son mari,

Nicole et Michel Savy,

Paula Dubois-Friedland et Michel

Dubois,

ses filles et gendres,

Thomas, Pierre et Louise,

Georges et Simone Gourvize,

Louis et Félicie Friedland,

Sa famille et ses proches,

ont la tristesse de faire part du décès de

Lola FRIEDLAND,

née GURWICZ,

survenue le 29 janvier 1997.

Les obsèques auront lieu le 31 janvier, à

10 heures.

Porte principale du cimetière parisien

de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue des Francs-Bourgeois,

75003 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Marcolin

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-François Igou

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Simone Berlow,

sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Lucien ESSEL,

survenu le 28 janvier 1997, à l'âge de

soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi

31 janvier, à 10 h 30, au cimetière parisien

de Pantin.

11, allée Edgar-Quinet,

93520 Les Pavillons-sous-Bois.

- Anne-Marie Gaide,

Ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice GAIDE,

le 22 janvier 1997.

La cérémonie religieuse a été célébrée

dans l'intimité familiale, en l'église

Sainte-Pauline du Vésinet.

22, rue des Ecoles,

78400 Chateaufort.

- Marie-Anne Keller,

Nathalie et Louis-Gérard de Frayssinet,

André Keller,

Et toutes leurs familles,

ont la grande tristesse de faire part du

décès de

Pierre KELLER,

professeur au conservatoire de Versailles,

le 27 janvier 1997, à Chevreuse.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 31 janvier, à 14 h 30, en

l'église de Chevreuse.

- L'Association pour le droit de mourir

dans la dignité (ADMD)

a la tristesse de faire part du décès de sa

défunte pour le 7<sup>e</sup> arrondissement de

Paris,

M<sup>me</sup> Christiane J. KOLM,

survenue le 19 janvier 1997, dans sa qua-

tre-vingt-onzième année.

- La famille.

M<sup>me</sup> Simone Laval,

son épouse,

Claude et Annie Laval,

son fils et sa belle-fille,

Thibaut et Caroline,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul LAVAL,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'Ordre national

du Mérite,

ancien sous-directeur

à la direction du Trésor,

ancien trésorier-payeur général

de la région Midi-Pyrénées,

survenue le 29 janvier 1997, dans sa

soixante-neuvième année, au Bouscat

(Gironde).

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité

familiale au cimetière de Croux (Charente-

Martine), le samedi 1<sup>er</sup> février, à

17 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Sa famille

nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Sonia SULGER BÜEL,

survenue à Lyon, le 20 janvier 1997.

La cérémonie religieuse a été célé-

brée dans la plus stricte intimité.

- Jean-Claude (Minet) Roux

et Vickie Roux,

M<sup>me</sup> veuve Louis Joubert,

M<sup>me</sup> Denise Joubert

et Michel Bandouin,

M



HORIZONS

REPORTAGE

# L'esprit de famille du Crédit foncier

**C'**EST une jeune femme toute simple, au regard direct, qui essaie de retenir sur ses genoux un petit garçon de cinq ans. Yannick, son fils. Les colonnes en porphyre vert des Pyrénées de la grande salle du Crédit foncier de France ne semblent guère impressionner l'enfant. Il est vrai que Martine-Claude, modeste employée au service courriel depuis quinze ans, occupe les lieux avec une tranquille assurance. Jamais elle n'aurait cru qu'un jour elle et ses collègues auraient envahi la Bourse de Paris, marché sur l'Elysée, interpellé le ministre des finances Jean Arthuis devant la Banque de France ou retenu (pour ne pas dire séquestré) le gouverneur Meyssonnier dans son bureau.

« Maçon o installé un lit de camp », souffle le petit garçon. « Oui, s'excuse sa mère. Pour dormir, la moquette est très dure. » La première nuit, Martine-Claude n'a pas fermé l'œil. Ils étaient trois

amusé de la mère : « Il reprend nos slogans... »

Comme nombre de ses collègues, la jeune femme assure un tour de présence dans la grande salle (dite Troisième Salle) du Crédit foncier. Il faudra tenir au moins jusqu'au 5 février, date de la réunion de l'assemblée extraordinaire des actionnaires. Martine-Claude met un point d'honneur à accomplir sa journée de travail avant de venir occuper les lieux. « Deux journées dans l'une, sans compter les enfants et le mori pour lesquels il faut préparer à dîner. Je n'aurais jamais passé autant d'heures au Crédit foncier ! » L'autre jour, elle est venue avec son petit dernier, vingt et un mois. Elle l'a langé sur les banquettes en cuir de l'établissement.

Après plus d'une semaine de mouvement, les lieux sont restés étonnamment propres. Conçue par un architecte naval, la salle épouse la forme d'une coque de navire surmontée par des courbes et trouée de hublots. Une fresque bleutée court de part en part. Un univers presque froid qu'ont animé à leur manière - fa-

retrouver plus soudés. Récemment, elle a demandé à une collègue qu'elle croise depuis des années si elle appartenait bien au syndicat CFDT. Sans doute une idée fait-elle son chemin...

Après dix-huit mois de lutte, l'intersyndicale est restée unie et forte, s'attachant le respect de nombreux employés qui jugeaient jusqu'ici ce type d'intervention dérisoire ou déplacé, surtout dans une vieille institution « cent-cinquantenaire » comme le Crédit foncier (créé par un décret du 28 mars 1852).

Employée au service informatique, Huguette n'oubliera pas de sitôt les opérations de commando menées avec le concours spontané des salariés. « A ce moment-là, dit-elle sans insister, les médias n'en parlaient pas. » Et pourtant, ces braves pères et mères de famille jouaient les conspirateurs, obéissant aux ordres flous des meneurs : « Aujourd'hui, on sait. Rendez-vous au métro Concorde. » Seuls quelques responsables savaient que la destination finale était l'Elysée. « Nous avons traversé la rue Royale, puis remonté la rue Saint-Honoré », raconte Huguette. L'effet de surprise était tel que les CRS ne sont intervenus qu'au bout de trois quarts d'heure. Malheureusement, ils se mêlent de nous. Depuis le coup de l'Elysée, deux voitures des RG stationnent en permanence devant les portes du Crédit foncier. Ils ont dû se faire rappeler à l'ordre... »

**Y**OLANDE est cadre chargée d'une mission d'information. Elle n'a pas tenu à participer aux actions dites de commando qui supposaient d'agir sans autorisation. « Honnêtement, je n'ai fait que les grandes manifs, comme celle vers Matignon. » Elle n'est pas allée non plus jusqu'à dormir sur place, à l'instar de nombreux employés. A ses yeux, la séquestration du gouverneur a pu indigner certains, mais, « avec le recul, je dois reconnaître, avec une infinie tristesse, que cette façon de procéder nous a permis de montrer nos chiffres à un conciliateur. La finalité n'était donc pas mauvaise. »

Tout au long de la journée, jusque tard dans la soirée, des petits groupes se forment, qui se racontent pour la énième fois les moments les plus intenses, font circuler des albums de photographies prises devant Matignon, ou à l'Elysée ou à Bercy, ou encore lors de la première nuit de l'occupation. On se garde cependant d'idéaliser le soudain nivellement de la hiérarchie. « Des chefs qui ont dormi parmi nous, vous en connaissez ? Cela m'étonnerait ! », dit un quinquagénaire moustachu. On lui cite un ou deux noms. Il hausse les épaules. « Pendant un moment, on a perçu une plus grande intimité, admet une informaticienne. On a pu venir en blue-jean et sans collier de perles. Mais quand tout cela sera terminé, les choses redeviendront comme avant », dit-elle sans illusion.

Pour Serge, qui s'est engagé dans la bataille plein d'enthousiasme, il s'est vraiment passé un phénomène irréversible. « Nous avons découvert une solidarité spontanée entre nous. Les opinions des uns et des autres se sont révélées. Cela a pu créer parfois des tensions, mais le plus souvent les liens

se sont au contraire resserrés. » Et d'ajouter : « L'intersyndicale a été notre ciment. Notre hargne, c'était de nous battre à la place d'un patron qui n'était pas un vrai patron. En réalité, on s'est autogéré. On ne va pas bâtir un kolkhoze, mais on tient tellement à notre maison... »

Martine, du service recouvrement, teint intensément la première nuit passée sur place : « J'avais une impression d'irréel. Des matelas à l'intérieur du Crédit foncier ! » Très vite, les employés se sont appropriés les lieux, transportant leur couchage dans les bureaux, aménageant des espaces de repos entre les dossiers, les plus audacieux osant s'installer dans la cuisine du gouverneur, dans son antichambre, dans son bureau même, une fois achevée sa séquestration.

Cet épisode, décidé « dans le feu de l'action », le 17 janvier, restera pour le personnel du Foncier

comme le tournant majeur du conflit. « Les médias télévisés se sont enfin intéressés à nous. C'était pourtant notre quarantième occupation », précise Serge. Retenu avec son comité exécutif, le gouverneur Meyssonnier a passé la nuit à l'intérieur d'un petit bureau en marge de la grande salle des colonnes. « La porte restait ouverte. C'était comme au zoo. On pouvait aller voir le patron et ses collaborateurs avant d'essayer de dormir », s'amuse à raconter un membre du service informatique. Plus tard, le gouverneur, invoquant une crise d'asthme, a voulu regagner son bureau. Là, des employés ont organisé des tours de garde pour surveiller les deux sorties. « Mais il pouvait recevoir ses proches », témoigne un de ses anciens gardiens. Hormis un accès de colère de Jérôme Meyssonnier à l'encontre d'un gardien-choumme trop zélé qui le suivait

partout, la « détention » s'est effectuée sans heurts. Mais que de regards échangés, de silences pesés et pesants, d'impressions étranges parmi ces employés de banque réputés dociles et concis, usant de méthodes plus familières à la grande industrie. « C'était curieux, témoigne Jean-Marie, j'avais joué au foot autrefois avec un des directeurs retenus. Nous nous sommes dévisagés. Autre chose m'a surpris : certains membres de la hiérarchie ont tenu à être enfermés alors que personne ne les y obligeait. Comme s'ils avaient de la peine de n'être pas séquestrés. Sans doute voulaient-ils jouer une carte personnelle pour l'avenir. »

Pour Christophe et Hervé, deux jeunes salariés recrutés il y a deux ans, ce conflit est un véritable baptême du feu. « Si on coule, tout le monde saura comment ça s'est passé. Nous sommes unis car nous défendons notre droit au travail. Il ne s'agit pas d'une revendication catégorielle », explique le premier. « Quand l'ensemble du personnel chante Nous sommes le Crédit foncier pendant plus d'une demi-heure, cela devient un hymne », ajoute le second.

**H**UGUETTE hoche la tête : « Le soir où l'intersyndicale a décidé de libérer le gouverneur, nous savions qu'il était des tensions entre la CFDT et la CGT. Pourtant, les membres de la délégation ont descendu le grand escalier devant une salle comble en se tenant la main. L'hymne a retenti. Les éclairages de la télévision se sont allumés. Les gens avaient les larmes aux yeux. Cet hymne - « Nous sommes le Crédit foncier. Rien ne pourra nous arrêter, ohé ohé... » - restera. »

Chacun se met à égréner la ritournelle des souvenirs encore frais dans les esprits : la banderole du Foncier que les policiers en faction devant l'Elysée voulaient à toute force consigner aux manifestants (« On a assisté à un vrai match de rugby. Ils n'ont pas réussi à nous la prendre », précise joyeusement Hervé) ; la « descente » à l'hôtel Royal-Monceau, où le Crédit foncier a laissé quelque 300 millions de francs dans une « opération bizarre » ; la surprise

« Notre hargne, c'était de nous battre à la place d'un patron qui n'était pas un vrai patron. On s'est autogéré. On ne va pas bâtir un kolkhoze, mais on tient tellement à notre maison... »

des vigiles de la Bourse quand le « commando » a investi la salle des marchés ; la visite des grands leaders syndicaux, Marc Blondel et Louis Vianet (« Notat n'est pas venue et on ne tient pas à ce qu'elle vienne », précise Raymonde, trente-deux ans de maison et militante cégétiste). « Les autorités s'ingéniaient à nous concocter des itinéraires de manifestation à travers les quartiers résidentiels peu fréquentés. On nous a poussé à tenter des coups d'éclat », résume Christophe.

Qu'en sortira-t-il ? Les employés de la rue des Capucines ne comptent plus les soutiens régulièrement annoncés au micro de la salle des colonnes (messages de l'intersyndicale de la BNP-Lyon, de Paribas...). Les familles et les amis manifestent leur solidarité, viennent le week-end avec des ribambelles d'enfants pour détendre l'atmosphère. L'attitude de l'Etat continue d'inquiéter le personnel. « Le ton change, pas le fond », observe Raymonde qui souligne encore et toujours la dimension solidaire du conflit. « Nous considérons que tout le monde est dans la lune. Si des rumeurs sur salaires sont décidées, elles s'appliqueront à tous. »

A l'entrée de la salle des Colonnes, Martine-Claude converse avec ses collègues. « J'aime bien venir ici, dit son petit garçon. A cause de la confiture et des casses vidéo. » Sur les murs voisins sont affichés les dessins des enfants du personnel. Le Crédit foncier y est représenté comme une maison menacée où il faut pourtant bien vivre. Sur ces représentations colorées, il tient encore debout.

Eric Fottorino  
Dessins et croquis :  
Jean-Pierre Cugnot

## L'occupation du siège parisien et la séquestration du gouverneur du Crédit foncier de France ont gommé certaines hiérarchies au sein de cette institution cent-cinquantenaire. Récit d'une révolution tranquille



cents ou quatre cents à dormir à même les dallages de marbre. Certains avaient récupéré les tatamis de la salle de gymnastique (« très durs aussi »). D'autres avaient déroulé les emballages à bulles qui enveloppent les ordinateurs. Tout le monde était très nerveux. La jeune femme n'a pas encore réalisé. Samedi dernier, c'est à peine si elle a reconnu un chef adjoint de bureau, d'ordinaire tiré à quatre épingles, avec son petit gilet et son éternel nœud papillon. Il est apparu en simple chemise et en gros pull, comme un autre de ses collègues qui a fait sensation avec son col roulé, son blouson de cuir sur l'épaule et son duvet. « Quand il faut défendre sa boîte, il n'y a qu'une tenue adéquate : le jean et le sweat... et le pull pour la nuit », admet Martine-Claude. Mais tout de même, ce cadre qui dormait près d'elle entortillé dans son sac de couchage, voilà un spectacle qu'elle n'est pas près d'oublier. « On regardera désormais la hiérarchie d'un œil différent », confie-t-elle. Le fils l'a interrompue : « Le Foncier aux salariés ! » Visage

randole et animations diverses - les occupants en col blanc. « On se demandait à quoi servait cet endroit, maintenant on a trouvé : il permet de se réunir. » Martine-Claude n'est pas engagée dans l'action syndicale. Si quelque chose lui déplaît, elle a l'habitude de traiter directement avec ses supérieurs. « J'ai mon franc-parler. » Mais, depuis novembre 1996 (première action d'un « commando » du Crédit foncier ayant forcé les portes de la Bourse), elle a ressenti la nécessité d'agir.

Lundi, avec des employés du Foncier, elle s'est rendue à Boulogne où le président Jacques Chirac inaugurerait une opération Internet pour les jeunes. « On s'est gelé. Nous étions nombreux à crier. Je crois qu'il nous a regardés. » Bien sûr, elle se serait volontiers passée de toutes ces actions. « On a d'autres choses à foutre. » Pourtant, elle a rejoint le mouvement sans hésiter, à cause de l'énorme sentiment d'injustice qu'elle ressentait. « Nous réalisons un milliard de francs de bénéfices et on veut nous tuer. Le résultat est qu'on va se

LA GRANDE  
SALLE DU  
CREDIT FONCIER,  
TARD DANS  
LA NUIT

Pourquoi j'a

L

L'état de rire de

U



# Pourquoi j'ai écrit ma parodie

par Alan Sokal

**L**e débat sur l'objectivité et le relativisme, la science et le postmodernisme, qui agite depuis huit mois les milieux académiques américains et en particulier ceux de gauche, est maintenant arrivé en France. Et avec quel éclat ! A la suite de Denis Dulong (*Le Monde* du 3 janvier), voici que l'éminent sociologue Bruno Latour offre dans vos colonnes son interprétation de la prétendue affaire Sokal (*Le Monde* du 18 janvier). Hélas, son article est trop audacieux et trop modeste à la fois.

Trop audacieux lorsqu'il prétend, sans en apporter la moindre preuve, qu'« un très petit nombre de physiciens théoriciens, privés des gros budgets de la guerre froide, se cherchent une nouvelle menace » en s'attaquant aux intellectuels postmodernes. Ah si les choses pouvaient être si simples ! Comment expliquer alors que de nombreux sociologues, historiens, littéraires et philosophes se soient joints à la critique du relativisme postmoderne ? Je ne prétends nullement deviner les motivations d'autrui, mais je suis tout à fait prêt à expliquer les miennes : j'ai écrit ma parodie non pas pour défendre la science contre les prétendues hordes barbares de la sociologie, mais pour défendre la gauche universitaire américaine contre des tendances irrationalistes qui, pour être à la mode, n'en sont pas moins suicidaires.

Plus audacieux encore, M. Latour m'accuse de mener une croisade contre la France, « devenue

une autre Colombie, un pays de dealers qui produiraient des drogues dures - le derridium, le laconium... ». Oubliez les doctorants américains ne résistent pas plus qu'au crack ». Belle image, mais quelle est la réalité ? Loin du nationalisme imaginé par Latour, je suis un internationaliste convaincu (ce n'est pas par hasard que j'ai enseigné les mathématiques dans le Nicaragua sandiniste). Ce qui compte n'est jamais l'origine d'une idée, mais son contenu ; il faut dénoncer la paresse et l'imposture intellectuelles, d'où qu'elles viennent. Et si le charabia postmoderniste poststructuraliste aujourd'hui bégonique dans certains secteurs de l'Université américaine est en partie d'inspiration française, il n'en est pas moins vrai que mes compatriotes y ont depuis longtemps donné une saveur autonome qui reflète fidèlement nos propres obsessions nationales. Les clichés de ma parodie sont donc d'évidents intellectuels français et américains, sans préférence nationale.

Trop modeste est M. Latour, par contre, lorsqu'il essaie de minimiser les leçons de l'affaire en affirmant que *Social Text* est « tout simplement une mauvaise revue ». D'abord, ce n'est pas vrai : son dernier numéro, sur la crise du travail académique, est bien écrit et fort intéressant. Mais surtout, ce raisonnement étale le véritable scandale, qui ne réside pas dans le simple fait que ma parodie a été publiée, mais dans son contenu. Et voici le secret qui la rend si

amusante, le secret que Latour préférerait cacher : les parties les plus comiques, je ne les ai pas écrites moi-même, puisque ce sont des citations directes des maîtres (que je flatte sans vergogne). Et parmi ceux-ci on trouve certes Derrida et Lacan, Aronowitz et Haraway, mais on trouve aussi notre trop modeste ami... Bruno Latour.

Il fallait donc au professeur Latour une sacrée dose de « chute-pah » (comme on dit en bon yid-

relativité, présentée comme « une contribution à la sociologie de la délégitimation » (*Social Studies of Science* 16, pages 3-44, 1988). Disons seulement que certains collègues ont soupçonné l'article de Latour d'être tout comme le mien, une parodie.

Bruno Latour prétend ensuite s'adresser à la sociologie des sciences, mais son exposé est confus : il mélange allègrement ontologie et épistémologie, et s'attaque à des thèses que personne

recte. La mécanique quantique et la relativité générale sont de meilleures approximations de la vérité, et ceci aussi est un fait objectif. Mais, étant incompatibles, elles seront sans doute un jour supplantées par une théorie (encore inexistante) de la gravitation quantique. Tout scientifique sait bien que nos connaissances sont toujours partielles et révisables, ce qui ne les empêche pas d'être objectives. De la même manière, Latour réduit le relativisme à une banale « capacité à changer de point de vue », comme si celle-ci n'était pas depuis longtemps une des caractéristiques par excellence de l'attitude scientifique.

Mais la principale tactique de Bruno Latour, lorsqu'il présente sa vision de la sociologie des sciences, est de vider celle-ci de son contenu et se reposer sur des platitudes dont personne ne doute. L'histoire sociale des sciences « propose de l'activité scientifique une vision enfin réaliste » et « se passionne pour les liens innombrables entre les objets des sciences et ceux de la culture ». Qui pourrait ne pas applaudir ? Mais où est la rupture, tant vantée, avec la sociologie traditionnelle des sciences, à la Merton ? Cette tactique cache tout ce qui est radical, original et surtout faux dans la « nouvelle » sociologie des sciences : à savoir, que l'on peut (et doit) expliquer l'histoire des sciences sans tenir compte de la vérité ou fausseté des théories scientifiques. Ce qui veut dire, si l'on est honnête, qu'il faut expliquer l'acceptation des théories de

Newton ou de Darwin sans jamais invoquer les preuves empiriques en faveur de ces théories, passer de cette attitude à l'idée qu'il n'existe pas d'arguments empiriques, ou que ceux-ci sont sans importance, est un pas qui est trop sautant franchi (par Feyerabend, par exemple) et qui mène tout droit à l'irrationalisme.

Bruno Latour se présente souvent comme philosophe, et cette règle est une de ses sept règles de la méthode. Il est difficile de croire que son ambiguïté est due uniquement à une distraction de l'auteur. En effet, ce genre d'ambiguïté est fort commode dans les débats. L'interprétation radicale peut être utilisée pour attirer l'intérêt des lecteurs peu expérimentés en philosophie ; et l'interprétation inoffensive peut être utilisée comme position de retrait quand la fausseté manifeste de celle-ci est révélée (« mais je n'ai jamais dit cela... »).

Pourtant, les problèmes de la philosophie des sciences, et des sciences humaines en général, sont trop importants pour être traités avec une telle légèreté. Au contraire, ils nécessitent une grande rigueur intellectuelle. Les sciences exactes et les sciences « souples » sont effectivement dans le même bateau. Flâner avec le relativisme et l'irrationalisme ne nous conduit nulle part.

Alan Sokal est professeur de physique à l'université de New York.

## L'éclat de rire de Sokal

par Jean-Jacques Salomon

**U**n immense rire panagrélique, et rien d'autre : voilà ce que le débat « fin de siècle » auquel la farce d'Alan Sokal continue de donner lieu aurait dû provoquer : celui-là même que la lecture de son texte visait d'abord à susciter. Pour qui a lu dans sa totalité ce texte réjouissant, irrésistible, et sans avoir besoin d'une culture approfondie sur ses dessous, l'éclat de rire s'oppose dès la première page et jusqu'à la dernière : un festival qui rappelle le même talent, la même ironie, la même joie du pastiche que ceux dont témoignent les *Écrits scientifiques* de Georges Perec.

Pour légitimer la solidité de ces écrits - par exemple, *Catatrix Sopronica* -, Perec se référait dans ses notes à des auteurs aussi connus, confirmés, « crédités » en prestige et en soutien financier (comme disent nos sociologues) qu'Alka-Seltzer, Attou et Ratahou, Einstein Z., Zweistein D., etc. Bref, des chefs-d'œuvre littéraires du Collège de la pataphysique.

Mais Sokal, lui, ne mène pas sa démonstration en se référant à des auteurs parodiques. Il cite des auteurs, parmi lesquels plusieurs Français, qui ont grand succès aux États-Unis. Du coup, *horresco referens*, le débat français, que le texte de Sokal suscite, prend deux aspects dans une polémique digne des échanges terroristes de la guerre froide. Le premier est de l'ordre du cocorico : c'est, nous dit-on dans vos colonnes, une agression américaine. Derrière Voltaire, il y a l'ombre de McCarthy ; Clinton traite la France comme la Colombie ; l'Amérique fait la guerre non plus contre les Soviétiques, mais contre nos intellectuels postmodernes, etc. On se croirait revenu, en effet, aux temps où Coca-Cola, belles américaines et drogues menaçaient l'intégrité de l'Hexagone.

Le deuxième aspect est plus sérieux, même si la violence de réactions de nos compatriotes commentateurs tend à l'occultier - et sans qu'il y ait jamais de discussion sur le fond : la meilleure défense n'est-elle pas l'attaque, qui permet de faire oublier qu'on a sévèrement été mouché ? Sokal n'a pas seulement mis le doigt sur la légèreté avec laquelle certains sociologues ou philosophes maintiennent des concepts scientifiques (vieille histoire : déjà Bergson dans son dialogue avec Einstein...). Il a

aussi soulevé un problème de fond en critiquant l'école « constructiviste » ou « postmoderne » en sociologie de la science : le travail de recherche s'y réduit à un conflit d'intérêts, la découverte scientifique à des batailles de pouvoir, la science à des systèmes de croyances parmi d'autres. Par exemple, pour citer les gourous-pionniers de cette école, dans le manuel qu'ils viennent de produire, l'astrologie ne répond pas moins aux critères de la méthode scientifique que l'astronomie. « Il se peut qu'un jour elle se prêle à un triomphe de la méthode scientifique » (Barnes, Bloor et Henry, *Scientific Knowledge*, Athlone, Londres, 1996, p. 141).

**Le relativisme, c'est aussi la capacité de dire tout et n'importe quoi, et il faut savoir gré à Sokal (comme à Perec) de nous rappeler qu'un discours scientifique n'est l'équivalent ni d'un mythe ni d'un poème surréaliste**

Revenons sur Terre : les études sociales de la science ont contribué à mettre en perspective l'institution scientifique, ses limites et ses dérives, à montrer combien les activités de recherche et leurs protagonistes dépendent de l'environnement social et politique, des modes d'organisation et de financement, des stratégies des individus, des équipes et des institutions. Très bien : c'est utile et sain, elles ont aussi contribué à remettre à leur place l'arrogance et le positivisme de certains scientifiques ou l'idéologie de la recherche « pure », qui a pu servir d'alibi et de bonne conscience au complexe scientifico-militaro-industriel. Sur la base de ces travaux, un mouvement de pensée a pris son essor, qui en est venu à enseigner dans nombre d'universités américaines et européennes que la construction du savoir est le produit exclusif du sexe, de la race et/ou de la religion.

Il n'est pas innocent de prétendre que *Social Text*, la revue où Sokal a publié sa « blague », n'a pas de comité de rédaction - elle en a un - ou que celui-ci n'y a vu que du feu : tout au contraire, la caution (apparemment) donnée par un physicien théoricien aux conceptions mêmes dont les éditeurs de cette revue se réclament a suffi pour qu'il passe comme lettre

à la poste, malgré son « hénarmité » (comme eût dit Flaubert).

Le trait commun de ces écoles est de se réclamer du relativisme. Non pas le relativisme qui s'oppose à la question des doctrines et les idées reçues, ou le relativisme historique et sa fonction critique, mais celui qui professe que tout est sur le même plan, par exemple, la physique et le chamanisme. Les prétentions à la vérité sont toutes égales, parce qu'au total il n'y a pas de vérité, tant et si bien qu'à force de traiter « symétriquement » les différentes formes et sources de rationalité, le savoir scientifique n'est plus qu'un récit (ou la technologie qu'un texte) parmi d'autres qui, relevant de

la science n'est-il qu'une mascarade (pour certains, celle de la domination des mâles, des Blancs, de l'Occident chauviniste, etc.) ? « Après tout, le relativisme est une qualité, pas un défaut, c'est la capacité de changer de point de vue », dit l'une des opinions que vous avez publiées, où l'on nous précise (sans rire) que si les physiciens théoriciens américains s'en prennent aux sociologues de la science, c'est parce qu'ils « sont privés des gros budgets de la guerre froide ». Le relativisme, c'est aussi la capacité de dire tout et n'importe quoi, et il faut savoir gré à Sokal (comme à Perec) de nous rappeler qu'un discours scientifique n'est l'équivalent ni d'un mythe ni d'un poème surréaliste.

Peut-être, hélas, ceux qui parlent de guerre froide et d'enjeux politiques à propos de ce débat n'ont-ils pas tout à fait tort. Ce relativisme mène aussi, politiquement, à tout et n'importe quoi. A preuve, cette profession de foi d'un homme en qui nos postmodernistes devraient craindre de reconnaître un de leurs pairs : « Si le relativisme signifie le mépris des catégories fixes et des gens qui se proclament les porteurs d'une vérité objective, immuable (...), alors il n'y a rien de plus relativiste que nos attitudes et notre activité. Du seul fait que les idéologies sont d'égalé valeur, que les idéologies ne sont que fictions, le relativisme moderne infère que chacun a le droit de créer pour lui-même sa propre idéologie et de chercher à la renforcer avec toute l'énergie dont il est capable. » Cela date de 1924, et c'est signé Benito Mussolini.

**Jean-Jacques Salomon** est professeur au Conservatoire national des arts et métiers et directeur du Centre science, technologie et société.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### ARCHIVES DE FRANÇOIS MITTERRAND

Dans *Le Monde* du 22 janvier, M. Dumas a entendu rétablir la vérité sur les archives de François Mitterrand, et je lui en sais gré à un double titre :

1. La référence aux termes du protocole signé le 15 février 1995 par le président de la République et le directeur des Archives de France, lequel vise d'une manière générale tous les documents pro-

duits ou reçus par la présidence de la République, éclairer la nature des fonds conservés à l'Institut François-Mitterrand (documents antérieurs et postérieurs au mandat du président, et documents établis à son usage personnel).

2. Le travail effectué pendant quatorze ans à la présidence par un fonctionnaire des Archives nationales, et porté à plusieurs reprises au compte d'un non-professionnel, se voit implicitement reconnu.

En revanche, je n'ai en rien manqué au devoir de réserve, et

m'en accuser m'offense. M. Dumas ayant révélé que certaines archives dites « personnelles » du président avaient été centralisées à l'Élysée par M<sup>me</sup> Bertinotti, je n'ai fait que constater qu'elles avaient été ainsi soustraites au circuit normal de l'archivage. C'est *Le Monde* qui, en donnant de mes propos une citation inexacte, en première page, m'a fait « affirmer » ce que je me suis borné à confirmer.

Cette affaire aura eu le mérite de souligner ce qui a constitué en France une réelle avancée démocratique depuis vingt ans. A l'instar des présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand, la plupart des membres du gouvernement ont accepté de faire le départ entre leurs archives de fonction et leurs papiers personnels, et de déposer les premières aux Archives nationales. Entretenir la confusion à ce sujet risquait de remettre en cause cet acquis, et de compromettre à l'avenir la délicate politique de sauvegarde des archives politiques.

Perrine Canavaggio, Madrid

0571 71147



LE FEUILLETON  
DE PIERRE LEPAPE  
« Du temps »  
de Norbert Elias  
page II



PREMIER ROMAN  
Anne-Sylvie Salzman  
page III

# Le Monde des LIVRES

VENDREDI 31 JANVIER 1997



JEUNESSE  
page V

LA CHRONIQUE  
de Roger-Pol Droit  
« Diderot »  
d'Eric-Emmanuel  
Schmitt  
page VI

Pietro Citati offre  
une brillante synthèse  
des analyses  
et commentaires  
suscités par l'œuvre  
« cathédrale »  
de Proust



## Homélie proustienne

**I** est rare qu'un écrivain, même lorsqu'il s'applique à élargir la vision que le lecteur s'est faite d'un grand créateur, ne laisse dans un coin de son ouvrage quelques mots qui, tout en éclairant un aspect de son sujet, ne le définissent pas lui-même tout entier : lorsque Pietro Citati affirme que Proust était un grand lecteur-commentateur, il est évident que l'observation convient également au grand critique et biographe, familier d'Homère et de Kafka, de Goethe et de Katherine Mansfield, de Tolstoï et des conteurs des Mille et Une Nuits. Et davantage lorsqu'il affirme que Proust prenait une ou deux lignes de texte d'un autre, qu'il le « scrutait à la loupe, le parcourait à l'encre, le dilatait, faisait naître autour de lui ondes, échos et assonances, pour faire enfin la substance intime de sa propre pensée – mais en restant toujours suspendu au texte de l'autre, comme une chaine-souris à son plafond ».

C'est ainsi que Citati agit dans *La Colombe poignardée*, mais sans doute par la conviction que toute découverte crée une nouvelle ignorance si elle demeure sourde aux répercussions des découvertes antérieures : « Ma dette, dit-il, en fin de volume, envers les spécialistes de Proust (...) est bien plus grande que ne sauraient en témoigner de rapides mentions dans la liste de citations. »

En fait, le pari que Citati a fait – et qu'il a gagné – est celui de condenser l'innombrable glose suscitée par la *Recherche*, de la condenser tout entière en un seul livre, offrant, pour ainsi dire, le point de vue de tous les points de vue. Comment, donc, détailler les thèmes que Citati déve-

loppe ou encore ceux qu'il retient, même s'il a mis de l'ordre dans la Babel d'interprétations de la « cathédrale » proustienne ?

On se limitera, ici, à signaler quelques « moments » de sa réflexion – ceux qui touchent le plus le chroniqueur, à l'exemple, sans doute, du lecteur.

On négligera, parmi bien des aspects passionnants du portrait, l'adolescent « affecté, sentimental et doux, avide de bonheur », qui écrivait des lettres d'amour à ses camarades de classe – l'adolescent mièvre, la mièvre (« la molle joliesse de certaines phrases », disait Gluck, à pro-

pos de Barres), étant, peut-être, l'indispensable composante de tout romancier, pour qu'il se souvienne que le roman naît du cœur.

Il ne manquait pourtant pas d'aplomb ni de dureté, l'adolescent qui souhaitait être dominé, torturé, battu – quoique avec des « verges fleuries » – et dont la passivité enivrée « était son art secret de dominer ».

On délaissera le jeune homme qui a pour Robert de Montesquiou, modèle du fameux des Essintes, de Huysmans, et, plus tard, de Charlus, « des révérences, des baisements à distance, des adulations d'une virtu-

sité à couper le souffle ». Et, même, ce qui semble être capital aux yeux de Citati : l'ambition de Proust d'accorder un semblant d'éternité à ses personnages, par le biais de la mythologie, identifiant à tel ou tel dieu ces individus d'une naïveté déraisonnable. Il n'avait vraiment pas connu les « vrais » aristocrates, s'il les avait souvent croisés. Ainsi fut-il contraint

*Hector Bianciotti*

à les inventer, leur attribuant l'origine de toutes ses connaissances, de son immense savoir à la fois scientifique et poétique, son génie, transformant ce nécrophore en personnages aussi forts que tout autre personnage romanesque mais – la remarque est de Virginia Woolf – d'une autre substance : mélange de pensées, de rêves, de magies, d'illuminations, puisé aux profondeurs de l'esprit de l'écrivain, réservoir sans fond de perceptions. Aussi lui fallait-il travailler comme un peintre, dit Citati : « Il écrivait par approximations et par couches successives, ajoutant nuance après nuance, couleur après couleur (...), pour atteindre la perfection onctueuse et vibrante d'échos de son style "fondus" ».

Citati remarque que si Proust, « infatigable ver à soie », a tiré de sa

vie un roman de trois mille pages, il prêtait peu d'attention à son « moi » ; qu'il n'était pas, Proust, un « moi », mais un « lieu ». Proust lui-même n'a-t-il pas écrit, dans une lettre à Albert Thibaudet, à propos du narrateur de la *Recherche* : « Dans ma vie, j'ai fort peu pensé à moi ? »

Certes, le « moi » de tout un chacun, figé par l'habitude, est circonscrit, mais l'artiste ne cesse de l'inventer pour capter toutes les modulations de l'être et de cette vie aveugle entre ses bornes dont la conscience sait la force et les caprices, sans en avoir la maîtrise. Ce « moi » qui, prêtant, en général, toute son attention à lui-même, se modifie et se multiplie chez les grands créateurs – d'ailleurs chez Proust –, soumis qu'ils sont aux fluctuations de la sensibilité, aux essais bourdonnants de l'imagination. Ainsi peut-on dire que Proust est beaucoup plus que son narrateur, à l'encontre de ses personnages qui sont bien supérieurs à ses modèles.

Proust est celui qui croit à « l'unité qui régit entre toutes les formes du monde » (ce qui, après Mendeleiev, avait même la naissance de Proust, était une certitude...) ; et qui, s'appuyant sur les paroles de la Bible, est

convaincu qu'« il n'existe pas de choses que l'on pourrait faire ou ne pas faire, mais seulement des événements fatals, devant lesquels il nous faut courber la tête ». Et, par-dessus tout, il a – comme tous les grands seigneurs de la métamorphose –, le don de récupérer tout ce qu'il a pu nier et de transfigurer la récolte incessante de son oreille de chat et de ses yeux de mouche : ne loue-t-il pas « l'ardente religion de l'intelligence » que la civilisation bourgeoise a cultivée, à propos des femmes de la maison Weil-Proust « qui refusaient avec horreur aussi bien de mettre des épices dans les plats qui ne les réclamaient guère », que de jouer du Beethoven ou du Chopin en abusant de la pédale ? Et, surtout, les « expériences trop hardies de l'âme », dans lesquelles sa mère voyait une sorte d'ostentation – alors que lui-même était tout ce que sa mère désapprouvait : l'emphase, la tragédie, le dévoilement de soi, Baudelaire, Balzac, Dostoïevski...

Proust disait à Céleste Albaret : « Voyez, Céleste, je veux que, dans la littérature, mon œuvre représente une cathédrale. » Cette cathédrale, il l'a élevée, elle est là qui éclaire les alentours, solitaire, infinie, comme certaine bibliothèque de Babel – parfaitement immobile, armée de volumes précieux... Faudrait-il ajouter, selon l'énumération de Borges : « Inutile, incorruptible, secrète ? »

Aujourd'hui, les officiers se disputent l'autel, la table derrière laquelle trône le Vénéral, dans la « cathédrale » ; dans la sacristie, ils sournoisement au carbone 14, comme le saint suaire de Turin, les pages de la *Recherche*... On guette leurs diagnostics, comme on guette l'homme d'un évêque lors d'une messe capitulaire... Mais quel est-il le nombre de fidèles ? N'entend-on pas, déjà, à la sortie des offices, certains proustiens agacés intolérants, et maintenant débarrassés de la houppe de l'écrit Marcel, murmurer, le nez au vent : « Je me suis remis à Balzac » ? Et, parmi les gens du bâtiment, quel est l'innocent, le provincial, qui ose encore trouver une analogie entre un tel et Julien, entre un tel et Agostinelli-Albertine, sans provoquer des sourires obliques, des ententes du coin de l'œil ?

Au sommet d'une gloire qui met en relief chaque triforium, arc-boutant, ou contrefort, la cathédrale proustienne risque la détérioration, sinon l'effondrement.

Pietro Citati – croyant, comme on croit au Ciel – contribue grandement, avec *La Colombe poignardée*, et d'avance, au sauvetage d'un chef-d'œuvre qui pourrait déjà être, en dépit des apparences, menacé de lézardes, ou déserté par les fidèles des fidèles.

**LA COLOMBE POIGNARDÉE**  
Proust et « La Recherche »  
(La Colombe Pugnata)  
de Pietro Citati.  
Traduit de l'italien  
par Brigitte Pérol,  
Gallimard,  
coll. « Du monde entier »  
396 p., 160 F.

## La chimère de Faust

Schubert en lumière, à l'occasion du deux centième anniversaire de sa naissance

**SCHUBERT RACONTÉ PAR CEUX QUI L'ONT VU**  
suivi de la correspondance et des écrits de Schubert, textes réunis et traduits de l'allemand par Jacques-Gabriel Prod'homme, Stock, 312 p., 130 F.

**FRANZ SCHUBERT**  
Le naïf et la mort  
de Rémy Stricker.  
Gallimard, « Bibliothèque des idées », 360 p., 180 F.

**SCHUBERT ET L'INFINI.**  
A l'horizon, le désert.  
de Jacques Drillon.  
Actes Sud, série « Musique », 112 p., 85 F.

**O**utre l'avalanche de rendez-vous commémoratifs qu'ils provoquent, les anniversaires ouvrent de salutaires débats, précisant les images que le temps fige en séquences hagiographiques. Aussi est-ce à l'occasion du centenaire de la mort de Schubert en 1928, que le musicologue Jacques-Gabriel Prod'homme (1871-1956) publia une somme de témoignages, fragments de correspondances et de journaux intimes dont le compositeur était le héros. Traduisant pour le public français une partie des documents réunis par Otto Erich Deutsch (1883-1967) et publiés dès

1914, il ne s'agissait pas de restaurer la stature d'un Schubert écrivain. L'homme n'a laissé ni Mémoires ni écrits sur la musique – ce qui en fait presque une exception parmi les compositeurs romantiques. A peine un journal dont les éclipses sont plus significatives que les fragments. Pas même de classiques relations de voyages – il leur trouve « quelque chose d'effrayant ».

Sa correspondance, peu fournie, révèle cependant des admirations,

permettent guère de restaurer la honnêteté d'attitude de l'homme véritable. Trop d'ombres jusqu'à sa mort, trop de lumière – artificielle – ensuite. Comme l'homme se cache derrière l'évidence de sa musique, il convient de lire l'anthologie de Prod'homme, moins portrait que dossier patiemment instruit, pour comprendre Schubert.

Et quelques éléments pittoresques : ce lecteur enthousiaste de Fenimore Cooper réclame de nouveaux titres pour adoucir les ultimes effets du typhus qui l'emporte. Fourrant, quelques éclats dévoilent les failles intimes les plus secrètes : Mon Rêve (juillet 1822) ou ce fragment de journal de mars 1824 dans lequel le timide abandonne sa réserve : « Néron digne d'envie ! Toi qui fus assez fort pour corrompre par le jeu des cordes et le

chant un peuple susceptible ! »

Prod'homme complète ce maigre butin par le témoignage de ses proches, ce qui nous vaut d'accompagner, grâce au journal d'Hartmann, Schubert saluant la dépouille funèbre de Beethoven ou d'entendre l'éloge de son ami Schwind : « Schubert est mort et avec lui ce qu'il y a de plus gai et de plus beau que nous ayons. » C'est peu, et les relations tardivement composées, donc suspectes, ne permettent guère de restaurer la honnêteté d'attitude de l'homme véritable. Trop d'ombres jusqu'à sa mort, trop de lumière – artificielle – ensuite. Comme l'homme se cache derrière l'évidence de sa musique, il convient de lire l'anthologie de Prod'homme, moins portrait que dossier patiemment instruit, pour comprendre Schubert.

Et quelques éléments pittoresques : ce lecteur enthousiaste de Fenimore Cooper réclame de nouveaux titres pour adoucir les ultimes effets du typhus qui l'emporte. Fourrant, quelques éclats dévoilent les failles intimes les plus secrètes : Mon Rêve (juillet 1822) ou ce fragment de journal de mars 1824 dans lequel le timide abandonne sa réserve : « Néron digne d'envie ! Toi qui fus assez fort pour corrompre par le jeu des cordes et le

Lire la suite page VI



051 711 41



**DU TEMPS**  
(Über die Zeit)  
de Norbert Elias.  
Traduit de l'allemand par Michel Hulin,  
Fayard, 230 p., 110 F.

**D**e quoi est faite la célébrité ? De hasards pour une bonne part ; et notre société de la publicité, qui excelle à balader ses projecteurs dans les plus petits recoins et à promouvoir des gloires d'un jour ou d'une heure, s'entend à brouiller les hiérarchies et les renommées. Pour tous les spécialistes des sciences sociales - sociologues, historiens, ethnologues -, l'œuvre de Norbert Elias, depuis la fin des années 60, constitue une référence majeure, un pôle de débats passionnés. On est pour ou contre la pensée d'Elias, et, malgré les nuances, les différences, les approfondissements, elle trace une ligne de partage entre deux manières de comprendre la société et son histoire. Il y a un avant Elias et un après.

Où vient que cette importance, tout en étant reconnue, demeure si faiblement connue dans un public élargi ? Pas de la difficulté à aborder les écrits d'Elias. Même si le sociologue de Breslau n'est pas un styliste éblouissant, c'est un pédagogue avisé qui sait tailler des marches pour aider à l'escalade. Il est clair ; il se méfie des concepts alambiqués ; il a appris en Grande-Bretagne le sens des exemples concrets. Les lecteurs de *Du temps*, même s'ils ne disposent pas d'un outillage philosophique perfectionné, ne risquent ni l'égarement, ni l'essoufflement, ni la chute : juste quelques magnifiques éblouissements et de rares surprises.

Mais la tragédie de l'Histoire a fait de Norbert Elias un errant, un marginal, pour le malheur de sa carrière et de sa gloire ; pour le bonheur, sans doute, de sa pensée. Né en 1897 en Allemagne dans une famille de commerçants juifs, Elias, après des études de médecine et de philosophie dans les meilleures universités allemandes, est contraint à l'exil par l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il cherche en vain un poste en Suisse, puis à Paris. Dans la misère, il débarque à Londres en 1935 ; un comité d'aide aux réfugiés juifs lui accorde une petite allocation qui lui permet d'écrire son premier grand livre, *Le Procès de la civilisation*. L'ouvrage paraît en Suisse durant l'été 1939 ; le monde avait d'autres soucis (1). Il trouve ensuite de modestes postes d'assistant dans des écoles anglaises, puis au centre de recherches interdisciplinaires de Bielefeld, en Allemagne, avant de se retirer à Amsterdam, où il meurt en 1990. Rien qui ressemble à ces prestigieux parcours universitaires qui vous propulsent dans l'internationalité des colloques et dans les arcanes du pouvoir, fût-il symbolique.

Un tiers allemand, un tiers anglais, un tiers hollandais, et juif tout à fait, Elias paie encore son errance. L'essentiel de son œuvre semble désormais traduit, mais quelque chose s'attache encore à son statut d'irrégulier. C'est ainsi que *Du temps* paraît dans une version traduite de l'allemand alors que, pour l'essentiel, le texte a été rédigé en anglais... avant d'être édité dans une revue néerlandaise. Cela se gâche en néo potte

bonheur : *Du temps* secoue très fort le cocotier de nos habitudes de pensée, et l'oo croit entendre, à le lire, des dents grincer.

ON ne résume pas un tel flux de pensée sans mettre à mal ce qui constitue l'essentiel de sa richesse : la finesse des articulations, l'ampleur des panoramas, la dynamique de la réflexion. Très grossièrement, on dira qu'Elias renvoie dos à dos et au piquet les deux grandes conceptions qui s'affrontent traditionnellement quant à la nature du temps. Celle qui fait du temps une donnée objective, une réalité de la nature ; celle qui, en fait, avec Descartes et Kant, une synthèse a priori de la conscience, une donnée immuable de la nature humaine. Pour Elias, le temps, tout comme le langage, fait partie de ces symboles sociaux dont l'humanité s'est pourvue au long d'un lent processus d'expériences et de synthèses de plus en plus complexes. Einstein avait déjà montré que le temps n'était pas une réalité mais une relation ; cependant, il en parlait encore comme d'une chose qui pouvait « se contracter » ou « se dilater » ; Elias va plus loin : le temps est un concept pratique dont l'évolution est liée à celle des sociétés humaines.

**E**lias aurait pu en rester là et ajouter une nouvelle théorie du temps à un arsenal philosophique qui n'en manque pas, quelques bûches supplémentaires pour alimenter le feu d'une discussion inlassable sur le mystère du temps. Mais, écrit-il, « il n'y a pas de mystère du tout ». Il y a simplement que certains postulats de la pensée sont si profondément implantés dans nos manières de comprendre et de parler qu'ils ont pris l'allure d'un mobilier intellectuel, d'un héritage jamais remis en cause. La question du temps permet à Elias de procéder « au grand nettoyage qui s'impose depuis fort longtemps ».

Elias ne lésine pas sur le coup de torchon pour nettoyer la pensée de ses poussières et de ses fossiles et mettre en examen tout ce qui paraît aller de soi. La séparation entre les sciences de la nature et les sciences humaines, par exemple, comme si la réalité était une unique : celle de l'homme dans la nature et non pas face à une entité d'es-

**En définissant la nature du temps comme un concept pratique lié à l'évolution des sociétés, Norbert Elias bouscule toutes les habitudes de pensée et la perception même de l'homme**

sence différente. Ou encore la séparation de l'individu et de la société, comme si le processus d'individuation n'était pas un processus social, comme si l'on pouvait comprendre la société à partir de l'individu. A étudier séparément la nature, l'Histoire, les civilisations, les structures de la connaissance, toutes ces parties d'un seul et même univers, ou a fait d'un acte social - la réponse à la question Quand ? - un fétiche : un symbole que nous ne parvenons plus à séparer de la réalité. L'invention du temps n'est qu'une des manifestations du pouvoir humain d'opérer des synthèses et, grâce à sa mémoire, de voir ensemble ce qui se produit séparément quand même. Le flux des événements, de « mesurer le temps qui passe » en comparant, au cours d'une lente et hasardeuse évolution, une séquence d'événements successifs avec une autre séquence d'événements qui se répètent plus ou moins exactement : la course du soleil dans le ciel, les phases de la lune, le mouvement d'une aiguille sur un cadran.

L'homme, dit Elias, est la cinquième dimension de l'univers. L'émergence de la réalité humaine - expérience vécue ou conscience - dans la nature lui ajoute une dimension supplémentaire : « Tout ce qui se produit à portée de l'homme, devenant accessible à l'expérience et à la symbolisation humaine, ne se laisse plus déterminer à l'aide de quatre coordonnées mais bien de cinq ». Le « temps » est inséparable des mécanismes physiques et sociaux qui en permettent la détermination : c'est « un

moyen d'orientation élaboré par les hommes en vue d'accomplir certaines tâches sociales bien précises, au nombre desquelles figure également la détermination des mouvements des corps célestes ».

A partir de là, Elias propose, avec une belle vigueur, de reconstruire le champ des sciences en fonction de cette dimension supplémentaire. Travail de titan pour les générations à venir dont il doit se restreindre à ébaucher le programme ; ouvrage d'autant plus délicat que le langage - et les spécialisations universitaires - a cristallisé, naturalisé la séparation de l'individu et de la société, et celle de l'homme avec ce qu'une image anthropomorphique nomme encore son environnement. D'autres difficultés surgissent qu'Elias n'ignore pas. Par exemple l'« avance » que semblent avoir prise les sciences de la nature et les modèles de symbolisation mathématique sur les symboles conceptuels utilisés dans les sciences dites humaines. C'est dans cet écart que « s'enracine l'idée qu'il faudrait considérer comme métaphysique et non scientifique toute manière de relier les événements autre que celle dont la physique classique a consacré l'ascendant ». La vérité, c'est que visiblement les hommes éprouvent une certaine peur à l'idée de partir à la découverte d'eux-mêmes et devant les résultats possibles de cette exploration. Ils ne se sont pas pressés pour pousser loin leurs investigations de ce domaine et pour inventer les instruments les plus adéquats. Un certain mystère les protège.

**I**l faut aussi compter avec ce sentiment qui nous pousse à adoucir notre précarité. Nous naissons, nous vieillissons, nous mourons, notre expérience la plus immédiate du changement est de nature tragique. Il est consolant, face à notre finitude, d'imaginer de l'immuable et de l'éternel : des dieux, le temps, la matière, l'univers mathématique, les lois de la nature, d'autres symboles sociaux encore. On comprendra que si notre raison acquiesce volontiers aux arguments d'Elias et à la pertinence de sa vision, quelque chose en nous résiste qui n'est pas seulement soumission aux habitudes et à la routine intellectuelle, mais aussi protection contre l'angoisse et le vertige. Elias a beau nous répéter que « nous ne comprenons pas ce que nous sommes sans essayer de comprendre ce que nous avons été », l'inconnu conserve bien des vertus.

On le suit d'un cœur plus léger lorsqu'il nous fait remarquer que notre temps, aboultissement provisoire du « procès de civilisation », est désormais un monopole d'Etat. Triomphe de l'intégration et de l'autodiscipline dans les sociétés modernes : nous admettons sans peine que l'avancement ou le recul de nos horloges soient décidés par les grands prêtres de l'Etat. Autrefois, en 1582, il fallait au moins un pape pour supprimer d'un trait de plume dix jours de notre calendrier.

(1) La traduction française de *Der Prozess der Zivilisation* ne paraîtra que trente-cinq ans plus tard, en deux volumes pourvus de titres différents : *La Civilisation des hommes* (1973) et *La Dynamique de l'Occident* (1977) chez Calmann-Lévy. Les deux volumes sont disponibles en édition de poche : Pocket, coll. « Agora », n° 164 GE et n° 80 ZE.

versions originales

## A la rencontre de Paul Celan

**PAUL CELAN, POET SURVIVOR, JEW**  
de John Felstiner.  
Yale University Press,  
344 p., 30 dollars.

**P**ubliée en 1995 aux presses de Yale, la première monographie consacrée au poète juif d'expression allemande Paul Celan a été saluée comme un événement par Elle Wiesel et acclamée par la critique. Il était curieux que cette vie, celle d'un des grands poètes de ce siècle, tragique et riche, mouvementée, intense, n'ait pas fait l'objet plus tôt d'une biographie. John Felstiner, professeur de littérature anglaise et d'études juives, s'est donc attaché à cette tâche, la doublant, de surcroît, d'un second objectif : présenter l'œuvre de Celan au moyen d'un choix de poèmes qu'il traduit puis commente et qui sont toujours en rapport avec le cadre narratif de l'ouvrage.

Pour lui, la cause est entendue : la poésie de Celan est une poésie de l'expérience du génocide et de la perpétuation de son souvenir. En outre, il soutient, analyses lexicales à l'appui, que le référent culturel dominant de cette poésie est le judaïsme, qu'il s'agisse de la Bible, de la liturgie, de la kabbale,

Poète philosophe ou poète juif de l'expérience du génocide ? C'est sous ce second aspect que John Felstiner conduit son travail pionnier, mais encore lacunaire

de la langue hébraïque ou du yiddish.

Ce livre pionnier est-il un coup de maître ? La communauté des exégètes de l'œuvre de Celan s'est eo tout cas montrée beaucoup plus réticente à son sujet que les écrivains et les journalistes. Et cela tout particulièrement eo France, où la nouvelle de cette publication avait pourtant suscité une vive curiosité. C'est en effet ici que Paul Celan, né à Czernowitz, eo Roumanie, s'est installé en 1943 et qu'il a vécu et surtout écrit, toujours en allemand, jusqu'à son suicide en 1970.

Mais c'est surtout en France que son œuvre a produit le plus grand nombre de commentaires (citons notamment ceux de Jean Bollack, de Martine Broda, de Jacques Derrida, de Philippe Lacoue-Labarthe et de Stéphane Mosès), d'enjeux. Au risque de simplifier, on peut dire que, malgré leurs divergences, ces commentateurs, tout en recroisant et parfois en soulignant son identité juive, tirent plutôt Celan du côté de la philosophie, qu'elle soit heideggerienne ou dialogale, c'est-à-dire inspirée de Martin Buber.

Mais l'aspect strictement biographique du livre n'a pas provoqué moins de réserves. Il a été reproché sévèrement à Felstiner, et ce à juste titre, de eo pas avoir consulté les archives Celan à Mar-

bach, en Allemagne, ni le corpus impressionnant des lettres inédites du poète, souvent encore en possession de leurs destinataires.

Il est, eo effet, gênant de constater le flou qui entoure, dans le livre, le sort précis que subit Celan pendant ses années de déportation en Roumanie de même que les circonstances exactes de l'assassinat de ses parents en Ukraine. Événement-clé de son univers psychique ultérieur.

Dans un tout autre registre, Felstiner ne souffre mot de la liaison amoureuse intense entre Celan et l'une de ses anciennes camarades de Czernowitz, lors de son voyage en Israël, en 1969, quelques mois avant sa mort.

Pour autant, la synthèse qu'il nous offre à partir de la correspondance publiée et des sources secondaires, récits et témoignages d'amis de Celan, est étonnante.

Il nous y donne une foule d'informations captivantes et peu connues, eo dehors du milieu des spécialistes, concernant notamment la jeunesse de Celan dans un environnement familial sioniste, son acharnement à écrire et à traduire - les sonnets de Shakespeare ! - dans le ghetto puis le camp, sa fuite à pied de Bucarest à Vienne en 1948, l'accusation de plagiat lancée contre lui par la veuve d'Yvan Goll, dont il avait traduit des poèmes, l'historique de la réception difficile - et pour lui douloureuse - de sa poésie en Allemagne et ses lectures, qu'il allait de la biologie cellulaire à Schopenhauer. Autant d'éléments qui redonnent, en définitive, son livre précieux et au-delà.

Il est difficile d'imaginer que, construit pour une bonne moitié autour de versions anglaises des poèmes de Celan, il fasse un jour l'objet d'une traduction en français. Mais celui qui le lira en retirera la troublante impression d'avoir rencontré Paul Celan, fût-ce sous la forme d'une silhouette aux contours un peu imprécis.

Emmanuel Moses

**LAST ORDERS**  
de Graham Swift.  
Picador, 296 p., 5,99 livres.

**I**ls sont quatre, quatre hommes, trois old geezers, trois vieux croûtons, trois camarades du même pub, et un plus jeune, mais la quarantaine quand même. Ils partent de leur quartier de Bernonsey, au sud-est de Londres, dans une Mercedes bleue, trop belle pour eux, pour accomplir les dernières volées de celui auquel ils vont tous penser ce jour-là, Jack. Parmi des trois plus âgés et le père adoptif du plus jeune. Et il est sacrément présent Jack, ne serait-ce que parce qu'il est encore avec eux d'une certaine manière, réduit eo cendres au fond d'une urne, dans une boîte en carton, dans un sac eo plastique. Le mort est du voyage. Et il leur a demandé d'aller les jeter, ses cendres, à la mer, à Margate, petite station balnéaire. Voilà, c'est très simple. On pourrait imaginer un cocoon littéraire où, dans chaque pays, un romancier écrirait l'histoire de quatre hommes, quatre copains d'abord, qui partiraient ainsi de Paris à Honfleur, de Milan à Rimini ou de Cornwall Bridge (Connecticut) à East Hampton (Long Island).

Graham Swift est anglais, et il a réussi, une fois encore, un étonnant roman anglais (1), écrit en british english, en anglais britannique, cette langue à la fois si simple et si compliquée qu'oo parle outre-Manche et nulle part ailleurs. Un roman qui a une qualité rare : celle de se lire avec un plaisir grandissant, si bien que, comme lors de certains voyages, on n'a pas du tout envie d'arriver, on traîne en route, un peu comme ces quatre copains, sauf qu'eux ne sont pas dans le domaine du plaisir, ils traînent les pieds, ils avancent en grognement, parce qu'il le faut, parce qu'ils sont sous la surveillance plus ou moins étroite, plus ou moins agressive ou bienveillante des autres, et qu'une promesse à un mort, que l'oo se sente vague-

**Sur la route, quatre hommes et une urne funéraire. Voyage-hommage à l'ami disparu que construit Graham Swift comme un lent cheminement au plus près des êtres**

ment coupable envers lui ou qu'on ne l'ait jamais vraiment aimé, cela se respecte.

D'un chapitre à l'autre, on suit le cheminement de leurs pensées, Ray, Lennox, Vic ou Vince, avec, entre-croisés, les incidents de parcours au fil des étapes - toujours retracés par le même, l'ami le plus proche. Ray, dit encore Ray, on surtout Lucky. C'est lui le compagnon d'armes, celui que l'on voit sur une vieille photo, assis sur un chameau à côté de Jack, après une visite initiatique chez les prostituées du Caire, en campagne, avant El-Alamein. Lui, le petit homme frêle qui aurait bien voulu être jockey, mais qui a végété toute sa vie comme employé d'une compagnie d'assurances et s'est rattrapé, un peu, en jouant aux courses. Les autres aussi auraient rêvé d'autre chose. Mais la vie, la tradition, ont décidé pour eux. Le seul qui semble satisfait de son sort, c'est Vic, l'entrepreneur de pompes funèbres, le seul à ne pas esquiver la mort, parce que c'est eo fonds de commerce, le seul qui ait réussi à transmettre le métier de père en fils, le seul à avoir des fils, bien à lui et prêts à lui succéder. Vince, l'enfant adopté presque par hasard, par Jack, n'a pas été le fils souhaité, il a refusé de devenir boucher à son tour et a préféré les voitures, les moteurs et le cambouis. Rebelle, aigri, désolé,

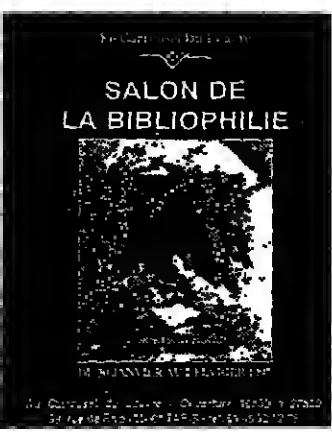
il a fui, et s'il est revenu, c'est pour faire payer et profiter. Secrets et mensonges. Bonne volonté et maladresse. Frustrations et solitudes. Paroles oo dites et silences pesants. Car il y a des choses dont on ne parle pas, cela ne se fait pas, on est en Angleterre, et entre hommes.

Mais ce que l'oo ne dit pas, rien n'empêche de le penser. Pensées fugitives, pensées de traverses - moi aussi j'aimerais bien porter l'urne, pourquoi il la garde tout le temps ? -, pensées plus intimes, plus profondes. Ray et Lennox pensent à leurs filles ; elles ne leur ont pas vraiment donné satisfaction non plus, l'une est partie au bout du monde et n'envoie jamais de nouvelles, l'autre, celle qui était tellement spéciale pour Vince quand ils étaient petits qu'il la cognait comme si elle avait été un garçon, celle-là, par dépit peut-être, a épousé un voyou. Et June, vieux bébé de cinquante ans, la fille malade mentale que Jack n'a jamais acceptée. Pères désavoués, abandonnés, ils savent confusément qu'ils n'ont pas su s'y prendre. Avec Vince, c'est clair, ils lui en veulent tous et il leur en veut aussi, mais ça peut se régler, entre hommes. Mais les filles ? Et les femmes, alors ?

Elles sont curieusement absentes, les femmes, l'une, cela se comprend parce qu'elle est partie, mais des trois autres, il n'y en a qu'une qui ait un peu d'épaisseur, un peu d'histoire, parce qu'elle aussi a été recueillie par Jack et par sa femme Amy, Marty, la femme de Vince, autre chat errant. Mais c'est Amy la plus pesamment absente de toutes, puisqu'elle est la veuve du mort et qu'ils s'attendaient, eux, les hommes, à ce qu'elle les accompagne pour ce dernier voyage. Mais Amy n'est pas venue, Amy ne viendra pas. Amy de son côté met un terme à un état des choses.

Martine Silber

(1) Ce roman a obtenu le Booker Prize, en 1996.





## Le fantôme de Berlin

Hanté par un esprit frappeur, le premier roman d'Anne-Sylvie Salzman renoue avec la littérature gothique anglaise

AU BORD D'UN LENT FLEUVE NOIR d'Anne-Sylvie Salzman. Ed. Joëlle Losfeld, 180 p., 115 F.

En dépit des idées toutes faites, les manuscrits de débutant(e)s qui arrivent par la poste sans être recommandés par quelque ami de la profession ne sont pas condamnés à être dédaignés. Deux exemples récents ont même prouvé que les éditeurs sont aux aguets. C'est lui de Marie Darrieussecq, dont le cocasse *Tuismes* fut acheté en vingt-quatre heures par POL au nez et à la barbe de concurrents également alléchés. Celui d'Anne-Lou Steininger, dont l'incantatoire et grinçante *Maldie d'être muette* fut publiée chez Gallimard grâce à l'instinct très sûr d'un lecteur éminent. L'histoire du premier roman d'Anne-Sylvie Salzman est tout aussi morale. Lorsque Joëlle Losfeld se décida à l'inscrire à son catalogue après l'avoir dévoré, jusqu'à l'envolement, c'était trop tard : elle avait été doublée par Olivier Rubinstein, des éditions Austral. L'auteur avait déjà signé son contrat, et le livre était quasiment imprimé. Austral, on le sait, doit bécoter son bilan à la rentrée, et Olivier Rubinstein retourna avec regret le texte d'Anne-Sylvie Salzman chez celle qui parie aujourd'hui avec foi sur cet étrange objet.

La trentaine, très brune, la voix grave, experte en traductions, Anne-Sylvie Salzman (un pseudonyme) est une petite fille adoptive d'Ann Radcliffe et de ces Miss (Helen, Charlotte ou Sarah) qui firent déferler une vague de terreur sur le roman anglais dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. N'en déplaise à Horace Walpole et Matthew Grego-



Dans la lignée d'Ann Radcliffe

ry Lewis (auteurs du *Château d'Ottrant* et du *Maine*), les érudits ont tendance à considérer depuis quelques décennies qu'il n'y a « de vrai gothique qu'écrit par des femmes », elles seules faisant l'expérience, écrit Maurice Lévy, « du sentiment de culpabilité, de la peur, du désir de fuite qui s'attachent à la procréation et à ses conséquences, parfois monstrueuses. Le gothique, c'est, par essence, ce qui exprime le mieux la condition féminine et le cortège de malédictions qui l'accompagnent : le dégoût de soi-même, les pulsions d'autodestruction ». Ces universitaires ont récupéré pour leur cause Carson McCullers, Flannery O'Connor, Djuna Barnes et Diane Arbus, qui, si elles ne s'encombrent ni de château, de fantômes, de ruines et de cadavres, ne rechignent pas à user du tragique surnaturel ni à

cooquer des personnages macabres (1).

Un tas de références bien écrasantes pour Anne-Sylvie Salzman, mais il faut reconnaître que son récit (bel et bien situé à notre époque) se place dans le droit-fil de ces troublantes intrigues amoureuses, doublées d'une insoluble énigme familiale dont se sont repues les lodes d'antan. Comme ses ancêtres, elle se prête à une lecture freudienne, bonorant la notion d'angoisses oedipiennes et faisant resurgir des fonds de l'inconscient la figure d'un père mauvais, cruel, castrateur.

Les trois protagonistes principaux de cette ténébreuse histoire se rencontrent dans un train, dans une ambiance qui évoque à la fois Lubitsch et Hitchcock. Une femme qui dort, la joue contre la vitre du compartiment. Un

homme qui, pour la retrouver de wagon en wagon, s'est fait passer pour un employé du service ferroviaire. Et posé sur la banquette, à côté de la dormeuse, un roman, signé par un certain Boris Rjman, un Russe devenu matelot, qui avait parcouru l'Orient sur un cargo allemand, devenu écrivain « par la grâce des voyages », objet d'un culte mystérieux. L'homme, Zimmer, est son traducteur, la femme, M<sup>lle</sup> Vandyke, est sa fille. Ce couple se rend à Berlin pour participer à un colloque consacré au fameux Rjman... dont certains doutent de l'existence véritable. Cet auteur maléfique, dont les livres « brûlent les entrailles » de qui les lit, semble invisible. Ce Cbarnn est-il mort, lui a-t-on coupé la langue, n'est-il pas une hallucination collective, l'auteur fictif d'ouvrages qui seraient écrits par Bernstein, son mécène, le Hongrois Molnar, son éditeur, et Bogdana Nowak, peintre mystique, qui fut sa première épouse ? Quel est le rôle de Peter Mann, l'organisateur du colloque, dans cette éventuelle mystification ? A-t-il vendu son âme au diable ? Golem à la démarche de Boris Karloff et au physique évocateur de Goebbels, esprit frappeur, figure monstrueuse errant dans Berlin secouru par des émeutes néonazies, Boris Rjman parle aux fourres de mer et aux montagnes. A son contact, Zimmer perd la raison et voit grouiller des lézards dans la nuit. M<sup>lle</sup> Vandyke aux yeux d'oiseau noir devra affronter seule le cri grinçant et rauque de l'homme en qui se mêlent les souvenirs de la steppe russe, du mari bafoué et du père-sévère, comme aurait dit Lacan.

Jean-Luc Douzin

(1) Le Roman « gothique » anglais, 1764-1824, de Maurice Lévy, Albin Michel (1995).

## LITTÉRATURE FRANÇAISE

● **ŒUVRES POÉTIQUES 1952-1994**, d'Anne Perrier. Née à Lausanne en 1922, Anne Perrier est l'une des grandes voix de la poésie suisse romande. Philippe Jaccottet l'a reconnue comme telle. « Classique » si l'on veut, intemporel par vocation, guère soucieux de parler au-delà du cercle de ses émotions et affectations, son lyrisme témoigne d'une grande maîtrise prosodique en même temps que d'une parfaite disponibilité à ce qui est perçu comme appel suscitant le poème. « L'appelle à moi le chant / Que le siècle blesse à mourir / Goutte à goutte je le recueille / Mais pour qui / Deuil et désir / J'erre parmi les noirs étangs / Eblouie / De si peu même du cri / Raucque de la grenouille. » Ce recueil rassemble la presque totalité de l'œuvre d'Anne Perrier (préface de Gérard Bachelier, éd. L'Escapette, 8, rue Porte-Basse, 33000 Bordeaux, 228 p., 119 F.). P.K.

● **LA TDUR SARRASINE**, de Michel Sennet. Après *Que dirais-je aux enfants de la nuit*, livre qui traite du problème de l'engagement militaire (« Le Monde des livres » du 22 avril 1994), Michel Sennet a choisi pour thème la guerre dans ses implications les plus directes, les plus concrètes. Les trajectoires d'un mine, d'un soldat harki, puis de son fils journaliste en Algérie, et d'un enfant devenu soldat français, se croisent, s'emmêlent jusqu'à la destruction. De la deuxième guerre mondiale à la guerre d'Algérie, l'histoire ressemble à une boucle qui ne se défait jamais. A la lecture de ce livre à l'écriture riche et sensuelle, on ne peut plus dire les guerres, mais la guerre, parce qu'elle semble un état permanent, inlassablement récurrent (éd. Verdier, 154 p., 85 F.). S.J.

● **LA CHANCE DES DÉBUTANTS**, de Claude Brame. Il y a bien des façons de raconter les conflits fils-père. Et cela se complique quand, pour le fils, le père apparaît comme un « ogre ». Et il y a deux moyens de vivre sa vie, la rêver ou ne pas refuser la réalité qui force à agir. Richard, une douzaine d'années, a choisi la seconde solution. Supprimer l'ogre. Son ami, le narrateur, veut l'en dissuader. Y parviendra-t-il ? Le roman répond à la question en y introduisant avec fantaisie le facteur chance qui n'est donné qu'aux âmes innocentes pour lesquelles « aucun péché ne (semble) sans rémission ». Apparemment, une historiette, deux gamins, et un crime à faire nu à élever ; en fait, avec beaucoup de charme, le récit d'une enfance et des mystères qui la gardent quelque temps dans l'état de grâce (Gallimard, 128 p., 80 F.). R-R. L.

● **GREFFERIE**, de Nicolas Couchepin. Le village accroché à flanc de montagne vers lequel marchent quatre jeunes gens est à l'agonie. Et pourtant, une nuit, résonnent les cris d'une femme qui accouche. L'enfant s'appellera Désiré, et la mère refusant qu'on le baptise avant sa neuvième année, il sera dit « l'enfant sans âme » dans ce lieu perdu, où un aveugle dialogue avec le firmament, où une solitaire attend l'amour. A double face – le cheminement des jeunes gens et la vie des villageois –, ce récit est d'une qualité d'écriture assez rare pour un premier ouvrage. D'une construction bien maîtrisée, il est d'un ton original qui ne doit qu'à un style simple – ce paradoxe n'est-ce pas ce qu'on appelle talent ? – passant sans heurt du conte au réalisme. Sous couvert de fable, une image de notre temps (éd. Zoé, 120 p., 95 F.). H. M.

## Un geste vers l'avenir

La maladie et l'espoir vain d'une guérison. Pauline n'aura jamais cinq ans. Récit d'un père, qui sait que les mots sont un combat pour la vie

L'ENFANT ÉTERNEL de Philippe Forest. Gallimard, coll. « L'Infini », 374 p., 130 F.

Pauline a tout juste trois ans. C'est l'hiver. Elle est née un 24 décembre. Elle voit pour la première fois la « vraie » neige, la poudreuse des montagnes. Et le soir, avec son père, la trentaine joyeuse, et sa mère, une jolie blonde d'un peu plus de vingt ans, Pauline joue sous l'édredon du grand lit de la maison de vacances. On rit, on se cache, on se raconte des histoires. L'une de ses préférences ? Celle de Peter Pan, qui commence par cette si belle phrase : « Tous les enfants, sauf un, grandissent. » Ces mots, personne ne le sait encore, désignent le destin de Pauline. Elle n'aura jamais cinq ans.

Au retour des vacances, visite de routine chez le pédiatre. Les parents, attentifs, signalent que l'enfant se plaint parfois d'une douleur au bras. On va faire une radiographie, de routine elle aussi. Le cliché montre une « légère onémalie ». En fait, une tumeur. Le quotidien se dit alors « hôpital » et le temps est rythmé par de nouveaux mots : « examiner », « guérir ». Souffrance, morphine, courage, espoir. Une fois la tumeur jugulée, on opérera, et Pauline vivra, avec un bras un peu atrophié. Ce livre existe parce que la guérison n'a pas eu lieu.

L'enfant éternel n'est pas de ces témoignages qu'on lit avec une curieuse sensation de voyeurisme et qui laissent un sentiment poisseux. Ici, « *Maman ne passe pas ses journées à pleurer, Papa ne s'enfuit pas au travail ou au café. Ils ne battent pas le rappel téléphonique de leurs vieilles relations. Ils ne s'empressent pas de redevenir les tout petits enfants de leurs propres parents.* » Pour écrire le roman de Pauline, il fallait un écrivain, un homme pour qui les mots ne sont pas un pis-aller, une thérapie, mais le lieu même du

combat pour la vie. Philippe Forest ne savait pas qu'il était cet écrivain-là, lui qui avait fixé lucidement ses limites : lecteur, oui, et bon lecteur, mais pas auteur. Son territoire, c'était la littérature des autres (1). Pour analyser, expliquer, commenter, il était rapide, clair, concis. Cela laissait du temps pour jouer aux 7 familles avec Pauline. Dès qu'il voulait raconter, il s'empêtrait dans l'abstraction et n'avait pas le goût de se faire passer pour « poète », même si « rien n'est plus facile aujourd'hui ».

### UNE VICTOIRE

Le voilà désormais auteur d'un roman, « une entaille folle dans le bois du temps ». A mon tour, je refais le geste le plus ancien. J'adresse à personne le salut vide de sens de moi seule moi ouverte (...). Un roman est une victoire – secrète, inutile, dérisoire – dans le temps, un miracle sans gloire (...). Pour rien ni personne, si non celui qui s'obstine à retrouver les mots de ce qui fut sa vie. Ce n'est pas le contraire de ce qu'il a fait jusque-là. Il n'est pas redevenu « humain » après avoir été un intellectuel préoccupé de trouver, abstractionnisme, le sens de la littérature. C'est parce qu'il est cet intellectuel, parce qu'il a compris, de l'intérieur, le propos des écrivains qu'il a passionnément, minutieusement et méthodiquement étudiés, qu'il peut écrire ce récit lucide.

Shakespeare, Hugo, Joyce, Mallarmé... les comprend-on vraiment si l'on ne cherche pas où est la douleur de l'enfant mort, ou englouti dans la folie (la fille de Joyce) ? Le grand lecteur est là, vigilant, qui s'interroge. Mais le père de Pauline, un instant, veut croire qu'il ne les rejoindra pas dans leur malheur. L'été vient de commencer, la petite fille joue dans un grand jardin. L'hôpital est loin. L'opération a eu lieu et semble réussie. « L'existence la plus courte, si l'on en jouit, est une coupe débordante de fruits, de grappes. Elle envire de parfums calmes, elle rassu-

sie de saveurs. » Et si l'été, cette fois, ne finissait pas ?

Quand il s'achève, on n'a pas eu le temps de vraiment s'habituer à l'espoir, et soudain la maladie flambe. Tous ceux qui l'apprennent sont dans l'embarras, la maladresse. Chacun, en miroir, y voit ses angosses, ses désastres, son destin, choisi ou subi. Une femme se sent comme confortée dans son refus de la maternité, des parents se montrent presque soulagés, car le mal qui atteint leur propre enfant leur paraît moins terrible que ce qui menace Pauline. A l'hôpital même, « les comportements ont changé. Il y a des regards qu'il est plus difficile de croiser. D'autres chormons petits malades arrivent chaque mois, et on peut espérer qu'ils se nuîtront moins décevant : ils guériront, eux ! ». Un anécdote pleure, fugitivement. De défaite. Ce qui est vu, de loin, comme un consentement à une forme de barbarie médicale – une opération du poumon, intervention très « lourde », comme on dit – est l'unique porte ouverte sur un hypothétique futur, la chance qu'il faut saisir sous peine de ne jamais se le pardonner.

La chance n'est pas là. Vient alors le moment de compter en semaines, puis en jours. Quand tout est fini, le père se met à sa table et écrit. « Laisse-moi te dire à nouveau les mots par où commençait nos histoires... L'enfant éternel est pourtant un geste vers l'avenir. Non pas le constat morbide d'une existence arrêtée, mais le récit d'une brève destinée, empli de rires et d'odeurs, d'amour, de facéties... On rejouera une fois encore à Peter Pan, celui qui ne grandit pas. Ce n'est pas ce qu'il dévoile de la mort qui rend ce livre bouleversant, c'est ce qu'il montre de la vie et de son roman vrai.

Josyane Savigneau

(1) Il est notamment l'auteur d'un excellent essai, *Histoire de Tel quel* (Seuil, 1995).

## PIERRE MAUROY une biographie de LÉO LAGRANGE

**Pierre Mauroy LÉO LAGRANGE**

Pierre Mauroy nous invite à découvrir l'histoire d'un inconnu célèbre. Léo Lagrange, dont le nom figure sur des milliers d'équipements sportifs, il organisa les premiers congés payés en 1936 et innova par la mise en place d'une réelle politique en faveur de la jeunesse et des loisirs. Il est mort en héros en 1940.

**Denoël**

051 711 111



## « Farce » tragique

L'exode, la révolution de 1917... Et la force du détachement d'une conteuse : Maria Iordanidou

**VACANCES DANS LE CAUCASE**  
de Maria Iordanidou.  
Traduit du grec  
par Bernard Moïssis,  
Actes Sud, 216 p., 118 F.

Qu'est-ce que la Grèce ? « Beaucoup de rois et de chèvres éparpillés sur du marbre », répond Giffard dans *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*. Nostalgie de l'Antique pour les uns, images de cartes postales pour les autres : est-ce parce qu'elle souffre de ces stéréotypes que la jeune littérature grecque, jusqu'à une période récente, n'a pas fait l'objet, en France, de toute la curiosité qu'elle mérite ? Comme si l'ombre portée d'Homère ou d'Hésiode n'en finissait pas de s'étendre jusqu'à nous : comme si rien ne s'était passé depuis Cavafy et Siféri.

Fort heureusement, « l'injustice faite aux Hellènes » (« Le Monde des livres » du 12 juin 1992) semble en voie de réparation. Actes Sud a ouvert en 1991, en coédition avec l'Institut français d'Athènes, un domaine grec qui compte aujourd'hui une dizaine d'auteurs (Rita Galanaki, Thanasia Valtinos, Takis Theodoropoulos...). Les Éditions du Grüt avaient fait de même, tout comme Hatier, qui annonce trois nouvelles livraisons (Kostas Mourseas, Michel Fals et Petros Abatzoglou), tandis que sort aux Belles Lettres un essai sur le roman, de Lakis Progidis, qui fait la part belle à l'écrivain Alexandre Papadimitriou (1). Flammarion « prospecte » et Gallimard prévoit pour 1998 une traduction, par Dominique Grandmont, de l'ensemble de l'œuvre de Constantin Cavafy (2).

En attendant, voici le deuxième livre d'une femme venue de l'autre côté du Bosphore, une Grecque de Constantinople, née il y a exactement un siècle, morte en 1985, et qui découvrit l'écriture à l'âge de soixante-sept ans. Son premier ro-

man, *Lozandra* (3), était une « biographie infidèle » de sa grand-mère, morte en juillet 1914, alors que la « grosse Bertha » sortait des usines Krupp et que le *Graf-Zeppelin* s'enfonçait : un monde nouveau pointait le nez.

C'est en 1914, justement, que commencent ces *Vacances dans le Caucase*. Vacances, si l'on peut dire, car, au moment où la jeune Anna quitte Constantinople pour un simple séjour à Stavropol, elle ignore qu'elle ne reviendra que cinq ans plus tard, après avoir vécu la mobilisation russe, la guerre, l'ascension d'un certain Vladimir Oulianov, les derniers jours du tsar, la révolution de 1917, et l'exode ! Non pas une tragédie, mais « une farce », conclut-elle galement dans les dernières pages.

Car la force de Iordanidou, c'est ce détachement qui vous fait voir un séisme historique comme à travers la vapeur d'un samovar. Et par le petit bout, délibérément « naïf » et naturaliste, de la lorgnette. C'est la couturière à qui l'on ne commande « même plus de duil », car « on ne portait plus que du noir en Russie », ou les « gens du tsar » qui « se font du trocas, car Raspoutine est déchoiné ». Au bout de deux cents pages de ce petit manuel d'éthnologie portative, on a, mine de rien, passé à la loupe le quotidien des Russes pendant ces années-clés (soucis de la bourgeoisie, éducation des enfants, mode, langue et même injures russes...). On s'est laissé gagner par la jovialité bon enfant de Maria Iordanidou, son art de conter, son franc-parler. Et l'on a constaté, une fois de plus, que rien n'efface mieux l'histoire que les histoires.

FL. N.

- (1) *La Conquête du roman*, de Papadimitriou à Bocracé. Préface de Milan Kundera.
- (2) Avec le concours de l'Institut français d'Athènes.
- (3) Actes Sud, 1994. Vient d'être réédité.

## Le sexe, fauteur de troubles

Ludwig Lewisohn, qui fascina tant Freud, jette l'anathème sur les conventions et le puritanisme de la société américaine

**CRIME PASSIONNEL**  
(The Vehement Flame : The Story of Stephen Escott),  
de Ludwig Lewisohn.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Antonin Artaud  
et Bernard Steele.  
Phébus, 363 p., 149 F.

Freud s'est intéressé à son œuvre, Thomas Mann aussi et Artaud pas moins, qui traduisit l'un de ses livres à deux ans de sa première parution. Ludwig Lewisohn aura exercé sur son époque une fascination qui s'est ensuite perdue dans les sables, comme il arrive parfois dans le cours désinvolte des décennies. En son temps, c'est-à-dire à mi-chemin des années funambulesques de l'entre-deux-guerres, *Crime passionnel* connut un retentissement formidable. C'est que ce roman réaliste, s'il empruntait à son époque le classicisme d'une langue superbe et parfaitement maîtrisée, déshéritait d'un coup le voile dont se couvraient alors les principes les mieux établis. Le conformisme en général, l'étroitesse d'esprit et les conventions qui régissent les relations entre les sexes furent les cibles de la fureur froide qui se dégage de *Crime passionnel*.

Issu d'une famille juive et sans fortune dont les racines se trouvaient en Europe, Lewisohn jette l'anathème sur l'Amérique d'alors, son sens des convenances et les excroissances bouffies de sa bouée conscience. Le lecteur est informé dès le commencement du livre, l'historique qu'il s'apprête à découvrir « touche au cœur même de la vie américaine ». Les archétypes qui en émergent, aussi fades que des poupées de son, se nomment l'« Américain moyen », la « femme américaine » nu, dans

un sourire grimaçant, le « parfait Américain ». Et Lewisohn, par la bouche même du criminel, martèle que « les rochers de ce crime sont dans cette terre sur laquelle nous sommes tous ». Au sens large, c'est la « civilisation dont laquelle nous vivons » qui est clouée au pilori.

La grande criminelle, donc, c'est la société gonflée de puritanisme que décrit le narrateur. Stephen Escott, qui a donné son nom à la version originale du roman, est un Américain élevé dans le corset de principes rigides, atteints à l'épanouissement personnel. A

Né à Berlin en 1883 et mort en 1956, Ludwig Lewisohn fut l'un des romanciers qui s'appliquèrent à dévoiler l'abîme de souffrances et d'hypocrisie que recouvrait la bonne conscience américaine. Le *Destin de Mr. Crump*, violente dénonciation du mythe de la famille américaine, parut d'abord à Paris de manière confidentielle, en 1926. Cinq ans plus tard, Plon le publia avec une préface de Thomas Mann. Il fallut attendre 1947 pour que le livre sorte aux États-Unis, en version expurgée. Le livre intitulé *Crime passionnel* date, quant à lui, de 1930. Antonin Artaud et Bernard Steele donnèrent, en 1932, la traduction française (chez Denoël) de ce texte qui connut un succès considérable et fut très vite traduit en une demi-douzaine de langues.

peine sorti de cette enfance austère, il se précipite dans les brancards d'un mariage sans amour véritable, donc raté. Son rôle n'est pas tant celui d'un héros que d'un observateur malheureux, décidé à déconcer les méfaits de la civilisation. Étouffé par toute sorte d'interdits hypocrites, le sexe est au cœur des dysfonctionnements.

Ce sexe dont Freud avait révé l'importance, le romancier américain en fait à la fois la victime et le fauteur de troubles. Dans une société placée sous le joug de la censure sexuelle, les gens meurent aussi bien d'asphyxie que des effets d'une consommation excessive sur des organismes peu prépa-

rés. Ainsi Dorothea, la femme d'Escott, s'éteint des suites d'une maladie que l'auteur présente « comme une révolte de tout son être contre un besoin capital (...) qu'elle s'était acharnée à réprimer ». A l'opposé, le père du narrateur s'effondre brusquement au terme d'une vie sans joie, ponctuée par une seule année d'« excès » qui l'ont irrémédiablement affaibli.

Les « libéraux », qui usent du sexe sans se soucier de l'amour, sont les frères d'armes des puritains, le revers de la même médaille. Le sexe, en somme, est un combustible bauteur

tensions entre des pôles opposés. Aux antipodes du « parfait Américain », il y a David Sampson, l'avocat juif épris de liberté et de vérité. De la même manière, l'« oppression morale » est associée à l'ombre, au froid, au silence, tandis que la liberté l'est au soleil et à sa « douce chaleur ». Enfin, l'abondant vocabulaire de la contrainte et de l'asservissement répond à celui qui enveloppe l'amour, le désir inassouvi, le sexe. D'un côté, il est question de « nécessité à laquelle je ne pouvais rien », de « soumission », de « liens ouverts forts qu'implicables » et, même, de « servitude physique » ou de « servitude mutuelle à perpétuité » — au sujet du mariage conventionnel, qui en prend pour son grade. De l'autre, brûlent des « brosiers », des « feux », des « fièvres » et des « flammes tumultueuses ».

Ecartelés, réduits à l'état de prisonniers faussement volontaires, les individus sont pris au piège de cette tension au cœur de laquelle rougeole le grand incendie du sexe. « Leur âme est perpétuellement tiraillée et coupée en deux », explique le narrateur. D'où le fréquent décalage entre ce qu'ils ressentent et ce qu'ils disent, entre leur « idéalisme » et la glaciale réalité. Tout est « faux », depuis les principes jusqu'aux projets. Les mœurs « innocentes » et « stériles » reviennent à plusieurs reprises, comme pour souligner l'impuissance des hommes. Loin de ceux qui pensent que cette tension fut l'un des moteurs de l'humanité, Lewisohn y voit un frein effrayant. Et c'est, finalement, à une guerre immonde que s'adonnent les êtres, sans guerre sans repos, sinon sans espoir, dans l'attente principal serait constamment bafoué dans la bataille.

Raphaële Réroffe

## Rouge indien

Au nom de sa tribu du Dakota, Louise Erdrich tisse le roman d'un peuple en survie

**BINGO PALACE**  
de Louise Erdrich.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Marianne Véron,  
Robert Laffont, 346 p., 139 F.

Nous : le premier chapitre de *Bingo Palace* — et lui seul — est écrit à la première personne du pluriel. Louise Erdrich nous parle depuis le Dakota où vit sa tribu. En son nom.

Le nous est conscience maternelle, amusée et grave, il est survie d'un peuple passé de l'épopée aux faits divers. Il maintient ensemble, dans une unité et une chaleur fragiles, les fragments d'un univers filé, où cherche à se lire la permanence d'une unique généalogie. « Nous secouons la tête, nous essayons d'avancer d'une façon, puis d'une autre. Le cordon rouge qui relie la mère à l'enfant est l'espoir de notre nation. Il tire, il crisse, il s'émouline, il file, il brise. Et comme il tient bien. » Sans militantisme aucun, Louise Erdrich tisse son récit de ce cordon. Le rouge, rouge indien, est la dominante assumée. Tout caractère fait food de lui. Il apporte une consistance tout à fait particulière au genre, un tempo fait d'allers et retours entre logique et magie, entre sommeil et veille, une course éperdue qui conduit les personnages à se heurter au réel, à y aviver

leurs plaies comme pour teinter d'éveil un peu d'amour. Chacun se cherche dans le labyrinthe qu'il a contribué à dessiner : « L'histoire nous entortille, forçant le cerveau, et l'on se retrouve à tenter de remonter le fil jusqu'au début, à s'efforcer de remettre de l'ordre dans les familles et de donner un sens aux choses. »

Le jeune Lipsha Morrissey est du parti des éternels floués. Parents proches ou lointains, morts ou vivants, représentés pour lui l'espoir d'un pôle fixe. Un recours. Il en appelle à son passé et au leur, les fouille, les plénit, les somme de l'aider à vivre. Il s'enfonce au plus profond des songes, dans leur dimension salvatrice, à laquelle il tente de donner une consistance diurne. Porté par la passion qu'il voue à la belle Shawnee Ray, tête froide et reine des danseuses d'herbe, il se révèle capable, au cours de brèves éclaircies, de rivaliser avec celui qui est également son oncle et son patron, Lyman Lamartine, « un flot possédant dans un océan de dépossédés », richissime manipulateur qui veille aux destins du Bingo (Loto) local.

En écrivant *Bingo Palace*, Louise Erdrich a constaté qu'elle n'avait fait que poursuivre depuis dix ans un seul roman en quatre tomes, dont *L'Amour sorcier* était le premier volet. Pour mieux armer l'ensemble, elle y ajoutait alors quatre nouveaux chapitres qui le rapprochaient de l'opus dernier. Disparue dans la tempête de neige de l'Amour sorcier (1), Jume Kashpaw envoya son propre fantôme visiter son fils Lipsha dans *Bingo Palace*. Avant que lui aussi, au terme d'une ultime équipée ratée du côté de Fargo, s'enfonce à jamais dans la neige. De la vraie neige, mais aussi du blanc, la métaphore du monde glacé des Blancs qui continue de recouvrir silencieusement celui des Indiens.

J.-L. R.

(1) Robert Laffont.

## Sherman Alexie, sans compromis

Agir par la magie de l'écriture, par le souffle de la poésie baignée aux légendes ancestrales. C'est la voie que la plume rebelle de la réserve Spokane a choisi pour affirmer son refus d'intégration

**INDIAN BLUES**  
(Reservation Blues)  
de Sherman Alexie.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Michel Lederer,  
Albin Michel, 305 p., 130 F.

Six pieds deux pouces droits dans les baskets. La main large comme le sourire. Des pommettes bautes. Une chevelure de jais lisse, indienne. Sherman Alexie (trente ans) a la voix chaude et posée du lecteur public aguerri. « J'aimais Baldwin à dire ce qu'il devait au racisme. Il était noir parce que les gens le voyaient comme noir. J'ai besoin de sentir que je suis indien dans le regard des autres. Sinon, j'ai l'impression de disparaître. C'est évidemment dangereux de dépendre d'une identité extérieure. Mais je refuse tout compromis. Je dis non à l'intégration. »

Radical et pacifiste, quoique en guerre contre l'Amérique blanche, l'auteur d'*Indian Blues* a écrit et publié quatre ans deux romans, un recueil de nouvelles et sept de poésies. Il n'y a pas plus de deux cents écrivains littéraires (il souligne fièrement le mot) qui vivent de leur plume aux États-Unis, et je suis l'un d'eux. L'Amérique ? « On veut absolument séparer politique et littérature. Les critiques prétendent que la littérature doit être universelle et sans opinions. Elles sont dans mon écriture. Il m'importe peu d'être politique que d'être un grand écrivain. Mais être un grand écrivain rend plus efficace sur le plan politique. »

Roman d'opinion, *Indian Blues* ne l'est que du bout des lèvres. Ses rockers indiens (les Coyote Springs), naïfs et géocrocs, « dont on traîne vite et en silence les corps dans le XX<sup>e</sup> siècle, tandis que leurs âmes restent quelque part dans le XIX<sup>e</sup> » sont victimes des chevaliers (blancs) du show-

biz, comme leurs ancêtres le furent de la cavalerie yankee, même si le carnet de chèques est moins meurtrier que la Winchester. Mais Sherman Alexie est d'abord un conteur. L'essetiel tient dans la course hétéroclite d'une vieille camionnette bleue, zigzaguant sur les routes de moonshine, tirée-poussée par l'espoir qu'entre des mains indiennes, la guitare mythique du bluesman Robert Johnson pourrait « changer le monde ».

Ce sexe dont Freud avait révé l'importance, le romancier américain en fait à la fois la victime et le fauteur de troubles. Dans une société placée sous le joug de la censure sexuelle, les gens meurent aussi bien d'asphyxie que des effets d'une consommation excessive sur des organismes peu prépa-

rés. Ainsi Dorothea, la femme d'Escott, s'éteint des suites d'une maladie que l'auteur présente « comme une révolte de tout son être contre un besoin capital (...) qu'elle s'était acharnée à réprimer ». A l'opposé, le père du narrateur s'effondre brusquement au terme d'une vie sans joie, ponctuée par une seule année d'« excès » qui l'ont irrémédiablement affaibli.

Les « libéraux », qui usent du sexe sans se soucier de l'amour, sont les frères d'armes des puritains, le revers de la même médaille. Le sexe, en somme, est un combustible bauteur

qu'« être indien, c'est comme être pauvre pendant la dépression ». Il s'identifie aux « parias de la société », au sous-prolétariat de Dickens et Zola. Il aime proclamer ce nom : Zola, à la fois exotique et familier. Car Germinol aurait pu se donner à sa porte. Le monstre vivant du Valenciennois ne ressemble-t-il pas à la mine d'uranium géante exploitée sur le territoire de la réserve ?

« JE SUIS UNE ANOMALIE »

« Les livres n'appartiennent pas à notre vie quotidienne. Être un intellectuel est une chose étrange dans une réserve. Je suis une anomalie. » A quatorze ans, il part au lycée. Un établissement conservateur et raciste. Il est le seul indien dans un monde blanc. Son ambition intellectuelle le fait reconnaître. Il sera pédagogue. Mais à l'université, il cale devant la dissection d'un corps. Il s'est mis à boire. Il se réfugie dans un atelier d'écriture poétique. « Je pensais qu'un artiste devait être autodestructeur. Qu'il fallait souffrir pour créer. Puis j'ai compris qu'écrire était une forme d'automédication. Cela m'a aidé à abandonner l'alcool, à restaurer ma confiance en moi-même. »

La découverte de T. S. Eliot et d'Emily Dickinson est moins importante que celle de Leslie Marmon Silko et de Le Roi Jones, de poètes asiatiques, latinos, de femmes, d'homosexuels, de pauvres blancs. Il n'est plus seul. Il a une mission. « J'ai compris que je pouvais dispenser à mon tour la magie par l'écriture, agir sur la vie des autres, comme on l'avait fait sur la mienne. » Rien qui le mette en règle avec sa tribu. Bleu au contraire. « Écrire est l'activité la plus égoïste qui soit. Il faut se questionner sans cesse. Être rebelle. Écarter les frontières. » Et la société tribale a besoin de frontières pour se protéger. Les Indiens forment une communauté

où chacun est intimement lié aux autres, où personne ne peut prétendre se distinguer individuellement. Il leur paraît arrogant : « Je suis un scoundrel », avoue-t-il.

Pourtant, il se censure. Il refuse d'écrire sur certains rites : « Ce serait comme répéter ce qu'on vous confie dans un confessionnal. Nos secrets ne doivent pas devenir un objet de littérature. D'autant que le roman est une expérience profane. » La poésie, en revanche, est au plus près de la vie quotidienne, des cérémonies. Elle est une expression « naturelle », et d'autant plus qu'elle « o éte honneur des États-Unis, alors que l'humanité respire dans la métaphore ».

Alors, dans *Indian Blues*, le roman remonte régulièrement prendre son souffle dans la poésie. Dans la musique, dans le rythme, les ruptures et les répétitions. Et dans un air tout aussi vif : celui d'un comique intense et désespéré. « Rire est devenu une cérémonie pour les Indiens. Une cérémonie de guérison. Ce sont ceux qui souffrent le plus qui sont les plus drôles. Nos meilleurs comiques viennent de familles brisées. Notre salut vient de la lutte pour guérir, et la littérature a son rôle à jouer. C'est même le seul moyen d'engager ce combat. »

Jean-Louis Ferrier

VOUS CHERCHEZ UN  
**LIVRE ÉPUISÉ ?**

Une seule adresse  
**LE TOUR DU MONDE**  
et son réseau de 250 correspondants

3, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
Tél. : 01.42.88.73.88  
Fax : 01.42.88.40.67

**ECRIVAINS**

pour vos envois  
de manuscrits  
renseignements :

**Editions LA BRUYERE**  
128, rue de Belleville  
75020 PARIS  
Tél. (1) 43.66.16.43



# Le phénomène Enid Blyton

Avant même les célébrations du centième anniversaire de la naissance de la créatrice du « Club des Cinq » et de « Oui-Oui » la fièvre de la « blytonmanie » s'est emparée de Londres. Retour sur un auteur quelque peu controversé

C'était à Londres, peu avant Noël. Un curieux signe lumineux barrait Regent Street : la signature d'Enid Blyton flottait dans l'air, en lettres de néon. Pour fêter la reine de la fiction populaire pour enfants, docteur en littérature cette année le centième anniversaire de la naissance – le 11 août 1897, à East Dulwich, au sud de Londres –, les Anglais n'ont pas attendu 1997. Depuis plusieurs mois, l'auteur du Club des Cinq (The Famous Five), de Oui-Oui (Noddy), du Clon des Sept (The Secret Seven) ou des Mystères revient en force outre-Manche. Les télévisions lui font la part belle, le Royal Mail va éditer un timbre à son effigie : on parle déjà de « blytonmanie ».

Le marketing n'est pas étranger à l'affaire. En février 1996, le puissant groupe Trocadero, qui possède une partie de Piccadilly Circus, a acheté pour 13 millions de livres (17 millions de francs) les droits moraux d'Enid Blyton. Près de 500 livres, 10 000 nouvelles, de nombreux médias, une soixantaine de personnages originaux : on imagine ce qu'une telle mine, « déclinée » comme il se doit, peut engendrer de séries télévisées, de cassettes vidéo, de tee-shirts et de broches à dents. Après Batman, Babar ou Peter Rabbit, l'univers blytonien sera-t-il adaptable au monde du CD-ROM et des consoles vidéo ? Pour Patrick Donovan, de Trocadero, cela ne fait aucun doute : Blyton sera bientôt le « Disney britannique » ! (The Guardian, 7 mai 1996).

En France, heureusement, ces effusions commerciales sont plus discrètes. Hachette, qui publie la romancière depuis 1955 et déclare avoir vendu depuis cette date, tous titres confondus, près de 50 millions de volumes, prépare bien une « opération Blyton » à partir de février (1). Mais rien qui puisse masquer l'essentiel, l'auteur et ses livres.

Quel est donc ce « phénomène sociologique », qui passionna des millions de jeunes mais reste, en fait, beaucoup moins célèbre que ses héros ? L'aînée d'une famille de trois enfants. Le père, représentant d'une fabrique de couteaux de Sheffield, est autodidacte et amateur de livres. Très tôt, la jeune Enid, qui a l'imagination débordante, se réfugie dans l'écriture. A quatorze ans, elle publie dans un magazine son premier poème. Plus tard, elle fait l'expérience de l'enseignement, d'où elle gardera le désir d'offrir aux enfants des livres « sur mesure ».

Puis elle décide de se consacrer à son « œuvre ». Poèmes, contes de fées, histoires humoristiques : plus de 50 ouvrages paraissent entre 1924 et 1936. En 1938 sort son premier roman d'aventures, The Secret Island (Le Mystère de l'île verte) et en 1942, Five on a Treasure Island (Le Club des Cinq et le Trésor de l'île), le premier d'une longue et fructueuse série.

Ce qui frappe dès cette époque, c'est sa prodigieuse capacité de travail : 11 livres en 1940, 37 en 1955... Dans une lettre où elle évoque sa technique d'écriture, Blyton parle d'elle comme d'un médium : « Je ferme les yeux, je fais le vide dans mon esprit et j'attends (...) Mes personnages apparaissent (...) Mes doigts s'emparent du clavier de la machine et je commence. La première phrase surgit sans se faire prier. (...) Je n'ai à me préoccuper de rien. (...) Plus loin : « La fait d'écrire livre après livre sans jamais savoir d'avance ce qui va se passer peut paraître idiot, c'est pourtant ce qui arrive. Quelquefois, un personnage fait un jeu d'esprit très amusant (...) et je me dis : "Vraiment, je n'aurais jamais trouvé cela moi-même !" »

En 1943, Blyton se remarie avec un chirurgien de renom, Kenneth Darrell Waters. Avec lui, elle crée la Darrell Waters Ltd, destinée à



« Je ferme les yeux, je fais le vide (...) Mes personnages apparaissent. Mes doigts s'emparent du clavier ».

coordonner l'ensemble, de plus en plus complexe, de ses publications, et à gérer ses intérêts financiers. La machine Blyton tourne bientôt à plein régime. Les livres sont traduits dans cent trente langues. Les tirages atteignent ceux de la Bible et de Karl Marx. On lance même un magazine, et des clubs destinés à lever des fonds pour les enfants malades. Blyton, elle, roule en Rolls-Royce et vit dans son luxueux manoir de Green Hedges.

Et la femme dans tout ça ? Charmante anglaise ou cruelle ogresse ? François Rivière, dans Souvenir d'Enid Blyton (Ram-

say, 1982), lui élève une sorte de temple ému et passionné, concède pourtant que « Miss Blyton était un commerce exécrable durant la rédaction de ses œuvres ». « Le malin mariage au réveil éblouissant (...) suffisait pour que l'un ou l'autre membre de la domesticité ait à craindre pour son poste. » Les deux filles de Blyton, Gillian et Imogen, qui ont chacune écrit une biographie de leur mère, morte en 1968, ne semblent pas d'accord sur la question. Si la première décrit la suave et talentueuse créatrice, la seconde la présente comme une cruelle et perverse créature, empêchant ses enfants de revoir leur

père, son premier mari, après leur divorce, du manigancant le limogeage de ce dernier (The Independent, 10 décembre 1996).

Bref, le personnage semble aussi controversé que son œuvre. On se souvient combien les séries de Blyton ont pu susciter de critiques : « Vocabulaire restreint, personnages stéréotypés, suspense artificiel et répétitif », notait Marc Soriano dans le livre de Marie-Pierre et Michel Mathieu-Calas, Le Dossier Club des Cinq (Ménard/L'Ecole, 1983) (2), tandis que leurs supporters louaient ces « livres umarcés », épatantes transitions vers d'autres lectures (« Le Monde des livres » du 29 avril 1994).

Le nouveau « propriétaire » de la marque, lui, n'a pas d'états d'âme. Les valeurs simples d'Enid Blyton – « cadres rassurants, aventures sans risque, policiers bêtes, criminels sans imagination » – seraient justement, en cette fin de siècle, l'atout majeur de la romancière. Surtout s'il s'agit de s'attacher au marché américain, où celle-ci n'a jamais vraiment percé. Des livres « passionnants, sans sexe ni violence gratuite », « Blyton est faite pour l'Amérique », explique-t-on chez Trocadero.

Voilà donc Annie, François, Claude, Mick et l'immortel Dagobert en partance pour le Nouveau Monde. Enid Blyton, la centenaire apparemment ressuscitée, renait-elle de l'autre côté de l'Atlantique ?

Florence Noiville

(1) Journées promotionnelles sur Europe 1 les 25 et 26 février, diffusion de la série « Club des Cinq » en mars sur France 3 et animations dans les points de vente.

(2) Ce livre fournit une étude remarquable du « système » Blyton : structure des histoires (mystère à résoudre, victime à retrouver...), décors (lieux isolés, vieilles demeures, souterrains...), rapports enfants/adultes, traduction, etc.

## Un imagier d'œuvres d'art avant tout

CHEVEUX, BATEAUX, CHAPEAUX, CHEVAUX d'Agnès Rosenthal. Autrement jeunesse, coll. « Peinture », 44 p., 75 F. A partir de 3 ans.

Sans doute est-ce injuste, mais c'est ainsi. La production jeunesse a été si créative ces dernières années que, lorsqu'un éditeur reconstruit une œuvre, on souhaite qu'il nous surprenne à son tour. Le pari est chaque fois plus difficile, mais c'est bien là l'enjeu. Et lorsque l'éditeur s'appelle Autrement, on attend a fortiori des ouvrages... différents.

On est d'abord séduit par l'élégance des livres d'Agnès Rosenthal – la mère de Mimi Crucra – qui marquent les premières créations d'Autrement jeunesse. Son idée, associée, « sujet par sujet, une présentation des chefs-d'œuvre de la peinture avec des clins d'œil complices d'écrivains », semble elle aussi intéressante. A y regarder de près, le rapport texte/image, hélas, ne fonctionne pas toujours bien. Que vient faire Desnos et sa « fourmi de dix-huit mètres... » en face du portrait d'Hortense Valpignon par Degas ? A ce sentiment de « plaque » s'ajoute une curieuse idée du public visé. Que peut comprendre un enfant de 3 ans à « Instantanément, voilà les toiles des vergues brassées carrées... », de Melville, ou au célèbre « Vois sur ces canaux, darrin ces voissieux... » de Baudelaire ? (Au passage, on regrette que l'origine des citations ne soit pas indiquée et que la liste des peintres, à la fin, suive un ordre qui n'a rien à voir avec celui du livre).

Il reste l'idée de l'imagier-œuvres d'art, qu'Alain Le Saux et Grégoire Solotareff avaient explorée dès 1992 (cependant Petit Musée à l'école des loisirs). Ceux-ci, il est vrai, sont thématiques, ce qui fait certainement leur valeur ajoutée. FL N.

## Premières angoisses

Mieux appréhender les réactions du tout-petit dans sa découverte du monde, tel est le propos d'Alicia Lieberman

LA VIE EMOTIONNELLE DU TOUT-PETIT (The Emotional Life of the Toddler) d'Alicia Lieberman. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claire Joly, éd. Odile Jacob, 258 p., 135 F.

Domage que cet ouvrage de vulgarisation, par ailleurs complet et sérieux, n'évite pas toujours les banalités ou les évidences telles que (« c'est la première phrase du livre : « Vivre avec un jeune enfant est en soi une expérience passionnante. » Ou : « Les bébés apparaissent comme des individus uniques dès leur naissance. »

Mais si l'on passe sur ces généralités, et si l'on accepte le mélange des genres qui veut que l'on oscille souvent entre la pratique (apprentissage de la propreté, difficultés nocturnes, système de garde...) et le théorique (types de tempéraments et socialisation du tempérament, timidités précoces, premières angoisses...), on peut penser que ces quelque 250 pages, rédigées dans un langage simple et illustrées de cas concrets, pourront rendre service à un parent soucieux de mieux comprendre les mécanismes émotionnels et les grandes étapes du développement chez le tout-petit.

Tout-petit ? En anglais, toddler (celui qui marche encore d'une démarche mal assurée). En réalité, le propos d'Alicia Lieberman, professeur de psychologie à l'université de San Francisco et spécialiste des relations parents-enfants, englobe la période qui va de un à trois ans, « avec ses problèmes physiologiques et psychologiques spécifiques ».

L'un d'eux, qui n'est pas le moins passionnant, est celui de l'angoisse. Alicia Lieberman en décrit les origines et les manifestations lors de la première année, comment se mettent en place les

sentiments élémentaires de sécurité et de crainte, et comment ces peurs se transforment dans les années qui suivent.

Pour ce faire, elle remonte notamment à la vie in utero. S'appuyant sur les travaux de T. Humphrey, elle écrit qu'il y a « de fortes chances pour qu'un fœtus soit capable de ressentir des émotions ». Que « les premières recherches sur la vie utérine ont montré l'existence d'expressions faciales de dégoût, de tristesse, de bonheur et de peur chez le fœtus ». Et que ce dernier « éprouve peut-être une forme rudimentaire d'angoisse ».

Plus tard, cette angoisse peut être « instructive » : elle sert à « signaler que quelque chose de dangereux va se produire ». L'humour ou le jeu pourrout alors aider à la maîtriser. Toutefois, que se passe-t-il lorsque, « excessive », elle cesse d'être mécanisme d'apprentissage pour devenir un handicap invalidant ? Alicia Lieberman n'explique pas pourquoi telle expérience terrifiera un tout-petit alors qu'elle en réjouira un autre, pourquoi les uns ne supporteront pas la première visite à la piscine et les autres se rouleront par terre à la vue de ballons. Mais elle dresse et commente une typologie éclairante des situations qui, en dépit des différences individuelles, effraient tous les jeunes enfants (séparations, menaces d'abandon, commentaires généralisateurs qui font croire à l'enfant qu'il est intrinsèquement méchant ou qu'il peut faire du mal) et montre que le langage courant peut être vecteur de craintes. Elle analyse enfin les stratégies affectives pour repousser l'angoisse : (comportement d'évitement, combat, agressivité, autopunitio, inhibition...). Des développements simples et de bon sens mais qui devraient pouvoir aider le parent confronté à ses limites en matière d'éducation et de protection.

FL N.

## L'indémontable Père Castor à petit prix

Les Nains et le géant, Perlette goutte d'eau, Michka, La Plume du caneton, La Chèvre de Monsieur Seguin, La Bonne Vieille, L'Oiseau de pluie, Conte de la Marguerite, Bravo tartine, Chante pinson, Le Singe et Philoménine, Un petit chachal très malin. Flammarion, coll. « Mini Castor », 24 p., 10 F.

Il était une fois les histoires du Père Castor, de petits albums souples et maniables qui se ressemblaient à rien de connu lorsqu'ils firent leur apparition, dans les années 30, sous la boulette de Paul Faucher, un ancien libraire passionné d'éducation.

Il y avait Michka, le petit ours en peluche aux grandes oreilles doveteuses qui en eut assez, un jour, d'être le joujou d'une vilaine petite fille. Il y avait La Bonne Vieille qui recueillait les animaux quand le temps n'était pas assez clément pour qu'ils restent à gambader dehors. Il y avait Perlette, la goutte d'eau qui décida de quitter son nuage rose pour aller se promener sur la terre ferme. Et Marguerite, la fleur qui cherchait son mouton préféré, celui auquel elle avait donné deux pétales de sa jolie robe.

L'amitié, la précoction, l'orgueil, l'égoïsme, la ruse... sont au rendez-vous de la nouvelle collection « Mini Castor », qui sort ces jours-ci chez Flammarion. Ces grands classiques de la jeunesse, parus entre 1941 et 1976, sont désormais disponibles en un petit format carré parfaitement adapté à une poche d'enfant, au prix imbattable de 10 francs l'unité. Les textes et les illustrations d'origine sont intégralement respectés, et la diversité des styles permet de tous les (re)découvrir, les uns après les autres, dans le sillage d'un enfant, d'un caneton ou d'un chachal, sans jamais se lasser.

Sylvaine Jeminet

## Nouvelle adresse pour la jeunesse

Objectif de Rue du monde, maison d'édition que vient de créer Alain Serre : « Favoriser le regard critique »

Cela s'appelle Rue du monde, « comme une adresse, un chemin qui mènerait l'enfant, au-delà du noyau familial, vers l'univers qui l'entoure ». Ainsi Alain Serre, auteur d'une quarantaine de livres pour la jeunesse, et d'un intéressant travail de poésie chez Cheyne éditeur (1), présente-t-il la maison d'édition qu'il est en train de créer.

Une nouvelle venue dans le paysage éditorial ? Il y a a priori de quoi se réjouir, quand, de plusieurs parts, c'est plutôt l'affaiblissement qui prévaut (mise en sommeil du Saurire qui mord, fragilisation de Syros, disparition de la Farandole). Le fonds de cette dernière, mise en

liquidation en mai 1994, intéresse d'ailleurs Alain Serre qui se dit prêt à « reprendre tout ou partie du stock, ainsi éventuellement que la marque, afin que les principaux titres soient à nouveau disponibles ».

En attendant, après Le Grand livre des droits de l'enfant, illustré par Pef, sortiront cette année, sous le label Rue du monde, un livre de Michel Piquemal et Serge Bloch « Épinglant la publicité », une anthologie poétique autour de la différence et de l'antiracisme préfacée par Albert Jacquard, et un album célébrant le tricentenaire des Contes de Perrault.

Ouvrages qui, selon Alain Serre,

« favorisent le regard critique », quand les éditeurs ont trop souvent une « vision consensuelle et malle de l'enfance ». L'originalité de l'entreprise : son système d'abonnements, source de trésorerie qui permettra aux écoles et aux bibliothèques de recevoir en exclusivité quatre livres par an avant leur présence en librairie. FL N.

(1) Dernier recueil paru : Il y a le monde, long poème, peuplé de menues poussières », coll. « Poèmes pour grandir », 64 p., 80 F.

\* Rue du monde, 7, rue du Maine, 75014 Paris.

1997

le Centre Georges Pompidou 20 ans d'édition

3 catalogues patrimoniaux à prix de lancement jusqu'au 15 mars 1997

La Collection du Musée national d'art moderne. 1966/1996  
382 pages. 100 ill. noir et blanc, 800 ill. couleurs.  
Relié sous jaquette. 360 F jusqu'au 15/03/97, puis 400 F.

L'art du mouvement  
Collection cinématographique du Musée national d'art moderne  
496 pages. 600 ill. noir et blanc, 42 ill. couleurs.  
Relié sous jaquette. 395 F jusqu'au 15/03/97, puis 450 F.

La Collection de photographies du Musée national d'art moderne. 1905/1948  
518 pages. 1130 ill. noir et blanc, 100 ill. couleurs.  
Relié sous jaquette. 395 F jusqu'au 15/03/97, puis 450 F.

Centre Georges Pompidou Editions

051 711 111



## Les souffrances de Franz

Roman plus que biographie, le « Schubert » de Peter Härtling se veut un livre d'images

**SCHUBERT**  
de Peter Härtling.  
Traduit de l'allemand  
par Claude Porcell.  
Seuil, 265 p., 130 F.

Il y a une grande photographie de Kosuth qui montre simplement une chaise; et sur la légende on peut lire: « Ceci n'est pas une chaise. » De la même façon, le livre de Härtling portant le titre *Schubert* pourrait être accompagné du sous-titre: « Ceci n'est pas une biographie. » Si le récit s'appuie manifestement sur une recherche minutieuse, s'il fait référence à des lettres et des témoignages, il se contente, pour une grande part, de reprendre des documents déjà connus et n'apporte rien de véritablement nouveau sur la vie de Schubert. S'il ne verse ni dans la sensiblerie ni dans l'hagiographie, Härtling a pourtant soin aussi d'arrondir les angles, effaçant les traits du personnage qui pourraient être trop à son désavantage. Härtling ne revient pas sur l'image du compositeur foncièrement malheureux, qui a remplacé la tenace image d'un gentil Schubert au visage poupin, entouré d'une joyeuse et civile société entonnant en chœur des *Lieder*, mais il édulcore tout ce qui est pathologique. Le complexe d'Oedipe fait place à un attachement tendre pour une mère morte trop tôt; l'alcoolisme est remplacé par une teondance conviviale à la boisson, qui met rarement le corps à quatre pattes; quant à la syphilis, elle est contractée dans une sorte d'état rumantico-somnambulique où la volonté et la libido du compositeur semblent être déconnectées. Les spécialistes auront là matière à critiques et rectifications. Le propos de Härtling est ailleurs.

Si Härtling apparaît moins radical et moins téméraire que Hildesheimer qui, dans son remarquable *Mozart* (1), avait insisté sur

la subjectivité du biographe, seule capable à ses yeux de nous faire toucher du doigt le mystère du génie, il n'en choisit pas moins d'investir aussi son personnage de l'intérieur, reprenant le procédé éprouvé dans ses biographies sur Lenau (2) et Hölderlin (3). Et le livre se parcourt effectivement comme un roman où abondent les images. Plus que par le résultat d'investigations érudites, c'est par l'empathie qui se développe entre l'auteur et son personnage que le livre prend toute sa valeur. On devine beaucoup de tendresse pour ce personnage vif et de petite taille (Schubert ne dépasse pas le mètre soixante), marginal et épris de respectabilité, timide avec les femmes et possédé par une véritable frénésie de la composition. Härtling devient un double de Schubert (« Il y a maintenant assez longtemps que je marche avec lui... »), et quand la mémoire de l'histoire a des lacunes, c'est la propre mémoire de l'auteur qui vient à la rescousse, légitimée par cette familiarité avec le compositeur qui fonde l'amitié; elle juue d'ailleurs un grand rôle dans la vie de Schubert. Très vite éloigné de sa famille, il a su trouver aide et réconfort auprès de personnes qui l'ont hébergé, l'ont aidé à publier ses œuvres et organisé ces fameuses « Schubertiades » sur fond de censure. Härtling fait revivre Schubert, donnant à voir ce qui a été, ce qui aurait pu être, effleurant les failles et les angoisses de cet homme « qui a besoin de tout le monde et veut être tout seul », convaincu qu'il est de n'avoir jamais été finalement qu'un « pantin musical ».

Pierre Desbusses

(1) Traduit par C. Caillé, Lattès, 1979.  
(2) *Niemisch ou l'immobilité*, traduit par B. Lortholary, Seuil, 1966.  
(3) *Hölderlin*, traduit par J. Jaccotet, Seuil, 1980.

## La chimère de Faust

Suite de la page 1

Malgré l'admiration de Schumann et de Nietzsche - « Il gaspilla sa richesse à plaines mains et d'un cœur généreux » -, il reste à rencontrer un musicien abusivement inscrit dans la logique du XIX<sup>e</sup> siècle où l'excellence devient l'obsession. Vrai fils des Lumières, baroques et classiques, Schubert n'a pas la même impérieuse conviction que sent le chef-d'œuvre importe.

Premier grand musicien viennois, il se voit paradoxalement fermer toutes les voies royales. Chanteur et instrumentiste accompli, il n'est pas virtuose, et les directeurs d'orchestre attendent encore leur statut professionnel. Auteur d'opéras jamais représentés, il manque la dernière chance de s'imposer. Il est marginal donc, ce que sanctionne une situation financière et sociale précaire; marginal aussi par rapport à l'héritage beethovenien; malgré une admiration sincère et les indices sensibles de son influence, il ne suit pas ses traces: aucun héroïsme, aucune élaboration thématique complexe, mais des « onanices équivoques », qui inventent un type propre de rupture avec le classicisme sans rien devoir au maître.

Schubert transforme le cri héroïque initial en simple murmure, bientôt en silence. Pas de bravoure donc. Lorsque la diva Anna Milder lui demande un lied au brio théâtral, il finit par écrire *Der Hirt auf dem Felsen*, où l'éclair vermineux espéré devient une illusion au service de l'intimité du chant. Le *Winterreise*, pareillement, ne propose nul écrien sensoriel, ni caractérisation psychologique du voyageur. Le *Wanderer* est vu de dos, face à la nature qui confisque une force quasi religieuse. Paysage sorti tout droit des toiles de Friedrich.



« Der Wanderer über dem Nebelmeer » (Le Voyageur au-dessus d'une mer de nuages) (1818) de Caspar David Friedrich

L'obsession de la mort, souvent traquée dans l'œuvre, n'a plus dès lors la même résonance. C'est la chance de l'homme que la nature absorbe, adoucissant l'horreur de la réalité, fusion cosmique qui o'est permise sans drame qu'au génie, pour parodier Schiller.

Le chant de Schubert entend condenser la vie en un instant unique, ou, à l'inverse, dilater cette concentration en éternité. C'est le vieux rêve faustéen de Goethe: « Quand je pourrais dire à l'instant: arrête-toi, tu es si beau... » Le musicien poursuit la chimère de Faust, et le lied, ressource populaire constitutive de l'identité musicale allemande, convient mieux que l'opéra, sa théâtralisation du son pouvant se

dispenser de toute représentation réelle: Stricker parle finement de « dramaturgie de rêve ». Reste la question de l'inabouti et les problèmes qu'elle soulève, puisque l'œuvre laissée en suspens, si fréquente chez Schubert, n'exclut pas la reprise ou la révision. L'inspiration peut-elle faire défaut au génie? C'est une « vérité désagréable », dont le musicien clatole « qu'il ne faille l'admettre et s'en contenter ». Schubert ou le parcours heurté d'une émaocipation? Saos doute, si l'on suit la chronologie de ses métamorphoses et de ses doutes, « affolement momentané de la boussole ».

Ce n'est pas la lecture de Jacques Drillon, dont on retrouvera avec bonheur la merveilleuse

leuse approche parue il y a neuf ans. Son éloge de l'inachèvement, qui tient moins de la réflexion savante que de l'élan compassionnel, donne à entendre avec des mots l'inspiration fulgurante de Schubert pétrifiée avant terme. Serait-ce là une conséquence de l'inhibition face au modèle beethovenien? Ce n'est pas si sûr. L'achèvement fait en quelque sorte partie de son langage comme la modulation rapide et l'inspiration populaire. Drillon porte un regard fraternel d'une intimité extrême, le seul qui autorise confidences et aveux. Les chemins bifurquents, les pistes sont abandonnées inopioément, déroutement qui se soucie peu d'être perçu comme un défaut d'accomplissement. En fait, ces parcours huiisonniers séduisent; courbes et détours sont le principe même du bonheur. Embarqué par le vertige de l'abstraction et de la « jouissance » - Drillon insiste: « pas d'autre mot pour décrire cette douleur si particulière qu'il peut y avoir à écouter une musique n'ayant d'autre objet qu'elle-même » - l'auteur retrouve la violence, la douceur, plus encore « l'inattaquable clarté » nécessaire chez Bach et Mozart. Comme une morale de l'imperfection, un retrait de l'orbe de la puissance. Puisse-on sous cette année de commémorations obstinées reconnaître moins l'homme que l'entrant, le vagabond dont la fantaisie dit le monde.

Philippe-Jean Catinchi

\* Signalons deux grands classiques: le *Schubert* de Brigitte Massin (Fayard, coll. « Les indispensables de la musique », 1 400 p., 130 F) et, tout juste réédité, *Schubert, portrait d'un musicien*, d'Alfred Einstein (Gallimard, coll. « Tel », n° 285, 448 p., 65 F).

## La chronique de Roger-Pol Droit

### Joies de l'incertitude

On ne saurait compter sur rien, désormais. On nous le répète comme si se tenaient là, nécessairement, de grandes angoisses. Mais pourquoi l'incertain serait-il attristant? Voyez Diderot. Leçon de gaieté

à mesure des limites de toute connaissance. Mais cette finitude ne lui paraît pas tragique. Jamais il ne verse dans le pathos de l'incertain. Pas de lamentations sur le drame de l'éphémère. Au contraire!

De l'absence de certitude naît une fête sans fin. La quête intellectuelle se fait libertinage, s'érotise, suite indéfinie de rencontres, séductions, découvertes, inconstances, diversité, surprises... « Mes pensées, ce sont mes catins. » Point de vertige du scepticisme, point d'écrasement par le doute. Aucun gémissement face aux assurances qui se dérobent, sauf celui du plaisir, jubilation du provisoire, enthousiasme du précaire. Le philosophe n'est plus chasseur de vérités éternelles. De ce genre d'équipées, il sait qu'on revient bredouille. Alors il se contente de faire un bout de chemin avec chaque belle idée qui passe. Il effeuille les concepts, et s'enchantent indéfiniment de leurs nouveautés

successives. La vérité autrefois recherchée, en se révélant inexistante ou inaccessible, libère une possibilité illimitée de mouvements et d'aventures. Déception des grandes espérances, naissance ininterminable d'une multitude de forces gales...

On aurait tort de juger que c'est seulement une vieille histoire, un style du siècle des Lumières, disparu avec elles, et juste bon à faire rêver encore les amateurs. Il se pourrait que nous ayons beaucoup à entendre de ces joies-là, nous autres qui vivons des temps tellement incertains. Cessant de croire nécessairement inquiétante la perte des repères et terrible l'effacement des grandes vérités, peut-être pourrions-nous trouver là des raisons d'être gais. Ce n'est pas dire, évidemment, que toute incertitude soit bonne. Il serait obscur, quand tant d'humains ne sont pas sûrs de manger tout à l'heure, de dormir à l'abri, ou de conserver leur emploi, d'expliquer que la précarité doit être toujours légère et joyeuse.

Précisons donc en quels domaines l'incertitude peut susciter des joies: uniquement les savoirs et les croyances. Ce n'est certes pas la totalité du champ des activités humaines! Mais voilà qui est tout de même fort vaste, et de grand poids. Au lieu de se désoler parce que la culture s'effondre, de gémir parce que la foi se perd, au lieu de s'effarer que des sciences disparates doivent renoncer à s'ajuster les unes aux autres, au lieu de meugler de désespoir sous prétexte que les techniques s'accroissent et que la nature s'essouffie, pourquoi ne pas se laisser emporter par les séductions multiples d'un monde toujours divers? Dira-t-on qu'il est trop facile, et finalement frustrant, de passer sans

cesse d'une idée à une autre? Objectera-t-on que nous ne pouvons indéfiniment demeurer dans le étroissement superficiel d'un monde paillété? Tout cela fut déjà bien vu, et noté comme il sied. « Il faut souvent, écrit Diderot à Sophie Voiland, donner à la sagesse un air de folie, afin de lui procurer ses entrées. »

\* Signalons la parution le 6 février de la pièce d'Eric-Emmanuel Schmitt *Le libertin* (Albin Michel).

Pour le 1<sup>er</sup> anniversaire de la mort de Leonor Fini

LE SÉMAPHORE présente:

LEONOR FINI OU LES MÉTAMORPHOSES D'UNE ŒUVRE.



Par Jocelyne GODARD

■ Biographie complète  
■ Étude de l'œuvre:  
- Picturale, graphique écrite, imaginaire,  
- 82 illustrations noir et blanc,  
- Couverture couleur,  
- 200 pages 165 x 240 - 190 F.

Éditions LE SÉMAPHORE

128, rue de Belleville  
75020 PARIS  
Tél.: 01-43-66-16-43  
Fax: 01-43-66-87-15  
Distri: C.E.D./Diffusion

**DIDEROT**  
ou la philosophie de la séduction  
d'Eric-Emmanuel Schmitt.  
Albin Michel, 330 p., 140 F  
(en librairie le 14 février).

Fuyez le changement. Abhorrez l'aléatoire. Echappez aux fluctuations. Ne vous laissez pas gagner par les craintes insidieuses de l'inattendu et les déconcertantes surprises de l'imprévisible. Préférez le fixe, l'immuable, le roc des certitudes. Cherchez ce qui demeure. Accrochez-vous à l'éternel, à l'insubmersible. Voilà ce qu'on vous répète. Que ce soit dans les sciences ou dans la politique, dans le domaine des religions ou dans celui des philosophies, depuis bien longtemps on vous dit à peu près ce langage. Mieux vaudrait des vérités qui durent et des paroles inoxydables. Vieux refrain. Il connaît toutefois, dans notre fin de siècle, un singulier regain d'actualité. Convenez-en, vous dit-on, la grande inquiétude des temps présents est de ne plus pouvoir compter sur rien. Désormais, tout change continuellement. De là provient une sourde panique. On tentera de vous fournir, selon les cas, pour remédier à ces terreurs de l'incertain, une encyclopédie, une religion révélée ou un néofascisme.

Parmi les antidotes à ces kermesses de la peur, ne pas oublier Diderot. Il appartient au petit nombre des amis joyeux de l'incertain. Ils ne sont pas fort nombreux, les penseurs que les éclipses de vérité réjouissent. Qui donc, chez les philosophes, s'accommode allègrement du fait que tout soit en mouvement, que rien ne puisse être assuré? Qui prend plaisir à constater l'incessante instabilité de toutes choses? Héraclite, Montaigne, Nietzsche. Grands esprits assurément, mais tant de fois ensevelis sous des avalanches de dogmatisme et des amoncellements de systèmes qu'on aurait presque le sentiment d'une présence ténue, effaçable, fragile. Raison de plus pour se rappeler Diderot, cette belle figure sans vrai disciple. Il demeure aussi seul aujourd'hui qu'il avait choisi de l'être en son temps, malgré sa foule d'amis. Voyez les adjectifs: voltairien, rousseauiste s'employaient fréquemment, que ce soit pour marquer appartenance, filiation ou analogie. Mais diderotien? On n'en use guère. Qui s'inscrit dans ce sillage? Presque personne.

Eric-Emmanuel Schmitt figure désormais en bonne place dans la troupe restreinte des sectateurs du père Denis. Son *Diderot* parcourt l'œuvre entier intelligemment, savamment. Heureusement. Sa connaissance des textes et des doctrines du temps est exacte et diverse: du fatalisme de La Moirière aux discussions suscitées par le type d'eau douce - l'étude de Tremblay conduit à la question: est-ce un végétal? est-ce un ani-

## Le Monde PÔCHES

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Prochaine parution: avec *Le Monde* de jeudi 6 daté 7 février



## Les refoulements de la psychanalyse brésilienne

L'histoire racontée par Helena Besserman Vianna illustre la difficulté de certaines sociétés psychanalytiques d'assumer tous les chapitres de leur passé

**N'EN PARLEZ À PERSONNE.** Politique de la psychanalyse face à la dictature et à la torture (Nao conte a ninguém) d'Helena Besserman Vianna. Préface et postface de René Major, traduit du portugais (Brésil) par Françoise Picon, L'Harmattan, 300 p., 150 F.

La traduction de cet ouvrage, qui a recueilli un vif succès au Brésil en 1994, était très attendue par la communauté psychanalytique française, et il ne manquera pas de susciter des polémiques et des débats. A travers des documents d'archives incontestables, son auteur, Helena Besserman Vianna, retrace un drame, qu'elle a eu partie vécu, et qui se déroule sur trois générations. Tous les acteurs du récit sont des analystes freudiens, et presque tous sont membres de la plus ancienne institution psychanalytique freudienne, l'International Psychoanalytical Association (IPA), fondée par Freud lui-même en 1910.

L'histoire commence à Berlin sous le nazisme. Après l'émigration forcée de tous les psychanalystes persécutés par le régime, plusieurs psychothérapeutes (freudiens, jungiens, adleriens...) acceptent de travailler dans un institut « aryansé » fondé par le sinistre Matthias Heinrich Göring, psychiatre et cousin du maréchal. Parmi eux se trouve Werner Kemper, formé dans le sillage de l'ancienne Société psychanalytique allemande. A partir de 1942, il dirige la polyclinique de l'institut, se déclare favorable aux thèses nationales-socialistes, soutient des positions natalistes de type « eugéniste » et participe aux directives de la Wehrmacht, qui consistaient à évaluer dans des bataillons disciplinaires des sujets atteints d'« anomalies psychiques » (1).

En 1948, il s'installe à Rio de Janeiro en compagnie de sa femme, Anna Katrin Kemper. Il dissimule alors soigneusement son passé à ses enfants et à ses proches, souligant volontiers qu'il a été « contraint » autrefois de travailler avec Göring sous peine de sanctions. En 1953, il fonde la Sociedade Psicanalítica do Rio de Janeiro (SPRJ), Rio II, reconnue deux ans plus tard par l'IPA. Mais, en 1959, une autre société est créée à Rio. Rivale de celle de Kemper, elle est reconnue elle aussi par l'IPA et prend le nom de Sociedade Brasileira de Psicanálise de Rio de Janeiro (SBPRJ, Rio II).

Les années passent. Dans la SPRJ (Rio II), Kemper forme de nombreux élèves. Séparé de sa femme, il retourne vivre en Allemagne en 1967 et meurt neuf ans plus tard. Pendant ce temps, Anna Katrin Kemper continue à dissimuler le passé de son ancien époux, tout en devenant une militante de la gauche brésilienne. Psychanalyste et féministe, elle lutte contre la dictature militaire instaurée en 1964 par le maréchal Castello Branco. En 1971, elle crée une clinique sociale ouverte aux travailleurs et aux défavorisés. Elle mourra en 1978.

En 1973, un article anonyme est publié dans la revue clandestine *Voz operária*. Il révèle que Leao Cabernite, ancien élève de Kemper, devenu président de la SPRJ (Rio II) et titré de près au pouvoir, a pris pour élève en formation (en analyse) un lieutenant de la police militaire, Amílcar Lobo Moreira, tortionnaire au service de la dictature. L'affaire prend de l'ampleur lorsque Helena Besserman Vianna, membre de la SBPRJ (Rio II) envoie l'article annoté de sa main à Marie Langer.

Née à Vloose, ancienne combattante des Brigades internationales, et membre fondateur en 1942 de l'Association psychanalytique argentine, Marie Langer (1910-1987) incarne les plus hautes

vertus d'un freudisme engagé. Exilée au Mexique à cause de la dictature de Juan Peron, elle mène une lutte acharnée contre les régimes militaires du continent latino-américain. C'est pourquoi elle publie l'article dans sa revue (*Cuestionamos*) et l'envoie à divers responsables et au président de l'IPA, Serge Lebovici, membre de la Société psychanalytique de Paris (SPP), pour qu'il déclenche une enquête.

### « CALOMNIE »

Accompagné de Daniel Widlöcher, secrétaire de l'IPA et membre de l'Association psychanalytique de France (APF), Lebovici rend alors visite à Cabernite et à David Zimmermann, président du Conseil coordonnateur des associations psychanalytiques d'Amérique latine (Copal), qui prétendent que l'article est une « calomnie contre la psychanalyse », émanant d'une « feuille de chou ». Au lieu d'aller plus loin, Lebovici ne prend aucune décision, ce qui revient à entériner l'idée que la dénonciation du complice du tortionnaire n'est pas fondée. Du coup, c'est Helena Besserman Vianna qui fait les frais de cette affaire. Identifiée par Cabernite grâce à une expertise graphologique, elle est accusée, entre autres, de délation sur la personne d'un « innocent » (Amílcar Lobo) et de « complot » visant à déstabiliser la psychanalyse au Brésil. Elle échappera de peu à un attentat et sera réhabilitée en 1980 lorsqu'un ancien prisonnier politique révélera les atrocités commises par Lobo. Chacun comprend alors la logique transférentielle de cette histoire qui se déploie sur trois générations psychanalytiques : un ancien collaborateur des nazis qui dissimule son passé forme un élève, lequel forme un tortionnaire, etc.

Vingt-quatre ans après les faits, l'affaire est loin d'être terminée. Elle divise aujourd'hui les boutes

instances de l'IPA. Par une décision du 11 août 1996, son conseil exécutif vient en effet de refuser d'exclure de ses rangs Leao Cabernite tout en reconnaissant qu'il a bien été le complice d'un tortionnaire. Atteinte par la campagne antifreudienne qui sévit aux États-Unis (voir « Le Monde des livres » du 14 juin 1996), la direction actuelle de l'IPA redoute un scandale et craint que Cabernite ne lui intente un procès alors même que de nombreuses sociétés affiliées refusent d'entériner la décision de l'exécutif, jugée inadmissible.

Ce dossier a donc le mérite de montrer que la plus puissante institution freudienne du monde n'est pas en mesure, comme le souhaiterait sa direction, de dissimuler au public son histoire et ses divisions internes. Ce sont d'ailleurs ses membres qui, de plus en plus, brisent le silence en publiant des livres courageux. A cet égard, l'édition française de l'ouvrage est différente de la brésilienne. Membre de l'IPA et de la SPP, dont il vient de démissionner en signe de protestation, René Major, qui a suivi l'affaire depuis vingt ans, a rédigé une préface claire et argumentée. En outre, il a enrichi l'ouvrage en y ajoutant les témoignages de Serge Lebovici et Daniel Widlöcher, ce qui lui donne un surcroît de rigueur et d'objectivité.

Elisabeth Roudinesco

(1) Sur la question de la psychanalyse et du nazisme, la bibliographie est abondante. On pourra citer : *Les Années brunes. La psychanalyse sous le III<sup>e</sup> Reich*, Textes traduits et présentés par Jean-Luc Evard (éd. Confrontation, 1984) ; *La psychothérapie sous le III<sup>e</sup> Reich*, de Geoffrey Cocks (Les Belles Lettres, 1987) ; *La vie continue de manière surprenante*, recueil de textes traduits par Alain de Mijola (Association internationale d'histoire de la psychanalyse - AIHP, 1987).

## Mémoires d'un superflic

Le patron de la plus célèbre brigade du 36 quai des Orfèvres passe aux aveux.

De ses premières planques aux affaires de terrorisme, Robert Broussard livre ses souvenirs et sa vérité

**COMMISSAIRE BROUSSARD** de Robert Broussard. Plon, 372 p., 119 F.

Le problème, avec la police, c'est que la réalité dépasse toujours la fiction... Alors, amateurs de romans policiers, corniez votre série noire préférée et ouvrez le « Broussard », vous ne serez pas déçus !

Passé les inévitables trente pages sur la jeunesse et la vocation d'un futur superflic, vous aurez tout sur la vie quotidienne au « 36 », vous apprendrez les interminables « planques », les « filoches » à quarante véhicules, l'art de se servir d'un « sous-marin », la différence entre un « julot casse-croûte » et un « beau crâne ». Vous comprendrez que « loger » un « beau mec » vaut mieux que de le « serrer » tout de suite. Vous entendrez presque les garçons de l'antigang plaisanter la « mère tape-dur », dactylo de la brigade de recherche et d'intervention (BRI), vous partagerez leurs excitations, leurs déprimés, leurs amitiés, leur angoisse, leur peur aussi.

Car le livre de Broussard est d'abord une chronique réaliste et imagée de la plus fameuse brigade du Quai d'Orsay entre 1972 et 1982. Le ton est juste, le style alerte et l'humour y côtoie avec bonheur la

gravité. Beau sujet, il est vrai. Il fallait toute l'intelligence d'un commissaire Le Mouél, inventeur de la BRI, pour inverser la logique de la police de papa, qui part des faits pour remonter aux auteurs et ériger en principe la surveillance systématique des « braqueurs » potentiels en vue de leur arrestation en flagrant délit au moment du passage à l'acte. D'enquêteur, le policier se fait chasseur. Il fallait le courage et la présence physique d'un Broussard pour donner à l'antigang ses lettres de noblesse et, du fait même de cette réussite, pour propulser cette brigade sur un terrain d'exercice qui n'était pourtant pas le sien a priori, celui du traitement des prises d'otages, au lendemain du drame de Munich. La brigade anticommando, filia de la BRI, était née, bien avant le GIGN.

Si « méthode Broussard » il y eut, c'était là. Pas de coup de force, pas d'hommes en noir descendant d'hélicoptères en rappel, pas ou peu de coups de feu, mais un savant cocktail fait d'observation, de patience, de verbe, avec un soupçon de psychologie et un zeste de courage physique au bon moment. Curieux « cow-boy » qui n'a tiré, en tout et pour tout, que trois cartouches au cours de sa carrière et qui ne craint pas d'évoquer sa « trouille ». A ceux qui, gracieusement, le décrivaient comme celui qui arrive sur les lieux « deux minutes après RTL », outre Broussard national rétorque, outre, que c'est Raymond Marcelin qui le propulsa contre son gré sur le plateau de la « deuxième chaîne » après la prise d'otages de Brest du 17 août 1973. Et, après tout, que celui qui est « cap » de se présenter seul, sans arme et sans gilet pare-balles, devant l'ennemi public numéro un (Mérine, le 28 septembre 1973) pour lui passer les « pinces », lui jette la première pierre !

Mais tout évolue. Le crime aussi. L'auteur évoque avec justesse l'appréhension des services de police lors des premières confrontations avec la menace terroriste. Car qu'y a-t-il de commun entre un voyou qui devient criminel le plus souvent par accident, lorsque le braquage tourne mal, et un militant qui a « voulu son chantage à la mort », et qui ira jusqu'au bout de quoi qu'il advienne ? La brigade anticommando, là aussi, a joué les pompiers. Il faudra attendre dix ans pour qu'une organisation de la lutte antiterroriste voie le jour ; après les attentats de la rue Marbeuf et de la rue des Rosiers, mais cela est une autre histoire...

### PRESSE ET « BAVURES »

Bien sentie aussi, la relation schizoïde entre la police et la presse. Celle-ci se nourrit de celle-là, qui a besoin à son tour de la complicité de celle-ci, chacune se méfiant par ailleurs de l'autre.

Bien sûr, il y eut les « bavures ». Il est vrai que les « antigangs travaillaient comme les braqueurs, en équipes » et qu'il suffit d'un rien, un hasard, une porte fermée, une radio qui crachote, un feu rouge important, pour basculer de l'exploit dans la catastrophe. Et c'est Broussard tout à tour moribond, lorsqu'un antigang abat par mé-

prise un inspecteur de la 4<sup>e</sup> BT à Charenton, déconcerté lorsque la fusillade du bar Le Théâtre dégénère en polémique contre la BRI, indigné, lorsqu'un inspecteur de la « crim », à l'issue de la prise d'otages à l'ambassade d'Irak, tombe sous les balles des diplomates irakiens eux-mêmes, protégés par leur immunité, que nous découvrons au fil des pages.

C'est aussi un Broussard révolté, lorsque l'antigang est accusé d'assassinat « par défaut de surveillance » dans l'affaire de Broglie, meurt, surtout, par la controverse suscitée par la mort de Mérine le 2 novembre 1979, porte de Clignancourt. Il a dû se repasser le film un certain nombre de fois. Broussard, avant de nous livrer sa vérité avec cet accent de sincérité et ce souci du détail. « Oui, nous avons tué Mérine le 2 novembre 1979 ; oui, j'aurais préféré une autre issue ; non, nous n'avions pas le choix. » Comment ne pas le croire ?

Refermant le livre, on veut donc pardonner à ce Broussard blessé dans son honneur ses petites faiblesses. Non, les hommes politiques et les magistrats ne sont pas tous des lâches. Non, la police n'est pas l'éternelle suspecte de la nation. Non, la gauche n'est pas nécessairement « antiflic ». Et on attend impatiemment le tome II des Mémoires, où Broussard devrait nous raconter comment, craignant d'être mis « au placard » en 1981, il se retrouva au contraire sur le devant de la scène, au cabinet du ministre, puis prêt de police en Corse et directeur central place Beauvau.

A suivre !

Frédéric Thiriez

accueillera  
**Annie ERNAUX**  
pour une rencontre-signature  
le vendredi 31 janvier  
à partir de 18 h 30.  
L'écume des pages  
174, bd Saint-Germain, Paris 6e  
01.45.48.54.48

L'enquête insolite  
d'une ethnologue  
**MARIE CAPECOMME**  
**LA VIE DES MORTS**  
Enquête sur les fantômes  
d'hier et d'aujourd'hui  
336 pages, 140 F.  
EDITIONS IMAGO  
25 rue Beaumarchais, 75010  
Paris. Tél. : 01.42.24.91-90  
Diffusion P.U.F.

## VAUTRIN



286 p.  
120 F

Le roman noir lui va comme un gant... Le plus impressionnant dans *Le Roi des ordures* est dans ce mélange instable, toujours sur le point d'exploser, entre l'hyperréaliste et l'hyperanémique, entre l'objectif de la caméra et le subjectif du verbe, entre la description et l'imprécation, le documentaire et le lyrique, l'iranie et la rage.

Pierre Lepape, Le Monde

Un hymne superbe et désespéré.

Olivier Le Naire, L'Express

Vautrin ose tout. C'est le chandelier des métaphores... Un feuillet « ecstasy » au pied du Popocatepetl.

Patrick Grainville, Le Figaro

Une histoire bolide, contée en sept jours de fange et de rédemption.

Patrice Delbourg, L'Événement du Jeudi

Un époustouflant polar... Une descente aux Enfers de la misère, de la drogue, de l'omoralité, et d'une lucidité impitoyable, menée tambour battant.

Annie Coppermann, Les Échos

Roman d'aujourd'hui qui en dit plus sur notre monde que bien des thèses prétentieuses et des essais approximatifs... Solitaire, réjouissant. Pire, nécessaire.

Christian Sauvage, JDD

Un roman noir dans les poubelles du monde. Accrachez-vous.

Didier Jacob, Le Nouvel Observateur

**FAYARD**

051 7 11 47



ECONOMIE

par Philippe Simannot

# Un crésus navrant

LE DÉFI DE L'ARGENT  
(Soros and Soros: staying ahead  
of the curve)  
de George Soros.  
Traduit de l'anglais  
par Hélène Prouteau,  
adaptation de Bernard Poulet,  
avec Byron Wien  
et Kristina Koenen.  
Plon, 209 p., 118 F.

Crésus est-il chrysostome ? Le milliardaire a-t-il une bouche en or ? La question vaut d'être posée à la lecture du livre autobiographique de George Soros, dont la réputation de gourou de Wall Street n'est plus à faire. Un homme dont on nous dit dans une bande-annonce qu'il fait trembler les marchés, qui pèse quelque 12 milliards de dollars (60 milliards de francs), qui transforme en millions de dollars tout ce qu'il touche, qui gagne de l'argent même quand il en perd, ne peut tout de même pas dire n'importe quoi. Et on est tout prêt à l'écouter. Cela commence par un « Je suis moi-même choqué par les quantités d'argent que je peux gagner sur les marchés (...). Il y a quelque chose d'obscur dans le fait qu'on puisse, comme moi, gagner autant d'argent avec de l'argent. » Ne vous excusez pas, M. le Gourou. Mais si ! Mais si ! reprend l'homme, je vous assure, « les mécanismes actuels du marché ont acquis trop d'importance (...), ils sont devenus trop déterminants (...) dans nos sociétés, on accorde trop d'importance à l'argent ».

Ni secrets dévoilés  
ni pensées fulgurantes  
dans cette  
autobiographie  
de George Soros où  
s'égrènent les plus  
banales des  
considérations  
économico-financières

« Mais encore ? » Les marchés financiers ont besoin d'être supervisés par une autorité explicitement chargée de préserver ou de rétablir la stabilité. Exemple : « La création des banques centrales est le résultat d'une série de crises bancaires. Nombre d'historiens contestent cette interprétation, mais elle demeure la plus plausible. Passons. Que faire aujourd'hui ? » La meilleure manière de réguler les marchés n'est pas d'imposer de nouvelles réglementations, mais de s'appuyer sur l'autorégulation. Comment cela ? « Il y a trop d'incertitude en France (...), trop d'interventionnisme d'Etat (...). Même aux Etats-Unis, la réglementation des marchés est devenue trop tatillonne. » Mais alors ? « Je suis pour une surveillance étroite et un minimum de réglementation. » Serez-vous prêt à informer les autorités sur vos positions pour qu'elles puissent exercer cette surveillance ? « J'estime qu'il serait sans doute néfaste d'être obligés de dévoiler nos positions en temps plus ou moins réel. Cela rendrait les choses très difficiles pour nous. »

Autre question : que pensez-vous des inégalités produites par l'économie de marché ? Elles sont « intolérables ». Êtes-vous pour l'égalité ? « On peut me prendre ma fortune, mais le résultat ne produira pas un enrichissement général (...). Le régime de l'égalité, s'il était possible, ne favoriserait pas les progrès économiques. Comment cela ? » Pour qu'il y ait progrès économique, une combinaison des capitaux et d'incitations à l'innovation technologique est nécessaire. Donc « il faut que les investisseurs et les novateurs réalisent des profits ». Par conséquent, « qui dit profits, dit inégalités ». Conclusion : « Je ne crois pas à l'égalité, mais plutôt à la nécessité de favoriser l'égalité des chances. » Est-ce la une de ces réponses « fulgurantes » que l'on nous annonce en quatrième page de couverture ?

« C'est parce qu'il n'a pas réussi à être un véritable philosophe qu'il est devenu milliardaire », écrit textuellement l'un des intervieweurs du gourou. Si tous les philosophes faisaient fortune, les facultés vouées à l'amour de la sagesse seraient pleines. Le plus surprenant, néanmoins, c'est l'idée que se fait George Soros de la science économique. Comme si cet ancien élève de la London School of Economics n'avait pas lu autre chose que les vieux manuels d'Alfred Marshall. Et d'insister, en théorie financière, des portes déjà cent fois ouvertes avant lui. Soros a pourtant, nous dit-il, étudié sous la houlette de l'excellent Lionel Robbins (1) (et non Robbins, comme il l'écrit). C'est à désespérer de l'enseignement des plus grands.

Le malheur d'Harpagon, c'est qu'il soupçonne toujours qu'on ait de la considération, voire de la curiosité, non pour lui, mais pour sa cassette. Et George Soros nous touche quand il avoue plusieurs fois avec une candeur qui ne peut être feinte : « J'ai été reconnu non pas en raison de mes idées philosophiques ou de ma philanthropie, mais parce que j'ai su amasser de l'argent. » « Si je ne possédais pas de fortune, on n'aurait pas fait grand cas de mes idées. » L'ironie, c'est que ni mon action philanthropique ni mes idées philosophiques ne m'ont gagné une notoriété, mais ma capacité à faire de l'argent. »

Encore se sent-il fort peu écouté malgré les 300 millions de dollars que, chaque année, il investit dans ses fondations philanthropiques. Ne savait-il pas qu'il est plus difficile à un riche d'entrer dans le Royaume qu'à un chameau de passer par le chas d'une aiguille ? « Je suis dans une impasse », « j'ai échoué en tant que philosophe et en tant que militant », reconnaît ce « millionnaire libéral type », comme il se qualifie lui-même.

Ce « crésus spéculateur », on nous prévient en introduction qu'il est « navré que nos valeurs ne se mesurent plus qu'à l'échelle de l'argent ». Navré, crésus, ou navrant ?

(1) Auteur d'un important Essai sur la nature et la signification de la science économique. Traduction française d'Igor Krestowski, Paris, Librairie de Médicis, 1947.

## PASSAGE EN REVUE

● Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense  
Cahier n°1 Histoire du renseignement

Le Centre d'études d'histoire de la défense (CEHD) publie le premier numéro d'une série de cahiers qui redroteront compte des travaux de commissions spécialisées, composées d'universitaires, de spécialistes, de chercheurs, d'étudiants, français et étrangers. Ce premier cahier est consacré à l'histoire du renseignement, une discipline peu développée en France. On y trouve notamment un article de Pierre Jardio, chargé de recherches au CNRS, sur « Le Renseignement français en Allemagne au lendemain de la seconde guerre mondiale ». Après s'être consacré à la recherche des personnalités allemandes qui auraient pu faire l'objet de poursuites pour leur action pendant l'Occupation, les services de renseignement français outre-Rhin se sont ensuite intéressés à l'évolution politique de la RFA. « La stabilité du nouveau régime était évidemment d'une importance capitale pour la sécurité de la France », écrit Pierre Jardio (publié par l'Association pour le développement et la diffusion de l'information militaire, 6, rue Saint-Charles, 75015 Paris).

## INTERNATIONAL

par Daniel Vernet

THE LIVING AND THE DEAD  
Robert McNamara and Fives  
Lives of a Lost War  
(Les vivants et les morts.  
Robert McNamara et cinq vies  
d'une guerre perdue)  
de Paul Hendrickson.  
Alfred A. Knopf, 428 p., 27,50 dollars

Robert McNamara, secrétaire américain à la défense de 1960 à 1968, était un des « intellectuels d'action » — comme on le dit de certains hommes — dont John Kennedy s'était entouré dans son équipe présidentielle. Pendant cinq ans, sous le règne de Lyndon Johnson, il présida à la montée en puissance de la formidable machine de guerre américaine au Vietnam, justifia l'engagement jusqu'à la limite de l'insupportable, avant de quitter son poste, intimement convaincu que l'intervention se terminerait par une catastrophe, mais continuant à soutenir publiquement l'envoi permanent de renforts inutiles : 58 000 morts américains, trois millions de victimes vietnamiennes.

En 1995, plus de vingt ans après la paix, Robert McNamara a fait son autochritique : « Nous nous sommes trompés. Terriblement trompés », a-t-il reconnu dans *Avec le Recul. La Tragédie du Vietnam et ses leçons* (Seuil, 1996). C'est cette lucidité rétrospective que conteste Paul Hendrickson dans un livre construit comme une tragédie. Journaliste au *Washington Post*, il a enquêté pendant plus de treize ans sur la vie de Robert McNamara avant de présenter le chef des armées de la première puissance du monde comme un va-t-en-guerre schizophrène, prisonnier de ses certitudes mathématiques et tarabulé par ses doutes paci-

## POLITIQUE

par Gérard Courtois

LITTÉRATURE ET POLITIQUE  
de Michel Mopin.

Préface de Robert Badinter,  
La Documentation française, 342 p., 145 F.

Redonné sur tous les tons, la rengaine s'est imposée : la politique est en crise, incapable de redonner sens à l'action collective, sourde aux attentes, aveugle aux réalités. Quant aux hommes politiques, n'en parlons pas ! Marchands d'illusions, inconstants ou arrogants, empressés dans les « affaires », pour ne pas dire les scandales, les voilà au mieux brocardés, au pis ignorés ou méprisés.

On serait presque tenté d'aller cultiver son jardin, sans se rappeler que la rengaine est, aussi vieille que la République. C'est à quoi invite Michel Mopin, dans l'étude qu'il vient de consacrer à « deux siècles de vie politique à travers les lettres littéraires ». A la lecture de ce passionnant florilège, force est de constater que, depuis belle lurette, les écrivains français, et les meilleurs, ont mis leur talent au service de ce jeu de massacre national, puisant à la Chambre matière à intrigue, modelant leurs personnages sur tel ministre ou tel apprenti-député d'époque, trouvant dans la passion politique l'un des ressorts les plus sûrs des passions humaines, plongeant dans l'actualité pour mieux raconter leur temps. Et avec quelle férocité !

Voici Clément Chardin des Lupeaux, secrétaire général de ministère sous la Restauration, brossé par Balzac comme un archétype : « Égoïste et vain, libéral et gourmand, avide de cause de ses dettes (...) intérieurement et sans peur quand il sollicitait (...) plein de tact, sachant vous compromettre par une coresse comme par un

## SOCIÉTÉ

par Robert Salé

QUAND L'ADOLESCENT VA MAL  
de Xavier Pommereau.  
JC Lattès, 238 p., 115 F.

L'adolescence n'est finit pas de s'allonger. Commentant désormais des douze ans, elle dure parfois jusqu'à vingt-cinq ans, avec l'entrée dans la vie active... ou l'installation dans le chômage. Les souffrances de ces années délicates s'en trouvent naturellement multipliées. Jamais la France n'avait connu, chez ses jeunes, autant de troubles alimentaires, autant de consommation de cannabis et de tranquillizants, autant de suicides. En trois décennies, le paysage s'est fortement dégradé.

Ne confondons pas cependant crise d'adolescence et adolescence en crise. Dans le premier cas, il s'agit d'un passage normal, lié à la puberté et à ses suites ; dans le second, d'un mal-être profond, pouvant conduire à des actes pathologiques graves. C'est ce deuxième aspect que traite le docteur Xavier Pommereau, directeur de l'unité médico-psychologique de l'adolescent au CHU de Bordeaux. Autant dire que son livre n'est pas très gai. Beaucoup de parents y trouveront pourtant une réponse à des interrogations quotidiennes car, contrairement à une idée reçue, les « jeunes en difficulté » ne vivent pas tous, loin de là, dans des quartiers sinistres. Si le contexte social peut être un facteur aggravant, la souffrance de l'adolescent a toujours pour origine son histoire personnelle ou celle de sa famille.

Le psychiatre invite les parents à ne pas sous-estimer des conduites de rupture éclatantes. Ce ne sont jamais, dit-il, de banals « coups de tête », dus à des simples contrariétés : il y a toujours quelque chose derrière, de plus grave, qui

# Va-t-en guerre schizophrène

Paul Hendrickson n'a pas écrit une simple biographie de McNamara. Pour corser la dramaturgie, il a mis en parallèle cinq vies bousillées par le Vietnam : celle d'un artiste qui, un jour de 1972, agressa McNamara sur le ferry conduisant à Martha's Vineyard, l'île de l'élite américaine ; celle d'un jeune « marine », physiquement et psychologiquement démolé par la guerre ; celle encore d'une infirmière qui voulut désespérément croire que les souffrances endurées au Vietnam l'ont été pour la bonne cause (alors que le secrétaire à la défense savait déjà que c'était une cause perdue) ; ou celle du quaker qui s'immola par le feu sous les fenêtres du Pentagone pour protester contre le massacre ; celle enfin d'un Vietnamien, membre d'une influente famille de Saïgon, enrôlé puis abandonné par les Américains.

Tous sont appelés à témoigner des ravages provoqués dans la société américaine par l'engagement du président Johnson et de son entourage. Paul Hendrickson pense que Robert McNamara porte une responsabilité particulière parce qu'il a prôné la fuite en avant à un moment où il était déjà intimement convaincu que la guerre ne pouvait pas être gagnée. Il s'est moins trompé qu'aveuglé, par attachement au pouvoir peut-être, par une « loyauté » envers Johnson plus forte que ses cas de conscience. Il savait que les milliers de soldats qu'il envoyait au Vietnam ne servaient à rien et qu'il serait obligé d'en expédier des milliers d'autres quelques mois plus tard ; il ne se leurrant pas sur l'inefficacité des bombardements aériens sur le Nord-Vietnam, recommandait des pauses mais avalait l'escalade.

Il y a en Robert McNamara le comptable, celui qui, à la tête de Ford, n'avait pas son pareil pour

« économiser un cent sur un pare-chocs », et l'intellectuel sorti de Harvard. « C'est un ordinateur philosophe et le philosophe est en lui plus fort que l'ordinateur. » Le grand journaliste américain James Reston a été impressionné par deux discours contre la guerre prononcés à Montréal et à Pittsburgh, en 1966, quand il écrit ces lignes. En même temps, dans les réunions du cabinet, le secrétaire à la défense appuyé, voire inspire, la politique Johnson. A d'autres moments, c'est le contraire : en privé, il envoie au président des « mémos » suggérant le compromis avec les communistes, et en public il annonce que la victoire est proche.

A partir de l'été 1967, rien ne va plus. Lyndon Johnson craint que son chef des armées ne mette fin à ses jours comme Forrestal après la deuxième guerre mondiale : « Il pensait qu'il était un assassin et il ne savait pas comment s'en sortir », écrit-il dans ses Mémoires. Je n'ai jamais pensé être un assassin, c'est toute la différence. McNamara dépose devant un comité des « fautes » du Sénat pour défendre les bombardements sur le Nord et, avec son habituelle précision mathématique, il en démontre l'inefficacité. Cherche-t-il à être démis de ses fonctions ? Le président a déjà décidé de l'envoyer à la Banque mondiale, où il passera treize années tranquilles, sans rien relier de son action au Pentagone, ni faire part de ses scrupules.

Si McNamara avait eu le courage de démissionner dès que ses premiers doutes ont affleuré, la face de l'Amérique en aurait-elle été changée ? Paul Hendrickson laisse juger le lecteur d'un livre qui mérite d'être proposé en français, car, au-delà d'un cas particulier, c'est une remarquable étude sur la psychologie des hommes publics.

# Jeux de massacre

coup de coude, ne reculant devant aucune largeur de ruisseau et sautant avec grâce, (...) [il] ressemblait à toutes les médiocrités qui forment le noyau du monde politique. » Voilà, selon Stendhal, M. Leuwen père faisant ses recommandations à son fils Lucien, avant de le présenter à l'un de ses amis ministres : « La première impression fait beaucoup avec les imbéciles, et il faut toujours traiter un ministre comme un imbécile, il n'a pas le temps de penser. » Voilà encore Zola : c'est jour de conseil des ministres à Saint-Cloud. Napoléon III est fort préoccupé du sort d'une danseuse qui s'est foulé la cheville la veille au soir. Pendant ce temps, le ministre des finances s'efforce de faire valoir que le budget a été établi de façon si rigoureuse que la commission de la Chambre « n'a dû se donner beaucoup de mal pour arriver à retrancher deux millions ». D'économies. A l'automne 1995, la seule différence est que l'on comptait en milliards, à l'Assemblée nationale.

La galerie de portraits est redoutable. « Sa pensée faisait un petit bruit de graine sèche dans une courge vide », écrit Alphonse Daudet à propos du ministre Numa Roumestan. Maupassant n'est pas plus tendre dans *Bel-Ami*, à propos de quelque député arriviste, « sorte de Jésus tricolore et de champion libéral de nature douteuse, comme il en pousse par centaines sur le fumier populaire du suffrage universel ». Nous sommes en 1880, à l'aube de la III<sup>e</sup> République triomphante. Tarabulé comme jamais par l'antiparlementarisme, l'entre-deux-guerres s'achèvera sur cette sombre prémonition de Drieu La Rochelle dans *Gilles*, en 1939 : « Pourquoi vouloir anticiper sur la gigantesque mer météorique qui allongeait déjà son ombre sur cette force bourgeoise d'un autre siècle ? » Peu d'hommes politiques échappent à l'héca-

tombe. Bien sûr, il y a le jauré trémissant, otijs Couzou, campé par Proust dans *Jean Santeuil*. Ou le Briand vieillissant et pathétique du *Combat avec l'ongle de Giraudoux*. Ou encore cet « air de grand oiseau guérier de Blum », dans *La Conspiration* de Nizan. Sans oublier le formidable Jaurès d'Aragon, dans *Les Deux Quartiers*, ce jauré prophétique qui « pressent l'Octobre qu'il ne verra point, (...) les mutins de Kiel, (...) les armées héroïques des soviets de Chine, les soldats de la Catalogne et des Asturies... ». Ou encore les deux odas de Claudel, l'une à Pétain, en décembre 1940, qui ne manquait pas d'allure (« Monsieur le Maréchal, voici cette France entre vos bras, qui n'a que vous et qui ressuscite à votre bonté »), l'autre à de Gaulle, quatre ans plus tard, qui ne manquait pas de souffrir (« Mais le monde n'a jamais été joint pour se passer de la France et la France n'a jamais été jointe pour se passer d'honneur ! »).

Après un bon siècle de relations électriques entre littérature et politique, Michel Mopin note, pour le regretter, « la relative indigence d'aujourd'hui ». Heureusement, Alphonse Allais est indomptable. Publié en 1902, voici la profession de foi du *Captain Cap* : « Choyens, Homme neuf, j'arrive avec des idées neuves. (...) Après vingt ans de mer et de Far West, lorsque je remis le pied sur le cher sol natal, qu'y trouvais-je ? Mensonge, calomnie, hypocrisie, malséance, trahison, népotisme, concussion, fraude et nullité. L'origine de tous ces maux, n'allez pas la chercher plus loin : c'est le microbe du bureau-crabe. Or on ne parle pas avec les microbes. ON LES TUE ! (...) Certains politiciens ont intérêt à maintenir ce triste état de choses. (...) Ecarter les de nous. Loin d'être l'apanage de certains, l'assiette au beurre doit être le privilège de TOUS. » Tout un programme !

# Jeunes naufragés

mérite d'être étudié. Et la réponse se limite rarement à des erreurs éducatives : l'attitude laïque à l'égard d'un enfant ou l'excessive rigidité ne suffit pas à expliquer qu'il devienne par la suite boulimique, anorexique, fumeur, voleur ou suicidaire.

Les difficultés du diagnostic tiennent souvent aux paradoxes et aux fluctuations de cet âge dit « ingrat ». Ingrat envers qui, envers quoi ? « L'adolescent », écrit le docteur Pommereau, voudrait idéalement que ses parents soient là, sans être là. Si encore c'était sa seule contradiction ! Rien n'est plus dérangeant que ces jeunes qui cherchent simultanément à étaler leur souffrance et à la cacher. « Une souffrance indéchiffrable liée à des émotions et à des sentiments irrépressibles », commente le psychiatre. A défaut de pouvoir parler, l'adolescent quitte la table familiale, se barricade dans sa chambre, y trouvant « une cantenance dans tous les sens du mot ». Il avale n'importe quoi, se tort de douleur, bref « exprime des maux en guise de mots ».

Le corps cristallise toutes les angoisses de ces jeunes naufragés, même si cela ne se traduit pas de la même manière dans les deux sexes. On constate, par exemple, que les troubles alimentaires (boulimie et anorexie) touchent essentiellement les filles, alors que les garçons privilégient la « perfusion », associée à l'idée de virilité : le liquide vital « qui donne la force » peut être l'alcool et, éventuellement, l'héroïne.

Xavier Pommereau analyse très bien l'irrépressible besoin qu'ont ces adolescents d'éprouver les limites de leur entourage et de la société, comme d'ailleurs celles de leur monde intérieur. Aux simples provocations peuvent s'ajouter des conduites à risques, avec toute une gradation : des simples vols à l'étalage « sans se faire prendre » jusqu'aux relations sexuelles

non protégées pouvant conduire à une grossesse ou à une contamination par le virus du sida. Ou encore la « nouvelle roulette russe » qui consiste, paraît-il, à franchir les feux rouges à grande vitesse en parlant qu'aucun véhicule ne débouchera d'une voie latérale.

Une partie de ces jeunes sont issus de familles atteintes par la violence, l'inceste ou l'alcoolisme. D'autres, au contraire, appartiennent à des familles sans histoires, parfaitement « normales » en apparence. Le psychiatre n'a aucun mal à déceler chez ces dernières une insuffisance d'images parentales ou des relations flottantes qui empêchent l'adolescent de bien percevoir les limites. C'est toute la difficulté de l'éducation dans une société qui voit disparaître ses repères. « Des limites exagérément contraignantes obligent le sujet à sauter par-dessus, puis à se perdre. Des repères trop imprécis ou sans cesse changeants l'amènent à inventer les siens propres, ce qui ouvre la voie à tous les débordements. »

Deux constats de Xavier Pommereau viennent heureusement atténuer le caractère assez sombre de son livre. D'abord, le fait que des adolescents en proie à de grandes difficultés réussissent à s'en sortir, généralement avec une aide psychologique : les propos de certains d'entre eux, rapportés par l'auteur, témoignent du profit qu'ils ont retiré de ce cauchemar surmonté. Puis, le fait que, dans leur grande majorité, les adolescents français ne se portent finalement pas si mal, malgré tout ce qui leur est tombé sur la tête ces dernières années : la peur du sida, la banalité du chômage et un taux sans précédent de séparations et de divorces. L'adolescence n'est-elle pas aussi, et peut-être avant tout, le temps des enthousiasmes et de la ferveur ?



...re schizophrène

## Quand l'Europe s'inquiétait du Bouddha

Fixés sur une traduction nihiliste du nirvâna, les philosophes du XIX<sup>e</sup> siècle ont donné une vision erronée du bouddhisme. Roger-Pol Droit revient sur l'histoire de ce parfait contresens

**LE CULTE DU NÉANT**  
Les philosophes et le Bouddha  
de Roger-Pol Droit.  
Seuil, 368 p., 140 F.

Au Musée du Cinquante-naire, à Bruxelles, à l'entrée des salles consacrées à l'exposition des « Bouddhas du Siam », se dresse une large vasque remplie de pétales. Les visiteurs sont autorisés, ou plutôt sont invités, à en prendre une poignée : ces fleurs seroient l'offrande qu'ils déposeraient au pied de la statue de leur choix. Ainsi la contemplation esthétique va-t-elle se teindre de dévotion. Même transportée dans un musée de l'Europe laïque, l'image garde quelque chose de son caractère cultuel. On ne voit pas quelle autre religion que le bouddhisme pourrait donner lieu sans conflit ni malaise à ce discret mélange des genres. C'est que le bouddhisme, qui s'est acclimaté en Occident avec une vigueur et une rapidité étonnantes, est perçu avant tout comme un message de paix et d'harmonie. Il a le visage de son fondateur, tel que nous l'imaginons à travers le sermo de Béa-rès et les récits des Jataka, et tel qu'il apparaît dans les effigies si souvent sublimes que nous offre toute l'Asie méridionale et orientale : douceur souveraine du sourire, sérénité, passions non pas vaincues mais éteintes, bienveillance sans limite qui porte le maître à enseigner à chacun les voies qu'il lui faut suivre pour sortir du monde des souffrances et des désirs, abolir la peur, se défaire de tous les attachements.

Or ce n'est pas là tout le bouddhisme, ce n'est pas la vision qu'en ont eue les penseurs européens du XIX<sup>e</sup> siècle. Le livre brillant et vif de Roger-Pol Droit conte l'histoire lugubre du contresens dans lequel se sont fourvoyés les philosophes allemands et français et qui les a conduits à prendre le bouddhisme en horreur ou bien à l'aimer pour

des raisons à la fois erronées et exécrables. Contresens aujourd'hui oublié mais qui, nous rappelle l'auteur, a sévi avec obstination entre 1820 et 1890. Les philosophes ont été très vite happés par un bouddhisme fantasmagorique. À peine les « orientalistes » avaient-ils découvert et entrepris de décrire les langues du bouddhisme que les philosophes subirent la fascination de la doctrine qu'ils entrevoient et qu'ils reconstruisent à leur manière.

Hegel et Schopenhauer sont les premiers représentants d'une longue suite de penseurs allemands et français : Beojamio Constant, Ozanam, Victor Cousin, Frédéric Schlegel, Reaon, Taine, Barthélemy-Saint-Hilaire, Gobineau et, bien sûr, Nietzsche, avec leurs commentateurs et leurs épigones. Ces personnages annoncés par quelques lignes ironiquement emphatiques se succèdent, sur la scène philosophique dressée par

Charles Malamoud.

Roger-Pol Droit, pour accuser avec des injures atroces le nihilisme bouddhique on, au contraire, applaudit à la radicalité inouïe de cette entreprise de démolition. Tous voient principalement dans le bouddhisme la doctrine du nirvâna et dans la religion bouddhique un « culte du néant ». Tous comprennent le terme sanscrit nirvâna et son équivalent pâli nibbâna, comme « néant ». C'est là, selon Roger-Pol Droit, le contresens fondamental. Littéralement, ce mot signifie « extinction » et désigne un état caractérisé par l'arrêt non seulement de la concupiscence, de la haine et de la soif (qui sont les facteurs essentiels de l'attachement aux existences douloureuses) mais encore de toutes les choses régies par la loi du jeu naturel (J. Filiozat).

Cette « extinction » est toujours ce que l'on doit viser ; c'est donc,

d'une certaine manière, le souverain bien. Mais sur ce qui s'éteint en même temps que la douleur et les causes de la douleur, les avis des écoles bouddhiques divergent grandement, et plus encore ceux de leurs interprètes occidentaux. Roger-Pol Droit va un peu vite en besogne quand il résume catégoriquement la traduction de nirvâna par « néant ». Il rappelle lui-même que pour Burnouf, le véritable et génial fondateur des études bouddhiques, le nirvâna « est l'anéantissement complet où n'est plus la destruction définitive du corps et de l'âme ». Et, au début de notre siècle, Oldenberg montra que si l'on essaie de reconstituer la doctrine originale du Bouddha lui-même, on peut voir derrière le nirvâna, aussi bien le néant qu'une forme positive de salut.

Justifiée ou non, la traduction de nirvâna par « néant » est utilisée de telle sorte qu'elle a valeur de symptôme. En prenant occasion du bouddhisme pour inventer le culte du néant, « la conscience européenne,

nous dit Roger-Pol Droit, exprime qu'elle est travaillée par des forces négatives... traversée de gouffres dont elle ne connaît encore ni l'étendue, ni la plus grande fascination... Sous couvert de comprendre une religion orientale nouvellement découverte et passablement déconcertante, l'Europe compose du Bouddha une image faite de ce qu'elle craignait d'elle-même : l'effacement, l'abîme, le vide, l'anéantissement ». Et quel est donc ce visage d'horreur que le néant bouddhiste est le masque ? L'anarchie, le monde sans Dieu, sans ordre, les foules des faubourgs, les masses et les peuples dégoûtés qui vont précipiter la décadence des sociétés et de l'humanité. Il y a donc ces projections, prématoires peut-être, à notre regard rétrospectif, des épouvantes et du travail sur l'épouvante propre au siècle suivant.

D'autres leçons encore peuvent être tirées de cette histoire. L'erreur des philosophes est moins, me semble-t-il, d'avoir voulu toujours comprendre le nirvâna comme le néant. L'erreur consiste à n'avoir qu'une vue littérale du « néant ». Après tout, il n'est pas si rare ni si étonnant que l'on commette cette inconséquence de soupçonner après le non-être pour échapper à un maître : « Heureux qui ne fut onc. Plus heureux qui retourne en rien, comme il doit », dit Ronsard, qui n'était ni bouddhiste ni nihiliste. La pensée vacille devant l'idée du néant, et c'est une entreprise dangereusement scabreuse de proposer l'anéantissement comme moyen de salut. Mais n'est-ce pas absurde aussi de ne considérer dans le bouddhisme que les conséquences que doit logiquement entraîner la doctrine du nirvâna comme néant et de négliger ce qui caractérise la vie sociale et religieuse des communautés et des populations bouddhistes ?

Si le bouddhisme n'était qu'un « culte du néant » (en admettant que cette alliance de mots ait un sens), il ne pourrait inspirer que de petites sectes marginales de style satanique. Or, il existe toute une immense civilisation bouddhique : des savoirs, des sages, des institutions, des rites, des trésors de formes et d'idées. Ce n'est pas vouloir évincer la philosophie ni prétendre lui substituer les « sciences humaines » que de rappeler ces réalités et d'opposer au sombre délire des philosophes l'ethosisme et l'ardeur des philologues, des historiens, des ethnologues, qui, en trois décennies, ont constitué le bouddhisme comme domaine du savoir. Et n'est-ce pas une tâche proprement philosophique que de tenter de comprendre comment, sur quel plan, dans quelles limites se combinent et se justifient mutuellement la doctrine du nirvâna, les idées et les pratiques de la compassion et la galeté du sage ?

## L'enfant fragmenté de Maïdanek

Survivant, Benjamin Wilkomirski relate ce que, petit garçon, il a « vu et vécu » dans les camps. Mots de l'horreur, de l'épouvante, pour évoquer la plus grande douleur. Celle qui aurait dû n'avoir jamais de nom

**FRAGMENTS**  
Une enfance, 1939-1948  
(Bruchstücke)  
de Benjamin Wilkomirski.  
Traduit de l'allemand  
par Lea Marcou,  
Calmann-Lévy, 152 p., 89 F.

Insoutenable. L'adjectif semble faible pour qualifier ces « fragments » d'une enfance à Maïdanek, écrits par un survivant qui trouva refuge en Suisse où il vit toujours, fabricant d'instruments de musique et clarinettiste.

Mais il est peut-être aussi mal venu, cet adjectif... Ne s'agit-il pas au contraire, précisément, pour nous autres lecteurs si souvent inattentifs et distraits, de soutenir cela, d'avoir à le connaître, à le reconnaître encore et toujours ? L'impératif n'est-il pas de se raidir assez pour ne pas s'écrouler de désespoir, pour ne pas reculer, ne pas fuir devant l'évocation de l'épouvante même, comme on se réfugierait dans la clarté du jour pour échapper aux ténèbres d'un « mauvais rêve » ?

Soutenir : c'est assurément le devoir des vivants à l'égard de la parole de ceux qui ne furent ni sauvés ni soutenus ; et qui, lorsqu'ils survécurent, ne furent d'abord ni écoutés ni consolés.

**Anne-Marie PONTIS**  
**antisémitisme et sexualité**

Fondée sur une thèse d'Etat, ce livre fait référence. Déjà 26 000 lecteurs sur Internet !

Disponible chez l'auteur : 19, avenue du Général Leclerc 75014 Paris, contre règlement de 120 francs (port compris).



Tenter de restituer l'indiscrète

Un « tabou », un « mauvais rêve »... C'est la pauvre parade que les parents nourriciers du petit juif polonais qui s'est enfui, seul de sa famille, hors de l'enfer, tentent d'inculquer au rescapé, à l'« encore-vivant », une fois la guerre terminée, les camps « libérés ». Lui, l'enfant, il aura à vivre, à porter l'héritage des morts, à supporter, adulte, la mémoire de cet enfer. Car survivre à cela est à la fois un miracle et une épreuve. Alors, comme d'autres, longtemps après, il écrira, construira un livre pour y enfermer, cinquante ans plus tard, et pour donner à voir l'épouvante, elle toujours en éveil dans le cœur du survivant. Regardant un documentaire sur cette libération, l'adolescent qu'il est devenu se révolte, crie sa rage : « Nom de Dieu ! Qui n'est libéré ? Où étais-je donc quand les nôtres ont été libérés ? J'étais bien là quand même, et je n'ai rien vu !

Non, nous n'avons pas été libérés, personne ne nous a apporté à manger, personne ne nous a soignés, câlinés comme dans ce film. »

« Je ne suis pas poète, pas écrivain. Je ne puis que tenter de restituer par des mots, aussi exactement que possible, ce que j'ai vu et vécu. Aussi exactement que ma mémoire d'enfant l'a enregistré : sans en connaître encore la perspective ni le point de vue. » Témoignage, Benjamin Wilkomirski ose se vent que le scribe de ce qu'il a « vu et vécu ». Cepeudant, pour écrire, pour rendre lisible, autant que faire se peut, le récit du séjour d'un enfant au pays des bourreaux et de la libre disposition des victimes, il saura trouver ses mots et ses phrases, les échoierait adéquat, la totalité juste. Surtout, celui qui se déteste lui-même écrivain l'est tout peu, ou fort mal. Parfois, guidé et conduit par l'absolue nécessité de son dire, celui qui n'y songeait nullement fera

œuvre de littérature. La plus bouleversante et nécessaire. Si l'on mettait en balance le récit de Wilkomirski avec les nombreux témoignages qu'il nous a été donné, depuis quelques années, de lire, il faudrait souligner sa singularité. Ainsi, l'auteur n'a pas cherché à reconstituer le fil continu d'une mémoire, à hisser son récit au degré de compréhension auquel sont parvenus ceux qui ont à analyser les données de la tragédie.

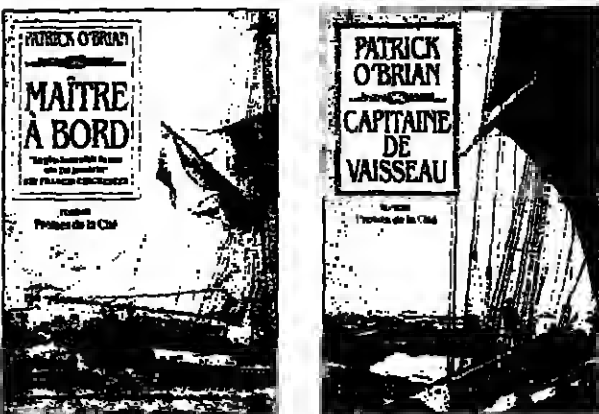
L'adulte n'a pas comblé artificiellement les lacunes obligées du souvenir de l'enfant. La chronologie, les éléments factuels, les précisions de dates et de lieux manquent. Le « point de vue » a été hâlé : il n'y a pas d'au-delà du camp. De l'autre côté des barbelés, le monde a été abol.

Le narrateur n'a pas voulu se faire historien pour donner à son récit une assise, pour rassurer le lecteur et l'instruire d'une autre manière que celle de l'horreur nue. Et il n'y a pas lieu de le regretter. Cet appui absent, ce regard qui est à chaque instant celui de l'enfant et de son intelligence immédiate des choses rendent le livre proprement suffoquant.

Patrick Kéchichian

« Le livre d'Isaac Leventel, Un hiver en Provence, est d'une autre nature. Fils de juifs polonais réfugiés en France, né à Avignon en 1936, l'auteur échappe à la déportation. Sa mère, elle, arrêtée par des hommes de main bleus français, auxiliaires réels des nazis, est envoyée à Drancy puis à Auschwitz, d'où elle se rendra pas. L'auteur, devenu américain, dresse, après des recherches dans les archives départementales, un réquisitoire accablant des responsabilités administratives et autres des Français. Œuvre de mémoire et d'histoire, son livre devrait être l'une des pièces informelles de l'instruction du procès Papon (préface de Robert O. Paxton, éd. de l'Aube, 368 p., 169 F.).

## Après le succès de MAÎTRE À BORD et de CAPITAINE DE VAISSEAU



voici le troisième roman de la série mythique de  
PATRICK O'BRIAN

## LA «SURPRISE»



« Avec l'humour des vrais tragiques, O'Brian creuse d'incroyables zones d'ombre autour de ses personnages. Des zones de tempête et de silence. Et cela, c'est le propre des grands romanciers. »

Frédéric Vitoux  
Le Nouvel Observateur

« Une saga maritime dont l'érudition et la fraîcheur de ton en remontent à bien des romans-fleuves. »

François Rivière - Libération

« Une épopée maritime dont l'exotisme enchante... 400 pages flamboyantes, criblées d'aventures au long cours. »

André Clavel - L'Express

« Patrick O'Brian est un Proust de haute mer. »

Eric Deschodt - Valeurs Actuelles

PRESSES DE LA CITÉ



L'ÉDITION  
FRANÇAISE

## La ville dont le prince est un dessinateur

Plus que jamais les amateurs de bande dessinée étaient au rendez-vous du Festival international d'Angoulême. Avec une hausse de 6 % de la fréquentation, la manifestation a « atteint son maximum ». Héros de cette édition : le dessinateur André Juillard

Trente ans de « Monde des livres ». Le 1<sup>er</sup> février 1967 sortait le premier numéro du « Monde des livres », sous la direction de Jacqueline Piatier - à laquelle succéda François Bott en 1983 -, qui signait à la « une » une synthèse sur la métamorphose du genre romanesque et « la recherche du roman moderne ». Le feuilleton de Pierre-Henri Simon portait sur *Villes* de Pierre Mac Orlan et *Hommes d'autrefois* et d'*aujourd'hui* de Jean Rostand, Hélène Cixous commentait les deux nouveaux volumes de la correspondance de Joyce qui venaient de paraître à Londres. Au milieu de ces huit pages, que clôturait un entretien de Jean-Pierre Gorin avec André Schwartz-Bart (prix Goncourt 1960 pour *Le Dernier des justes*), un dossier signé Raymond Jean et Alain Bosquet était consacré à Henri Michaux et l'on y signalait « l'un des jeunes écrivains d'aujourd'hui que la lecture de Michaux a le plus marqués » : I.M.G. Le Clézio. Sur une page, André Fontaine passait en revue des essais sur différents pays du monde contemporain. On lisait aussi des actualités étrangères, une critique de *Le Nef* de William Golding, des publicités annonçant la parution des *Belles Images* de Simone de Beauvoir, de *Filigranes* de Michel Leiris, de *La Cible* de Mao de K.S. Karol, d'un inédit de Raymond Aron dans *La Quinzaine littéraire*. En note était signalé un roman traduit de l'espagnol, *Les Déserts dorés* (Denoël), « premier roman d'un écrivain argentin qui vit à Paris depuis 1961 » : Hector Bianciotti.

● Baisse du chiffre d'affaires de l'édition française. Selon le Syndicat national de l'édition (SNE), le chiffre d'affaires global de l'édition française en 1995 s'établit, tous secteurs confondus, à 14,1 milliards de francs contre 14,5 milliards en 1994. Il accuse ainsi un recul de 3 % en francs courants (4,7 % en francs constants), ce qui ne s'était pas vu depuis 1991, année perturbée par la guerre du Golfe. Si le nombre de titres publiés est en progression de 3,5 % (signe de vitalité, pour le SNE), la multiplication des collections de livres à 10 francs et l'augmentation des ventes de livres de poche au détriment des ouvrages de première édition pèsent négativement sur le chiffre d'affaires. Les résultats sont cependant contrastés selon les secteurs : la littérature est en hausse (+2,4 %), comme la bande dessinée (+6,6 %) et les collections de poche (+5 %). Les ouvrages scientifiques, techniques et médicaux sont en baisse (-9,5 %), après une diminution de 2,2 % l'année précédente, et les dictionnaires et encyclopédies accusent un recul de 8 % (10 % en francs constants).

● Archives d'écrivains. L'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) vient d'accueillir les archives des écrivains Romain Gary et Pascal Pia. D'autre part, Dominique Fernandez a fait don à la Bibliothèque nationale de France d'une partie de ses manuscrits : près de trente titres publiés - romans et essais -, des articles et des inédits - nouvelles, pièces de théâtre et projets de romans. Parmi les manuscrits figurent ceux de *Porporino* ou les mystères de Naples (prix Médicis 1974) et *Dans la main de l'ongle* (prix Goncourt 1982).

● Prix littéraires. Le prix Annie et Charles Corrin pour l'enseignement de l'histoire de la Shoah a récompensé un ouvrage réalisé par l'Atelier patrimonial du collège de Morez (Jura), témoignages de vingt-deux adolescents à la suite d'un périple sur les différents lieux de la Shoah : il sera publié sous le titre *Mémoire juive* par le Fonds social juif unifié.

En établissant de nouveaux records, l'édition 97 du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême a mis la barre très haut : en quatre jours, du 23 au 26 janvier, la manifestation a accueilli 168 000 visiteurs, dont près du tiers originaires de Charente. Un score qui enregistre une progression de 6 % par rapport à l'édition précédente (159 000 entrées en 1996) et qu'il sera difficile de dépasser l'an prochain lorsque le rendez-vous atteindra son quart de siècle. Sans prolonger la durée du festival ou accroître la surface d'exposition, la chose semble même impossible.

Ce constat peut satisfaire chacun des partenaires : « Le maximum est atteint », reconnaît même Yves Poinot, président de l'association organisatrice, qui annonce une rallonge de vingt-quatre heures pour le cru 98, dont les dates sont déjà connues (21-25 janvier). Ce succès, qui tranche sur la morosité éditoriale de rigueur - le chiffre d'affaires des maisons présentes a progressé de 10 % -, est bien sûr celui de la jeunesse. Si la moyenne d'âge des enfants - quatorze ans - est liée à la forte fréquentation des scolaires (9 000 jeunes dès le mercredi de l'ouverture), celle des adultes - trente ans - atteste d'une vitalité inespérée dans une ville qui ne bénéficie pas d'une implantation universitaire porteuse. Sans doute la bonne santé du festival rend-elle moins préoccupants les sombres pronostics qui accompagnaient récemment l'annonce du report de la proclamation du Grand Prix de la ville d'Angoulême. La « Palme d'or » du genre ne sera

en effet décernée que le 17 mars à l'occasion du Salon du livre de Paris. Un choix audacieux où l'image de la bande dessinée joue plus gros que la ville d'Angoulême, capitale désormais incontestée du neuvième art, comme l'assume crânement le titre des cahiers du Musée de la bande dessinée (*Neuvième art*, numéro deux, janvier 1997, 115 F). Le rédacteur en chef, Thierry Groensteen, est aussi le conservateur du musée, magnifique vitrine du CNBD qui accueille quelques-unes des plus passionnantes expositions de l'édition 97.

PRADO, KRAZY HERRIMAN... Si les aficionados de Miguelanxo Prado ont pu apprécier, à l'hôtel Saint-Simon, la magie novatrice de l'artiste et les nostalgiques de la griffe Jacobs s'aventurer dans l'étrange scénographie que Lucie Lom consacrait, place Louvel, aux Dessous de l'officier Bloke et Mortimer, c'est dans les espaces du Centre national de la bande dessinée et de l'image que chacun peut voir encore Krazy Herriman, hommage essentiel au père de Krazy Kat (jusqu'au 27 avril) et le Cinquante ans que René Giffey dessina pour *Fillette*, il y a plus de quarante ans (jusqu'au 4 mai). L'album sera réédité en mars, double clin d'œil à Vigny, né il y a deux cents ans, et à Juillard, prince d'Angoulême cette année. Le dessinateur est présent lui aussi grâce à une thématique transversale inattendue mais captivante qui interroge le paysage urbain dans son œuvre.

Choroné par le Grand Prix 96, sans doute grâce à la légitimité de scénariste que lui valut le *Cahier*

bleu (Casterman, 1994), distingué par l'Alphart du meilleur album lors du 22<sup>e</sup> Festival, André Juillard est le vrai héros de cette année. L'illustrateur, dont les personnages ont envahi, anonymes, les murs de la ville, imprimant l'identité de la bande dessinée à tout l'espace urbain, est somptueusement servi par une exposition au Musée des beaux-arts. Par une savante mise en scène qui guide le regard par un jeu de lumières intermittentes, des planches originales aux collections qui les accueillent, un rebond permanent rend justice à la richesse culturelle qui nourrit les vignettes du dessinateur d'Arno ou des 7 vies de l'épervier. Plus extraordinaire encore, le théâtre d'ombres de Lucie Lom (Philippe Leduc et Marc Antoine Mathieu) revisitant le genre convenu du « son et lumière », proposait une *Tentation de Navarre*, éblouissant prétexte pour découvrir la force de l'atmosphère historique des grands cycles de Juillard, secondé là encore par un scénario de Patrick Cuthias, Dumas moderne à l'impossible fécondité. Cette Saint-Barthélemy, révélée par des gargouilles rebelles sur la face de l'hôtel de ville d'Angoulême, donne l'occasion d'apprécier un trait moins achevé du créateur, puisqu'il abandonne le cerné noir impeccable qui le caractérise. Le rendu frémissant de vie pourrait-il relayer la ligne classique qui a fait la perfection du dessin de l'illustrateur ? Lui-même en doute.

L'enfant qui vivait dans l'école que dirigeait sa grand-mère peupla trop tôt sa mythologie graphique, au gré des rencontres de papier (livres de fin d'année qu'on y

conservait, volumes de la collection « Contes et légendes » de Nathan) ou de chair - son professeur d'histoire de sixième lui révéla, outre son goût pour l'Antiquité, celui des canons esthétiques de Praxitèle. Fasciné par le *Prince Variat* de Foster, qui conjugue une image lisse, proche d'une réverie hollywoodienne, et une épure jusque dans les scènes d'action, mais aussi par le *Corentin* de Cuvelier et l'*Albi* de Jacques Martin, Juillard hante les salles d'égyptologie du Louvre et découvre aussi dans le musée les portraitistes qui seront désormais ses références : Fouquet, Corneille de Lyon, l'école de Fontainebleau, Cranach ou Holbein, et Ingres dessinateur. Les couvertures de ses albums trahissent encore leur influence. Comme son père est un bibliophile averti, le jeune homme envisage une carrière d'illustrateur et s'engage dans la filière des beaux-arts avec la bénédiction des siens. C'est là qu'il rencontre l'univers de la bande dessinée - en sociologie ! Ce sont les années *Alibi* qui éveillent donc sa vocation tardive, qu'il nourrit en lisant tout ce qui se fait. « Un challenge tout à fait impossible aujourd'hui », reconnaît-il. Il en retiendra la leçon de Mézières : le récit d'abord et avant tout. Un credo que plus tard ses illustrations de Faulkner pour Futuropolis confirmeront.

Il conjugue dès ses premières réalisations personnelles son goût de la narration et celui du respect historique. S'appuyant avec un soin méticuleux sur une documentation qu'il interroge en historien amateur (quel crédit peut-on, d'ailleurs, même, apporter à une repré-

sentation des temps révolus ?), il contrôle tout, des costumes aux ensembles architecturaux, des couleurs à la cohérence de l'univers mental de ses personnages : « inventant vrai », à force de rigueur et d'inspiration, il dépasse l'évocation pour participer à la re-création. Ses cadrages, très photographiques, jouent un rôle majeur dans la force de son travail. Juillard, grand admirateur de Kertész et Doisneau, rend la vie quotidienne avec le même réalisme poétique, ce qui explique que son regard nous touche, avec l'efficacité impressionniste d'une séduction distraite. Ni nostalgie ni malice, juste une révérence et un éloge du paysage humanisé, le seul qu'il supporte. Voilà pourquoi la ville est, comme l'a perçu justement le Musée d'Angoulême, l'un des thèmes les plus personnels de ce dessinateur discret dont le talent tient de l'évidence.

Ph.-J. C. ● Dernières adresses pour prolonger le rendez-vous angoumois : une intelligente *Chronologie de la bande dessinée* signée Claude Moliterni et Philippe Melot (Flammarion), *Tout Part. Encyclopédie*, 268 p., 148 F. La *Bédéologie idéale*, guide subjectif et précieux des meilleures réalisations, qui livre les coups de cœur de l'équipe du Musée de la bande dessinée (144 p., 89 F). Et le dernier numéro de la revue *Dada*, qui aborde à sa manière, subtile et clairvoyante, les rapports délicats des arts plastiques et de la bande dessinée (*Mango*, n° 35, janvier 1997, 52 p., 40 F). La revue *Neuvième art*, elle, est distribuée par Makassar Diffusion, 38, rue Dodeauville, 75018 Paris.

## Hommage à Pierre-Henri Simon

Vingt-quatre ans après sa mort en septembre 1972, il faut bien reconnaître que l'ancien chroniqueur littéraire du *Monde* et membre de l'Académie française, Pierre-Henri Simon, a été un peu oublié. « Quelles sont les raisons de ce purgatoire ? », s'est demandé Jean-Louis Lucet, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, à l'occasion d'un colloque organisé, au mois de décembre, au Centre d'études Saint-Louis de France, à Rome. « Peut-être faudrait-il remettre l'accent sur le côté pascalien de l'œuvre, sur les écrits plus jaillissants que les romans », s'est demandé M. Lucet faisant ainsi écho à plusieurs interventions soulignant l'aspect trop conformiste et moraliste du romancier.

En revanche, certains récits comme *Portrait d'un officier*, des essais tels que *Contre la torture* ont gardé toute leur acuité et justifient, aux yeux de beaucoup, que l'on se replonge dans l'œuvre de cet humaniste catholique qui, à bien des égards, n'est qu'un « intense combat en faveur de l'homme », comme l'a souligné René Rémond. Jean-Claude Petit, directeur de *La Vie*, s'est d'ailleurs engagé à rééditer *Contre la torture*, ouvrage qui fut, pour l'appel d'Algérie qu'il était, « une lumière qui [l'] a aidé à tenir ».

Ce colloque a permis de remettre en mémoire l'unité et la cohérence de la pensée d'un « homme éminemment raisonnable », selon l'expression de Georges Houdin. Pour Pierre-Henri Simon, catholique engagé dans le monde, qui fut un témoin de son époque, il était important de faire prendre conscience au lecteur de « tout ce que l'homme a en lui de promesses », comme l'a fait remarquer Bernard Barraud, professeur à l'université de Paris-IV.

Un ouvrage collectif intitulé justement *Témoin de l'homme* (éd. universitaire de Fribourg, 1994) était déjà

venu, dans un premier temps, rappeler les différentes facettes de la personnalité et de la pensée de Pierre-Henri Simon. Fut ainsi évoqué le caractère droit, intègre, d'un intellectuel auquel Hubert Beuve-Méry a fait appel, en 1961, pour « tenir » le feuilleton littéraire du journal. Sa dernière chronique avait paru le jour même où était annoncé sa mort, le 22 septembre 1972. « Je crois pouvoir me rendre cette justice, avant d'écrire, que j'ai mené mon œuvre de critique à la lumière d'une idée de la littérature qui n'était pas séparable d'une idée de l'homme et qui avec plus ou moins de bonheur j'y suis demeuré fidèle ».

C'est cette dimension humaniste que l'hommage publié par les éditions universitaires de Fribourg, ville où il enseigna pendant quatorze ans la littérature française, révèle avant tout. L'ouvrage laisse cependant entrevoir un personnage d'une singulière lucidité. Pierre-Henri Simon a sans cesse lutté contre ce qu'il appelait « le vertige du néant » : les hommes, les idées, les livres aussi innombrables les uns que les autres. « Je ne puis relire mes livres. Ce que j'y trouve de valable, de réussi, d'authentique, c'est-à-dire ce qui m'exprime et me supporte, je souffre trop à penser que cela est déjà mort et déjà oublié, ou le sera totalement demain... », avait-il consigné sur un feuillet sans date. Dans tous les cas, ce que je rencontre en me relisant, c'est l'image de moi-même, de moi-même terrestre ou de moi-même éternel... ». Faire mentir celui qui pourtant croyait en l'au-delà, tel est le message de ceux qui pensent qu'il faut faire revivre la mémoire du condisciple d'Henri Guillemin à Normale sup' qui, un jour, avait cédé en dédicace à l'un de ses élèves : « Faire son possible est toujours possible et c'est déjà perfection ».

Michel Bôlle-Richard

## A L'ÉTRANGER

## Oprah fait vendre

L'émission de télévision américaine « Oprah », où la vedette est bien plus l'animatrice, Oprah Winfrey, que l'invité, est devenue un passage obligé pour qui cherche à toucher un public d'une vingtaine de millions de personnes, essentiellement des femmes. Ainsi *La Chanson de Salomon* a battu des records de vente aux États-Unis après la participation de son auteur, la romancière et Prix Nobel de littérature 1993, Toni Morrison, à l'émission. Il s'en était vendu 360 000 exemplaires en édition de poche, entre 1987 et novembre 1996. L'éditeur, Plume, en a réédité 700 000 exemplaires. La présence de Toni Morrison, écrivain réputé « difficile », a été soulignée par de nombreux journaux télévisés.

● ITALIE : rien à ajouter

Susanna Tamaro a décidé de ne plus parler à la presse. L'écrivain italien a annoncé cette décision dans l'hebdomadaire *Famille chrétienne*, où elle est chroniqueuse. « La » Tamaro s'estime victime d'un coup bas. Elle accuse en effet *La Stampa* d'avoir brûlé un embargo, publiant un entretien alors qu'elle avait demandé au quotidien turinois de réserver l'exclusivité à *Famille chrétienne*. Dans une chronique acide sur la presse italienne, Susanna Tamaro écrit notamment : « Désormais, le journalisme consiste à orner le premier en faisant moi son travail, en négligeant la véracité des faits et, surtout, en trahissant la confiance des gens. » Elle remercie la journaliste : « Pour quinze minutes d'une conversation téléphonique, elle m'a libérée pour toujours du dilemme de consentir ou non à des entretiens ».

● ESPAGNE : petit héros urbain

Manolito Gafotas est un petit garçon de neuf ans, d'origine ouvrière, qui habite Madrid, dans le quartier populaire de Carabanchel, célèbre pour son ancienne prison. Créé par Elvira Lindo, c'est le personnage principal de trois livres, *Manolito Gafotas*, *Pobre Manolito* et *Como mola*, qui seront suivis d'au moins deux autres. Au départ, héros d'un feuilleton radiophonique, on va le retrouver sur grand écran dans un film de Carlos Suárez. Mais aussi traduit en français : les éditions Gallimard viennent d'en acheter les droits.

● ROYAUME-UNI : le prix T.S. Eliot à un Australien

Les Murray est un personnage tout à fait étonnant, grand, fort, plutôt macho, très catholique mais à sa manière, c'est le plus grand poète australien et il vit dans la petite ferme très isolée de Bunyah, dans la Nouvelle-Galles du Sud, où il est né. Il vient de remporter le prix T.S. Eliot, doté de £ 5 000 (environ 40 000 francs) pour un recueil intitulé *Subhuman Redneck Poems* (« poèmes d'un sous-homme bouseux »).

● COMME UN ROMAN

Une série de romans policiers intitulée *Murder, She Wrote* (le feuilleton *Arabesque* pour les téléspectateurs français) comporte déjà six titres - au moins deux sont à venir -, qui sont signés de Jessica Fletcher et de Donald Bain. Jessica, c'est le personnage joué par Angela Lansbury, et Donald Bain, c'est son « nègre », un écrivain fantôme et mais bien réel.

## AGENDA

- LE 30 JANVIER. ÉDITION. A Paris, la BPI du Centre Pompidou accueille les éditions Autrement, à 18 h 30, salle Jean-Prouvé.
- LE 31 JANVIER. HISTOIRE. A Cachan, dans la salle Condorcet de l'Ecole normale supérieure, journée d'étude sur le thème « Historiographies parallèles : nazisme et stalinisme à l'épreuve des archives » (rens. : ENS, 61, avenue du Président-Wilson, 94235 Cachan Cedex).
- LE 31 JANVIER. FOUCAULT. A

Paris, la Maison des écrivains, dans le cadre des causeries du centre Michel-Foucault, présente le livre collectif *Aux risques de Foucault* (éd. de Beaumont), à 19 heures (Hôtel d'Avejan, 53, rue de Valenciennes 75007, rens. : 01-49-54-68-80).

● LE 1<sup>er</sup> FÉVRIER. JUSTICE. A Paris, le Club Démocratique organise, au Palais du Luxembourg, salle Médicis, à partir de 9 heures, un colloque sur le thème « Quelle justice pour la France » (Club Démocratique, 22, av. Eugénie, 92700 Colombes, tél. : 01-47-80-23-79).

● LE 1<sup>er</sup> FÉVRIER. TOLSTOÏ. A Paris, les amis de Léon Tolstoï et l'Institut national d'études slaves organisent une journée consacrée à « Tolstoï vu par les écrivains et les penseurs russes ». De nombreux spécialistes y participeront (rens. : 9, rue Michelet 75006).

● LE 3 FÉVRIER. VITON. A Paris, lecture-rencontre dans la petite salle, 1<sup>er</sup> sous-sol du centre Pompidou, à 19 heures, avec le poète Jean-Jacques Viton, qui lira *Les Poètes* (éd. Fourbis) (rens. : 01-44-78-12-33).

● LE 4 FÉVRIER. SAVOIRS. A Paris, la Bibliothèque nationale de France propose, en collaboration avec l'Institut culturel italien, à

18 h 30, au petit auditorium, une conférence de Umberto Eco sur le thème « Encyclomedia, ou comment écrire l'encyclopédie aujourd'hui ». Dans le même lieu et la même heure, au grand auditorium, conférence de Paul Ricoeur dans le cadre du cycle sur « L'état du monde », sur le thème « De quoi est fait le politique aujourd'hui ? » (rens. : quai François-Mauriac 75013. Tél. : 01-53-79-59-59).

● LE 5 FÉVRIER. TRADUCTIONS. A Paris, l'Institut culturel italien organise une rencontre, à 18 h 30, hôtel de Gallifet, sur le thème « Les dernières traductions françaises de femmes écrivains », avec Maria Teresa Di Lascia, Rosetta Loy et Elisabetta Rasy (rens. : 50, rue de Valenciennes, 75007, tél. : 01-44-39-49-39).

● LE 6 FÉVRIER. ROMANIE. A Paris, débat autour du livre de Carol Ionescu *Les Juifs de Roumanie, 1919-1938* (éd. Peeters, Paris-Louvain), au Centre communautaire (5, rue Rochechouart, 75009 Paris).

● LES 7 ET 8 FÉVRIER. UNES. A Aix-en-Provence, rencontre avec José Angel Valente et les éditions Unes, accompagnée d'une exposition *Tapis* (Cité du livre, 8-10, rue des Allumettes, Aix-en-Provence, tél. : 04-42-26-16-85).

## La saga d'un peuple...

## Histoire générale de la Bretagne et des Bretons

Deux volumes - 1500 pages - 1000 illustrations dont 700 en couleurs - 66 cartes et graphiques - Les grands dossiers de l'histoire de Bretagne



N.L.F. - G.V. Labat - Éditeur  
36, avenue des Ternes 75017 PARIS  
Tél: 01 45 72 28 88 Fax: 01 44 09 84 18

OUVRAGE PUBLIÉ PAR  
EVELYNE MYRIAM AYACHE

SPECIALISTE DE L'HISTOIRE  
DU MAROC, GERMAIN AYACHE  
RÉTABLI TOUTE LA VÉRITÉ  
SUR CETTE GUERRE OUBLIÉE

En fin de librairie 140 F

L'HARMATTAN



## Le secteur santé de Rhône-Poulenc a généré des bénéfices inattendus en 1996

Jean-René Fourtou, le PDG du groupe, s'est engagé à augmenter chaque année son résultat de 20 %. L'an dernier, il a atteint 2,74 milliards de francs, soit une progression de 28,4 %. Une amélioration bien venue après la faible progression de 1995, qui avait particulièrement déçu la Bourse.

En 1987, les activités de santé humaine, animale et végétale de Rhône-Poulenc ont enregistré des progressions spectaculaires de leurs résultats. A elles trois, elles représentent 87 % des résultats de 1996 de

l'ensemble du groupe. De son côté, la branche chimie a vu ses résultats se redresser malgré la guerre des prix. Mais ce phénomène, qui affecte également la division fibres et polymères, n'a pas permis à

cette dernière d'éviter une baisse de ses résultats. Pour atteindre l'objectif de croissance du bénéfice de 20 % par an qu'il a fixé à l'entreprise, le PDG de Rhône-Poulenc, Jean-René Fourtou, parle sur la

montée en puissance de l'ensemble des activités de santé. Dans la pharmacie, dont la principale filiale du groupe est Rhône-Poulenc-Roror, la période de croissance par acquisitions est terminée, estime son

PDG, Michel de Rosen. De nouveaux produits sont actuellement mis sur le marché. Leur part représentait 3,5 % du chiffre d'affaires en 1995. Il devrait atteindre 30 % en l'an 2000.

UN CHIFFRE d'affaires en hausse de 1,2 % à 85,8 milliards de francs, et un bénéfice en progression de 28,4 % à 2,74 milliards de francs : la présentation des résultats 1996 de Rhône-Poulenc, le 30 janvier, a été l'occasion pour les dirigeants d'insister sur l'importance du secteur des sciences de la vie, comparé à la chimie ou aux fibres et polymères. Ensemble, la pharmacie et la santé animale et végétale ont représenté 60 % du chiffre d'affaires du groupe, et surtout 87,1 % du résultat opérationnel.

« Notre bénéfice est supérieur aux attentes du marché, qui tablait sur 2,5 ou 2,6 milliards de francs », reconnaît avec satisfaction Jean-Pierre Tirouflet, directeur financier du groupe. Toutefois, il a été affecté à hauteur de 200 millions par les ennuis de Centon, la filiale commune de Rhône-Poulenc Roror (RPR) et de l'allemand Hoechst. En octobre, à la suite d'un problème de faconnage dans son usine américaine de Kankakee dans l'Illinois, Centon a décidé de retirer tous ses lots

d'albumine (Albuminar et Plasma plex) pour prévenir une éventuelle contamination. « Si cet incident n'avait pas eu lieu, nous aurions pu approcher les 3 milliards de bénéfices. »

### PERFORMANCES CONTRASTÉES

Les performances ont cependant été très contrastées selon les secteurs. La pharmacie, qui regroupe Rhône-Poulenc Roror et Pasteur Mérieux Chnnaught, est portée désormais par le développement de nouveaux produits. Le septième groupe mondial profite de l'essentiel des investissements en recherche et développement qu'a programmés le groupe. La santé animale (Rhône-Mérieux et Rhône-Poulenc Animal nutrition) bénéficie du lancement du nouveau antiparasitaire Frontline. Ce produit, qui avec une seule goutte protège les chats et les chiens des puces pendant plusieurs mois, a vu ses ventes progresser de 11 %. De son côté, la santé végétale est tirée par le nouvel insecticide Fipronil et profite de la reprise des marchés agricoles européens.

Les performances sont différentes dans les deux autres secteurs d'activité de Rhône-Poulenc. Dans la chimie, les résultats se sont redressés, mais cette branche pâtit de la crise que traverse l'oxyde de titane, en raison de la guerre des prix entre les producteurs. De même, l'effondrement des marges que connaît le polyester a affecté la division fibres et polymères, notamment les unités européennes. Le groupe, très

présent dans ce domaine au Brésil, s'est encore renforcé dans ce pays.

Logiquement, le groupe poursuit donc le recentrage de ses activités - il a cédé pour 6,8 milliards de francs d'actifs en 1996. Dans le même temps, il tente de régler son problème structurel d'endettement, qui a été ramené de 36,6 milliards à 33,7 milliards de francs. Le but est de réduire le ratio dettes sur fonds propres, ac-

tuellement de 0,6, à moins de 0,5 à la fin de l'année 1997. Autant de mesures destinées à atteindre l'objectif fixé par le PDG de l'entreprise, Jean-René Fourtou : augmenter de 20 % par an le bénéfice net de Rhône-Poulenc.

Sur le plan boursier, indique Jean-Pierre Tirouflet, « nous voulons que Rhône-Poulenc rattrape les niveaux de l'industrie pharmaceutique ». Malgré la remontée des cours, le chemin est encore

long. Le PER (price earning ratio, cours par action divisé par le bénéfice) est de 14 pour Rhône-Poulenc et de 20 pour RPR, alors que le niveau moyen dans l'industrie de la santé oscille entre 25 et 30. Ce retard doit être comblé d'ici à deux ans, sinon, le groupe, n'ayant pas respecté son engagement, sera contraint de mettre certaines activités en vente.

Dominique Gallois

## Michel de Rosen, PDG de Rhône-Poulenc - Roror « Après le temps des acquisitions, celui de l'innovation »

Michel de Rosen, quarante-cinq ans, PDG de Rhône-Poulenc Roror (RPR), commente pour *Le Monde* la stratégie et les résultats de ce laboratoire pharmaceutique, filiale de Rhône-Poulenc.

« RPR s'est développé par acquisitions, faute de produits nouveaux. Allez-vous poursuivre dans cette voie ?

- Au cours de son histoire,

Rhône-Poulenc Santé a sorti de belles innovations avant de connaître un passage à vide dans les années 80. Le groupe a acquis l'américain Roror en 1990 et s'est efforcé d'améliorer la productivité tout en réorganisant sa recherche. Cette phase est derrière nous. Depuis quelques mois, nous sommes entrés dans une ère nouvelle avec la mise sur le marché de nos médica-

ments. Nous allons nous concentrer sur leur développement. La part des produits nouveaux, qui représentait 3,5 % du chiffre d'affaires en 1995, est montée à 7 % en 1996. Elle devrait doubler cette année et atteindre 30 % en l'an 2000.

- Vous ne prévoyez plus d'autres rachats ?

- Depuis la reprise du laboratoire britannique Fisons en 1995, nous n'avons plus de projet d'acquisition ou de fusion dans nos agendas. L'intégration des équipes est désormais réalisée. Si cet achat a pesé sur nos comptes de 1995, il produit désormais l'effet inverse grâce aux synergies dans l'asthme et l'allergie.

- Parmi les nouveaux médicaments, quels sont les plus prometteurs ?

- Nous plaçons nos espoirs dans l'anticancéreux Taxotère, en cours de lancement, et dans le produit anti-thrombose appelé Lovenox ou Clexane selon les pays. Avec des ventes progressant de 36 % en 1996, ce médicament est devenu le premier produit du groupe à franchir la barre des 400 millions de dollars de

chiffre d'affaires. Il dépassera les 800 millions de dollars d'ici à trois ans.

- En octobre, vous avez suspendu temporairement la fabrication d'albumine aux Etats-Unis dans votre filiale Centon pour des problèmes de flacons. Cet incident a-t-il affecté votre image ?

- Non, car nous avons réagi de manière professionnelle et avons travaillé main dans la main avec les autorités de santé américaine. Nous avons voulu prendre toutes les précautions à partir du moment où il y avait un petit doute sur quelques lots. Nous avons revu tous les processus de qualité de l'usine.

Quel a été l'impact financier de cet arrêt ?

- L'impact sur les comptes de RPR a été important. Hors Centon, les résultats auraient progressé de 42 % en 1996 au lieu des 25,5 % annoncés. Ces difficultés devraient encore peser sur les comptes en 1997.

Propos recueillis par Dominique Gallois

## BOUYGUES

### RÉSULTAT ESTIMÉ 1996 : 650 MILLIONS DE FRANCS

Le Conseil d'Administration, réuni le 28 janvier 1997 sous la présidence de Martin Bouygues, a examiné les estimations d'activité et de résultats du Groupe en 1996 et les perspectives pour 1997.

#### ACTIVITÉ 1996 - PERSPECTIVES 1997

(milliards de francs)	1997 prévisions	97/96	1996 estimé	96/95	1995	95/94
<b>ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION</b>	57,3	(4 %)	59,6	(2 %)	60,8	+ 1 %
Construction	53,6	(3 %)	55,5	(2 %)	56,4	+ 1 %
France	32,6	(8 %)	35,3	(6 %)	37,6	(4 %)
International	21,0	+ 4 %	20,2	+ 7 %	18,8	+ 13 %
Immobilier	3,7	(9 %)	4,1	(7 %)	4,4	+ 4 %
<b>ACTIVITÉS DE SERVICES</b>	23,4	+ 26 %	18,5	+ 7 %	17,3	+ 10 %
Services publics	12,4	+ 41 %	8,8	+ 7 %	8,2	+ 12 %
Communication	9,8	+ 5 %	9,4	+ 4 %	9,1	+ 8 %
Télécommunications	1,2	n.s.	0,3	n.s.	-	-
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	2,3	(27 %)	3,1	(19 %)	3,9	(2 %)
<b>TOTAL</b>	<b>83,0</b>	<b>+ 2 %</b>	<b>81,2</b>	<b>(1 %)</b>	<b>82,0</b>	<b>+ 3 %</b>

L'année 1996 et les perspectives 1997 sont caractérisées par un recul de l'activité de la Construction en France compensé par une forte progression des activités de Services.

Les "Autres activités" qui regroupent celles des Grands Moulins de Paris, de l'Ingénierie et du Cinéma, diminuent en 1996 et 1997 notamment à la suite de la cession d'HDR Inc. en juillet 1996.

En 1997, l'activité du Groupe devrait atteindre 83 milliards

de francs, en progression de 2 %.

Le chiffre d'affaires consolidé prévisionnel 1997 qui inclura pour la première fois l'activité de Saur et de Cise, s'élève à 82,4 milliards de francs.

En 1997, l'écart (0,6 milliard de francs) entre le chiffre d'affaires consolidé et l'activité totale résulte de l'intégration proportionnelle de Bouygues Telecom dans les comptes consolidés.

#### RÉSULTAT 1996

Le résultat 1995 avait supporté un effort exceptionnel de provisionnement d'un montant de 3,3 milliards de francs. Le résultat 1996 doit donc être rapproché de celui de 1994.

(millions de francs)	1996 estimé	1994	96/94	95
<b>RÉSULTAT NET</b>				
Total consolidé	1 150	1 072	+ 7 %	(2 330)
Part du Groupe	650	573	+ 13 %	(2 912)
Intérêts minoritaires	500	499	=	582

La diminution du résultat de la Construction a été compensée principalement par la progression des résultats des activités de Services et par des plus-values de cession. Le compte de résultat de Bouygues Immobilier est équilibré avec un bénéfice estimé de 15 millions de francs. Grâce

aux mesures favorables prises par le Gouvernement, les réservations de logements, vendus à l'unité ont connu une forte reprise en 1996 par rapport à 1995 : + 20 % en volume et + 26 % en chiffre d'affaires.

#### TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le lancement du réseau de téléphone mobile se déroule favorablement. Avec près de 100 000 abonnés, Bouygues Telecom dépasse largement l'objectif fixé dans son plan d'affaires.

De son côté, Infomobile, société de radiomessagerie (KOBV), atteint 100 000 clients après une performance commerciale exceptionnelle en novembre et décembre 1996. En outre, S3RP, société de téléphonie professionnelle en réseau partagé, atteindra en 1997 son équilibre d'exploitation avec près de 9000 abonnés. Un accord a été conclu en novembre 1996 avec la

première société de télécommunications italienne, STET, aux termes duquel celle-ci entrera progressivement à hauteur de 20 % dans le capital de BDT, holding de contrôle de Bouygues Telecom. Le prix d'émission des actions nouvelles souscrites par STET a été fixé sur la base d'une évaluation de Bouygues Telecom à 14 milliards de francs. En 1996, STET a souscrit 5,75 % du capital de BDT. Le résultat consolidé 1996 de Bouygues Telecom ainsi qu'un profit de 260 millions de francs à rapprocher des pertes comptables d'environ 240 millions de francs dues au lancement des activités Télécommunications.

#### BILAN CONSOLIDÉ

A fin décembre 1996, les capitaux propres consolidés sont estimés à 10 milliards de francs, dont 7 milliards pour la part du Groupe contre respectivement 9,4 et 6,3 milliards de francs fin 1995. Les dettes financières s'élèvent à 6,5 milliards de francs contre 6,2 milliards de francs en 1995. Les disponibilités de trésorerie atteignent 7,3 milliards de francs contre 7,2 milliards de francs fin 1995.



## Le groupe hongkongais Cha se renforce dans DMC

### HONGKONG

Entrée en juillet 1996 dans le capital du groupe textile DMC, la famille Cha de Hongkong en est devenue mercredi 29 janvier le deuxième actionnaire. Déjà propriétaire de 6,1 %, la société China Dyeing Works (CDW), petite filiale du groupe Cha, a exercé une partie de ses options, qui lui permettent à terme de détenir 16,3 % du capital de DMC. Originaire de Shanghai, arrivée à Hongkong en 1949, la famille Cha, une des plus puissantes de la diaspora chinoise, a réussi dans le textile avant de faire sa richesse dans l'immobilier. Sa fortune est aujourd'hui officiellement évaluée entre 40 et 45 milliards de francs.

Lorsqu'en mai 1996, Jacques Boubal, président du directoire de DMC, annonçait la mise en place d'une participation croisée entre la société textile française et CDW, il s'agissait avant tout d'une opération industrielle et commerciale visant à faciliter son entrée sur le grand marché chinois. Deux joint-ventures étaient créées : une société industrielle contrôlée à 51 % par le groupe hongkongais, gérée par ce dernier et une société chargée de la commercialisation et du marketing détenue à 51 % par DMC, qui en a la gestion.

M. Boubal se défend vigoureusement de favoriser la montée d'un actionnaire de référence. Mais pour la première fois, DMC dispose d'un actionnaire avec un projet industriel alors que les autres actionnaires sont des institutionnels : un fonds de pension britannique du groupe de l'Union de banques suisses (UBS), avec 17 % du capital, les AGF, le Consortium de Réalisation, structure chargée de vendre les actifs du Crédit lyonnais, la Caisse des Dépôts, la BNP, la Société générale, le Crédit du Nord et le Crédit agricole.

Payson Cha, un des fils les plus influents de la famille, chargé des développements immobiliers du groupe, qui possède notamment les usines de Babygro et Levis ju-

nior à Troyes, n'exclut pas d'avoir un jour à jouer un rôle de fédérateur de l'actionariat. « Un des problèmes clés de DMC est la communication entre des actionnaires à l'œil rivé sur le cours de Bourse et son management », affirme-t-il, sans craindre d'aggraver certaines susceptibilités.

Payson Cha répète à l'envi qu'aux cours actuels (168 francs le 29 janvier), l'action DMC est une bonne affaire au regard d'un actif net réévalué d'environ 280 francs par action. Il ne faut toutefois pas s'attendre à un raid boursier providentiel qui soulagerait une bonne fois pour toute l'épargne française d'une action qui a perdu plus des deux tiers de sa valeur de 1993 à janvier 1997, avant sa récente embellie.

### UNE CERTAINE XÉNOPHOBIE

Cha Chi Ming, le patriarche, assure que son groupe n'a jamais acheté une action DMC sur le marché. Et l'enthousiasme de son fils Payson est tempéré par son appréhension devant les chances du groupe textile de dépasser la crise en Europe, responsable du licenciement en cours d'un salarié de DMC sur cinq. « Si la restructuration entreprise par Jacques Boubal ne redresse pas le groupe, DMC est mort dans cinq ans », dit-il. De plus, il n'est pas dans la culture des capitalistes chinois de subventionner, sans fin, une société qui perd de l'argent. Pour autant, le nouveau partenaire de DMC n'affiche aucune amertume sur l'effondrement du cours de Bourse ces derniers mois qui lui a déjà fait perdre plus de 30 millions de francs sur sa mise initiale de 95 millions.

Dernier obstacle à une montée en puissance rapide : l'émergence d'une certaine xénophobie française, fortement ressentie en Asie après le rejet du groupe coréen Daewoo pour la privatisation de Thomson Multimédia : « nous n'irons pas si nous ne sommes pas attendus », confie Payson Cha.

Valérie Brunschwig



## Danone redresse ses marges après quatre années de baisse

LE GROUPE AGROALIMENTAIRE présidé par Franck Riboud a enregistré un résultat net en hausse de 8 % à 3,38 milliards de francs pour un chiffre d'affaires en hausse de 5,7 % à 83,9 milliards de francs. Après quatre années de baisse, les marges se sont redressées passant de 8,8 % à 8,9 % du chiffre d'affaires, même si l'on est encore très loin des 11,1 % atteints en 1991. En Europe, où le groupe réalise 83 % de ses ventes, les marges sont passées de 9,1 % à 9,3 % du chiffre d'affaires, tandis qu'elles ont progressé de 5,6 % à 6 % à l'international. « Pour la première fois depuis cinq ans, Danone affiche un résultat décent obtenu sans trafiquer les chiffres », explique Sylvain Massot, analyste financier chez Morgan Stanley.

## Alcatel Alsthom serait bénéficiaire de 2,5 milliards de francs en 1996

SERGE TCHURUR, PDG D'ALCATEL ALSTHOM a indiqué, au conseil d'administration réuni le 29 janvier, que le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 162 milliards de francs en 1996, stable par rapport à 1995 et que les commandes progressent de 8 % à 168,2 milliards de francs (0,6 milliard en 1995). Après prise en compte des éléments exceptionnels, le résultat net du groupe devrait être de l'ordre de 2,5 milliards pour l'exercice 1996 (contre une perte de 25,6 milliards en 1995).

### DÉPÊCHES

- **FORD** : le constructeur américain a réalisé pour 1996 un bénéfice net de 4,4 milliards de dollars (24,2 milliards de francs), en hausse de 7 % par rapport à 1995, pour un chiffre d'affaires de 146,9 milliards. Ces résultats, cependant, sont marqués par une chute de 20 % des profits dans l'automobile à 1,6 milliard de dollars. En dehors du marché américain, cette activité a enregistré un déficit de 352 millions de dollars, dont 291 millions en Europe.
- **TRANSPORTS URBAINS** : à Toulouse, les chauffeurs de bus de la Semvat, en grève depuis lundi 27 janvier, ont reconduit leur mouvement le jeudi 30. Mercredi soir, la direction a annoncé le lancement d'une consultation directe du personnel sur l'application de l'accord signé le 17 décembre sur les 35 heures. A Chambéry, les chauffeurs de bus ont repris le travail jeudi 30 janvier, après six jours de conflit. Les chauffeurs ont obtenu une augmentation de 2,6 % et voté à l'unanimité l'arrêt de leur mouvement. (Corresp.)
- **AIR FRANCE** : la compagnie aérienne met fin à quatre ans de blocage salarial. Un accord d'ores et déjà signé par FO fait notamment passer une prime annuelle de 7 500 F en 1996 à 10 000 F en 1997 et 11 500 F en 1998. Les salaires seront revalorisés de 1 % au 1<sup>er</sup> avril 1998.
- **FRAMATOME** : un consortium composé de l'allemand Siemens, du français Framatome et d'entreprises russes sera chargé de moderniser les tranches les plus récentes de la centrale atomique bulgare de Kozlodouzi. L'énergie. La société américaine Westinghouse effectuera par ailleurs certains travaux.
- **OLIVETTI** : le groupe italien d'informatique et de télécommunications a prévu pour 1996 une perte consolidée avant impôt d'environ 800 milliards de lire (environ 2,8 milliards de francs français).
- **FUTUROSCOPE** : le parc européen consacré aux nouvelles technologies de l'image, a accueilli 2,8 millions de visiteurs en 1996. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 570 millions de francs pour un bénéfice net de 23 millions de francs.
- **INTERNET** : America On Line (AOL), le plus gros service en ligne mondial, a accepté des modalités de remboursement systématique de ses abonnés frustrés par l'encombrement du réseau, afin d'éviter une action en justice dans 37 Etats américains.
- **ARBEL** : Michel Coencas, nouveau président de la société (sous-traitance pour l'automobile et le matériel ferroviaire) a demandé mercredi 29 janvier la mise en redressement judiciaire avec continuation de l'activité pour les sociétés de la branche automobile.
- **BAYER** : Haarmann and Reimer, filiale américaine du géant pharmaceutique allemand, a accepté de payer 50 millions de dollars (275 millions de francs) pour arrêter les poursuites criminelles dans le cadre d'une enquête sur une entente internationale sur les prix dans le marché de l'acide citrique, a annoncé mercredi 29 janvier le département de la justice américain. C'est une des amendes les plus lourdes imposée par le département de la justice.
- **ATAL** : le numéro deux français de l'équipement et de mobilier de bureau a décidé de déposer le bilan des sociétés du groupe.
- **POLLET** : le groupe de matériaux de construction, récemment racheté par Saint-Gobain, a annoncé le 29 janvier une hausse de 5,7 % de son résultat net consolidé en 1996, à 795 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 22,9 milliards de francs.
- **AGF** : le président de la compagnie d'assurances, Antoine Jeancourt-Galligani, a nommé trois nouveaux membres au comité exécutif : Jean-Claude Chollet, Philippe Espinasse et Yves de Gaulle. Cette décision annoncée mercredi 29 janvier fait suite au départ à la retraite du vice-président Jean-Daniel Le Franc (qui demeure vice-président du conseil d'administration) et du directeur général délégué aux relations sociales et à la logistique Jacques Campora.
- **DU PONT DE NEMOURS** : le groupe chimique et énergétique américain a annoncé le 30 janvier pour 1996, une hausse de 10,4 % de son bénéfice net à 3,64 milliards de dollars (20,3 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires en progression de 4 % à 43,81 milliards de dollars. « Il s'agit de la troisième année consécutive de bénéfice record », a affirmé John Kroll, président du groupe.

## Debis prend son temps avant de monter dans le capital de Cap Gemini

KLAUS MANGOLD, LE PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE DEBIS, filiale de Daimler Benz dans les services financiers et informatiques, a indiqué mercredi 29 janvier à Berlin ne pas être « pressé » de monter dans le capital de Cap Gemini. Depuis janvier 1996, Debis possède 24,9 % de la société ; 20,5 % sont détenus par la CGIP qui pourrait envisager de se retirer et souhaite voir les Allemands dévoiler leurs intentions ; 19 % par le fondateur et actuel président de Cap Gemini, Serge Rampf. M. Mangold a fait comprendre que le cours de l'action était trop haut pour le moment. Il précise ne pas avoir abordé le sujet avec Ernest-Antoine Sellère, le président de la CGIP, mais indique que cette dernière doit se défaire en bloc de ses titres et que Debis dispose d'une priorité en cas de cession. (Corresp.)

## Le président de la Bundesbank interrompt le mouvement de hausse du dollar

Le billet vert s'est replié de six centimes en vingt-quatre heures

Hans Tietmeyer, président de la banque centrale allemande, a affirmé mercredi 29 janvier que « le processus de normalisation du dollar touche à sa fin ».

Cette déclaration a ravivé les craintes d'une intervention concertée des banques centrales. La réunion du G7, qui se tiendra vendredi 8 février à Berlin, pourrait formaliser la volonté des responsables monétaires internationaux de stabiliser les cours du dollar à leurs niveaux actuels.

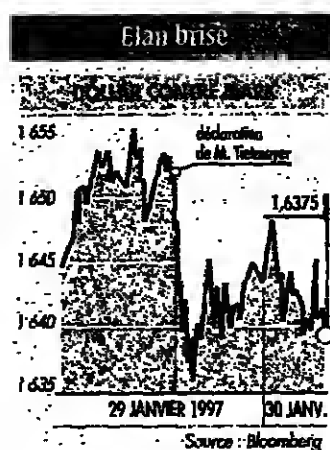
CONFORTÉ depuis plusieurs semaines par le soutien que lui apportent les responsables économiques et monétaires internationaux, le mouvement de hausse du dollar a été brutalement stoppé, mercredi 30 janvier, par les déclarations du président de la Bundesbank. Hans Tietmeyer a affirmé que « le processus de normalisation du dollar touche à sa fin ». Il a ajouté que « le mark sera toujours une monnaie forte ».

A la suite de ces propos, le billet vert a cédé du terrain face à l'ensemble des devises. Il est tombé de 1,6550 à 1,6350 deutschemark, de 5,58 à 5,52 francs et de 122,75 à 121,50 yens. Jeudi matin, le dollar se reprenait très légèrement face aux monnaies européennes, à 1,6375 deutschemark et 5,535 francs. Il cotait 121,10 yens.

La prise de position de M. Tietmeyer modifie en profondeur l'environnement monétaire international. Jusqu'à présent, les dirigeants allemands s'étaient fé-

licités de l'envoie de la monnaie américaine, qui s'est appréciée de 10 % depuis la mi-novembre face au deutschemark. Dans un entretien accordé lundi au quotidien allemand Handelsblatt, le vice-président de la banque centrale allemande, Johann Wilhelm Gaddum, avait noté que la « poussée exceptionnelle » du dollar ne présentait pas « de danger inflationniste grave » pour l'Allemagne. Le secrétaire d'Etat allemand aux finances, Jürgen Stark, avait affirmé le même jour que la hausse récente du dollar représentait une correction de la force du deutschemark observée en 1995.

De telles déclarations avaient incité les opérateurs à acheter des dollars dans la mesure où elles signalaient que des interventions concertées des grandes banques centrales n'étaient pas à craindre. La prise de position de M. Tietmeyer, mercredi, met fin officiellement à la bienveillance et à la tolérance allemandes et indique que les marchés doivent



En déclarant que « le processus de normalisation du dollar touche à sa fin », le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a provoqué un virage reculé du billet vert.

désormais s'attendre à une réaction des instituts d'émission. Déjà les Japonais ont fait savoir au cours des derniers jours qu'ils ne

souhaitaient pas un affaiblissement excessif du yen. De son côté, le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a salué mercredi le « rééquilibrage des taux de change ». La réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra à Berlin vendredi 8 février, pourrait formaliser cette volonté internationale de stabiliser les cours du dollar.

Il reste à savoir si elle sera suivie d'effets durables. Si elles peuvent exercer à court terme une influence sur les marchés, les banques centrales ne peuvent pas grand-chose contre des mouvements de fond résultant de données économiques. En particulier, le décalage conjoncturel entre les Etats-Unis et le reste du monde - croissance soutenue outre-Atlantique, reprise timide et heurtée en Europe et au Japon - devrait continuer à jouer en faveur du billet vert au cours des prochaines semaines.

Pierre-Antoine Delhommais

**F A X**

Exceptionnel,  
**Djinn Club® 200** est un téléphone qui  
 vous permet d'envoyer et de recevoir des fax  
 depuis votre micro-ordinateur.  
 Lorsque votre micro est éteint, Djinn Club 200  
 stocke les fax reçus.

A découvrir absolument au salon  
**IT FORUM/COMDEX 97** du 3 au 7 Février 1997  
 Paris-Porte de Versailles. Hall 1 - Stand LM 74.

Djinn Club 200 est un téléphone haut de gamme doté d'un modem qui vous permet de téléphoner tout en recevant un fax. Il vous propose aussi l'accès à Internet. Venez le découvrir sur notre stand. Pour tout connaître sur Djinn Club 200 tapez 36 14 France Telecom ou [www.francetelecom.fr](http://www.francetelecom.fr)

**France Telecom**

051 7 11 41



■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse de 2,57 % jeudi, le Nikkei perdant 471,26 points, à 17 864,04 points, en raison de ventes de contrats à terme et de prises de bénéfices.

■ LE DOLLAR s'est replié, jeudi à Tokyo, en prévision d'une intervention de la Banque du Japon. Le billet vert cotait 121,63 yens contre 122,18 yens la veille.

■ LE PÉTROLE BRUT a terminé en nette hausse, mercredi, sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence a gagné 57 cents, à 24,47 dollars. Mardi, il avait perdu 4 cents.

■ LE PRIX DU CUIVRE a chuté mercredi sur le London Metal Exchange. Le prix de référence (livraison dans trois mois) a reculé de 50 dollars, à 2 192 dollars la tonne.

■ WALL STREET a terminé en nette hausse mercredi, grâce à des achats de couverture privilégiant les valeurs vedettes. Le Dow Jones a gagné 84,66 points (+1,27 %) à 6 740,74 points.

## LES PLACES BOURSILIÈRES

### Paris franchit les 2 500 points

LA FERMETÉ de Wall Street, la veille, et des résultats de groupes français meilleurs que prévu ont été à l'origine d'une nouvelle flambée de hausse, jeudi 30 janvier, à la Bourse de Paris, permettant à l'indice CAC 40 de franchir le niveau des 2 500 points pour la première fois de son histoire. En hausse de 0,78 %, à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse plus tard un gain de 1,21 %. A midi, il gagnait 1,44 % à 2 500,28 points. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises gagnaient en moyenne 1,26 % à 2 496,14 points. Cette progression s'effectuait avec des volumes de transactions étoffés portant sur 3,8 milliards de francs. Le marché obligataire était également en forme, le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans atteignant 130,50, soit une hausse de 36 centimes.

Les opérateurs sont attentifs aux résultats des sociétés publiés ces dernières heures, Rhône-Poulenc, Lapeyre, Total et Danone ont notamment réservé de bonnes

Indice CAC 40 sur 1 an



CAC 40

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

surprises. Alcatel Alsthom, qui, en 1995, accusait une perte de 2,5 milliards de francs, s'attend pour 1996 à un bénéfice de 2,5 milliards de francs. Le titre monte de

9,1 % à 493,80 francs dans un marché actif. Lapeyre gagnait 7,4 %, Saint Gobain 2 % avant la publication dans la journée de ses résultats.

### Dassault Electronique, valeur du jour

TRÈS NETTEMENT à contre-courant de la tendance, l'action Dassault Electronique a terminé en forte hausse, mercredi 29 janvier, à la Bourse de Paris. Cette progression s'est effectuée grâce à l'annonce d'un chiffre d'affaires et des prévisions de résultats pour l'exercice 1996 meilleurs que prévu. Le titre a terminé sur un gain de 8,25 %, à 590 francs. La société de Bourse Cheuvreux de Virieu, tout en conseillant toujours la vente de la valeur qui s'est envolée

l'an dernier, a relevé ses prévisions de résultats pour 1996. Les anticipations de bénéfice net par action passent de 9 à 17 francs.

Dassault Elect sur 1 mois



### Rechute à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a rechuté jeudi 30 janvier après deux séances de hausse, cédant près de 500 points sur food d'inquiétudes persistantes sur le secteur bancaire. L'indice Nikkei a terminé en baisse de 471,26 points, soit 2,57 % à 17 864,04 points après être tombé jusqu'à 17 811,89 points en cours de séance. Le repli du dollar par rapport au yen a mis un coup d'arrêt aux achats de valeurs exportatrices qui avaient fait monter la Bourse ces derniers jours.

La veille, Wall Street avait terminé en nette hausse, grâce à des achats de couverture qui ont privilégié les valeurs vedettes, et à la bonne tenue du marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 84,66 points, soit 1,27 %, à 6 740,74 points.

En Europe, des inquiétudes sur une hausse des taux d'intérêt ont pesé sur la Bourse de Londres. L'indice Footsie est redescendu tout près de la barre des 4 200 points à 4 207,3 points, pour finir sur une baisse de 0,70 %. La Bourse de Francfort a gagné 0,33 % à 2 999,20 points après avoir atteint 3 007,57 points en cours de séance.

### INDICES MONDIAUX

	Cours au 29/01	Cours au 30/01	Var. %
Paris CAC 40	2461,07	2496,14	+0,88
New York DJ	6622,54	6608,00	-0,22
Tokyo Nikkei	18335,30	17864,04	-2,54
Londres FT100	4202,40	4187,30	-0,36
Francfort Dax 30	2999,20	2999,20	+0,33
Bruxelles Bel 20	2433,61	2433,61	---
Amsterdam AEX	2027,74	2027,74	+1,12
Madrid IBEX 35	466,67	466,67	+1,27
Stockholm AFARSAL	2000,00	2000,00	---
Londres FTSE	2826,30	2826,30	+0,85
Hong Kong Hang S	13289,30	13289,30	+0,81
Singapore Straits	2226,12	2226,12	+0,28

### NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	29/01	30/01	Var. %
Alcoa	68,50	68	-0,15
Allied Signal	69,62	69,62	---
American Express	60,75	60,75	---
AT & T	38,87	38,87	---
Bethlehem	8,50	8,50	---
Boeing Co	104,87	105,25	+0,36
Caterpillar Inc.	76	75,75	-0,32
Chemical Corp.	66,62	66,12	-0,75
Coca-Cola Co	56,37	55,37	-1,77
Disney Corp.	72,25	72,25	---
Du Pont Nemours & Co	102,25	104,37	+2,07
Eastman Kodak Co	86	85,50	-0,58
Exxon Corp.	103,50	103,50	---
Gen. Motors Corp.	61	60,75	-0,41
Gen. Electric Co	103,62	103,62	---
Goodyear T & Rubber	54,62	54,12	-0,91
IBM	126,37	126,37	---
Intl Paper	41,25	41,12	-0,32
J.P. Morgan Co	100,37	101,12	+0,75
McDonalds Corp.	45,75	46	+0,55
Merck & Co Inc.	88,25	88,87	+0,70
Minnesota Mining & Mfg	84,25	83,50	-0,88
Philip Morris	116,37	114,37	-1,72
Pfizer Inc.	111,62	111,62	---
Procter & Gamble C	64,62	64,62	---
Sears Roebuck & Co	48	47,37	-1,33
Tesaco	107	105,25	-1,68
Union Carb.	44,37	44,25	-0,27
Unid Technol	67,75	68	+0,37
Westingh. Electric	18,50	18,62	+0,65
Woolworth	19,25	20	+4,16

### LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

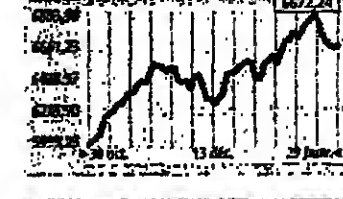
	29/01	30/01	Var. %
Allied Lyons	4,19	4,14	-1,20
Barclays Bank	11,39	11,54	+1,31
B.S.A.T. Insurance	4,90	4,84	-1,22
British Aerospace	12,85	12,93	+0,62
British Airways	5,84	5,97	+2,23
British Gas	2,18	2,23	+2,29
British Petroleum	7,21	7,29	+1,11
British Telecom	4,20	4,24	+0,95
B.T.R.	2,56	2,58	+0,78
Canbury Schweppes	4,78	4,80	+0,42
Essexware	0,83	0,83	---
Forth	9,57	9,57	---
Glan Wellcome	8,73	8,84	+1,26
Granada Group Plc	4,56	4,57	+0,22
Grand Metropolitan	4,57	4,57	---
Guinness	4,57	4,57	---
Harrold Plc	6,24	6,21	-0,48
HSBC	14,02	14,22	+1,43
Imperial Chemical	7,58	7,50	-1,04
Legal & Gen. Corp	3,70	3,68	-0,54
Marks and Spencer	4,82	4,91	+1,87
National Westminster	7,62	7,72	+1,31
Peninsular Oriental	6,44	6,44	---
Reuben	6,67	6,66	-0,15
Sandhill and Sanch	1,04	1,05	+0,96
Shell Transport	10,44	10,58	+1,34
Tate and Lyle	4,26	4,28	+0,47
Unilever Ltd	13,91	14	+0,72
Zeneca	17,01	16,99	-0,12

### FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30

	29/01	30/01	Var. %
Allianz Holding N	2914	2833	-2,71
Basf AG	59,90	59,10	-1,34
Bayer AG	63,50	61,55	-3,07
Bay. Hypoth. Westbank	52,40	52,93	+1,01
Bayer Vertriebsbank	62,85	62,70	-0,24
BMW	1090	1026	-5,87
Commerzbank	41,90	42,40	+1,20
Daimler-Benz AG	115,15	114,10	-0,91
Deutsche Bank AG	70,50	69,20	-1,83
Deutsche Bank AG	82,75	83,30	+0,66
Deutsche Telekom	30,25	30,64	+1,29
Dresdner Bank AG FR	51,60	52,20	+1,16
Hertel VZ	83	82,10	-1,08
Hoechst AG	69,89	69,15	-1,04
Karstadt AG	490,50	487	-0,61
Linde AG	102,80	103,60	+0,78
LTZ Lufthansa AG	22,82	22,15	-2,94
Mann AG	408	408	---
Mannesmann AG	649	654,50	+0,85
Metro	126	126,70	+0,56
Muench. Röhre N	3690	3675	-0,41
Preussag AG	387	380,50	-1,96
RWE	64,10	67,60	+5,46
Sap VZ	217,50	226,50	+4,14
Scherling AG	137,50	135,70	-1,24
Siemens AG	78,10	78,78	+0,87
Thyssen	299,20	291,70	-2,51
Veba AG	90,27	90	-0,24
Vier	655	657,50	+0,38
Volkswagen VZ	596	588,50	-1,26

### New York: Dow-Jones sur 3 mois



### Londres: FT100 sur 3 mois



### Francfort: Dax 30 sur 3 mois



## LES TAUX

### Progression du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, jeudi 30 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 26 centimes, à 130,50 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 5,61 %, soit 0,17 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé

la séance en hausse, les opérateurs ayant été soulagés par l'annonce d'une baisse de 1,7 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis en décembre alors que les analystes prévoyaient une progression de 1,2 %. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était détendu, revenant de 6,92 % à 6,90 %.

La Banque de France a laissé inchangé, jeudi matin, à 3,25 %, le taux de l'argent au jour le jour.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
1 jour le jour	5,600	5,600	5,600	5,600
1 mois	5,600	5,600	5,600	5,600
3 mois	5,600	5,600	5,600	5,600
6 mois	5,600	5,600	5,600	5,600
1 an	5,600	5,600	5,600	5,600
PIBOR FRANCS				
Pibor France 1 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
Pibor France 3 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
Pibor France 6 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
Pibor France 9 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
Pibor France 12 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR EURO				
Pibor Ecu 3 mois	4,1084	4,1146	4,1084	4,1146
Pibor Ecu 6 mois	4,0888	4,0929	4,0888	4,0929
Pibor Ecu 12 mois	4,0888	4,0888	4,0888	4,0888

### MATIF

Echéances 29/01	volume	dernier	plus	moins	premier
Notionnel 10 %					
Mars 97	14480	130,24	130,46	130	130,32
Juin 97	20	128,78	128,98	128,78	128,98
Sept. 97	2	127,30	127,30	127,30	127,30
Dec. 97					
PIBOR 3 MOIS					
Mars 97	2356	96,90	96,75	96,68	96,72
Juin 97	1648	96,74	96,75	96,71	96,74
Sept. 97	694	96,70	96,71	96,68	96,70
Dec. 97	267	96,62	96,63	96,59	96,63
ECU LONG TERME					
Mars 97	204	96,52	96,52	96,50	96,







**PLANÉTOLOGIE** Seize lunes tournent autour de la planète géante Jupiter. Quatre d'entre elles, nettement plus grosses que les autres, découvertes par Galilée en 1610, in-

triguent les astronomes. ● APRÈS PIONEER-10, puis Voyager-1 et Voyager-2 dans les années 70, Galilée, une troisième sonde spatiale américaine, vient de les survoler de près. ● LES

IMAGES qu'elle a prises et les données qu'elle a recueillies renforcent encore l'impression donnée par les précédentes missions, dont les résultats avaient, d'emblée, placé ces ob-

jets parmi les plus étranges du système solaire. ● LES CONDITIONS favorables à l'apparition de la vie semblent être remplies sur l'une d'elles, Europe. Galilée n'est, cepen-

dant, pas parvenue à confirmer l'existence d'un océan sous-glaciaire, susceptible d'abriter une activité biologique, mais pourrait le faire lors d'un prochain passage, en novembre.

## La sonde Galilée confirme le caractère insolite des lunes de Jupiter

Io, la volcanique, et Ganymède, le plus gros des satellites du système solaire, sont dotés tous deux d'un champ magnétique propre, comme la Terre et Mercure. La couche de glace épaisse qui recouvre Europe pourrait cacher un océan susceptible d'abriter une certaine forme de vie

**POINTANT**, le 7 janvier 1610, la lunette qui porte aujourd'hui son nom en direction de Jupiter, Galilée aperçut ce qu'il prit d'abord pour trois nouvelles étoiles. Deux mois d'observations précises l'amènèrent à la conclusion qu'il s'agissait, en fait, de « lunes » que la planète géante entraîne dans sa course.

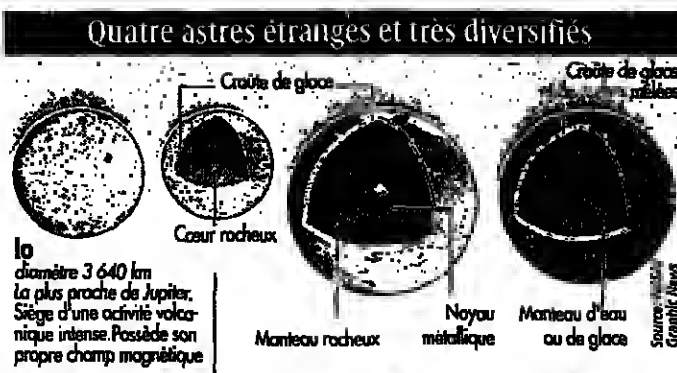
Baptisés depuis Io, Europe, Ganymède et Callisto, les quatre « satellites galiléens » ne cessent, près de quatre siècles après leur découverte, d'étonner les planétologues. Leur survol par les sondes spatiales américaines Pioneer-10, Voyager-1

et Voyager-2 ont montré que ces astres figurent parmi les corps les plus étranges du système solaire. Vingt ans plus tard, les données recueillies par un autre engin américain baptisé... Galilée, viennent d'acquiescer l'admiration et la perplexité des chercheurs.

### EFFET DYNAMO

Galilée a ainsi découvert que Io et Ganymède possèdent toutes deux un champ magnétique qui leur est propre. Une particularité qui n'avait été observée jusqu'à présent que sur deux autres corps rocheux du système solaire : la Terre et Mercure. Ni Vénus, presque aussi grande que la Terre, ni Mars, qui tourne presque aussi vite qu'elle, n'en sont dotées. Notre propre Lune n'en a pas non plus et les planétologues estimaient que c'était le cas de la plupart des astres solides.

Comme celle de la Terre, le champ magnétique de Io et Ganymède semble dû à un « effet dynamo ». Un fluide conducteur — du fer ou du sulfure de fer en fusion — se déplace par rapport à un petit champ magnétique « enseigneur » — en l'occurrence, celui de Jupiter. Ce mouvement engendre dans le fluide un courant électrique qui crée à son tour un champ magnétique, plus fort que le précédent. Le phénomène se répète, multipliant l'intensité totale du champ qui se stabilise quand elle devient suffisante pour freiner le déplacement du fluide conducteur.



**Les chercheurs ont été surpris par la structure des quatre satellites galiléens de Jupiter qu'ils plaçaient désormais parmi les corps les plus étranges du système solaire.**

Le champ magnétique de Io a pu être détecté grâce aux légères variations qu'il a produites dans l'accélération de la sonde à l'approche du satellite galiléen. En se basant sur leur relevé précis, John Anderson et son équipe du Jet Propulsion Laboratory de Californie ont pu calculer les caractéristiques du noyau métallique responsable du phénomène. Ils évaluent son rayon à environ la moitié de celui de Io et sa masse à un cinquième de celle du satellite. D'autres mesures ont amené Margaret Kivelson et son équipe de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) à déduire

qu'il était sans doute composé en grande partie de fer ou de sulfure de fer.

L'expérience a été répétée à proximité de Ganymède, avec des résultats semblables. Dans une série d'articles publiés par *Nature* le 12 décembre 1996, quatre équipes de chercheurs ont signalé que Ganymède a un champ magnétique à peu près six fois plus puissant que Jupiter à cet endroit. Selon leurs calculs, son noyau métallique devrait représenter de 20 à 30 pour cent de la masse de Ganymède.

Avant leur survol par Galilée, on ne connaissait que le rayon et la densité moyenne de ces deux lunes de Jupiter. Io a une densité représentant environ 65 % de celle de la Terre, ce qui veut dire qu'elle est sans doute constituée d'une quantité de glace considérable. Ganymède, dont la densité n'atteint qu'un tiers de celle de la Terre, devrait en contenir encore plus.

### PLAQUES TECTONIQUES

Mais on ignorait comment cette glace s'est répartie. S'est-elle mêlée plus ou moins uniformément aux minéraux ? La roche s'est-elle, au contraire, fixée au cœur du satellite, laissant une couche de glace de plusieurs centaines de kilomètres d'épaisseur la recouvrir ? Nous savons aujourd'hui que la vérité dépasse toutes les hypothèses. Si la glace s'est séparée de la roche, le fer s'en est, lui aussi, dissocié pour s'enfoncer au cœur de ces extraordinaires satellites. Ils ont donc, autrefois, été totalement en fusion.

Le survol d'Europe fut, en revanche, moins fécond en données nouvelles. En dépit des images superbes qu'elle a envoyées à la Terre, Galilée n'a pas permis, en particulier, de confirmer l'existence d'un océan dont certains scientifiques soupçonnaient la présence sous l'écorce de glace qui recouvre ce satellite de Jupiter.

La sonde Voyager-2 avait déjà pris des vues rapprochées d'Europe en 1979. Elles montraient une surface glacée, aussi lisse en apparence qu'une boule de billard, mais parcourue de fins sillons enchevêtrés. L'absence de cratères laisse supposer que cette écorce est relativement jeune. Les turbulences dues à la présence de Jupiter et de son satellite Io, tout proche, la malmenent. Elles engendrent probablement de la chaleur qui la craquelle et fait remonter l'eau et la glace qui vont la reniveler.

Galilée est passée bien plus près

d'Europe que Voyager. Les nouvelles images montrent dans leur détail certains de ces sillons ont, en fait, des crêtes parallèles. Apparaissent également, pour la première fois, des coulées de glace, possibles vestiges d'une activité volcanique et de la présence de geysers sous cette glace. Le dessin des craquelures suggère un découpage de l'écorce en plaques tectoniques rappelant celles de la Terre. Cela, peut-être, sous l'effet d'une intense chaleur interne.

Cette association de chaleur à

### Les intuitions

d'Arthur C. Clarke

Les amateurs de science-fiction sont familiers de l'idée que la vie existe sur Europe. Dans ses deux romans *2010 Odyssée II* et *2061 Odyssée III*, l'écrivain et spécialiste de l'espace Arthur C. Clarke raconte qu'une vie semblable à celle que l'on rencontre dans les puits de chaleur des grands fonds marins de la Terre s'épanouit dans l'océan sous-glaciaire du satellite de Jupiter. Il imagine la façon dont cette vie évoluerait si l'écorce de glace venait à fondre. Europe est encore au centre de son prochain roman, *3001 Final Odyssey*, qui doit paraître cette année.

« Les images d'Europe prises par Galilée me passionnent, déclare-t-il. Quand, dans *Odyssée II* et *Odyssée III*, j'ai commencé à explorer ce satellite, j'ai imaginé que la réalité et la fiction se mélangeraient de façon aussi inextricable. J'espère sincèrement que, dans un avenir pas trop lointain, la preuve sera faite que la vie existe sur Europe, de préférence pas sous la forme que je lui ai donnée pour m'amuser, avec des pancartes indiquant : "Yankee, go home !" »

L'intérieur et de glace à l'extérieur renforce l'idée qu'Europe est susceptible d'abriter la vie. Peut-être dans l'océan qui pourrait s'étendre sous la monstrueuse banquise photographiée par Galilée. Il reste une dernière chance pour le détecter : en novembre, la sonde européenne survolera à nouveau Europe. Les données gravimétriques recueillies à cette occasion permettront peut-être de percevoir enfin le mystère...

Henry Gee et Leslie Saege

## nature le Monde

et Voyager-2 ont montré que ces astres figurent parmi les corps les plus étranges du système solaire. Vingt ans plus tard, les données recueillies par un autre engin américain baptisé... Galilée, viennent d'acquiescer l'admiration et la perplexité des chercheurs.

### « Une orange, une boule de crème glacée, du bronze, un bijou pâle et doré »

**LONGTEMPS**, les quatre satellites galiléens de Jupiter, Io, Ganymède, Europe et Callisto, sont apparus aux yeux des observateurs comme de simples points lumineux, difficiles à observer en raison de l'éclat de la planète géante. Il faudra attendre leur survol par Pioneer-10 pour que la voile se lève. Au terme d'un voyage de vingt et un mois, la petite sonde spatiale américaine passe le 3 décembre 1973 à 131 000 kilomètres de Jupiter, et prend les premières photos de la planète et de ses satellites.

A leur grand étonnement, les scientifiques constatent que ces derniers forment avec Jupiter — énorme boule de gaz qui serait une étoile avortée — un véritable système solaire en miniature. L'analyse des données recueillies par Pioneer va montrer que Io et Europe sont formées de matériaux rocheux, et non de gaz solidifié, comme on le croyait. Et que Io possède une ionosphère s'étendant jusqu'à 700 kilomètres d'altitude. D'autres observations révéleront que les quatre satellites galiléens sont accompagnés de douze autres « lunes », plus petites qu'eux.

Ce sont les sondes américaines Voyager-1 et Voyager-2, lancées par la NASA le 20 août et le

3 septembre 1977, qui vont causer la révolution dans les connaissances. Voyager-1 passe le 5 mars 1979 à 20 500 km de Io, les trois autres satellites étant observés de plus loin : 115 000 km pour Ganymède, 126 000 km pour Callisto et 734 000 km pour Europe. Les premières photos envoyées par les Voyager vont provoquer un choc. Ces quatre corps célestes, qu'on croyait très semblables, sont bien plus étranges et plus variés qu'on ne le pensait. Ils seront décrits par les scientifiques comme « une orange, une boule de crème glacée, du bronze, et un bijou pâle et doré ».

Io, corps céleste d'un beau jaune orangé, est le plus sulfureux. Avec la Terre, il présente le seul cas connu de volcanisme actif dans le système solaire. Voyager-1 va photographier au moins huit volcans en éruption, d'où s'échappent des panaches de gaz soufrés à des altitudes pouvant atteindre 280 km. Cette activité remodèle en permanence sa surface, qui, de ce fait, ne présente pas de cratères d'impact importants. Autre caractéristique unique : Io et son ionosphère évoluent au sein de l'immense magnétosphère de Jupiter. Ce qui génère entre la planète et sa lune la plus

proche un courant électrique de très grande intensité.

Les trois autres satellites galiléens de Jupiter manifestent une vie moins agitée. Le survol de Ganymède par Voyager-2 montre la présence de deux types de terrain très contrastés : les uns sombres, et les autres clairs. Les premiers, plus anciens, sont recouverts d'un très grand nombre d'impacts météoriques. Les seconds se caractérisent par la présence de grandes bandes brillantes, allongées et ramifiées, dont l'origine est encore mal expliquée.

Les images prises par les sondes Voyager concernant Europe, recouvert d'une épaisse couche de glace, montrent que sa surface blanchâtre est striée d'un réseau de grandes rayures sombres, s'entrecroisant sur toute la surface, dont certaines s'étendent sur plus de 3 000 km de long. La présence possible d'eau sous la couche de glace va conduire un conseiller scientifique de la NASA, Richard Hoagland, à évoquer, dès décembre 1979, l'existence éventuelle d'une forme de vie sur Europe.

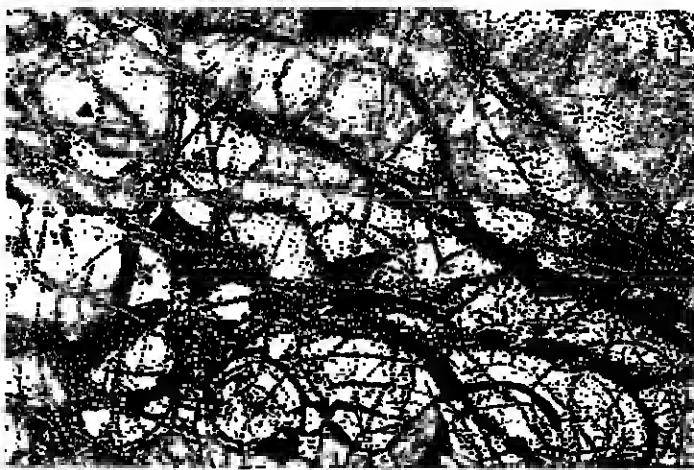
Christiane Galus

## Une vie extraterrestre se cache peut-être sous 100 kilomètres de banquise

**EUROPE** est-il un représentant de ces autres « mondes habités » dont les astronomes soupçonnent l'existence depuis l'Antiquité ? Les données transmises par la sonde Galilée laissent penser que cet astre énigmatique présente au minimum deux des conditions nécessaires à l'apparition de la vie : l'eau, et la chaleur qui la rend liquide.

On sait depuis les missions Voyager que ce satellite de Jupiter est recouvert de glace. Toute la question est de savoir si cette banquise surmonte un océan d'eau liquide. La proximité de Jupiter pourrait induire des variations de champ gravitationnel suffisamment énergétiques pour produire la chaleur susceptible de faire fondre la glace en profondeur. Une autre explication — non exclusive de la première — fait l'hypothèse que le cœur pourrait transférer de la chaleur par l'intermédiaire d'événements similaires à ceux qui tapissent le fond des océans terrestres.

Mais cette eau et cette chaleur hypothétique ne sont pas des conditions suffisantes. Reste à ajouter une placée de chimie organique, celle qui fait appel au carbone pour composer les briques élémentaires de la vie. Cette matière pourrait fort bien être d'origine « extra-curo-



La surface d'Europe (cliché pris par Galilée à 156 000 km de distance) est une banquise, épaisse de 100 km et fracturée en plaques, larges de 30 km en moyenne. Les traits noirs qui les séparent sont sans doute un mélange de glace et de débris rocheux. Certaines plaques ont tourné, ce qui pourrait indiquer qu'elles reposent sur de l'eau ou de la glace molle.

peenne », avance André Brack, du Centre de biophysique moléculaire d'Orléans. Comme la Terre, qui en reçoit 20 000 tonnes par an, Europe est en effet bombardée en permanence par des micrométéorites — des grains cométaires ou astéroï-

daux de seulement 1 mm de diamètre — qui sont carbonisés à 80 %. Il suffit d'une atmosphère très ténue pour les freiner et éviter leur volatilisation. Des millions de tonnes de ces composés ont pu, au fil des âges, former une fine couver-

ture qu'il suffirait de mettre en présence d'eau liquide pour réunir des conditions « prébiotiques ». Ici, le scénario échafaudé par les exobiologistes nécessite l'intervention d'un bolide de plusieurs kilomètres de diamètre, lancé sur Europe à une vitesse astronomique et qui, par la force de son impact, serait capable de faire fondre et percer la banquise sur plusieurs kilomètres de profondeur.

A la suite de cet astéroïde, les molécules pourraient enfin se disperser dans le milieu liquide et, avec un peu de chance, former des systèmes biologiques basés sur l'autocatalyse. « C'est-à-dire la capacité à faire plus de soi-même par soi-même », précise André Brack, dans une définition minimaliste de la vie.

Cette « ensemencement » d'Europe évoque la « panspermie », une théorie avancée en 1906 par le Prix Nobel Svante Arrhenius (1859-1927), selon laquelle des spores, voyageant dans l'espace interstellaire, se dissémineraient à la surface des planètes pour y croître et multiplier. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, des savants — dont Pasteur lui-même — avaient d'ailleurs recherché, sans succès, des micro-organismes à la surface des météorites. L'hypothèse actuelle diffère cependant de la panspermie, dans la mesure où les « ex-

traterrestres » sont remplacés par de simples matières organiques. Mais celles-ci ne demandent — sous certaines conditions de température et de pression, qu'il est problématique de reproduire ou même de modéliser — qu'à s'assembler et se reproduire.

### OGARE « CHURCHILIEN »

On suppose que c'est ce système qui, voilà 3,5 à 3,8 milliards d'années, a abouti sur Terre à l'apparition de la première cellule. La vie se distingue alors du cristal, capable lui aussi de se reproduire, mais strictement à l'identique. Pour que ces formes de vie se diversifient, il a fallu que ces séquences moléculaires se recopient avec quelques modifications et que, parmi ces légères altérations, les plus favorables au milieu soient retenues par l'évolution.

Si ce scénario s'est réalisé aussi sur Europe, « on devrait être capable d'y reconnaître une vie qui ressemble à la quintessence de celle apparue sur Terre », suppose André Brack. Il faudrait, pour ce faire, être capable de retrouver sa « signature ». Sur Terre, celle-ci s'appelle « homochiralité ». La chiralité désigne la propriété d'une structure chimique, de ne pas être superposable à son image dans un miroir. Les molé-

cules carbonées ont ainsi la capacité de dévier un rayon de lumière polarisée vers la droite ou vers la gauche, selon la configuration qu'elles adoptent. Alors qu'en dehors du monde animé ces composés chiraux gauches ou droits sont en proportion égale, la vie a fait son choix : les protéines sont exclusivement forgées à partir d'acides aminés « gauches ».

Voilà pourquoi les exobiologistes proposent de doter les sondes spatiales de polarimètres qui pourraient mesurer le pouvoir optique rotatoire et déduire la proportion relative des différentes molécules présentes sur d'autres mondes. Ils ont ainsi conçu un instrument de la taille d'un cigare — « certes churchilien », plaisante André Brack — capable de pénétrer la calotte glacée de Mars. An cas où un tel cigare serait propulsé vers les lunes de Jupiter, la banquise d'Europe deviendrait malheureusement d'être trop épaisse pour lui dévoiler ses secrets.

Hervé Morin

\* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduction de Sylvette Gleize.



# des lunes de Jupiter

## Le conflit de Rodez révèle une crise profonde de l'archéologie française

Les archéologues en grève et les entrepreneurs de travaux publics réclament une clarification des conditions de financement des fouilles préventives menées sur les chantiers de construction

L'ARCHÉOLOGIE française est en crise. Lundi 27 janvier, les agents des services archéologiques nationaux et régionaux ont voté la poursuite de la grève qu'ils mènent depuis une semaine pour éviter la destruction d'un site sur un chantier de construction à Rodez (Aveyron) (Le Monde du 22 janvier). Leurs syndicats avaient appelé à une manifestation nationale, mercredi 29 janvier, place Vendôme, à Paris.

Le ministre de la culture s'est engagé, dans un communiqué aux grévistes, publié jeudi 23 janvier, à ce que « les services territoriaux compétents » se chargent de la mise en œuvre d'une fouille préventive dans le respect de « l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables » à Rodez. Cela n'a pas suffi à désamorcer le mouvement, qui témoigne, en fait, d'un malaise profond. S'il a servi de détonateur, le cas de Rodez n'est pas isolé. Des situations plus ou moins similaires seraient en développement à Saint-Omer (Pas-de-Calais), Carcassonne (Aude), Bucy-le-Long (Aisne), Ville-sur-Lumes (Ardenne) ou Bourges (Cher). Dans toutes ces villes, comme à Rodez, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) est mise en concurrence.

La préservation des vestiges archéologiques incombe à l'Etat, et la loi de 1941 confère notamment à l'administration des affaires culturelles le pouvoir de bloquer des chantiers si nécessaire. Mais cette loi « ne prévoit que trop peu de mesures précises pour encadrer ce droit de blocage, et rien qui en règle expressément les conséquences financières », s'insurge dans un communiqué la fédération du bâtiment et des travaux publics de l'Aveyron.

Le plus souvent, l'accord se fonde sur la bonne volonté réciproque : les aménageurs acceptent de payer les fouilles (avec, parfois, une participation de l'Etat) selon le devis émis par l'AFAN, chargée de leur exécution, selon le cahier des charges déposé par le service régional de l'archéologie. Mais, de plus en plus, certains entrepreneurs - parfois soutenus par les autorités locales - refusent de payer ou mettent l'AFAN en concurrence avec d'autres organisations, moins chères ou plus conciliantes. C'est notamment le cas à Rodez, où les fouilles devraient être confiées à une association locale, qui n'emploiera sur le chantier que trois archéologues aidés par

deux contrats emploi-solidarité (CES) et des bénévoles. « Depuis plusieurs années, nous constatons une dégradation des rapports avec les aménageurs, raconte un archéologue « de terrain ». Pour les gros chantiers, la concurrence ne pourrait, pour l'instant, venir que de l'étranger. Mais il n'en est pas de même pour les petits. Et là, nous sommes soumis en permanence à des pressions souvent très fortes des entreprises et des élus locaux. »

Pour les archéologues, il s'agit là d'une dérive inquiétante. Le recours à des bénévoles et à des CES « remet en cause la professionnalisation de l'archéologie préventive », s'indigne-t-on à l'inter-syndicale (CFDT, CGT, FO, FSU) des personnels de l'archéologie. Au-delà de ce problème statutaire, les représentants de la profession soulignent que laisser aux aménageurs la possibilité de lancer des appels d'offres revient à « faire dépendre d'intérêts privés et mercantiles la protection du patri-

On évalue à trois mille le nombre de sites archéologiques connus qui disparaissent chaque année sans avoir été étudiés, faute de crédits. « Une globalisation des crédits permettrait de fuir dans des conditions normales les zones les plus intéressantes scientifiquement, quelle que soit l'ampleur du projet d'aménagement qui les occupe », explique un conservateur régional de l'archéologie. Or le problème du financement est, précisément, le point sur lequel le ministère ne prend aucun engagement dans son communiqué du 23 janvier, soulignent les grévistes. « Il n'a même pas fixé de calendrier pour des discussions sur le sujet. »

Les entreprises pourront-elles échapper à cette charge qui leur semble de plus en plus lourde ? Dans tous les pays d'Europe, l'Etat reste le commanditaire des fouilles, mais ce sont les aménageurs qui supportent leur coût, soulignent les archéologues. En France, 80 % de ces dépenses sont

Des situations plus ou moins similaires seraient en développement à Saint-Omer (Pas-de-Calais), Carcassonne (Aude), Bucy-le-Long (Aisne), Ville-sur-Lumes (Ardenne) ou Bourges (Cher)

moins de tous les Français, la connaissance de leur histoire et de leur civilisation ». Ils y voient le signe d'un « désengagement de l'Etat », en dépit de « ses grandes déclarations de principes sur la mission publique de protection du patrimoine ». Des chercheurs du CNRS, professeurs d'université, archéologues territoriaux et présidents d'association ont envoyé des lettres de protestation en ce sens au ministère de la culture et à Matignon.

Les archéologues - comme, d'ailleurs, les aménageurs - réclament une clarification de l'archéologie préventive, en conformité avec la convention de Malte, une convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique entrée en vigueur en France le 11 janvier 1996. Pour tout le monde, le plus urgent est de poser une base réglementaire pour le financement des fouilles, définir qui doit payer quoi, mais aussi mieux répartir les crédits et établir un programme scientifique plus satisfaisant.

déjà supportées par l'Etat au travers des sociétés autoroutières, de la SNCF, des directions départementales de l'équipement ou par le biais de subventions diverses.

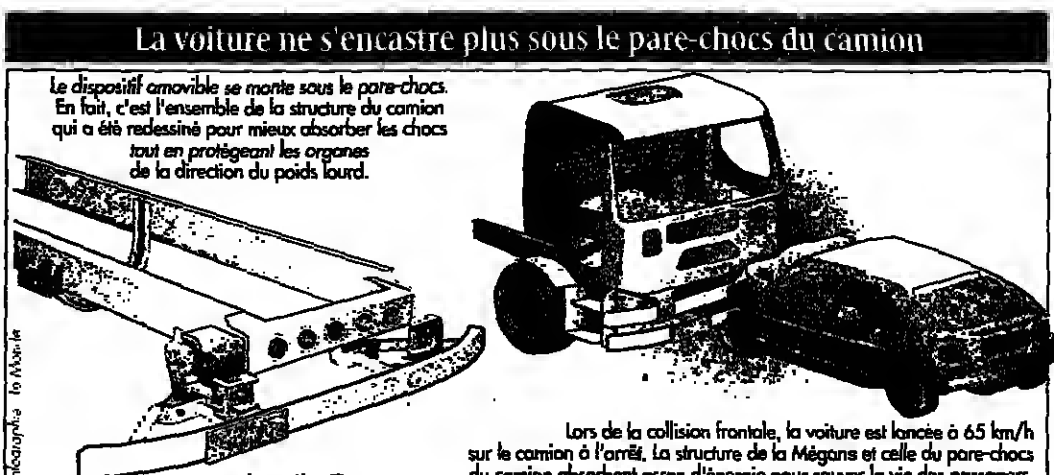
Ce système est viable « quand la nation de responsabilité réciproque est bien comprise », estime Jean Mesqui, directeur de la Société des autoroutes Paris-Normandie, et Xavier Delestre, conservateur régional de l'archéologie de Haute-Normandie. Et de citer leur propre exemple : « Nous avons fait effectuer le repérage des sites très en amont du projet. Le programme scientifique a ainsi pu être défini précisément, les sites les plus intéressants sélectionnés avec soin, les délais de fouilles fixés au départ. Nous avons ainsi évité les surprises et les retards lourds de conséquences économiques. Résultat : le coût archéologique de l'A29, particulièrement bas, a pu être limité à 1,5 % du budget global... »

Catherine Chauveau

## Un pare-chocs déformable rend les poids lourds moins meurtriers

Son montage sur tous les camions sauverait cent vingt vies par an en France

Renault propose en option sur certains de ses poids lourds un dispositif qui absorbe les chocs et empêche les voitures de s'encastrer sous leur châssis en cas de collision frontale. Les transporteurs sont réticents à adopter cette innovation, pour des raisons économiques.



Renault V.I. a conçu un dispositif qui se fixe à l'avant des poids lourds de sa gamme Premium. Dans un choc frontal avec une voiture, ici une Mégane, le nouveau pare-chocs assure deux fonctions : sa géométrie évite que la voiture ne s'encastre sous le camion et il absorbe une partie de l'énergie du choc.

SI LES ROUTIERS sont sympas, leurs poids lourds effraient plus d'un automobiliste. A juste titre. En 1995, sur les 8 412 personnes tuées sur la route, 1 276 l'ont été lors d'un accident mettant en cause un ou plusieurs camions. Selon les statistiques, on dénombre 810 victimes d'une collision entre un poids lourd et une voiture. Ce dernier type d'accident est responsable de 4 200 décès en Europe sur un total de 25 000, soit 17 %.

Dans ce contexte, plusieurs constructeurs de poids lourds, dont Renault Véhicules industriels - filiale Véhicules industriels de Renault - se sont penchés sur l'amélioration de la « compatibilité » entre les poids lourds et les voitures particulières. Ce vocabulaire désigne l'aptitude de deux véhicules à équilibrer leurs déformations respectives lors d'une collision.

Depuis juin 1996, les modèles de la nouvelle gamme de la firme française Premium sont dotés, en option, du dispositif de prévention de l'encastrement avant (DPEA). Il s'agit d'un élément métallique constitué d'une poutre en U réalisée en acier à haute limite élastique et dotée à ses deux extrémités, des déformations ainsi que celles de ses fixations absorbent envi-

ron 20 % de l'énergie du choc. Le DPEA s'intègre dans la conception d'ensemble des Premium qui vise à rendre les camions moins dangereux pour les voitures.

### EXTRÊME VULNÉRABILITÉ

Mercredi 15 janvier, Renault a testé ce système lors d'un essai de collision entre un Premium et une Mégane, à Lardy (Essonne). Le résultat montre que les passagers, simulés par des mannequins bardés d'instruments de mesure, auraient survécu au choc frontal à 65 km/h de vitesse relative (camion arrêté). Sans le DPEA, leurs chances de survie auraient été très faibles. Renault Véhicules industriels estime que si son dispositif était généralisé sur tous les 550 000 camions qui roulent en France, le nombre de tués serait réduit de 30 %, soit 120 personnes sauvées par an.

Le problème de la compatibilité entre véhicules fait l'objet d'études chez Renault depuis 1972. Le constructeur avait alors effectué un essai de collision frontale entre une R5 et une Ford Zephyr. La petite Renault avait été pulvérisée par la grosse américaine : quand la compatibilité entre deux véhicules est faible, le plus léger absorbe

l'essentiel de l'énergie cinétique du choc. « Les risques d'être tué lors d'un choc passent de 70 % dans une voiture pesant moins de 850 kg à 25 % dans un modèle dépassant les 1 050 kg », souligne Philippe Ventre, directeur de l'ingénierie Véhicules Renault.

Lorsqu'une automobile se retrouve en face d'un poids lourd, les masses en présence atteignent facilement un rapport 10. De plus, la structure de la cabine des camions met les voitures en situation d'extrême vulnérabilité. En effet, les 60 centimètres de garde au sol des poids lourds dépassent de 30 centimètres celle des automobiles. Et la distance entre le pare-chocs du camion et sa roue avant atteint 1 mètre. De quoi provoquer un encastrement de la voiture sous le poids lourd lors d'un choc frontal. Dans ce cas, l'automobile ne bénéficie plus de l'amortissement fourni par l'écrasement de sa partie avant. C'est là, pourtant, que des longorons spécialement étudiés pour se déformer sur 40 cm de longueur, absorbent une partie de l'énergie du choc, ce qui sauve souvent la vie des passagers.

Fort d'un constat qui aurait pu être réalisé depuis longtemps, Renault Véhicules industriels a donc réussi à diminuer l'agressivité des camions en rendant leur structure moins rigide, il reste à imposer l'adoption des systèmes du type DPEA par les transporteurs routiers, ce qui ne semble pas possible sans recourir à la réglementation.

D'autres dispositifs devront, ensuite, réduire le danger pour les voitures en cas de collision sur les côtés ou à l'arrière des poids lourds. Les chocs frontaux représentent 7 % des accidents contre 5 % pour les autres types de collision avec les poids lourds.

Michel Alberganti

### La réticence des transporteurs

Vendu en option, le dispositif de prévention de l'encastrement avant (DPEA) coûte 4 000 francs. Une somme qui semble modique lorsqu'on la rapporte au prix des camions neufs. Ces derniers, affichés 900 000 francs sur les tarifs, sont négociés jusqu'à 400 000 francs. Même dans ce cas, le DPEA ne représente qu'un surcoût de 1 %. N'est-il pas possible pour Renault Véhicules industriels d'offrir gratuitement cet équipement ? « Le prix de vente se négocie à 1 000 francs près. Même si nous donnions le dispositif, précise Pierre Lecoq, directeur technique, les transporteurs le retireraient pour gagner les 40 kilogrammes de son poids. » La concurrence entre transporteurs est si vive qu'un gain de charge utile de quelques kilos peut se révéler décisif.

### L'ART EN QUESTION

N° 2 En collaboration avec 772 Réunion des Musées Nationaux

## Témoin de l'intime, curieux de l'univers

Le peintre de la « vie silencieuse » a délaissé ici ses thèmes familiers : les femmes occupées à des tâches quotidiennes, dont il traduit la simplicité avec une technique inégalable. Vermeer entre dans le monde des savants qui s'interrogent sur la complexité de l'univers symbolisé par le globe terrestre. La composition de l'œuvre est simple : le personnage est près d'une table recouverte d'un tapis à moitié replié et, comme toujours, la fenêtre, à gauche, laisse entrer la lumière, qui baigne la scène d'une atmosphère de méditation. Le Musée du Louvre expose actuellement Le Géographe (1669), de Vermeer, prêt par le Musée Stadel de Francfort, à côté de L'Astronome. Dans ses collections permanentes, le Musée du Louvre possède aussi : ■ La Dentelière ■ La Jeune Fille à la perle ■ La Laitière

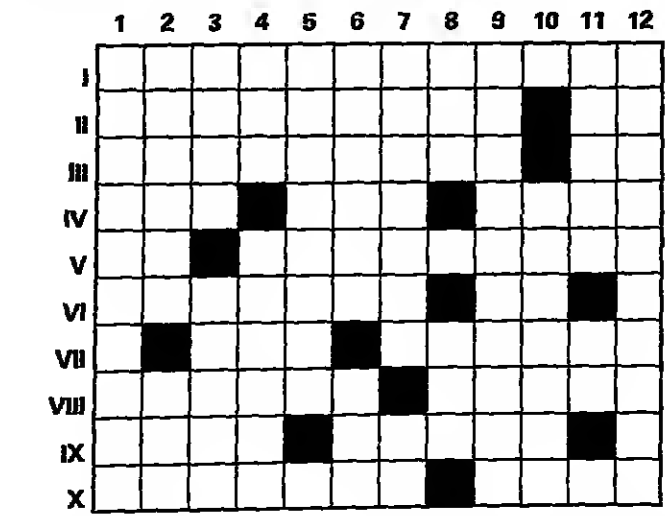


Johannes Vermeer (1632-1675), L'Astronome (1668), Paris, Musée du Louvre.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'éditeur. Concessionnaire des journaux et publications n° 57 437. 133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris cedex 08 Tél : 01 44 43 76 00 Fax : 01 44 43 77 30

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97010 SOS Jeux de mots : 3615 LEMONOE, tapez SOS (2,23 f/min).



#### HORIZONTALEMENT

I. Quand ils prévoient l'avenir dans les journaux, ce n'est pas dans la rubrique horoscope. - II. A longterm travaillait à la chaîne. Drame en jaune. - III. Méchants et ridicules depuis jarry. Prêt pour la pose. - IV. Consomme beaucoup de papier dans une bibliothèque. Donne confiance. Vieille voiture quand on le double. - V. Pour doubler. Exerce un pouvoir très contraignant. - VI. Bouscule les règles. Démontre-tatif. - VII. Va avec la manière.

#### VERTICALEMENT

1. Plaisantes chez Molière et Scapin, ce sont des trahisons en réalité. - 2. Poli et raffiné, il vient de la ville. Mer démontée. - 3. Englobe. Roulant un peu partout, volant au pays d'Ala-

din. - 4. Lettres de Tourgueniev. Pavillons en sol mineur. - 5. Nous poussent à agir et limitent la justice. - 6. Jamais au passé. Le ciel vu de l'Europe. - 7. Attirent et piègent les pigeons de tout poil. Seul et unique. - 8. Se jette à l'eau. La France à l'écoute du monde. - 9. Déplacer beaucoup d'air pour peu d'effet. - 10. Coupera tout ce qui dépasse. - 11. Naît du désœuvrement. Au centre des océans. - 12. Étaient tellement discrets qu'ils ont fini par disparaître de la scène.

Philippe Dupuis

#### SOLUTION DU N° 97009

HORIZONTALEMENT  
I. Restaurateur. - II. Acier. Apôtre. - III. Crâneur. Ries. - IV. Kilt. Neutres. - V. Et. Ave. Nie. - VI. Eté. Al. As. - VII. Tacites. Legs. - VIII. Echo. Recelée. - IX. Urundi. Urane. - X. Ressemblants.

VERTICALEMENT  
1. Racketteur. - 2. Écrit. Acte. - 3. Sial. Echus. - 4. Tentations. - 5. Are. Vét. Dé. - 6. Une. Erim (mire). - 7. Rare. Ase. - 8. Ap. Uni. Cul. - 9. Tortillera. - 10. Etiré. Elan. - 11. Urée. Agent. - 12. Ressassées.



L'entraîneur italien, arrivé en début de saison, a imposé une extrême rigueur à son équipe et profité des largesses de son président dans le recrutement

**Capello a hissé le Real en tête du championnat national. Dans une équipe à forte participation étrangère, Raul, pur Madrilène, est devenu à dix-neuf ans la coqueluche du public du stade Santiago Bernabéu.**

# Luc Alphand prend la tête de la Coupe du monde de ski alpin

Luc Alphand était déjà vainqueur de trois descentes de Coupe du monde cette saison, à Val Gardena, à Bormio et dans l'épreuve de sprint de Kitzbühel. Il est cette fois venu coiffer les spécialistes du super-G. Technicien, Luc Alphand peut en effet accepter de ralentir un peu pour amorcer les courbes qui n'existent presque plus dans la descente où il excelle. A Laax, dans les Grisons, il a confirmé des envies poudrées.

### Alain Constant

## **PORTRAIT** \_\_\_\_\_

**Raúl Gonzales Blanco**  
 est devenu très vite  
 la coqueluche  
 du football européen

Les dizaines de milliers de socios du Real retrouvent en Raul ce qu'ils admirent chez un autre jeune prodige madrilène, Emilio Butragueno : la classe pure, le sens du but, l'amour immédiate du jeu, le maillot blanc et de la capitale espagnole. Au sein d'une équipe qui a perdu son charme, Raul est l'oeil qui joue souvent sur le terrain que quatre joueurs espagnols, Raul devient le symbole ultime de l'éternelle grande madrilène.

Le plus amusant dans sa trajectoire est de penser qu'aujourd'hui Raul devrait logiquement porter le maillot rayé rouge et blanc des équipes de la région de Castille, au lieu des poussins aux cadets, il joue en effet pour l'autre grand club de la capitale dont les observateurs avaient repéré les qualités

Une semaine plus tard, il faisait son centième match sous le maillot blanc du Real. « *Tout va vite, très vite pour moi. Mais j'assume mes responsabilités, j'estime qu'il y a beaucoup de joueurs meilleurs que moi en Liga, dont Ronaldo, à qui certains veulent me comparer, ce qui est stupide...* », déclare Raul qui vient de signer, pour une somme conséquente, une prolongation de contrat avec le club de son cœur jusqu'en 2006. Comme le dit son président, Lorenzo Sanz, « *Lorsque l'on a la chance de pouvoir compter dans son effectif le meilleur joueur du monde, on ne le laisse pas partir !* »

**Al. C.**

# Jeux de mots

36 15 LEMONDE

Derrière lui, mercredi, viennent l'Autrichien Josef Stöb l'Italien Peter Runggaldier, représentant deux nations en pointe cette saison. A la douzième place, Benjamin Melquiond, un Français de vingt et un ans, qui fréquente depuis un an la Coupe du monde entre deux épreuves de Coupe d'Europe, a décroché son billet pour Sestrières. Il avait terminé huitième du super-G de Happon One (Japon) peodant l'hiver 1996. Privé d'Adrien Duvallier, en convalescence après sa chute à Wengen, Luc Alpand peut se sentir un peu moins seul.

**B.M.**

■ **TENNIS** : l'équipe de France (Cédric Pioline, Arnaud Boetsch, Guy Forget et Guillaume Raoux), vainqueur de la Coupe Davis 1996, a été reconduite pour le premier tour de l'édition 1997, du 7 au 9 février, face à l'Australie.

■ **BASKET** : l'équipe de France a battu la Suède (78-71), mercredi 29 janvier, à Lulea, lors des éliminatoires des championnats d'Europe, qui se disputeront en juin en Espagne.

Ce dernier a estimé que demander si le SCB n'était pas une pompe à finance du FLNC était poser une question diffamatoire. Mais il a ajouté que le reportage était le résultat d'une enquête sérieuse, que la cessation des plastiquages depuis la signature du contrat était certaine, et que le fait que le trésorier du club soit aussi le directeur de la publication autonome *U Ribombu* permettait aux journalistes de s'exprimer comme ils l'ont fait.



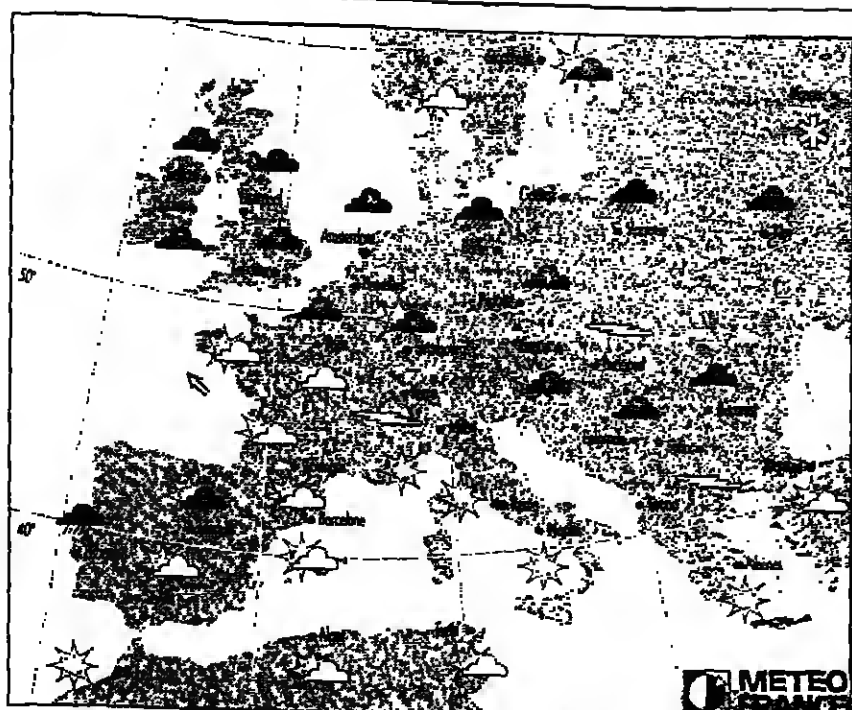
Partez à la découverte d'Angkor, l'ancienne cité royale des Khmers avec le hors-série Téliorama. Après un quart de siècle de guerres, dont trois ans de folie khmère rouge, le Cambodge veut croire à la paix. Avant de courir à l'exposition du Grand Palais, découvrez dix siècles d'art Khmer avec le hors-série Téliorama.

Hors-série Téliorama "Les sourires d'Angkor". 48 Francs chez votre marchand de journaux.

**Télérama**  
Prenez votre culture en main.

[illegible]





Prévisions pour le 31 JANVIER vers 12h00

Ensoleillé (E)	Ensoleillé (E)
Éclaircies (N)	Éclaircies (N)
Nuageux (N)	Nuageux (N)
Pluie ou bruine (P)	Pluie ou bruine (P)
Très nuageux ou couvert (C)	Très nuageux ou couvert (C)
Pluie ou bruine (P)	Pluie ou bruine (P)
Neige (N)	Neige (N)
Vent fort (V)	Vent fort (V)

LE 31 JANVIER  
Temps/Températures  
minima/maxima

France	France	France
metropolitaine	metropolitaine	metropolitaine
AJACCIO E/3/15	BIARRITZ N/4/13	BORDEAUX N/0/10
BOURGES N/0/10	BREST N/1/7	CAEN N/0/4
CHERBOURG N/1/5	CLERMONT-F N/1/5	DIJON N/1/5
GRENOBLE N/1/5	LILLE N/2/2	LIMOGES N/2/8
LYON N/4/4	MARSEILLE E/0/13	NANCY N/2/6
NANTES E/6/13	NICE N/2/3	PARIS N/0/10
PERPIGNAN E/1/12	RENNES N/3/6	ST-ETIENNE N/5/5
STRASBOURG N/4/2	TOULOUSE N/0/9	TOURS N/3/4

FRANCE outre-mer

CAYENNE P/24/26	FORT-DE-FR. E/26/27	NOUMEA N/23/24	PAPETE E/26/27	POINTE-A-PIT. N/25/27	ST-DENIS-REU. E/26/28
-----------------	---------------------	----------------	----------------	-----------------------	-----------------------

EUROPE

AMSTERDAM C/3/4	ATHENES E/6/9	BARCELONE N/7/11	BELFAST C/2/3	BERLIN P/2/3	BERNE C/1/1
BUCAREST C/0/3	BUENOS AIRES C/1/1	COPENHAGUE N/2/4	DUBLIN C/2/3	FRANCFORT C/2/1	GENEVE C/1/2
HELSINKI N/1/5	ISTANBUL N/1/5	KIEV C/1/6	LISBONNE P/12/16	LIVERPOOL C/1/1	LONDRES C/1/2
LUXEMBOURG C/4/1	MAORIO N/4/10	MILAN E/4/6	MOSCOU E/1/2/5	MUNICH C/1/7	NAPLES E/5/8
OSLO N/1/3	PALMA DE M. C/2/1	PRAGUE E/5/9	ROME N/8/14	SEVILLE C/1/1	ST-PETERS. N/1/2
STOCKHOLM E/18/19	TENERIFE P/1/3	VARSOVIE N/1/5	VIENNE N/3/2	AMERIQUE	BRASILIA P/19/25
BUENOS AIRES N/22/27	CARACAS N/10/11	CHICAGO P/15/18	LOS ANGELES E/9/17	MEXICO C/19/14	MONTREAL C/9/13
SAN FRANC. E/8/23	SANTIAGO E/8/23	AFRIQUE	ALGER N/8/13	ASIE-OCEANIE	BANGKOK E/21/31
BOMBAY E/17/25	DJAKARTA P/26/28	DUBAI E/14/22	HANOI P/17/22	HONGKONG E/15/24	JERUSALEM E/5/11
NEW DELHI E/17/27	SEOUL N/8/2	SINGAPOUR C/25/28	SYDNEY E/19/23	TOKYO E/2/4	

Prévisions pour le 1er février

C: ciel couvert	E: ensoleillé	N: nuageux	P: pluie	*: neige
-----------------	---------------	------------	----------	----------

## Fraîcheur dans le Nord soleil dans le Sud

LES HAUTES pressions supérieures à 1040 hPa sur les îles britanniques vont se décaler vers la mer du Nord en faiblissant un peu. Une perturbation peu active sur le golfe de Gascogne donnera des nuages élevés sur les côtes atlantiques.

**Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie.** - Sur la Bretagne et les Pays de la Loire, la matinée sera claire, puis des nuages élevés arriveront par l'ouest. Sur la Basse-Normandie, la grisaille matinale laissera place à des éclaircies. Les températures seront fraîches le matin, voisines de 0 degrés, et atteindront de 5 à 8 degrés l'après-midi.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - La grisaille dominera, avec quelques trouées possibles. Près de la frontière belge, les nuages resteront nombreux. Le thermomètre descendra jusqu'à -3 degrés le matin et montera entre 2 et 6 degrés, au gré des éclaircies.

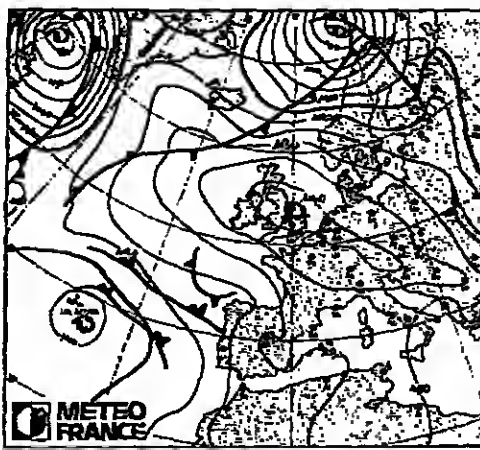
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Le

## LE CARNET DU VOYAGEUR

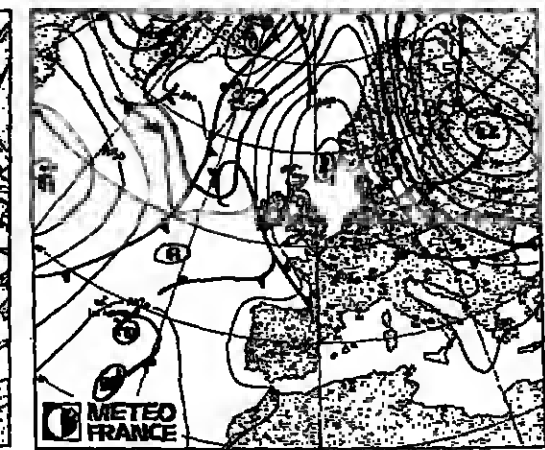
**CHINE.** Le gouvernement chinois consacrera aux projets d'infrastructure et de modernisation de l'aviation civile 11,8 milliards de yuans (1,42 milliard de dollars), dont 8 seront destinés à la construction de nouveaux aéroports, rapporte le *China Daily*. Sur ces 8 milliards, 3 seront investis dans les grands travaux en cours à l'aéroport de Pékin. Un crédit supplémentaire de 1,3 milliard de yuans sera affecté à l'achat d'avions. Est également à l'ordre du jour la création d'un réseau informatisé de réservation et de vente de billets - (AFP).

**VENISE.** La municipalité de Venise va réduire sa population de pigeons, dont le nombre est estimé à plus de 100 000. D'après une ordonnance municipale, les pigeons devraient recevoir des aliments spécialement traités pour stériliser leurs œufs et les débarrasser des parasites internes - (Reuters).

**Langue d'Oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le soleil dominera sur toutes les régions. Les températures seront agréables, entre 13 et 15 degrés l'après-midi.



Situation le 30 janvier



Prévisions pour le 1er février

## VENTES

## Photographies du siècle des pionniers

Samedi, à Drouot, seront dispersées des images de la Provence et de Paris au temps de la Commune

FIGÉ DANS LES TONS passés des photographies anciennes, un instant révolu déclenche le rêve : attitudes, expressions, costumes, décors, paysages offrent tel quel le siècle précédent. Dès 1850, après avoir résolu divers problèmes techniques, des artistes peureux curieux et amateurs se lancent avec bonheur dans ce mode d'expression mécanique, qui ne connaît ni archaïsme ni phase d'adaptation. Les recherches se diversifient ensuite, selon la sensibilité des photographes, passant par les compositions les plus variées. Nombre de grands noms du

XIX<sup>e</sup> siècle seront représentés dans une vente qui aura lieu le samedi 1<sup>er</sup> février à Drouot-Richelieu. Hippolyte Bayard (1801-1887), un des pionniers de la photographie, est aussi le premier à envisager une nouvelle forme de narration par l'image. Il met en scène des natures mortes, des autoportraits, des paysages. Une « vue prise à Evreux » en 1851 (25 000 à 30 000 francs) est une des épreuves de la Mission héliographique (héliographie est un mot inventé par Niépce qui désigne alors la photographie) commandée par la commission des Monuments his-

toriques, qui confia à cinq photographes le soin de rendre compte de l'état des monuments avant leur restauration. Bayard, Le Secq, Le Gray, Balbus et Mestral se partagent la France.

Edoard Balbus (1813-1890) s'est alors affirmé comme un des meilleurs spécialistes de l'architecture. On trouvera ici cinq images de la Provence vers 1862 (4 000 à 5 000 francs), quatre vues de Paris vers 1860 (2 500 à 3 500 francs), un détail du pavillon Denon au Louvre vers 1857 (6 000 à 8 000 francs).

Un des maîtres du XIX<sup>e</sup>, Gustave Le Gray (1820-1882) laisse une pro-

duction d'un haut niveau artistique, et ses séries de marines, réalisées en 1856-1857, sont considérées comme un des sommets de la photographie ancienne. Ses œuvres jouissent de cotes soutenues : la façade de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois à Paris, vers 1858, est estimée entre 12 000 et 15 000 francs.

### UN SUCCÈS POUR

Charles Marville (1860-1878) mène une véritable campagne photographique de la Ville de Paris à partir de 1858. Pendant plus de dix ans, il enregistre tous les grands changements survenus dans la capitale. Deux vues sur ce thème sont proposées : *Abri mobile de marchand de journaux, menuiserie*, rue du Bac vers 1872 (3 500 à 4 500 francs) et le coin de la rue du Bac et de la rue Saint-Dominique vers 1872 (6 000 à 8 000 francs).

Photographie de l'empereur, en 1855, Eugène Disdéri (1819-1889) fait fortune grâce à un brevet de multiplication des portraits. Collées sur un carton léger, ces « cartes de visite » connaissent un succès énorme. On doit aussi à Disdéri un vrai reportage sur la Commune de Paris dont les images terribles tranchent sur sa production mondiale. Appartenant à cette dernière, deux albums de trente-deux et vingt-cinq photographies de vues extérieures et intérieures des châteaux d'Osborne et de Windsor ont été réalisés vers 1867 (15 000 à 20 000 francs).

Auguste Belloc (actif de 1850 à 1865 environ), puis plus tard Robert Demachy (1859-1936) se spécialisent dans le nu féminin. On attend 30 000 à 40 000 francs d'un daguerrétype colorié de Belloc et 25 000 à 30 000 francs d'une jeune fille dévêtue de Demachy (vers 1885).

Catherine Bezel

## Calendrier

● **Antiquités**  
Paris, quai Branly, jusqu'au lundi 3 février, de 11 à 20 heures, 90 expositions, entrée 50 F.  
Bordeaux (Gironde), parc expo, du vendredi 31 janvier au dimanche 9 février, de 10 à 19 heures, nocturne le mercredi 5 février jusqu'à 23 heures, 300 expositions, entrée 40 F.  
Tourcoing (Nord), centre Mercure, boulevard Gambetta, du vendredi 31 janvier au dimanche 2 février, vendredi de 10 à 22 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 30 expositions, entrée 25 F.  
Amiens (Somme), parc expo, du vendredi 31 janvier au lundi 3 février, vendredi de 10 à 22 heures, samedi et dimanche de 10 à 20 heures et lundi de 10 à 18 heures, 50 expositions, entrée 35 F.

● **Antiquités**  
Sainte-Menehould (Marne), quartier Valmy, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 février, de 10 à 20 heures, 30 expositions, entrée 20 F.  
Bonneville (Seine-Maritime), salle l'Agora, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 février, de 9 à 19 heures, 35 expositions, entrée 20 F.  
● **Brocantes**  
Marseille, parc Chanot, du vendredi 31 janvier au dimanche 2 février, 100 expositions.  
Parc floral du bois de Vincennes, du vendredi 31 janvier au dimanche 9 février, 200 expositions.  
Rennes (Seine-Maritime), parc expo, du vendredi 31 janvier au dimanche 2 février, 380 expositions.  
Ambréville-en-Bugey (Ain), samedi 1<sup>er</sup> au dimanche 2 février, 30 expositions.

● **Collections**  
Paris, Espace des Blancs-Manteaux, dans le quatrième arrondissement, Rencontre internationale du coquillage, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 février, 50 expositions.  
Paris, Palais omnisports de Bercy, Collectomania, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 février, 100 expositions.  
Bourg-en-Bresse (Ain), Salon des minéraux, fossiles et bijoux, parc expo, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 février, 50 expositions.  
Saint-Julien-les-Villas (Aube), bourses, cartes postales, salle polyvalente, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 février, 60 expositions.  
Fontaine-sur-Saône (Rhône), bourses et jouets anciens, modèles réduits, salle des fêtes, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 février.

## MAISON GALLET

RECHERCHE TABLEAUX  
ANTIENS, MODERNES,  
OBJETS D'ART, MEUBLES  
ANTIENS, SCULPTURES,  
époque ou de style. Estimation  
gratuite. Partage de succession.  
Déplacements Paris-Provence  
71, bd Malesherbes  
75008 Paris, M<sup>o</sup> St Augustin  
01.43.87.36.00

## Chaque semaine

retrouvez notre rubrique  
"SALONS - ANTIQUITES  
- BROCANTES"  
Pour vos annonces  
contactez le  
01.44.43.76.28  
(Fax : 01.44.43.77.30)

\* Drouot-Richelieu, samedi 1<sup>er</sup> février. Exposition vendredi de 11 à 18 heures, le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Pescheteau-Badin-Godeau-Leroy, 16, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris, tél. : 01-47-70-88-38. Expert : Marc Pagnoux, 4, rue Drouot, 75009 Paris, tél. : 01-42-46-84-04.

## SALON DES VACANCES EN FRANCE

3 jours pour  
goûter toutes  
les saveurs,  
découvrir tous  
les bonheurs,  
vivre toutes  
les sensations  
des vacances  
en France.

31 janvier, 1<sup>er</sup> 2 février 1997  
Paris expo - Porte de Versailles

de 10h à 19h - Nocturne vendredi 31 janvier jusqu'à 20h.

DETOURS

Jeux  
de  
mots

051 00 11 44



**RÉTROSPECTIVE** Le 20<sup>e</sup> anniversaire du Centre Pompidou coïncide avec le cinquantième admis de la création du Musée national d'art moderne. C'est l'occasion de porter

un nouveau regard sur les collections permanentes du musée, auquel on a souvent reproché d'oublier la création en France. ● PROPOSANT des œuvres qui parfois n'ont jamais été

inscrites dans le parcours du musée, jouant de rapprochements inédits, l'accrochage de « Made in France » s'étend sur les troisième et quatrième étages du musée, cela jusqu'à la fer-

meture, fin septembre. La photographie y est traitée à part, en sous-sol. ● AUTRE CADEAU d'anniversaire : la réouverture, sur la Piazza du Centre, de l'atelier Brancusi, repensé, dans

une nouvelle enveloppe dessinée par Renzo Piano. Celui-ci en a fait un petit musée, dont nul désormais ne devrait ignorer les richesses, contrairement à la reconstitution antérieure.

## Le Musée national d'art moderne présente cinquante ans de création en France

Comment écrire aujourd'hui l'histoire de l'art dans l'Hexagone depuis 1947 ? L'institution du plateau Beaubourg le tente en puisant dans ses collections. Si imparfaite qu'elle soit, la sélection démontre la vivacité des artistes d'aujourd'hui

**MADE IN FRANCE : 1947-1997, CINQUANTE ANS DE CRÉATION EN FRANCE.** Musée national d'art moderne, Centre Georges Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. De 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Tél. : 01-44-78-12-33. Jusqu'au 29 septembre. 35 F.

Étrange institution que le Musée national d'art moderne. Pendant des années, il explore l'histoire des avant-gardes et des relations artistiques internationales, et rend hommage à des capitales et des artistes étrangers - New York, Vienne, Pollock, De Kooning, Fontana, Bacon. Et se montre plutôt paranoïaque dans l'étude et la défense de l'art français vivant. Soudain, quelques mois avant la fermeture provisoire de ses salles, il se décide enfin, il teote la grande aventure : écrire une histoire de l'art en France de 1945 à nos jours, en puisant dans l'immensité et la diversité de ses collections.

Aventure dangereuse, risques prévisibles. Celui de la distribution des prix : le musée, selon la place qu'il lui consent, certifie l'importance d'un artiste - pouvoir exorbitant, occasion d'erreurs et de rancoeurs. Celui du cours magistral : il est tentant de composer un parcours où les œuvres se suivent de façon apparemment logique, quitte à exclure irréguliers et solitaires. Celui de la cérémonie patriotique, qui affirmerait avec pompe que l'art français, grand, beau, supporte toutes les comparaisons.

« Made in France » a su éviter les deux derniers dangers. Nationalisme ? Il s'agit d'art en France, pas d'art français ; de l'espagnol Picasso, de l'Allemand Ernst, du Suisse Giacometti, du Chilien Matia, de l'Américain Bishop. Evidemment, direz-vous. Mais ces artistes n'étaient pas français « de souche », comme disent certains aujourd'hui. De telles distinctions



« Composition murale » (1965-1967), par Serge Poliakoff.

n'ont pas cours ici - c'est rassurant. Dogmatisme ? L'exposition se veut légère, presque ludique. Elle ressemble à une réussite. A mesure que les cartes sont retournées, une combinaison se construit. Ce n'est pas la seule possible, ni même nécessairement la meilleure. On pourrait recommencer, dans un autre ordre. Les cartes, ce sont les œuvres exécutées en France de 1945 à nos jours que possède le MNAM, achats, donations et datums réunies. Le tapis, ce sont les troisième et quatrième étages du Centre. Le joueur, c'est Germain Viatte.

Le directeur du musée connaît les ressources de ses réserves - il a accompli, voilà vingt ans, le premier accrochage du musée au Centre Pompidou.

### SYNCHRONES INATTENDUES

Deux principes l'ont guidé : le refus de l'ordre chronologique et le refus de tout parti pris trop tranché. L'entrée tient lieu d'avertissement : elle réunit un maître d'autrefois - Matisse, mort en 1954 - l'un de ses héritiers d'aujourd'hui - Claude Vialat, ancien de Support/Surface - et Daniel Buren dans le rôle du conceptuel. Un

raccourci parfait. Autres exemples de synchres inattendues : Combas dans la salle des derniers Picasso, Garouste face à Fautrier, un Rouault parmi les Joan Mitchell, des Poliakoff voisinant avec des Rouan.

Exercice déconcertant : le visiteur novice risque de se perdre dans ce labyrinthe. Exercice instructif : il invite à des comparaisons qui peuvent se révéler assassines. Il suggère de considérer autrement des œuvres familières. Placer les Soulages entre le cinéisme de Soto et le géométrisme de Gorin et Morellet, c'est attirer

le peintre très loin de toute idée d'expressionnisme et de gestualité, du côté d'un art aux constructions mathématiquement calculées.

Réunir les clichés de graffiti de Brassaï, des Dubuffet, des Michaux, des Artaud et un Annette Messager, c'est démontrer la connivence qui lie ces œuvres, au-delà des techniques et des générations. Juxtaposer les autoportraits de Bonnard et de Matisse, c'est donner à voir que Bonnard peut atteindre au tragique et Matisse à une grâce fantomatique.

Ces déplacements et affrontements incitent aux détours, aux retours, à renouer aux idées reçues. « Made in France » ne prétend pas écrire, de façon définitive, l'histoire du dernier demi-siècle, mais démontrer l'urgence de la tâche et ses difficultés. Il se peut que Germain Viatte ait raison de défendre Matisse et Atlan, Archa et Szafran. Il se peut qu'il ait tort. Il pose ces questions, et vingt autres qui ne l'avaient plus été depuis longtemps.

### ELLIPSES ET OUBLIS

Il a évidemment raison quand il rend hommage largement, grâce à des œuvres de premier ordre, à Joan Mitchell, à Bernard Réquichot, à Martial Rayssac, quand il célèbre Wols, Bram Van Velde et Fernand Léger - auquel le Centre consacrera une rétrospective cet été. Mais il ne se défend pas contre la tentation de privilégier le déjà-historique aux dépens de l'encore-proche. L'après-guerre et les décennies 50 et 60 bénéficient de ses soins érudits. Rien ne manque, ni le réalisme socialiste, ni l'abstraction lyrique, ni les derniers moments du surréalisme, ni la figuration critique.

Pour les vingt-cinq années suivantes, l'accrochage s'autorise des ellipses, des allusions rapides, des oublis. Le groupe Support/Surface n'est guère à l'honneur, hors Vialat.

### La photographie au sous-sol

« Made in France » ne laisse aux photographes qu'une place modeste, très modeste, trop modeste. Brassaï n'y figure que pour ses clichés de graffiti, Cartier-Bresson, Drahos, Faucon, Molinier : la liste est brève. Dolénean, Bonbat, René-Jacques, Depardon, Plosser, Ristelfmeber, par exemple ? Tous absents. Il n'aurait pas été mauvais cependant de proposer au visiteur tirages et tableaux ensemble, ne serait-ce que pour répéter que la photographie n'est pas une pratique de second ordre, inavouable peut-être. Afin de se justifier, Germain Viatte rappelle que l'exposition « La photographie contemporaine en France : dix ans d'acquisition », faite aux deux tiers des achats du Fonds national d'art contemporain, se tient actuellement au « niveau S-1 ». La peinture aux étages nobles, la photographie au sous-sol : le symbole est fâcheux.

Pincemin ? Dezeuze ? Bionnés ? Cane ? Des inconnus, ou guère mieux. A l'inverse, le groupe BMPT a été jugé digne d'une présentation flâneuse, sans que l'on sache ce qui justifie ce déséquilibre en forme de sanction. Le côté « distribution des prix » s'accroît à mesure que les œuvres sont plus récentes, les artistes plus fragiles, les modes plus fortes. On essaiera de se consoler ; si imparfaite et partielle soit-elle, la sélection démontre qu'il y a, en France, aujourd'hui, nombre d'artistes intéressants. Quand prolifèrent les discours sur la décadence et que le marché de l'art survit, ce rappel n'est pas inutile.

Philippe Dagen

## Pour son vingtième anniversaire, le Centre Georges-Pompidou offre des habits neufs à l'atelier de Brancusi

À LA VEILLE de sa mort, en 1957, Constantin Brancusi légua à l'État français la totalité du cootou de son atelier : 137 sculptures, 87 socles, 41 dessins, 2 peintures et plus de 1 600 plaques photographiques de verre et tirages originaux de la main de l'artiste, une bibliothèque, des disques... Cet héritage, que l'on doit à l'attention que le directeur du Musée national d'art moderne d'alors, Jean Cassou, portait au sculpteur, était magnifique. Mais bien embarrassant pour les muséologues et les muséographes. Le legs était en effet assorti d'une condition : « A la charge de l'Etat français de reconstituer, de préférence dans le Musée national d'art moderne, un atelier contenant mes œuvres, ébauches, établis, outils, meubles. » Garder cette mémoire d'un atelier se justifiait chez Brancusi plus que dans bien d'autres cas, dans la mesure où celui-ci avait fait de ses

ateliers de l'impasse Ronsin, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement parisien, plus qu'un lieu de travail et de vie : une œuvre en soi, évolutive dans le temps, l'espace et la lumière.

Le plus simple eût été de maintenir l'atelier dans l'impasse Ronsin. Mais Brancusi n'en était que locataire, et son propriétaire, l'Assistance publique, voulait depuis longtemps l'en déloger pour agrandir l'hôpital Necker. Et puis maintenant loin du musée cette œuvre essentielle de la sculpture du XX<sup>e</sup> siècle, c'était-ce pas la vouer aux oubliettes de l'histoire de l'art ?

L'atelier fut donc reconstitué dans les sous-sols du palais de Tokyo, en 1962. Approximativement : il n'avait ni la bonne hauteur, ni les bonnes proportions, ni l'éclairage naturel. Mais cette présentation avait de l'esprit et de l'âme. Lors du déménagement des collections pour Beaubourg, le vaisseau de

Piano et Rodgers ne put digérer l'atelier, ne fut-ce qu'en raison de la hauteur sous plafond, là encore insuffisante. On opta pour la construction sur la Piazza, au nord, d'un petit bâtiment. Il ressemblait à une baraque de chantier, et surtout pas à l'atelier, ou plutôt aux ateliers que Brancusi avait investis l'un après l'autre et reliés. Mais la reconstitution était opérante. On pouvait presque y attendre l'arrivée du maître des lieux, s'y asseoir sur quelque banc taillé par lui, quelque socle en souffrance, quelque poutre encore non dégrossie.

### « MINUSCULE, MAIS COMPLEXE »

Cette deuxième reconstitution était beaucoup plus conforme à la disposition fixée par des photographies à la mort de l'artiste, et aussi dans la mémoire des légataires de Brancusi, les artistes roumains Natallia Dumitrescu et Alexandre Istrati, qui pendant huit ans avaient vécu dans un atelier voisin et s'étaient occupés de lui.

Là ! L'atelier s'est révélé mal accroché au vaisseau. La plupart des visiteurs du Centre Pompidou n'y sont jamais entrés. Il prenait l'air, ses murs servaient d'urinoir. L'accès au public en a été limité, puis interdit, de forts orages ayant, en 1990, provoqué des dégâts.

Dominique Bozo, alors directeur du Centre, arrêta, avec Renzo Piano, un principe de reconstruction selon lequel on circulerait autour de l'atelier, sans pouvoir y entrer. Dommage, mais sans doute inévitable, comme le sont vitres et écrans en tout genre dès que l'on veut présenter des œuvres en termes non confidentiels.

Le résultat est là pour les vingt ans du Centre, fruit d'un projet minuscule, mais extrêmement



La troisième reconstitution de l'atelier du sculpteur.

complexe », comme le remarque Renzo Piano. L'architecte en a fait un petit musée autonome, bien assis au nord de la Piazza et participant de la mise en ordre des abords du Centre. Facile d'accès, correctement balisé, il a une capacité d'accueil importante : le couloir de circulation autour de l'atelier proprement dit est large.

L'intérieur apparaît comme un savant compromis entre les exigences de fidélité au lieu d'origine et la nécessaire lisibilité, sans angles morts, d'un contenu que l'on contourne. D'où la nécessité de décaler des socles et, par exemple, d'échancrer l'ouverture entre l'atelier 1 et l'atelier 2. A cela près, tout est là comme avant : les

arrangements des sculptures et des socles, les peintures monochromes servant de toile de fond, l'oiseau dans l'espace tout contre le rideau noir qui pend de la mezzanine dans l'atelier 3, les objets utilitaires fabriqués par Brancusi, du poêle à la lampe en passant par le chaudière de la cheminée et le moulin à café.

Tout cela en évitant encore, et c'est bien, l'approche ethnologique censée conserver la mémoire du lieu et de l'homme qui y vivait. Mais, en évitant l'image de Brancusi en artisan des Carpatés, a-t-on échappé à sa présentation en styliste chic des années 30 ?

### PROFONDEUR DE VITRINE

Sans jouer les puristes, on peut se demander quel Brancusi s'impose à l'esprit dans ce conditionnement où règnent ordre et beauté, luxe et calme ? Où est donc passée la volupté dans cette froideur de vitrine de luxe ? Fallait-il autant d'ouvertures, tant de transparence incompatible avec l'intimité de l'œuvre ? La percée du hall vers l'extérieur, qui confirme l'idée de musée et fait complètement oublier celle d'atelier, est en trop. Le vitrage prend en reflets l'architecture du Centre et la rue. Cet apport excessif a sur la perception de l'œuvre du sculpteur des conséquences que Renzo Piano n'a pas forcément mesurées.

Dans cette troisième reconstitution, l'atelier Brancusi a perdu toute accroche à la réalité de la vie et même de l'œuvre. C'est plutôt l'illusion de l'atelier que l'atelier lui-même qui est donné à voir, au point que pour un peu on douterait de l'authenticité des sculptures exposées.

Geneviève Breerette

**rockyntibles**

l'hebdo  
musique,  
cinéma,  
livres, etc.

**Toussaint**



## En 1903, les Lumière inventent la photographie en couleurs

Le Centre de la Vieille-Charité, à Marseille, présente cinquante-six autochromes, pour beaucoup inédits, pris entre 1907 et 1935. Une exposition raconte ce procédé qui a été un succès industriel

Inventeurs du Cinématographe en 1895, Louis et Auguste Lumière ont également mis au point, en 1903, le premier procédé de photographie en couleurs. A partir de 1907 et pendant vingt-cinq ans, l'autochrome des

deux frères devait connaître un succès industriel qui lui donna un monopole quasi mondial jusqu'à ce qu'un système reproductible en série ne le détrône. Leur invention ressemble un peu à la diapositive moderne :

sombre, elle laisse éclater toutes les nuances de la gamme chromatique dès qu'une source lumineuse l'éclaire. Le Centre de la Vieille-Charité expose cinquante-six plaques originales, dont de nombreuses inédites, issues

des collections de la Société française de photographie (SFP), en un accrochage qui se veut d'abord une explication du procédé, mais emporte aussi l'adhésion par la beauté des pièces exposées.

**LA COULEUR SENSIBLE.** Centre de la Vieille-Charité, 13002 Marseille. Tél. : 04-91-14-58-80. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 février. Catalogue, éd. Musées de Marseille, 64 p., 100 F.

### MARSEILLE

Les frères Louis et Auguste Lumière ont inventé le cinéma. Une exposition délicate et enjouée, présentée à la Vieille-Charité de Marseille, vient rappeler que le tandem génial a également mis au point, en 1903, le premier procédé de photographie en couleurs : l'autochrome. Il s'agit d'une petite plaque de verre de 9 cm sur 12 cm, sombre et inerte quand on la tient dans la main, mais qui, au contact de la lumière, en peu de temps une diapositive, s'anime et restitue comme par miracle toutes les

nuances de la gamme chromatique. Ou blanc étincelant au rouge flamboyant, du bleu azur au vert pré. Elle a été commercialisée à partir de 1907 et sa fiabilité a permis au procédé de connaître « un succès industriel qui se traduit par vingt-cinq ans de quasi-monopole mondial du marché de la photographie en couleurs ».

L'autochrome ne fut pas seulement une affaire commerciale. Jacques-Henri Lartigue ou Heinrich Kühn s'y sont plongés avec bonheur, et le Musée Albert-Kahn de Boulogne-Billancourt regorge de ces plaques sensibles, utilisées par des reporters et pour mission de constituer les « archives de la planète ».

L'exposition de Marseille s'ambitionne pas d'embrasser toute l'histoire de l'autochrome. Ni d'en cerner les grands maîtres ni de rassembler les plus belles images. Elle présente cinquante-

six plaques originales, pour beaucoup inédites, issues des collections de la Société française de photographie (SFP) et qui courent de 1907 à 1935. L'accrochage se veut d'abord une explication du procédé, portée par un catalogue soigné.

### SYNTHÈSE ADDITIVE

Accueilli par un Arc-en-ciel saisi en pleine campagne par Antonin Personnaz — délicat clin d'œil au procédé —, le visiteur découvre dans une première salle les expériences et utopies de scientifiques qui, au dix-neuvième siècle, ont essayé de restituer les couleurs. Jusqu'à la fameuse découverte des Lumière dite de la synthèse additive : déposer entre la plaque de verre et l'émulsion au gélatino-bromure d'argent une fine couche composée de grains de fécule de pomme de terre teintés en trois couleurs — violet, vert et rouge

arrangés. « C'est une ironie de l'histoire que de voir dans la solution des frères Lumière intervenir la pomme de terre », écrit Michel Poivert, président de la SFP. La science, pour passer du laboratoire à l'usine, fit ce détour singulier par les champs et les nourritures terrestres, répondant ainsi aux besoins du plus grand nombre.

Après le procédé, les œuvres ? Pas encore. Il faut d'abord emprunter un couloir de chaque côté duquel ont été accrochées des redoublés agrandis et spectaculaires afin que le visiteur puisse se familiariser avec les images, les couleurs, la transparence du procédé et les cinq auteurs retenus. On ne trouve pas de célébrités mais d'honnêtes praticiens dont on retiendra surtout Léon Gimpel et Antonin Personnaz. Ces retraits sont ternes. Leur présence est en fait subtile et pédagogique, car les formats se réduisent progressive-

ment — tout comme l'éclairage de l'exposition — et mènent « en douceur » aux originaux, petits objets plongés dans une pénombre commandée par la fragilité des plaques. La comparaison est saisissante : la lumière fait vivre les originaux, fait jaillir toute l'énergie chromatique, crée la profondeur, avec des plans qui se détachent et s'organisent par taches subtiles, scintillantes ou sourdes. Et hommage à Marseille, les premières images sont consacrées au Vieux Port, aux calanques, à Martigues, jusqu'au Casino de Nice flottant sur la baie des Anges. Ces photographies sont les plus intéressantes et viennent rappeler, même si ce n'est pas le but de l'exposition, combien cette Côte d'Azur a subi d'outrages. La suite s'organise en thèmes : neiges et glaciers, sous-bois, intérieurs, paysages... On peut juger la déclinaison désuète, laborieuse, académique. Il faut y voir autant d'expérimentations qui viennent vérifier que l'autochrome peut « répondre » à toutes les situations, toutes les saisons, tous les sujets. Qu'un sérac peut être restitué dans ses nuances blanches, bleues et grises.

Il est clair que les pratiquants de l'autochrome sont restés hermétiques à la révolution moderniste qu'a connue la photographie durant l'entre-deux guerres. Antonin Personnaz a fixé d'autres préoccupations : « Tourner nos regards vers les maîtres paysagistes, les Monet, le divin Carot (...), et nous ferons ainsi œuvre d'art. » C'est du côté des peintres qu'il faut chercher les références. Les vues de meules font penser à Monet, les bords de l'Oise à Sisley, les chemins de fer à Seurat, les paysages et intérieurs à nombre de tableaux impressionnistes ou postimpressionnistes.

Mais l'enjeu commercial ne quitte jamais cette exposition au carrefour de l'art et de la science et qui, en fin de parcours, explique en ces termes la chute de l'autochrome : « Malgré les désirs des frères Lumière de mettre au point un procédé permettant la copie des plaques originales sur papier, aucun système de tirage réellement performant ne permit d'obtenir des épreuves stables. A l'instar du daguerrotypage, l'autochrome demeure un procédé à image unique, non reproductible. »

Michel Guerrin

## Les enfers de notre aujourd'hui sous le soleil noir de Copi

**L'HOMOSEXUEL OU LA DIFFICULTÉ DE S'EXPRIMER.** de Copi. Mise en scène de Philippe Adrien. Avec Margot Abascal, Christophe Reymond, Benoît Strebler, Omiuquie Boissel, Jean-Daniel Magnin. THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château de Vincennes. Tél. : 01-43-28-36-36. Du mardi au samedi 20 heures, dimanche 16 h 30. 10 F. Jusqu'au 23 février.

L'Homosexuel : l'un des pics les plus élevés de l'histoire du théâtre. Lapidaire, glacé, et aveuglant comme tout rebond de soleil sur la glace. L'un des deux chefs-d'œuvre absolus de Copi avec Une

visite inopportune, la pièce par laquelle, quelques semaines avant sa fin en 1987, il avait mis en scène sa mort, à l'hôpital, service des séniels. L'Homosexuel, pièce écrite seize ans plus tôt, est une prophétie, mais elle est surtout le rayon de feu, le rayon cosmique qui frappe les survivances de la torture, des martyrs.

Enfants violés, prostitués, enfants des carrières, des usines, et les détenus et les détenus des cachots de force, spectres des camps, des couloirs de la mort. Humiliés et offensés qu'invoquaient Dostoïevski, mais Copi est plus immédiat et les lames de son théâtre tranchent d'un coup net dans la vie. Ombrages blanches, durs, ni hommes ni femmes,

transsexuels opérés des cliniques de Casablanca, répliques magiques de mères et d'enfants, extravagantes, et les « répliques » des prises de bec, aussi, dialogues bruts, à ras de décharges, abjects. Et, comme une sentinelle en armes qui débouche dans le noir tout cela, la délicatesse de Copi, sa vigilance, son courage, le sourire de son regard de jais, sa douceur. L'Homosexuel ou la difficulté de s'exprimer, une œuvre immense.

Mise en scène sans réserve de Philippe Adrien, tout en coups droits, en cruautés prises sur le fait, un théâtre au-delà des limites, inadmissible, mais dont les arêtes vives sont poncées par une main experte et « imaginaire ».

Michel Cournot

## Josiane Balasko à la rencontre de détenus au long cours

### MURET

Pull gris à col roulé, pantalon de satin noir et baskets orange, la comédienne Josiane Balasko a franchi, lundi 27 janvier, les grilles du centre de détention de Muret, dans la banlieue de Toulouse. L'actrice des Bronzés, la réalisatrice de *Gazon maudit* est venue présenter ses films, à l'occasion des cinquièmes Rencontres cinématographiques de Muret organisées par la cinémathèque de Toulouse. Quelque cent cinquante détenus, parmi les six cents qui purgent ici de longues peines, ont vu le matin Les hommes préfèrent les grosses et l'après-midi *Gazon maudit*.

« Aimeriez-vous jouer un rôle historique comme Madonna dans *Evita* ? », demande un jeune détenu à l'issue de la projection. « Oui, Jeanne d'Arc : il n'y a pas de raison qu'elle soit monopolisée par Le Pen », répond du tac au tac la cinéaste. Un autre veut savoir si le « pétard » qu'elle roule dans *Gazon maudit* est « un vrai ». « Au cinéma, le vin ou les pétards ne sont jamais vrais car on refait sept ou huit fois la même scène. » L'explication technique ne suffit pas. « Êtes-vous pour la dépenalisation des drogues dures ? », insiste-t-il. Elle répond : « La France est un pays qui permet la prescription massive d'antidépresseurs mais interdit le

haschisch. » Une dizaine de détenus préparent ici le DEUG audiovisuel de l'université Le Mirail de Toulouse. Ils veulent connaître le point de vue de leur invitée sur le cinéma américain ou sur la concurrence de la télévision. « En France, aujourd'hui, la télé coproduit la plupart des films de cinéma. Grâce aux chaînes câblées, je vois plein d'œuvres que je n'aurais jamais vues autrement. Comme le vidéo, la télé prolonge la vie des longs-métrages. » Et le mouvement des travailleurs intermittents du spectacle, en est-elle solidaire ? « Non. Je suis une anor. Je pense que dès qu'un artiste reçoit de l'argent de l'État, il devient son valet. »

« VOUS IMAGINEZ NOTRE VIE SEXUELLE ? » Les scènes amoureuses de *Gazon maudit* entre Josiane Balasko et Victoria Abril sont jugées « jolies ». « Ici, vous imaginez notre vie sexuelle ? On ne peut accueillir personne alors qu'à 200 kilomètres, en Espagne, ils ont des parloirs sexuels pour recevoir leur femme pendant quelques heures. Vous ne pourriez pas faire un film pour parler de ça ? » Enfermés pour plusieurs années, voire à perpétuité, les détenus profitent de la présence de visiteurs pour dénoncer leurs souffrances. « La prison n'est qu'une usine à fabriquer des SDF, affirme un détenu, car le casier judiciaire est une entrave

psychique et sociale à la réinsertion. On doit purger sa peine, mais lorsqu'elle est terminée, on reste marqué toute sa vie. On est privé de nos droits civiques, on ne peut intégrer la fonction publique. Pour que les femmes obtiennent le droit de vote, la République a su s'adapter en 1946. Pourquoi n'en ferait-elle autant pour supprimer ce casier judiciaire ? »

Au tout de Josiane Balasko de poser des questions. Comment supporte-t-on la durée des peines ? Interroge-t-elle. Un récidiviste avoue : « On ressasse des souvenirs pour tromper toutes ces heures vides. Les souffrances morales et psychiques vont croissant au fil du temps. La personnalité finit par se modifier. On devient de plus en plus amorphe. » Sous les applaudissements, il ajoute : « Mais le plus dur est à venir. Je suis sorti une fois. Ce moment d'après la prison est le plus terrible. » Josiane Balasko se dit frappée par l'ouverture d'esprit des prisonniers face à ses films. « Ils n'ont pas d'a priori, ils sont simplement contents d'avoir passé un bon moment. En les écoutant, je me suis demandée comment je me comporterais si j'étais enfermée derrière les barreaux. » Elle se promet de raconter cette journée à ses enfants.

Catherine Bédarida

## Le chanteur David McNeil enregistre son nouveau disque sur scène

OLYMPIA, le 27 janvier.

C'était en 1991. Seul dans son coin (Virgin) marquait le retour au disque, après dix ans d'absence, de l'auteur-compositeur-interprète David McNeil. Déçu par les ex-radios libres négligeant leurs promesses après la légalisation, David McNeil avait renoncé à son rôle de chanteur. S'il ne voulait pas se voir balayé et continuer le métier qu'il aimait, il lui fallait « écrire pour des gens ayant une large audience ». Or les artistes qui lui plaisaient pour la plupart écrivaient leurs textes eux-mêmes.

Mootand, excité par l'idée de refaire un disque, avait croisé sa route. Au début des années 70, Pierre Barouh, créateur du label Saravah, lui avait chanté *Hally-*

wood, un titre écrit par David McNeil en 1972. Emballé, Mootand l'a rencontré, en 1981, dans *Montand d'hier et d'aujourd'hui* et, en 1984, enregistre même tout un album avec des chansons du protégé de Pierre Barouh. Une aubaine et la carte de visite rêvée pour permettre à McNeil d'avoir enfin la faveur des médias grand public. Mais Mootand, en pleine période de militantisme, refuse toute promotion, ne voulant surtout pas qu'on pense qu'il fait de la politique pour vendre des disques. L'album fait des scores bien trop timides pour que l'auteur des chansons qu'il contait y trouve quelque oxygène.

Et Melissa est arrivée. Une chansonnète toute simple écrite pour Julien Clerc et à laquelle personne ne croyait. Elle fait un tabac... et sur les registres de l'état civil l'on n'aura jamais autant de-

claré de naissances sous ce prénom que l'année suivant la sortie du disque. Il était temps. David McNeil, mal dans sa peau d'artiste incompris, s'apprêtait à claquer la porte. Il serait allé ouvrir un hôtel à Zanzibar ou refaire des courts-métrages, comme avant 1968. Peut-être aurait-il écrit un scénario à partir de ses livres.

### VINGT-CINQ ANS DE CARRIÈRE

Grâce à Melissa, ses liens avec la chanson ne risquent plus de s'effiloche. Il continue d'écrire pour les gens qu'il apprécie : Dutronc, Charlebois, Julien Clerc, Alain Souchon que l'on retrouve à ses côtés sur le titre phare de *Seul dans son coin*, qui sera, tout comme *Funky Bunko* en 1977, récompensé par l'Académie Charles Cros. Un encouragement suffisant pour le pousser à enregistrer un nouvel album. Aucune chanson

nouvelle ne dort, pour l'instant, dans ses tiroirs. Il fera donc un disque avec des anciennes, mais enregistré en public. A l'Olympia, parce que sa démolition approche et qu'il n'y a encore jamais chanté. Il fouille dans son répertoire, choisissant quelques-uns des titres les plus représentatifs de ses vingt-cinq ans de carrière et propose à Souchon de venir refaire le duo de *Seul dans son coin*. Sur cette idée les envies s'enchaînent. Pourquoi ne pas inviter d'autres compagnons, quelques-uns de ceux pour qui il a écrit des chansons, ou des copolats tout simplement ? Souchon, Charlebois, Le Forestier, Renaud, Julien Clerc et Laurent Voulzy se sont associés à cette aventure d'un soir. L'album devrait paraître au printemps.

Patrick Labesse

## Les réactions de soutien au directeur-fondateur du TNDI de Châteaullon

DE NOMBREUSES réactions de soutien à Gérard Paquet, directeur-fondateur du Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI), ont suivi la mise à pied de celui-ci par Henri Nespolous, administrateur provisoire du centre culturel. Ainsi, les Centres chorégraphiques nationaux demandent « qu'il soit clairement donné une explication sur la position du gouvernement, qu'à titre conservatoire soient suspendues les procédures en cours et que soit envisagé le remplacement du préfet du Var au profit d'un nouveau représentant de l'Etat qui, en toute impartialité, examinera avec autant de minutie que les décisions juridiques de la municipalité de Toulon. » Neuf groupes de hip-hop professionnels de la région Rhône-Alpes ont formé, à partir du Théâtre de la Renaissance à Lyon, le Comité de soutien au TNDI de Châteaullon.

De son côté, le secrétariat national du PS chargé des affaires culturelles déclare : « Toute autre solution ne pourra passer que par la conséquence des agissements conjoints du maire Front national de Toulon et du préfet du Var, Jean-Charles Marchiani. » Une manifestation de soutien devrait avoir lieu le 9 février à Châteaullon.

### DÉPÊCHES

■ **PATRIMOINE** : dix tapisseries françaises de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sorties presque indemmes de l'incendie qui a ravagé le Parlement de Bretagne en 1994, ont été détruites lors d'un incendie dans les établissements Bobin, samedi 25 janvier. Un grand nombre d'autres pièces de tapisseries du patrimoine culturel, en cours de traitement dans cet atelier de nettoyage et de restauration ont connu le même sort.

■ **THÉÂTRE** : Ivan Nagel est nommé responsable des activités théâtrales du Festival de Salzbourg. Il prendra ses fonctions début 1998. Il remplace Petet Stein. Né à Budapest en 1931, Ivan Nagel a acquis la nationalité allemande en 1958. Critique et directeur de théâtre, il a travaillé dans de nombreuses villes d'Allemagne, en particulier à Stuttgart et Hambourg, où il fut intendant du Schauspielhaus.

**TGP** Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis  
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL  
RESERVATION  
01 48 13 70 00

► Du 3 février au 16 mars 97

**Maeterlinck**  
*La mort de Tintagiles*  
mise en scène Claude Régy

**Cabaret**  
**Lucioles**  
Le défilé Saint-Denis

► Programme I  
du 22 janvier au 9 février 1997

► Programme II  
du 26 février au 16 mars 1997

culture  
télérama

051 11 11 11



## Le Quatuor détourne ses classiques

Cette formation à cordes assassine Mozart et quelques autres avec jubilation

LES MÉLOMANES compassés en concevront sans doute quelques sursauts froids et grincements de dents. Les autres se régalent du spectacle offert par quatre frotteurs de cordes et égrégateurs de codes musicaux. Trois ans après son *Mozart* du meilleur spectacle musical, le Quatuor est de retour, avec de nouvelles saynètes et tableaux propres à renouveler l'art de détourner la musique de chambre. Poussant l'archet, les membres du Quatuor ont aussi développé, chacun dans sa tessiture, un joli fillet de voix. La mise en scène d'Alain Sachs joue de ces contrastes. A Jean-Claude Camors, les envolées ly-



riques et la perruque d'un maître de musique aux mœurs très moins qu'adoucées. Le violon de Laurent Vercambre est saisi de tranges celiques, quand l'alto de Pierre Gannem préfère le swing et les déhanchements du rock'n'roll. Les grommellements de Laurent Citrède ne sont là que pour faire contrepoint au chant limpide de son violoncelle. Le mélange est détonant: Mozart ou Zouloou, même combat.

★ Théâtre du Palais-Royal, 38, rue de Montpensier, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Bourse et Palais-Royal. Tél.: 01-42-97-59-81. 20 h 30, du mardi au samedi; 15 h 30, dimanche. De 70 F à 230 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Sonia M'Barek  
Originaire de Tunisie, elle aborde d'une voix remarquable le malouf tunisien, mais aussi d'autres répertoires classiques orientaux et des formes musicales plus contemporaines. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Passy, 20 heures, le 30. Tél.: 01-42-34-15-16. 30 F.  
Flestones  
Les Flestones n'en finissent plus de célébrer l'esthétique garage rock. Depuis plus de quinze ans, Peter Zembra et sa bande composent les bandes-son scénaristiques de séries Z imaginaires et de fêtes vaudoues. *Arpaño*, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Passy, 20 heures, le 30. Tél.: 01-53-79-04-11. De 30 F à 100 F.  
Chassé-croisé d'artistes  
Ces concerts où des jeunes artistes se rencontrent sont souvent l'occasion de belles découvertes ou de confirmations. Les quatre réunis à l'Unesco sont d'authentiques artistes.

Chopin: Polonaise. Bartok: Danses roumaines. Schumann: Pièces pour violoncelle et piano op. 102. Ravel: Pavane pour une infante défunte. Kreisler: Liebesleid. Liebesleid. Saint-Saëns: Introduction et rondo capriccioso. Liszt: Funérailles. Chostakovich: Trio pour piano, violon et violoncelle op. 67. Gabriel Croitoru (violin), Jérôme Pernoo (violoncelle), André Licart, Frank Braley (piano). Palais de l'Unesco, 7, place de Fontenay, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Ségur, Cambronne. 20 h 30, le 30. Tél.: 01-42-75-05-00. 125 F.  
Michel Béroff, Jean-François Heisser (piano)  
Le premier est une nature musicale inquiète, un sensible exarçonné; le second montre une impassibilité de façade. Le premier est vif; le second olympien. Les entendre jouer à deux pianos est une aubaine. Stravinsky: Concerto pour deux pianos solos. Petrouchka. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet. 12 h 45, le 31. Tél.: 01-40-38-35-40. 50 F.

## ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

### VERNISSAGES

Angkor et dix siècles d'art khmer  
Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tél.: 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Du 2 février au 26 mai. 50 F.  
Dialogues de l'ombre  
Espace Electra, Fondation Electricité de France, 6, rue Récamier, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sévres-Babylone. Tél.: 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Du 31 janvier au 6 avril. 20 F.  
Journées portes ouvertes  
Centre Georges Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél.: 01-44-78-12-33. Vendredi de 12 heures à 22 heures; samedi et dimanche de 10 heures à 22 heures. Du 31 janvier au 2 février. Entrée libre à tous les espaces du Centre.

### EXPOSITIONS PARIS

Jean-Michel Alberola  
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Alma-Marceau. Tél.: 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 23 mars. 27 F.  
L'Amérique de la dépression, artistes engagés des années 30  
Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Invalides. Tél.: 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 22 février. 25 F.  
Années 30. L'Architecture et les arts de l'espace  
Musée des monuments français, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Trocadéro. Tél.: 01-44-05-39-10. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 avril. 35 F.  
Cecil Beaton  
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Bastille, Saint-Paul. Tél.: 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars. 25 F.  
Cité interdite, vie publique et privée des empereurs de Chine 1644-1911  
Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tél.: 01-42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 23 février. 40 F.  
Marc Devade  
Galerie B. Jordan, M. Deverniers, 5, rue Chapoy, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Arts-et-Métiers. Tél.: 01-47-77-19-61. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.

La Différence  
Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sablon. Tél.: 01-44-17-60-00. De 9 h 30 à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 23 F.  
Boulevard Vie, double vue  
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Raspail. Tél.: 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 mars. 30 F.  
Face à l'histoire (1993-1996)  
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5<sup>e</sup> étage), galerie Nord, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél.: 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 45 F.  
Günther Förg  
Galerie Samia Saoume, 16, rue des Courtoises-Saint-Gervais, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Chambrin-Vers, Saint-Paul. Tél.: 01-42-78-40-44. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 février.  
Dominique Gauthier  
Les Filles du Calvaire, art contemporain, 17, rue des Filles-du-Calvaire, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Filles-du-Calvaire. Tél.: 01-42-74-47-05. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars.  
Thomas Hirschhorn  
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél.: 01-42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars.  
Frank Hervat: Paris-Londres, London-Paris, 1952-1962  
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Paul. Tél.: 01-42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 23 février. 35 F.  
Michel Jourdain, Pierre Tilman  
Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la République, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Bastille. Tél.: 01-47-00-10-94. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 février.  
Kenneth Anger's Icons  
Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Les Halles. Tél.: 01-42-33-43-40. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 février.  
John Levee  
Espace d'art Roquefeuil-Pallade, 9, rue Molère, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Pyramides. Tél.: 01-42-60-40-54. De 14 heures à 19 h 30, du lundi au samedi. Fermé dimanche. Jusqu'au 21 février.  
Magies  
Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Victor-Hugo. Tél.: 01-45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 septembre. 20 F.  
Remy Marlet  
Musée Zadkine, jardin, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6<sup>e</sup>. RER, Port-Royal. M<sup>me</sup> Henri IV. Tél.: 01-42-36-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 10 juin. 27 F.

Morris Louis, 1912-1962  
Galerie Filze, 16, avenue Matignon, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Franklin-D.-Roosevelt. Tél.: 01-43-59-90-07. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 22 février.  
Giorgio Morandi  
Fondation Dina Vierny-Musée Maitell, 59-61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rue-du-Bac. Tél.: 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 février. 40 F.  
Baldo Moriyama  
Galerie Agathe Galliard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Hôtel-de-Ville. Tél.: 01-42-77-38-24. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.  
Marc Mulders  
Galerie Daniel Thompson, 30, rue Beaubourg, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél.: 01-42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 12 février.  
Paris sous verre, la ville et ses reflets  
Pavillon de l'Arsenal, 1<sup>er</sup> étage, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sully-Morland. Tél.: 01-42-76-33-97. De 10 h 30 à 18 h 30; dimanche de 11 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. Entrée libre.  
Galerie Lebel, 13, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Miromesnil. Tél.: 01-45-63-19-19. De 10 h 30 à 18 heures; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 mars.  
Rétrospective Soto  
Galerie nationale du Jeu-de-Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Concorde. Tél.: 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars. 38 F.  
Jean Tinguley  
Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél.: 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 avril. Entrée libre.  
Tous les savoirs du monde  
Bibliothèque nationale, petites et grandes galeries de Tolbiac, 11, quai François-Maurice, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Quai-François-Maurice. Tél.: 01-53-79-53-79. De 10 heures à 19 heures; dimanche de 12 heures à 18 heures. Réservé aux scolaires mardi de 10 heures à 13 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 6 avril. 45 F.  
Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Bourse, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél.: 01-47-03-01-10. De 10 heures à 19 heures; dimanche de 12 heures à 18 heures. Réservé aux scolaires mardi de 10 heures à 13 heures.

Fermé lundi. Jusqu'au 6 avril. 45 F.  
Félicie Varin  
Le Sous-sol, 12, rue du Petit-Musc, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sully-Morland. Tél.: 01-42-72-46-72. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 février.  
Vermeer: l'Astronome et le Géographe réunis  
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél.: 01-40-20-51-51. De 10 heures à 17 h 45; nocturnes lundi et mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 16 mars. 26 F et 45 F.  
Patrick Villain, Huang Yong Ping  
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Raspail. Tél.: 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 mars. 30 F.  
Jean-Luc Vilmouth  
Galerie de Paris, 2, rue du Pont-de-Loi, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Odéon. Tél.: 01-43-25-42-63. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 février.  
Peter Weiss et Paris  
Goethe-Institut, centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Iéna. Tél.: 01-44-43-92-30. De 10 heures à 20 heures. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'au 14 mars. Entrée libre.

### EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

Amélie Caché, Anne de la Roche  
Bouvet, Plessis, Reims, Scania, Webster  
Fondation d'art contemporain Daniel et Florence Guerlain, 5, rue de la Vallée, 78 Les Mesnuls, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Iéna. Tél.: 01-34-86-19-19. De 11 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 mars. 30 F.  
Christian Bouillé  
Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-la-Bretonneux. Tél.: 01-30-96-99-00. De 12 heures à 19 heures et les soirs de spectacle. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars. Entrée libre.  
Corps mémorable  
Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, 93 Saint-Denis. Tél.: 01-42-43-05-10. De 10 heures à 17 h 30; dimanche de 14 heures à 18 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 3 mars. 20 F.  
Sylvain Delange  
Jean-Claude Loubières  
Credac, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél.: 01-49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 9 mars. Entrée libre.  
Daniel Bascu  
Maison populaire, espace Mira-Phalata, 9 bis, rue Dombasle, 93 Montreuil. Tél.: 01-42-87-08-68. De 10 h 30 à 21 heures; samedi de 10 h 30 à 17 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 3 mars. Entrée libre.  
William Wegman  
Théâtre de l'Agora, scène nationale, place de l'Agora, 91 Evry. Tél.: 01-60-57-65-79. De 11 heures à 18 heures et les soirs de spectacle. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 février. Entrée libre.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

AMORES QUE MATAN  
Film espagnol de Juan Manuel Chumil, avec Carmen Maura, Juanjo Puigcorbe, Jean-Pierre Cassel, Lucina Gil, Rafael Alvarez (1 h 30).  
VO: La Seine, 4<sup>e</sup> (01-43-78-47-88).  
CARMEN PRODIGE (\*)  
Film franco-mexicain-espagnol d'Arturo Ripstein, avec Regina Orozco, Daniel Gimenez Cacho, Marisa Paredes, Patricia Reyes Herdandez, Julieta Egurrola, Rosa Furman (1 h 54).  
VO: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Haute-Seine, dolby, 6<sup>e</sup> (01-46-33-79-38; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (01-43-26-58-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).  
CRIMINALS  
Film américain de Joseph Strick, (1 h 13).  
VO: Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (01-43-37-57-47).  
DIDER  
Film français d'Alain Chabat, avec Jean-Pierre Bacri, Alain Chabat, Isabelle Gellinas, Caroline Cellier, Chantal Lauby, Dominique Farrugia (1 h 45).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Gaumont Opéra 1, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup>; UGC Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8<sup>e</sup>; Saint-Lazare-Passage, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-57-35-43; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup>; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-24; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10).  
FANTOMES CONTRE FANTOMES (\*)

Film américain de Michael J. Fox, avec Trini Alvarado, Peter Onorati, John Asin, Jeffrey Combs, Dee Wallace Stone, Jake Busey (1 h 40).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); George-V, dolby, 8<sup>e</sup>; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-07-48-60).  
OST IN THE SHELL  
Destin animé japonais de Mamoru Oshii, (1 h 25).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); UGC Danton, 6<sup>e</sup>; UGC Rotoronde, 6<sup>e</sup>; George-V, 8<sup>e</sup>.  
JOURNAL D'UN VICE  
Film italien de Marco Ferreri, avec Saverio Ferilli, Valentino Macchi (1 h 28).  
VO: 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).  
LOOKING FOR RICHARD  
Film américain d'Al Pacino, avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Winona Ryder (1 h 53).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Gaumont Opéra 1, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40); UGC Triomphe, dolby, 8<sup>e</sup>.  
LES 4 LUMIÈRES DE BERLIN  
Film allemand de Wim Wenders, avec Udo Kier, Nadine Römer, Christoph Merz, Otto Kühnle (1 h 20).  
VO: L'Arlequin, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80; réservation: 01-40-30-20-10).  
NINETTE ET BONI  
Film français de Claire Denis, avec Grégoire Colin, Alice Houri, Jacques Nolot, Valéria Brun-Tedeschi, Vincent Gallo (1 h 43).  
Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); La Pagode, dolby, 7<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Halle, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-24; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10).  
FANTOMES CONTRE FANTOMES (\*)

(Publicité)

février - mars 97

2 CRIMINALS

L'illusion comique

CORNEILLE - VILLEGIER - 4 février / 8 mars 97

Pelléas & Mélisande

MAETERLINCK - WERNER - 4 février / 8 mars 97

Loc. 01 47 42 67 27

Athénée

30 places Locaux Jeunes

Penelope Ann Miller, Tom Sizemore, James Whitmore, Linda Hunt, Clayton Rohrer, Chi Muoi (1 h 50).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Gaumont Opéra 1, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40); UGC Triomphe, dolby, 8<sup>e</sup>; Les 4 Lumières de Berlin, 8<sup>e</sup>.  
ZINA  
Film franco-britannique de Ken MacMillan, avec Domiziana Giordano, Ian McKellen, Philip Madoc, Rom Anderson, Michèle Berge (1 h 33).  
VO: Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).

### EXCLUSIVITÉS

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES  
d'Al Kaurismäki, avec Kati Outinen, Kari Väänänen, Elna Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltoni, Matti Oksanen, Finlandais (1 h 36).  
VO: Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (01-43-37-57-47); Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (01-43-26-48-18); Denfert, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-21-41-01; réservation: 01-40-30-20-10); Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (01-45-22-91-68).  
BRIGANDS, CHAPITRE VII  
d'Otar Iosseliani, avec Amir Anjanchvili, Dato Gogibedachvili, Gulio Zelindadze, Nino Ordonikidze, Keti Kapanadze, Alexi Djakeli.  
Franco-georgien-italien-suisse (2 h 9).  
VO: Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (01-43-26-58-00; réservation: 01-40-30-20-10); Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (01-43-26-48-18).  
DIEU SAIT QUOI  
de Jean-Daniel Pollet, Français (1 h 30).  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-26-43-09).

EAU DOUCE  
de Marie Vermeire, avec Nathalie Richard, Antoine Cheppey, Elie Tazartes, Alexis Batoussou, Raymond Bessy.  
Français (52 min).  
Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (01-44-07-20-43).  
EN ROUTE VERS MANHATTAN  
de Greg Motola, avec Hope Davis, Stanley Tucci, Parker Posey, Ueli Schreiber, Anne Mearns, Pat McNamara.  
Américain (1 h 29).  
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra 1, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); Publicis Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (01-47-20-16-23; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Sept Parnassiens, 15<sup>e</sup> (01-43-20-12-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).  
L.D. (\*)  
de Philip Davis, avec Reece Dinsdale, Richard Graham, Perry Farwick, Philip Glenister, Warren Clarke, Claire Skinner.  
Britannique (1 h 47).  
VO: Lucernaire, 6<sup>e</sup> (01-45-44-57-34).  
L'AYLA MA RAISON  
de Talib Louhichi, avec Tarek Akan, Safy Boutella, Anca Nicolae, Fatma Ben Seddine, Mouna Nourredine, A. al-Rachid.  
Tunisien (1 h 30).  
VO: Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> (01-45-87-18-09); Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34); L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (01-43-41-63).  
LOST HIGHWAY (\*)  
de David Lynch,

avec Bill Pullman, Patricia Arquette, Balthazar Getty, Robert Blake, Robert Loggia, Gary Bussey.  
Américain (2 h 15).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Bretagne, 6<sup>e</sup> (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Danton, 6<sup>e</sup>; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); Max Linder Panorama, THX, dolby, 9<sup>e</sup> (01-48-24-88-88; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-47-03-01-10); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).

LOVE SERENADE  
de Shirley Barrett, avec Mirande Otto, Rebecca Frith, George Shevtsov, John Alansu, Jessica Nipier.  
Australien (1 h 41).  
VO: UGC Forum Orient Express, dolby, 1<sup>er</sup>; La Bastille, 11<sup>e</sup> (01-43-07-48-60); Sept Parnassiens, 15<sup>e</sup> (01-43-20-12-20).  
POUR RIRE 1  
de Lucas Belvaux, avec Dmélia Muri, Jean-Pierre Leaud, Arline Chappay, Bonnie Marshall, Philippe Breton, Bernard Miszanghi.  
Français (1 h 40).  
Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Le Saint-Germain-des-Prés, salle G. de Beaune, 6<sup>e</sup> (01-42-22-87-23; réservation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60); Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Escurial, 13<sup>e</sup> (01-47-07-28-04; réservation: 01-40-30-20-10); Bierville Montparnasse, 15<sup>e</sup> (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, 19<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).

QUAND LE SOLEIL DEVINT FROID  
de Tim Ho, avec Siqun Gowa, Tuo Zhong Hu, Ma Hongkong (1 h 39).  
VO: Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26



## COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 31 JANVIER 1997

**TÉLÉVISION** Les résultats annoncés, mardi 28 janvier, par la direction de TF1 confirment la baisse d'audience globale que connaît la chaîne privée depuis quatre ans.

● LA SUPRÉMATIE de la Une n'est cependant pas entamée, en raison de la faiblesse de la concurrence. Elle consolide même sa position de leader en matière d'investissements

publicitaires. ● L'ÉROSION des chaînes généralistes, que les spécialistes observent dans toute l'Europe, a conduit TF1 à se concentrer sur ses « cibles commerciales » et à partici-

per à des bouquets de programmes numériques. ● PATRICK LE LAY, PDG de TF1 et président de TPS, explique dans un entretien au Monde que 1997-1998 sera une année de

compression des coûts pour la chaîne, qui a déjà décidé de ne pas acquérir les droits de retransmission des Jeux olympiques de Sydney, en 2000.

# En dépit de la baisse de son audience, TF1 reste sans concurrent

Pour pallier la désaffection des chaînes généralistes constatée dans toute l'Europe, la « Une » a choisi de viser des « cibles commerciales » et de participer à des bouquets de programmes numériques

C'EST un paradoxe. Année après année, l'audience de TF1 baisse. Sa part d'audience auprès des quinze ans et plus est passée de 40,4 % en 1993 à 35,4 % en 1996. Pourtant, la « Une » reste largement dominante : l'an dernier, elle a accaparé 51,6 % des investissements publicitaires à la télévision. Sur un total de 22,3 milliards de francs investis sur le petit écran par les annonceurs, la part de TF1 s'élève à 11,5 milliards de francs, indique MédiaPolis.

Sa prééminence dans le paysage audiovisuel français ne préserve pas TF1 des attaques. Mais, à en croire les analystes, les critiques restent leur cible en méconnaissance « des réalités d'une chaîne privée » comme TF1. Selon eux, « TF1 est une entreprise qui doit vendre une audience à un client, l'annonceur ». C'est « avec cette grille de lecture qu'il faut analyser les résultats de la

chaîne ». Un exemple : en 1996, TF1 a attiré plus de la moitié (56 %, soit 5,8 milliards de francs) des investissements publicitaires consacrés à l'alimentation, l'entretien et la toilette-beauté. Trois secteurs pour lesquels les « ménagères de moins de 50 ans » sont recherchées par les annonceurs.

Un signe provoque cependant l'inquiétude de TF1 : son audience auprès de ces fameuses « ménagères » a fondu dans les mêmes proportions que ses résultats globaux. En 1996, la « Une » n'a attiré que 37,7 % d'entre elles, contre 41,9 % en 1993. En quatre ans, TF1 a abandonné 4,2 % de parts de marché (PDM) sur cette cible stratégique. Mais recul ne signifie pas pour autant danger pour TF1 : en 1996, France 2 accusait un retard de 10 % de PDM auprès des quinze ans et plus. Sur la seule cible des « ménagères de moins de cinquante

ans », TF1 enregistre une moyenne de 37,7 % de PDM sur une journée, quand France 2 n'est qu'à 21,6 %.

« TF1 n'a pas actuellement de concurrent frontal », explique Patricia Guerry, directrice des études chez MédiaPolis. Il faudra plus qu'un surcroît de professionnalisme chez France Télévision ou M6 pour mettre à mal « une mécanique aussi huilée » que TF1. « M6 n'en a pas les moyens, et France 2

n'a pas fait de choix très clairs, ajoute-t-elle. Or, pour mettre TF1 en position délicate, il faut que France 2 passe à l'attaque ». Ainsi, la série des « Maigret » ou l'émission de Jacques Martin, « Dimanche Martin », ne sont pas assez performantes auprès des ménagères de moins de cinquante ans.

Même privatisée, France 2 « pourrait ne pas constituer un problème pour TF1 ». A cette occasion

la chaîne du service public perdrait les 50 % de son budget issus de la redevance. De surcroît, son personnel est en sursis par rapport à celui de TF1 et de M6. Le groupe France Télévision serait un concurrent plus redoutable, mais le service public souffre trop des bouleversements à son sommet.

Pour les analystes, la « stabilité des équipes dirigeantes est un des éléments du succès » de la « Une » ou de M6. Tandis qu'en dix ans le service public a épuisé plusieurs PDG, TF1 et M6 ont conservé la direction de leur début : le tandem Le Lay-Mougeotte pour l'une, Jean Drucker-Nicolas de Tavernost pour l'autre.

Il reste que le « déclin de TF1 s'inscrit dans une tendance européenne », indique Patricia Guerry. Les chaînes leaders sont à la baisse « sur les grands marchés » : en Allemagne, RTL, la télévision pri-

vee la plus rentable, ne captait en 1995 que 17,6 % d'audience. En Grande-Bretagne, ITV falsait l'exception avec 37,6 % d'audience, mais dans un paysage audiovisuel seulement occupé par quatre grands réseaux.

Conscient de cette baisse inexorable, TF1 a réagi en deux temps. D'abord par la création des chaînes thématiques Eurosport et La Chaîne Info (LCI). Ensuite, par sa participation à la création de Télévision par satellite (TPS). Le lancement du bouquet numérique a pour but de répondre au « morcellement de l'audience ». « A l'avenir, avec le développement du satellite et du câble, les téléspectateurs seront moins nombreux sur les chaînes généralistes et y resteront moins longtemps », estime Patricia Guerry. Un mouvement déjà anticipé par TF1.

G. D.

Patrick Le Lay, PDG de TF1, président de TPS

## « 1997 sera une année de compression des coûts »

« 1996, mauvaise année pour la Une : l'audience est tombée à 35,4 % et le bénéfice a perdu 8,6 % ».

Sur l'année 1996, l'audience qui intéresse nos annonceurs, c'est-à-dire le public plutôt jeune et féminin, ne s'est pas située à 35,4 % mais à environ 37,5 %. Il est vrai qu'aujourd'hui il y a plus de différence qu'avant, suivant les programmes, entre l'audience tous publics et l'audience commerciale. TF1 n'est pas du tout en danger, au contraire. La chaîne occupe une position leader sur le marché, sans équivalent dans le monde, et aucune chaîne généraliste nouvelle concurrente ne peut être créée en France compte tenu des limites du marché.

La concurrence au niveau de l'audience viendra des bouquets numériques diffusés par câble, satellite et un jour sur Internet. Bien entendu, cette concurrence enlèvera de l'audience aux chaînes généralistes, mais peu de recettes, car elle sera financée par l'abonnement, le paiement à la séance et très peu par la publicité. Il faut prendre conscience de l'objectif que doit atteindre quotidiennement TF1 : tous les soirs nous devons plaire à près de 40 % des Français qui regardent la télévision, et chaque fois, avec une émission différente. C'est un travail gigantesque. Et pourtant, en dix ans, sur les mille meilleures audiences, nous avons remporté ce pari 900 fois.

En 1997, TPS va continuer à peser sur la rentabilité de TF1. Comment la chaîne va-t-elle réagir ?

« Nous avons dit que 1997 sera l'année de la création. Ce sera aussi l'année de la compression de nos coûts. Sur deux ans, nous avons pour objectif financier de ne pas



PATRICK LE LAY

augmenter nos charges : nous ne diffuserons pas les Jeux de Sydney. C'est trop cher et les compétitions n'auront pas lieu à des heures de grande écoute. Eurosport pourra les diffuser en harmonie avec France Télévision.

Cette rigueur va-t-elle affecter les développements de TPS ?

TPS pourrait se développer à l'étranger, vraisemblablement en Espagne et en Italie, par exemple.

L'arrivée des bouquets va-t-elle éroder la puissance de TF1 ?

Il est clair que TF1 se devait d'être présente dans le numérique pour récupérer les points d'audience que les thématiques allaient grignoter aux généralistes et conserver globalement sa part de marché. TF1 avait deux possibilités pour participer à un bouquet de programmes : faire équipe avec Canal Plus, ou créer un bouquet concurrent. Les conditions mises par Canal Plus n'étaient pas acceptables. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et France Télévision ont aussi essayé de négocier avec Canal Plus. Tous ont échoué. J'avais calculé le risque qu'il fallait prendre pour lancer un bouquet concurrent. Ce que demandait Canal Plus nous coûtait plus cher que de mettre en œuvre

mon projet, et le rôle proposé à TF1 était plus modeste.

Hervé Bourges, président du CSA, a de nouveau demandé la présence des chaînes « nationales » dans tous les bouquets ?

Hervé Bourges a toujours été contre TPS. Le CSA ne connaît pas le dossier du *must carry*, l'obligation de transport de chaînes. Ce n'est pas l'obligation pour une chaîne de donner son programme à un opérateur. Au contraire, il oblige un opérateur, en situation de monopole, de reprendre une chaîne si elle le demande. Ce monopole n'existe pas pour un bouquet satellite. Le danger serait que le Parlement interdise au service public de participer à des bouquets numériques pour se contenter d'être de simples diffuseurs de programmes. Une telle décision désorganiserait l'économie de TPS et ouvrirait la voie au versement d'indemnités formidables.

Votre offensive contre la fusion Canal Plus-NetHold a échoué. Allez-vous en rester là ?

Même si elle estime qu'il n'entre pas dans ses pouvoirs de stopper la fusion, la cour d'appel nous donne raison sur deux points fondamentaux. D'abord, elle estime que nous avons un intérêt légitime à agir à l'encontre de Canal Plus. Ensuite, elle affirme que l'exploitation éventuelle des chaînes sportives de NetHold par Canal Plus « méconnaît les exigences de l'obligation de non-concurrence souscrite par Canal Plus à l'égard de TF1 ». Nous n'en demandons pas plus, car forts de ce jugement, nous allons pouvoir faire respecter nos droits.

Propos recueillis par Guy Duthell

## Tout « Le Monde » sur Internet à partir du 31 janvier

DEPUIS plus d'un an, les internautes du monde entier peuvent consulter la « une » du Monde, chaque jour sur Internet, dès que le journal est distribué en kiosques à Paris. A partir du vendredi 31 janvier (donc avec nos éditions datées samedi 1<sup>er</sup> février), c'est l'ensemble du quotidien qui sera désormais disponible sur Internet, dès 17 heures, sur

notre serveur, dont l'adresse est <http://www.lemonde.fr>.

Ce « Monde sur Internet » comprend l'ensemble des pages (dans un format graphique) et l'ensemble des textes du quotidien (dans le format HTML, le plus répandu sur Internet, car adapté à la lecture sur écran). Les « cyberlecteurs » auront accès gratuitement

aux textes de la « une » (y compris l'analyse de première page) aux textes introductifs de chaque séquence, et à l'intégralité des titres des articles du jour.

En revanche, l'accès aux articles eux-mêmes sera payant, au moyen du système de paiement électronique Globe Online. Toutefois, pendant le mois de février, l'accès à l'ensemble des articles sera gratuit. A partir de mars, le journal complet sur Internet coûtera 7 francs par jour (ou l'équivalent en devises étrangères).

Le serveur du Monde ouvre aussi de nouvelles rubriques consacrées aux livres (avec recherche bibliographique, et éventuellement commande et livraison à domicile), aux expositions, et donne toujours accès à l'ensemble des articles parus depuis un an dans les pages « Multimédia » de notre supplément « Télévision-Radio-Multimédia ».

■ **SERVICE** : Radio France, TDF et la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône ont annoncé, mercredi 29 janvier, la mise en place d'une information routière automatique. A partir du 1<sup>er</sup> février, sur les autoroutes RDS munies du système EON/TA, les émissions de Radio France ou l'écoute d'une cassette s'interrompent automatiquement pour signaler les difficultés de circulation sur ce réseau.

■ **PUBLICITÉ** : Denis Quéward rejoint le groupe Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP), troisième groupe publicitaire français, en qualité de vice-président en charge du développement. Denis Quéward, directeur général à l'agence CLM/BDDP, revient ainsi dans l'entreprise qu'il avait quittée en 1995, après y avoir passé six ans. BDDP, qui s'est regroupé à l'automne avec le publicitaire britannique GGT (Le Monde du 21 septembre 1996), sera introduit en février à la Bourse de Londres.

UN SPECTACLE RFM  
T H E A T R E  
MOGADOR  
DIRECTION : DENISE PETITDIDIER  
DENISE PETITDIDIER ET HOURRA PRODUCTIONS PRÉSENTENT

# HAIR

1967 - 1997  
A PARTIR DU 11 FEVRIER  
40 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

DE JAMES RADO ET GEROME RAGNI  
MISE EN SCENE ET ADAPTATION PAR PETER LANGDAL  
MUSIQUE : GALT MAC DERMOT

AVEC ERANN DRORI, HENRIK LAUNBERG, YASMIN JACOBSEN, KAYA BRÜEL, AL AGAMI, DONNA CADOGAN, ANDERS ORSAGER, VERONICA MORTENSEN, KLAUS TANGE, ARVID NIELSEN, XENIA LACH-NIELSEN, ZINDY LAURSEN, NIELS H.P.

LOC : 01 53 32 32 00  
FNAC, VIRGIN, AGENCES, FRANCE BILLET, 3615 RFM

2 France  
p. prime DISPONIBLE SUR CD  
fnac  
RFM la radio en or

051 7 11 47



## Itinéraire d'un criminel sexuel

Sur Arte. « A la mémoire d'un monstre » retrace le parcours de Jürgen Bartsch,

mesureras l'ampleur des dégâts en te félicitant ensuite que la télévision soit capable d'en dire plus, en une heure et demie d'images, que toutes les assemblées magistrales en des années de discussions incompréhensibles pour le commun des mortels.

Des mandarins te raconteront comment, dans les hôpitaux publics, les restrictions budgétaires obligent à différer certaines interventions chirurgicales et à envoyer « les malades qui coûtent cher » vers les cliniques privées. Il arrive ainsi que notre pays mette ses chirurgiens en chômage technique pendant qu'ailleurs on meurt de l'absence de chirurgiens.

Des médecins de campagne te diront comment l'obsession de remédier au déficit de la Sécu conduit l'administration à traquer les praticiens qui délivrent beaucoup d'ordonnances, même quand ceux-ci le font pour éviter, justement, l'hospitalisation de leurs patients. On ne compte plus les contrôles autoritaires, au risque de verser dans l'arbitraire au nom de la protection sociale à tout prix.

protéger...  
Des médecins de ville l'expose-  
ront comment la loi des banques  
se conjugue de nos jours avec  
celle des caisses d'assurance et  
de retraite pour mettre certains gé-  
néralistes sur la paille. Il est arrivé  
- cela s'est passé à Troyes - qu'un  
praticien endetté et poursuivi par  
les huissiers soit interpellé par la  
police en pleine consultation. La  
médecine n'est plus qu'un pauvre  
métier déconsidéré. N'oublie donc  
pas, cher Hippocrate, de prendre  
un parant un peu d'aspirine.

Par cette ablation, le jeune homme désirait se délivrer de ce qu'il nommait l'« instinct » qui le possédait, le dépassait – et qu'on pourrait appeler pulsions sexuelles. Pendant sa détention, aidé d'un psychiatre, il s'est livré à un travail d'introspection. Ces

ABANDONNÉS, BATTUS, VIOLEJ,  
VIOLEURS, LES GENS MONSTREUX  
ONT UNE HISTOIRE.



châiment, et très vite la peur s'installe chez le jeune Jürgen. À l'école, il le bouc émissaire, une permanence humilié. Il s'invente une personnalité vengeresse, dans le creux de l'oreiller, et fait l'expérience de la grande solitude, qu'il combattra toute sa vie en achetant la camaraderie des autres.

faire, qui dit que tu dois le faire. On se sent acculé. A la langue, on ne peut plus résister ».

A quinze ans, il commet son premier meurtre. Par trois fois dans les années qui suivent, il récidive. Il est arrêté à dix-neuf ans. Evoluant entre les confession du meurtrier et le récit de

Il y aura bien les témoignages des psychiatres qui, dans un second procès en révision, concluront à l'irresponsabilité de Jürgen Bartsch. Pourtant, malgré l'intérêt qu'a suscité son cas chez nombre de spécialistes, Bartsch ne bénéficiera jamais de prise en charge thérapeutique digne de ce nom.

**Cécile Prieur**  
★ « Grand format » : *A la mémoire d'un monstre*, Arte, vendredi 31 janvier à 22 h 10.

★ « Grand format » : *A la mémoire d'un monstre*, Arte, vendredi 31 janvier à 22 h 10.

## Radio

**France-Culture**  
**20.00** Le Rythme et la Raison  
Jean-Denis Bredin (45).  
**20.30** Lieux de mémoire.  
Notre-Dame de Paris.  
**21.32** Fiction : Ça saignait sur  
la photo des anges.  
De Sarah Lévy.  
**22.40** Nuits magnétiques.  
Éclats de Russie, images  
d'aujourd'hui, mémoires

**France-Musique**

**20.00** Concert de jazz. Donné le 5 juillet 1996 au théâtre antique de Vienne. Œuvres de McCoy Tyner, Rodgers, Coltrane. Concert donné le 3 juillet 1995 au théâtre antique de Vienne. Œuvres de McCoy Tyner. Concert donné le 11 août 1995 au chapiteau de Marciac. Œuvres de McCoy Tyner, Huschenot.

**22.30** Musique pluriel. Symphonie orchestrale de Philippe Chamonod.

**23.07** Histoire de disques.

**0.00** Tapaage nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

**20.00** Les Sotirres  
de Radio-Classique.  
Les grands mécènes : la  
princesse de Polignac. Œuvres  
de Fauré, Stravinsky, de Falla,  
Satie, Ravel, Boulanger,  
Vierni, Bach.

**22.30** Les Sotirres de Radio-Clas  
sique... (Suite). Les grands mécènes  
la princesse de Polignac. Œuvres  
de Telemann, Le Roux, Cavalli, Corelli,  
Almondo, Vivaldi. 0.00 Les Nuits  
de Radio-Classique.

**Chânes**

**d'information**  
**CNN**  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World News Tonight. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 et 3.00 World News. 11.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (60 min).

**Euronews**  
Journaux toutes les demi-heures avec, en soirée : 19.45 et 21.15 Actualités. 20.10 et 23.15, 0.10 Sport. 20.15 *No Comment*. 20.20 et 22.20, 1.40 et 2.40, 70.45 et 72.45 Mediterranean. 21.40 et 1.40 Analysis. 22.45 *Artissimo*. 22.50 *Ecopolis*. 22.55 et 23.20 *1.20 International*. 0.20 *Correspondent*. 0.40 *Odeon* (70 min).

**LCI**  
Journaux toutes les demi-heures avec, en soirée : 19.30 et 20.30 *Grand Journal*. 19.55 et 21.55, 1.00

Bourse, 20.13 et 20.45 Le 18-21, 21.1  
Le journal du monde, 21.17 et 22.3  
Le journal de l'économie, 21.2  
Cinéma, 21.42 Talk culturel, 22.2  
Talk Média, 22.50 L'Invité de  
l'économie 23.40 Sports, 0.12 Santé  
0.15 Le Débat (15 min).

re.  
sourds et les malentendants.

1



# La marijuana et ses vertus

Le « New England Journal of Medicine » se prononce en faveur de l'usage thérapeutique de cette drogue chez les grands malades

LE TRÈS SÉRIEUX *New England Journal of Medicine* publie dans son édition du 30 janvier un éditorial du docteur Jerome P. Kassirer en faveur de l'utilisation du cannabis (ou marijuana) à des fins médicales. « Des milliers de patients souffrent de cancer, de sida ou d'autres maladies qui leur font perdre le poids, le sommeil, l'appétit et la capacité de fonctionner », constate l'auteur de l'éditorial.

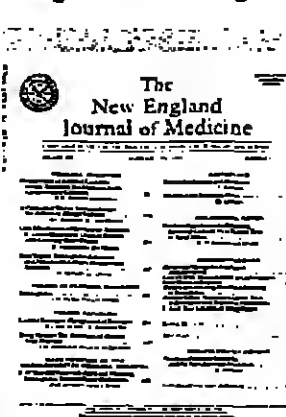
La question se pose aux États-Unis, depuis que la Californie et l'Arizona ont voté pour la légalisation aux fins d'usage thérapeutique du chanvre indien. Au tableau des stupéfiants, le cannabis figure pourtant dans la catégorie des substances « dépourvues d'utilité médicale reconnue », et la loi fédérale incrimine son utilisation.

Le docteur Kassirer, qui commente avec un brin d'ironie un ex-

posé sur les dangers du cannabis de Donna E. Shalala, secrétaire d'État américain à la santé, est catégorique : « Une politique fédérale qui interdit aux médecins de soulager le souffrance en prescrivant de la marijuana aux patients gravement malades est malavisée, inhumaine et injuste ».

C'est la première fois qu'une des revues scientifiques internationales parmi les plus prestigieuses prend une telle position : le *Lancet* s'était engagé, en novembre 1995, en faveur de la seule décriminalisation du cannabis.

Son argumentation ne manque pas de surprendre. L'éditorialiste estime que « demander des preuves de l'efficacité thérapeutique [du cannabis] est hypocrite ». Il assure que « fumer de la marijuana n'est jamais mortel », tout en faisant remarquer qu'un médicament, le dronabinol, contenant l'un des



principes actifs du cannabis, est prescrit depuis une dizaine d'années. Et le docteur Kassirer ajoute : « Ce qui compte vraiment pour un traitement avec une telle marge de sécurité, c'est de savoir si

un patient très malade se sent soulagé après son administration et non de savoir si un essai contrôlé peut "prouver" son efficacité ».

L'hebdomadaire de Boston estime donc que les autorités fédérales « devraient obérer l'interdiction de l'usage médical du cannabis » et créer une agence pour délivrer de la marijuana. Pour finir, l'éditorialiste du *New England*, qui soutient sans ambiguïté les médecins procédant actuellement à des prescriptions illégales, se prend à espérer que très vite les tribunaux américains seront contraints de trancher entre « les droits de ceux qui sont aux portes de la mort et le pouvoir absolu des bureaucrates, dont les décisions se fondent plus sur un réflexe idéologique que sur la compassion ».

Laurence Folléa

## REVUE DE PRESSE

LCI  
Pierre-Luc Séguillon

Le débat sur l'accord franco-allemand de défense et, par-delà ce document, sur l'orientation de la défense française, est loin d'être clos. L'échange rapide et imprévisible organisé hier à l'Assemblée ne l'a évidemment pas épuisé. Une intervention du premier ministre devant les parlementaires ne saurait non plus y mettre un point final. A la vérité, ce débat ne fait sans doute que commencer. Comme celui qui agit

depuis des mois, sinon des années, notre pays sur le sujet de la monnaie, le débat sur la défense met en effet en jeu une notion d'importance, celle de souveraineté nationale. Ce serait donc naïveté que de réduire la poussée de fièvre parlementaire à laquelle on a assisté depuis 24 heures à une banale échauffourée prélectorale entre la majorité et l'opposition, ou à un simple conflit protocolaire.

RTL

Abdelhak Benhamouda

Abdelhak Benhamouda, ce nom vous est peut-être inconnu. C'était le secrétaire général de la puissante

Union générale des travailleurs algériens. Il avait mis tout son poids (1 million d'adhérents) pour faire élire le président Liamine Zeroul en 1995. Avant-hier, en sortant du siège de son syndicat, il a été assassiné. Ainsi a péri, sur un trottoir de square, dans la ville autrefois blanche, un enseignant constantinois dont la force morale était unanimement reconnue en Algérie, et qui voulait fonder un nouveau parti politique pour aider Liamine Zeroul dans sa lutte contre le terrorisme islamiste. Qui l'a tué ? Les islamistes, ses ennemis déclarés... ou d'autres, agissant dans l'ombre des terroristes pour le compte d'une

autre mafia, d'un autre clan du pouvoir... L'armée peut-être, comme on le murmure dans les rues de la capitale algérienne.

THE WASHINGTON POST

Les nouvelles concernant le nombre de morts dues au sida à New York sont étonnantes. Les savants rassemblés la semaine dernière à Washington pour une conférence de cinq jours consacrée au sida ont eu en effet la surprise réconfortante d'apprendre que le nombre des personnes mortes du sida à New York était passé de 7 046 en 1994 à 4 994 l'an dernier.

## TF 1

16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série. La dame en vert.  
17.10 Melrose Place. Feuilleton.  
18.05 K 2000. Série.  
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.55 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal.  
L'Image du jour.

## LES ANNÉES TUBES

Diversité présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Michel Sardou, Pierre Palmade et Michèle Laroque, Edy Mitchell, Jane Birkin, Nicoletta, Eric Ramazzotti, Alligé, Gala, Spice Girls, Nicolas Peyrache... (21 min). 428867

## 22.50

SANS AUCUN DOUTE  
Magazine présenté par Julien Courbet. Avec Marie Lezon, maître Didier Berghes. Les expériences génériques avec le témoignage d'Aurore, fille présumée d'Yves Montand (10 min).  
0.40 et 2.25, 3.25, 4.30 TF 1 nuit.  
0.50 Le Trésor du San Diego. Documentaire d'Alain Lefebvre (95 min). 30380401  
3.35 et 3.55, 4.40, 5.15 Histoire au musée. Documentaire (rediff.). 5.30 Musique. Concert (5 min).

## TV 5

20.00 Un château au soleil. Feuilleton (16).  
21.00 Bon week-end (RTBF du 27/1/96).  
21.55 Météo des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 Taratata. Invités : Nio, Donovan, Gerald De Palmas, Teri Moise (France 2 du 30/1/97).  
23.45 Ça cartonne. 0.30 Soir 3 (France 3).

## Planète

19.40 Samoa, après Dieu, le rugby.  
20.35 Bambou.  
21.25 Les Trottoirs de Paris.  
22.25 Strand, sous le drap noir.  
23.15 Maroc, corps et âmes. (RT1) Mahouine, la parole chantée.  
23.45 Titi et Titi. 1.05 La Veuve, le terroriste et la S.A.S (55 min).

## Odysée

19.50 Le Pouvoir de la terre. 20.50 Jungle marine. (36). Les îles du monde.  
21.05 52 sur la Une. Vampires de l'Info.  
21.55 Dernière le soir.  
22.45 La Route de la soie.  
23.30 Le Proche de Nuremberg.

## France 2

17.00 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.30 Le Prince de Bel Air. Série.  
17.55 Maitre Houlst. Série.  
18.05 K 2000. Série.  
18.45 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 1.45 Studio Gabriel. Invités : Dominique Blanc, Antoine de Caunes.  
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

## FLORENCE MORETTI

La Malpolo brisée. Tévéfilm de Gilles Béhat, avec Alicia Alonso, Alain Besson (85 min). 6411431  
L'inspecteur Florence Moretti s'intéresse au cas du fils d'une secrétaire de la brigade, kidnappé par des voyous.

## 22.25

BOUILLON DE CULTURE  
Magazine présenté par Bernard Pivot. Le nucléaire : les réponses de Georges Charpak. Invités : Georges Charpak (Prix Nobel de physique), Pierre Lellouche, Michèle Rivest, Dominique Vovet (65 min). 8362324  
23.30 Journal.  
Bourse, Météo.  
23.40 Plateau Ciné-Club.  
23.45 Mirages de la vie. Film de Douglas Sirk (1958). 9278141  
23.55 Europe spécial. Magazine (rediff.). 4.15 Les Émouvants (rediff.). 4.40 Cocoonade ballon. Documentaire. 5.20 Le Coup de 3.30 Coup et Chari. 5.45 Ubi : Nicaragua (25 min).

## Paris Première

20.00 et 0.35 La Semaine 20 à Paris Première.  
21.00 L'École du spectacle. (RT1) (55 min). 9904344  
21.50 et 1.45 Le J.T.S.  
22.20 Les Bacchantes. Opéra de Bizet et mise en scène de Ingmar Bergman. Orchestre Opéra royal de Stockholm, dir. Kjell Ingemarsson. Enregistré en 1992 (135 min). 14918054

## France Supervision

20.30 Captain Café.  
21.20 Taekwondo.  
22.15 Roller skating. Coupe du monde.  
22.40 World Music. 1. Miroir.  
23.35 Cybervision. 0.25 Contact.  
1.20 Gala des Crimères d'Or (60 min).

## Ciné Cinéfil

20.30 La Fugitive (La Fugitiva) Film de Pietro Badier (1941). N. v. a. 90 min. 11194870  
21.50 So Dark the Night Film de Joseph H. Lewis (1946). N. v. a. 70 min. 18012141  
23.00 La Vierge du Rhin Film de Louis Granel (1953). N. 90 min. 3189996  
0.30 Le Père tranquille Film de René Clément (1946). N. 95 min. 88972730

## France 3

17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour. Comment briser le cœur de sa mère. de R. Alvine.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.00 Météo.  
20.05 Fa si la chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Connosmag. Magazine.

## 20.45

THALASSA  
Téléfilm présenté par Georges Perraud. Les dragons de Kimmén (85 min). 622980  
Petite île totonnaise, poste avancée de l'armée nationaliste, à quinze kilomètres de la Chine, Kimmén reprend goût à la vie.

## 21.50

FAUT PAS RÉVER  
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invités : Chantal Maugué, Hédi : les lieux d'argile. France : Vannier (60 min). 7889141  
22.50 Journal. Météo.  
23.15 Science 3. Kanal, le singe aux mille mots (60 min). 8274325  
0.05 Libre court. Court métrage de Thomas Biat. Départ immédiat. Film de Roger Donaldson (1992). 94895412  
0.40 Capital. Série. 1.25 Musique griffée. Magazine. El Drine Don Quijote. Variétés de Don Quijote, de M. Petipa et de L. Milius. Ruggero Raimondi, Uta Lampa, Miguel Zañetti au piano pour L'Homme de la Menche (15 min).

## Ciné Cinémas

21.00 Rambo II. Film de Ted Kotcheff (1982, 90 min). 2485257  
22.30 Sabres mortels. Film de Roger Donaldson (1992, v. a., 100 min). 55579073

## Série Club

20.50 Au-delà du réel, l'aventure continue. L'appel d'ailleurs.  
21.40 et 1.30 La Contesse de Chamy.  
22.30 Zéro un Londres. Crime sans mémoires.  
23.00 A plume et à sang. La malediction du pharaon.  
23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir. Les chevaliers de la mort.  
0.40 Au-delà du réel. La main de verre (50 min).

## Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Les jumeaux de l'apocalypse.  
21.20 The New Statistariat. N.A.S.H.  
21.45 On the Air.  
22.10 Chronique du front.  
22.15 Dream On.  
22.45 Setaféd.  
23.10 Top Bob. Tom Hanks.  
23.50 La Semaine sur Jimmy. 0.00 New York Police Blues. Épisode n° 63.

## La Cinquième

17.50 Les Grandes Tournées de l'Histoire. Le mariage de Pocher. 18.20 Le Monde des animaux. 18.55 Le Journal du temps.

## Arte

19.00 Tracks. Magazine. Science-fiction. 19.30 7 1/2. Quel avenir pour Beaubourg ? 20.00 Brit. Magazine (30 min). 20.30 et 1/2 Journal.

## 20.45

DANS L'EMPIRE DE LA SECTE  
Téléfilm de Thomas Naitz, avec Franziska Petri, Uwe Koksch (85 min). 243561  
Une jeune femme s'introduit au cœur d'une secte qu'elle soupçonne être à l'origine du suicide de son ami. Elle ignore que son père, un commissaire, y enquête inconjta.

## 22.10

GRAND FORMAT : A LA MÉMOIRE D'UN MONSTRE  
Documentaire de Ralf Schibbe (105 min). 4188257  
Portrait d'un commis boucher allemand, Jürgen Bartsch, assassin d'enfants.  
23.55 La Stratégie de l'escargot. Film de Sergio Cabrera, avec Frank Ramirez (1993, v. a., 110 min). 5386677  
1.45 Le Dessous des cartes. Magazine. Belgique [22] (rediff.).  
1.55 Sinatra : les Shows (1957-1965). Documentaire de Claude Ventura (rediff., 60 min). 9473604

## M 6

17.25 Hit machine. Magazine.  
18.00 Bugs. Série.  
19.00 Code Quantum. Série.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Papa bricole. Série.  
20.35 Capital 6. Magazine.

## 20.45

HARCELÉE  
Téléfilm d'Alan Mettger, avec Corinne Salicrú, Gregory Harrison (105 min). 428832  
Harcelée par un amoureux éconduit, une femme demande l'aide de la police, puis d'un détective privé.

## 22.30

POLTERGEIST  
La troisième génération. Série O (50 min). 88257  
23.20 Vision de meurtres. 744 min O de Michael Rhodes, avec Barbara Eden (95 min). 3749699  
Une psychologue est sujette à des visions morbides.  
0.55 Best of groove.  
1.35 Jac 6. Magazine. 2.35 Barbara Streisand. Documentaire. 3.55 Aventure en océan indien. Documentaire. 4.40 E = M 6. Magazine (rediff.). 5.40 Culture puis. Magazine (rediff.). 5.50 Couilles. Documentaire. Maru Di Bango (25 min).

## Canal +

16.00 Descente à Paradis. Film de George Gallo (1994, 110 min). 2086035  
17.50 Carland Cross. Dessin animé.  
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Jean Vautrin, Le Quatuor Babylord.  
20.30 Le Journal du cinéma.

## 20.35

A PART CA... DAVID BOWIE  
Interview de Michel Denisot précédée d'un documentaire (120 min). 379867  
A l'occasion de la sortie de son nouvel album (Earthling) David Bowie fait le point.  
22.55 Flash d'information.

## 22.00

TERMINAL VELOCITY  
Film de Dorit Sarafian, avec Charlie Sheen (1994, 98 min). 7870832  
0.40 Le Monstre aux yeux verts. Film de Romano Ferrara (1991, N., 90 min). 1664505  
2.10 Que la chance commence. Film d'Ernest Dickerson (1994, v. a., 95 min). 6701488  
3.45 Visiblement je vous aime. Film de Jean-Michel Carré (1995, 100 min). 7301875

## Radio

### France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Jean-Denis Bredin [35].  
20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques. Le fugitif.  
21.32 Musique : Black and Blue. Zora Sims Memories.  
22.40 Nuits magnétiques. Écarts de Russie.  
0.05 Du jour au lendemain. Daniel Dobbels, Michel Surya et Francis Marmade pour le volume (Robert Antonic) 0.08 Musique : Les câbles du musée-hall, tournée du mercredi 11 avril 1943. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.00 Concert. En direct de la salle Pleyel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski. Œuvres de Werner Henze, de Schubert, de Berg.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Van Rensselaer, Lemaire.  
23.07 Miroir du siècle. Œuvres de Tansman.  
0.00 Jazz-club. Michel Grollier, piano, avec Alby Cutler, contrebasse, et Simon Gombert, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Solides de Radio-Classique. Le pianiste Christian Zacharias. Concert enregistré le 12 octobre 1996 au Théâtre de la Ville. Œuvres de Schubert.  
22.30 Les Solides de Radio-Classique. (Suite) Le pianiste Christian Zacharias. Œuvres de Tchaikowski, Nielsen, Sibelius. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

## EN VUE

La dernière émission quotidienne de Patrick Poivre d'Arvor sur LCI, Place aux livres, aura lieu à la mi-février. L'écrivain Tahar Ben Jelloun présentera son roman *La Nuit de l'erreur*. Le présentateur vedette de TF 1 devrait alors inaugurer une émission littéraire hebdomadaire d'une durée de 25 minutes, au cours de laquelle il recevra un auteur en compagnie d'un critique littéraire.

Carole Bouquet et Gérard Depardieu arrivent en tête du hit-parade des acteurs les mieux payés en France, selon l'hebdomadaire VSD. Carole Bouquet aurait gagné l'an dernier 13 millions de francs, en particulier grâce au contrat qui la lie aux parfums Chanel avec un cachet de 5,5 millions de francs. Les revenus de Gérard Depardieu en 1996 sont estimés à 30 millions de francs pour trois films, une pub pour la marque Banila (dont le cachet oscillerait entre 8 et 9 millions), et les revenus de sa société DD Productions.

Douglas Hurd, l'ancien secrétaire au Foreign Office (de 1989 à 1995), pourrait renouer pour sa discrétion, a déclaré dans un entretien accordé à l'hebdomadaire satirique de Manhattan *The New York Observer* que John Major a pour habitude d'étudier avec attention les gestes de ses interlocuteurs. « Il me disait souvent : "N'avez-vous pas remarqué les mouvements de ses mains ? N'avez-vous pas observé comment il s'est passé la main dans les cheveux de ce moment ?" », raconte Douglas Hurd. Le premier ministre admet volontiers : « Je prête autant attention au langage du corps qu'aux mots prononcés ».

C'est à Michael Aris, le mari d'Ang San Sim Kyi, professeur à Oxford, qu'a dû être remis le titre de docteur en droit *honoris causa* de l'université américaine de Washington décerné à la lauréate du prix Nobel de la Paix 1991. La dirigeante emblématique de l'opposition birmane est toujours assignée à résidence par la junte militaire au pouvoir.

La princesse Diana s'est refait une nouvelle image de jeune femme sérieuse et soucieuse des autres depuis son divorce en août 1996. On la voit plus souvent en jeans qu'en tailleur sexy ou en robe vaporeuse. Aussi va-t-elle se débarrasser d'une grande partie de son ancienne garde-robe en mettant aux enchères 65 robes du soir. Le profit de cette vente sera versé à différentes associations dont elle s'occupe.

Un film sur le retour de Hongkong à la Chine sera tourné fin 1997 ou début 1998 par le réalisateur de *Smoke*, Wayne Wang, originaire de la colonie britannique. L'actrice chinoise Gong Li et le Britannique Jeremy Irons en seront les vedettes. L'action se passera pendant la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet, date de la « restitution » de la République. Le film mêlera des documents réels à la fiction.

C'est Steven Spielberg qui a acheté aux enchères, pour plus de 3 millions de francs, l'Oscar que Clark Gable avait obtenu, en 1934, pour son rôle dans *It Happened one Night* (New York-Miami) de Frank Capra. Cette statuette, mise en vente par les héritiers du comédien, était le principal lot d'une vente aux enchères de souvenirs hollywoodiens organisée par la maison de ventes Christie's à Los Angeles.

051 71 11 11



صكرا من الامل

## Le Monde

VENREDI 31 JANVIER 1997

### Au mirodrome

par Pierre Georges

ALLONS, ALLONS, l'actualité n'est pas si grise que cela. Pour peu qu'on se baisse un peu, les nouvelles drolatiques se ramassent à la pelle qui égayeront l'ordinaire et pimenteront la soupe.

Rue Saint-Denis, par exemple, ce haut lieu culturel de la vie parisienne. Une courte dépêche l'indique : la police des mœurs et usages vient d'y faire une descente en piqué qui a abouti à la fermeture d'un *peep-show*. Jusque-là, rien que de très ordinaire. Il faut bien qu'un *peep-show* soit ouvert ou fermé ! Plutôt fermé d'ailleurs. Puisqu'en ces lieux étranges, selon des renseignements de seconde main - car, sauf ordre formel et repentir extrême, un chroniqueur ne saurait s'y aventurer -, des jeunes femmes très nues dansent et miment des simulacres amoureux devant des messieurs très frustrés.

Donc ce *peep-show* fut fermé sur ordre de l'administration. Le gérant servait de prête-nom au véritable patron, interdit de commerce. Et surtout, rapporte l'AFP, l'établissement avait ouvert sans l'obligatoire autorisation des affaires culturelles.

Imaginez notre bonheur ! Il faudrait, pour ouvrir un *peep-show*, classé comme « spectacle de danse », une licence d'exploitation accordée par la Rue de Valois ! Bien plus ! L'administration, dans sa légitime défense de la langue française et son sens gouennard de la formule, aurait inventé un merveilleux terme pour qualifier ces lieux-là : le mirodrome.

Se non e vero... Mirodrome ! Voilà bien un concept qui fait appel à l'imagination créatrice et qui n'est pas sans en rappeler un autre, plus nettement indécent.

L'administration est admirable, qui a ses mots pour dire cela. On imagine, alors, le dur métier, le long calvaire de l'inspecteur des mirodromes, devant l'existentielle question : est-ce bien de l'art ou du cochon ?

Le curé de San Claudio, paroisse de Léon, le Révérend Père Roberto Asenjo n'a point, Dieu merci, de ces soucis-là. Son problème à lui, comme à la confrérie, c'est que ses paroissiens, au moment de passer à la quête, deviennent d'une pingrerie rare. Ce n'est pas qu'ils ne voudraient pas. Mais plus simplement, ravage de la monétique, qu'ils votent à la messe comme ailleurs, sans argent liquide en poche.

Le Père Asenjo, un pionnier, pour ne pas dire un génie, vient donc d'inventer le premier tronc à carte bancaire. Avec dépôt automatique et double reçu. L'un, purement spirituel, du type « Dieu vous le rendra ». L'autre, tout à fait formel, pour faciliter les contacts des donateurs avec l'administration fiscale espagnole, au chapitre bonnes œuvres et déduction d'impôt. Il fallait y penser. Le Père Asenjo l'a fait, qui a ainsi inscrit l'Eglise dans la modernité et devrait faire école.

Comme devrait faire école cette initiative d'une compagnie téléphonique suédoise sur l'introduction de la publicité dans les conversations. Le principe est simple. Communication longue distance gratuite, à condition d'accepter qu'elle soit truffée de messages publicitaires. On décroche le combiné. Message : « Cette communication vous est offerte par... Was! Was! » On parle une minute. Barilla, Barilla ! On parle trois minutes. Va chez Speedy ! Un vrai publicdrome !

## « Le Monde » condamné à payer 200 000 francs de dommages-intérêts à Jean-Luc Lagardère

Notre journal a décidé de faire immédiatement appel de ce jugement

LA PREMIÈRE chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, présidée par Jean-Marie Coulo, a condamné, mercredi 29 janvier, solidairement *Le Monde* et son directeur, Jean-Marie Combarin, à payer 200 000 francs de dommages-intérêts à Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra-Hachette, pour avoir annoncé par erreur, dans son édition datée 3-4 novembre 1996 qu'il était mis en examen pour escroquerie. Le tribunal a estimé que les faits incriminés constituaient le délit de diffamation publique envers un particulier. Il a rejeté, en revanche, l'argumentation de *Le Monde* visant également à faire condamner le journal pour « faute ».

Outre le paiement de dommages-intérêts, le jugement ordonne par ailleurs, avec exécution provisoire, « dans les quarante-huit heures de la signification du jugement », la publication dans nos colonnes d'un communiqué, avec mention à la une, faisant état de cette condamnation. De même, il ordonne la publication, par extraits, de ce jugement dans trois autres journaux au choix de M. Lagardère. *Le Monde* a décidé de faire appel de ce jugement.

Sur la base d'informations erronées obtenues auprès du parquet de Paris - interlocuteur habilité à communiquer avec la presse -, *Le Monde* avait écrit que M. Lagardère avait été mis en examen pour « abus de biens sociaux, escroquerie, faux, usage de faux et infraction à l'article 433-2 de la loi sur les sociétés », alors qu'il ne l'avait été que pour « abus de biens sociaux ».

À la suite de la plainte d'un actionnaire contestant le système de redevance rémunérant l'équipe de direction du groupe. Présentant ses excuses à ses lecteurs et à M. Lagardère, *Le Monde* avait reconnu son erreur dans son édition du 5 novembre 1996 et expliqué que celle-ci avait été commise « de bonne foi ».

Dans son jugement, le tribunal a tout d'abord reconnu que « dans le contexte de la décision gouvernementale de céder la société Thomson ou groupe des sociétés dirigé par Jean-Luc Lagardère et après la révolution publique par celui-ci d'une mise en examen récemment notifiée, le journal *Le Monde* était en droit de renseigner ses lecteurs sur les faits reprochés au demandeur, en complément s'il était nécessaire, voire en rectifiant, l'information fournie par celui-ci ».

Le tribunal a également rejeté l'argumentation du PDG de Matra-Hachette selon laquelle *Le Monde* aurait fait preuve d'une « onimosité constante » à son égard dans le contexte de la privatisation de Thomson. « Attendu, énonce le jugement, que, contrairement à ce que soutient Jean-Luc Lagardère, le seul fait que le journal *Le Monde* ait de multiples reprises contesté les modalités de la privatisation de Thomson envisagée par les pouvoirs publics et critiqué le choix du groupe Lagardère pour la reprise de ses activités n'est que la manifestation de l'exercice par les journalistes d'une publication de presse de leur liberté d'expression des opinions et ne saurait constituer la preuve d'une onimosité ».

té de leur port envers sa propre personne ».

Le tribunal a enfin reconnu que les journalistes avaient usé de précautions dans la rédaction de leur propos, affirmant : « Attendu qu'il est indéniable que les articles incriminés sont assortis de certaines précautions de rédaction, les défendeurs soulignant à juste titre que le conditionnel a été utilisé, dans les textes de présentation de ces articles, pour annoncer les chefs de mise en examen de Jean-Luc Lagardère ».

### Le tribunal accorde trois des quatre conditions de la « bonne foi »

Des quatre conditions auxquelles la jurisprudence subordonne la « bonne foi » des journalistes, le tribunal en a donc concédé trois au *Monde* : « La légitimité du but poursuivi par l'auteur de la publication, son absence d'onimosité personnelle envers la personne mise en cause, la prudence et la mesure dans l'expression des propos. » Mais il a, en définitive, écarté l'excuse de bonne foi au motif que n'était pas remplie la quatrième condition - « le sérieux et la qualité de l'enquête effectuée en vue de la publication ».

Selon le tribunal, qui place sur le même plan les deux sources du journal - l'entourage de M. Lagardère et le parquet de Paris -, quali-

fiées toutes deux de « sources incertaines », insuffisamment contrôlées. *Le Monde* a « fourni des informations contradictoires ». Le tribunal se refuse à prendre en compte la chronologie des faits telle que l'avocat du *Monde*, Yves Baudelot, l'avait exposé, dont il ressortait d'une part, qu'à plusieurs reprises le secrétariat général du parquet de Paris avait présenté aux journalistes du *Monde* comme certifiée une information, en fait erronée, sur les chefs de mise en examen de M. Lagardère ; d'autre part, que l'entourage de M. Lagardère s'était refusé à répondre clairement aux questions du *Monde* avant l'heure limite de « bouclage » du journal. Les magistrats ont au contraire relevé qu'un « doute » avait finalement surgi dans l'esprit des journalistes et ont estimé que *Le Monde* ne pouvait justifier « d'une quelconque impossibilité technique de suspension des opérations d'impression ».

Le tribunal estime en conséquence que *Le Monde* aurait dû « différer la publication [des informations en cause] pour poursuivre les investigations, vérifier les informations recueillies et tenter de comprendre, avant d'en informer le public, la cause des incertitudes relevées ». Enfin, le tribunal affirme que *Le Monde* ne saurait « se prévaloir d'une croyance légitime en l'exactitude des informations rapportées », ni « de la publication ultérieure d'excuses sans effet sur l'existence du délit ».

### Le prix de l'indépendance

LE MONDE est lourdement condamné pour une erreur qu'il a immédiatement reconnue, dont il s'est longuement excusé auprès de ses lecteurs et qu'il a commise parce qu'il a cru, de bonne foi, une « information » obtenue officiellement auprès du secrétariat général du parquet de Paris.

Ce résumé abrupt, mais de bon sens, du sort qui nous est fait en cette affaire : la liberté de la presse.

Loi d'être un privilège des journalistes, celle-ci est le prolongement d'un droit fondamental des citoyens. « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression », énonce la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, reprenant l'héritage de la Déclaration de 1789 qui solennisait la « libre communication des pensées et des opinions ». La presse n'est libre que parce que la démocratie appelle un espace public pluraliste et conflictuel, où les idées, les informations et les opinions s'échangent et se confrontent librement.

Si l'on rappelle cette évidence, ce n'est pas par corporatisme, mais pour bien faire comprendre ce qui se joue dans tout procès de presse. Le droit est ici le modérateur et l'arbitre d'un conflit entre plusieurs principes démocratiques. Droit contre droit, les juges sont appelés à définir l'espace où se croisent liberté et responsabilité - liberté d'expression et droit de la personne, notamment. De jugements en arrêts, ils le font sur la base d'un texte fondateur, la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Mais ils ne se contentent pas d'énoncer ce que proclame le droit ni de constater l'indiscutable : fragile et délicat, le droit de la presse ne porte pas, en lui-même, d'évidentes réponses. Il est d'abord, ainsi que l'ont souligné en 1989, dans un ouvrage commun, un magistrat, Philippe Bilger, et un avocat, Bernard Prévost, « un droit d'interprétation ».

La jurisprudence, telle que la façonnent les juges, infléchit le droit. S'agissant du *Monde* et, en l'espèce, d'une de ses enquêtes sur l'affaire dite des « Irlandais de Vincennes », il est arrivé que des magistrats donnent raison à la presse contre

l'institution judiciaire elle-même, reconnaissant la vérité de faits délictuels révélés dans nos colonnes mais dont la justice n'a jamais condamné leur auteur. Plus généralement, il arrive souvent que la presse soit relaxée bien qu'ayant publié une information objectivement diffamatoire, c'est-à-dire portant atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, parce que les juges lui reconnaissent le bénéfice de la « bonne foi » - en d'autres termes, estiment que la publication de l'information en cause était légitime.

C'est d'abord à cette aune qu'il faut évaluer le jugement rendu par la première chambre du tribunal de Paris. Excessif et excessif, il crée un précédent dangereux pour la liberté d'information. Pour trois raisons. Premièrement, en estimant que, dans une enquête journalistique sur une information judiciaire en cours, le parquet est « une source incertaine insuffisamment contrôlée », il crée une situation absurde : comment informer sur la justice, si la seule source judiciaire qui a officiellement le droit et le devoir de communiquer est a priori refusée ? Deuxièmement, en ordonnant l'exécution provisoire, en rectifiant son erreur dès son édition suivante, *Le Monde* a, publiquement et aussi promptement que possible, mis fin au préjudice qu'il avait causé en se trompant. Troisièmement, en nous condamnant, deux mois et demi après les faits, à des dommages et intérêts farfelus, il frappe à la caisse un quotidien non seulement indépendant mais qui s'efforce, dans un

métier qui ne relève pas des sciences exactes, de respecter quelques règles déontologiques élémentaires : de l'institution indépendante du médiateur à la parution quotidienne et regroupée de rectificatifs, en passant par la publication régulière de droits de réponse, *Le Monde* n'est pas le dernier à se remettre en cause.

A ces trois raisons s'en ajoute une autre, dont les magistrats ne sont évidemment pas responsables : ce détournement de l'esprit de la loi sur la presse que constitue le recours au procès civil, où seuls les avocats des parties plaident sur dossier. Dans un jeu non seulement normal mais loyal, un procès de presse se plaide d'abord au pénal, où témoins et prévenus peuvent être entendus et questionnés, la procédure civile n'intervenant qu'en complément, au titre des dommages et intérêts. Or, de plus en plus, le jeu est faussé par la multiplication de poursuites au civil qui ne permettent pas un ample débat contradictoire.

#### UNE SITUATION SANS PRÉCÉDENT

Nos lecteurs auront compris que, dans le cas présent, *Le Monde* est confronté à une attitude singulière de la part du groupe Lagardère. Ne voulant pas faire pression sur la justice, nous nous sommes refusés à les en informer tant que le jugement de première instance n'était pas rendu. Le temps est donc venu de leur faire savoir que leur journal est, depuis plusieurs mois, en butte à une offensive du groupe Lagardère dont l'enjeu est tout simplement son indépendance, et, partant, son crédit.

L'erreur que nous avons

commise - et que nous aurions évidemment préféré ne pas commettre - sert ici de prétexte à des manœuvres autrement graves. Parce que *Le Monde* n'a pas épousé ses intérêts privés à l'occasion de la procédure de privatisation de Thomson, le groupe Lagardère a décidé de le sanctionner. Actionnaire minoritaire de notre imprimerie par l'intermédiaire d'Hachette, il estimait sans doute qu'à ce titre nous devions être l'un de ses groupes de pression. Si tel avait été le cas, *Le Monde* ne serait évidemment plus *Le Monde*.

L'indépendance a un prix que nous payons donc au prix fort. Un accord longuement négocié et prévoyant l'impression du *Journal du dimanche*, publication hebdomadaire d'Hachette, sur nos rotatives a été brutalement suspendu. Des pressions sont exercées sur certains de nos partenaires pour tenter - en vain - de détériorer les relations sociales au sein de l'entreprise. Pour ne citer que la partie la plus visible d'une situation sans précédent dans notre histoire : *Le Monde* a subi nombre d'assauts, tous menés de l'extérieur, qu'il s'agisse des milieux financiers lançant *Le Temps de Paris*, ou des initiateurs d'une publication tout aussi éphémère, *l'Inform*. Cette fois l'offensive est menée de l'intérieur, puisqu'il s'agit de notre partenaire dans une filiale commune, *Le Monde Imprimerie*.

Le groupe Lagardère a cependant commis une erreur d'appréciation. Le redressement du *Monde* depuis 1994 le met à l'abri d'une déstabilisation par l'actionnaire d'une de ses filiales, fût-elle aussi puissante que Matra-Hachette. Sa direction a reçu le soutien unanime de ses actionnaires, internes (sociétés de personnes) comme externes (qui veillent, eux, à respecter l'indépendance de la rédaction, inscrite dans la charte du conseil de surveillance).

Aussi serait-il regrettable que la justice, en sanctionnant outre mesure une erreur publiquement réparée, prête la main à cette offensive. C'est pourquoi *Le Monde* fait appel à date fixe du jugement de première instance et engage une procédure afin de surseoir à son exécution provisoire tant qu'il ne sera pas définitif.

J.-M. C.

LE N°1 DE LA VIE MICRO INFORMATIQUE

# SVM

Science & Vie Micro

## AVANT-PREMIERE

### Le nouveau Windows dévoilé

Les 3 icônes qui vont tout changer

Et aussi

Windows CE  
Word, Excel,  
Internet dans la poche  
Pentium MMX  
Intel adopte le multimédia  
et sème le doute

Les Français et la micro en 97  
Le point sur 10 idées reçues

**SVM, toute la vie de la micro.**

BOURSE		TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		3615 LE MONDE
Cours relevés le jeudi 30 janvier, à 10 h 15 (Paris)				
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
		Cours au 29/01	Var. en %	Bo 96
Tokyo Nikkei	18335,30	+3,08	-7,73	
Hong Kong Index	13285,40	-0,88	-1,25	
Tokyo Nikkei sur 3 mois				
Paris CAC 40	2465,01	-0,72	+6,45	
London FT 100			+5,91	
Zurich	2029,61	+1,39	+8,31	
Milan MIB 30	1163	-0,68	+2,74	
Frankfurt Dax 30	3005,09	+0,53	+4,02	
Bruxelles			+12,42	
Suisse SPS	1593,05	+0,47	+1,61	
Madrid Iben 35	466,47	+1,80	+4,87	
Amsterdam CBS	464,40	+0,55	+6,19	

Tirage du *Monde* daté jeudi 30 janvier : 462 536 exemplaires